

Commune de **Neuville-sur-Ailette** Plan Local d'Urbanisme

1. Rapport de Présentation

Vu pour être annexé à la
délibération du

Approuvant le PLU

Signature et cachet de
la collectivité



GEOGRAM

Environnement - Urbanisme

16 rue Rayet Liénart
51420 Witry-lès-Reims
Tél. : 03 26 50 36 86
Fax : 03 26 50 36 80
e-mail : bureau.etudes@geogram.fr
Site internet : www.geogram.fr

Sommaire

INTRODUCTION	13
▶ Les objectifs d'un P.L.U.	13
▶ Le Plan Local d'Urbanisme : Définition et contenu	13
<i>Le rapport de présentation</i>	<i>14</i>
<i>L'évaluation environnementale</i>	<i>15</i>
<i>Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)</i>	<i>16</i>
<i>Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)</i>	<i>17</i>
<i>Le règlement.....</i>	<i>18</i>
<i>Les annexes sanitaires et servitudes d'utilité publique</i>	<i>24</i>
Schéma de synthèse du contenu du PLU	25
 1^{ÈRE} PARTIE : DIAGNOSTIC COMMUNAL.....	27
 1] APPROCHE GLOBALE DU TERRITOIRE	28
1.1. Situation administrative et géographique	28
1.2. Intercommunalité et structures intercommunales	29
1.3. Historique de la planification locale	32
1.4. Histoire locale	32
1.5. Principales caractéristiques du territoire communal	36
<i>Artificialisation passée</i>	<i>36</i>
 2] COMPOSANTES DE LA COMMUNE	38
2.1. Approche sociodémographique du territoire.....	38
2.1.1. Démographie	38
2.1.2. Ménages.....	39
2.2. L'habitat.....	39
<i>Évolution du parc de logements</i>	<i>39</i>
<i>Nouveaux logements</i>	<i>40</i>
<i>Point mort.....</i>	<i>40</i>
<i>Caractéristiques des résidences principales en 2018</i>	<i>40</i>
2.3. Approche socio-économique du territoire	41
2.3.1. Emploi.....	41
2.3.2. Déplacements domicile – travail	42
2.3.3. Activités locales.....	42
2.3.4. Activité agricole	42
2.4. Équipements et services	44
2.5. Réseaux – Déchets – Défense incendie	47
2.5.1. Alimentation en eau potable.....	47
2.5.2. Assainissement.....	47
2.5.3. Collecte et traitement des déchets	47
2.5.4. Défense incendie	47
2.5.5. Réseau de communications numériques	47

2.6. transports et déplacements	48
2.6.1. Transports individuels.....	48
2.6.2. Transports en commun.....	48
2.6.3. Transport fluvial.....	48
2.6.4. Déplacements doux	49
2.6.5. Capacités de stationnement.....	50
3] DOCUMENTS SUPRACOMMUNAUX	51
4] SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE ET CONTRAINTES TERRITORIALES.....	52
4.1. Servitudes d'utilité publique	52
4.2. Projet d'intérêt général	52
4.3. Routes à grande circulation.....	52
4.4. Patrimoine archéologique	53
4.5. Identification géographique de produits alimentaires.....	54
2^{ÈME} PARTIE : ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	55
1] MILIEU PHYSIQUE	56
1.1. Relief	56
1.2. Contexte géologique.....	57
1.2.1. Géologie de la commune.....	57
1.2.2. Ressources minières.....	60
1.3. Hydrologie	60
1.3.1. Les cours d'eau et leur bassin-versant.....	60
1.3.2. Zones à Dominante Humide	63
1.4. Potentiels en matière d'énergies renouvelables.....	65
1.4.1. Solaire.....	66
1.4.2. Éolien.....	66
1.5. Qualité de l'air	67
1.5.1. Registre Français des Émissions Polluantes.....	67
1.5.2. Réseau de surveillance de la qualité de l'air.....	67
1.6. Climatologie	69
a) Températures.....	69
a) Précipitations	70
c) Bilan climatique.....	70
2] RISQUES.....	71
2.1. Risques naturels.....	71
2.1.1. Catastrophes naturelles.....	71
2.1.2. Plan de Prévention des Risques Naturels.....	71
2.1.3. Aléa de retrait/gonflement des argiles.....	71
2.1.4. Cavités.....	72
2.1.5. Mouvements de terrain	73
2.1.6. Risque de coulées de boue.....	74
2.1.7. Risque sismique.....	75
2.1.8. Risque radon	75

2.2. Risques issus de l'activité humaine	76
2.2.1. Établissements industriels	76
2.2.2. Pollution des sols.....	76
2.2.3. Nuisances sonore liées aux infrastructures de transport.....	76
2.2.4. Autres risques.....	77
3] PAYSAGES	77
3.1. Unités paysagères.....	77
3.1.1. Présentation générale	77
3.1.2. Les Collines du Laonnois	77
3.3.3. Unités paysagères sur le territoire communal	78
3.2. Sensibilité particulière	80
4] PATRIMOINE BÂTI	80
4.1. Organisation des espaces bâtis	80
La zone urbanisée.....	80
4.2. Typologie urbaine	81
4.3. Patrimoine architectural et vernaculaire.....	82
5] ESPÈCES ET MILIEUX NATURELS	83
5.1. Milieux naturels identifiés	83
5.1.1. Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique	83
5.1.2. Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles	87
5.1.3. Trame Verte et Bleue	89
5.1.4. Zones humides (aspect écologique).....	92
5.2. Milieux naturels protégés.....	93
5.2.1. Sites Natura 2000	93
5.2.2. Arrêtés de Protection de Biotope	102
5.2.3. Réserves Naturelles.....	102
5.3. Biodiversité communale	103
5.3.1. Habitats « naturels » sur la commune.....	103
5.3.2. Flore - données bibliographiques	105
5.3.3. Faune - données bibliographiques	106
6] CONSOMMATION DES ESPACES AGRICOLES ET NATURELS	107
6.1. Analyse de la consommation passée.....	107
6.2. Étude de densification	109
6.2.1. Mobilisation des logements vacants.....	109
6.2.2. Mutation du bâti existant.....	109
6.2.3. Espaces résiduels mobilisables	109

**3^{ÈME} PARTIE : SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC ET DE ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT –
OBJECTIFS DE MODÉRATION DE CONSOMMATION DES ESPACES 111**

1] SYNTHÈSES ET ENJEUX.....	112
1.1. Synthèse du diagnostic communal.....	112
1.2. Synthèse de l'état initial de l'environnement et hiérarchisation des enjeux.....	113
2] OBJECTIFS DE MODÉRATION DE CONSOMMATION DES ESPACES	113

4^{ÈME} PARTIE : TRADUCTION ET JUSTIFICATIONS DES ORIENTATIONS DU PADD..... 115

1] FONDEMENTS DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES	116
2] TRADUCTION ET JUSTIFICATIONS DES ORIENTATIONS DU PADD DANS LES DOCUMENTS GRAPHIQUES.117	
2.1. Orientations concernant la protection contre les risques.....	117
2.2. Orientations concernant les paysages.....	117
2.3. Orientations concernant la protection des espaces naturels, la préservation des continuités écologiques	118
2.4. Orientations concernant le développement de l'habitat.....	118
2.5. Orientations concernant l'énergie, les communications, les transports et les déplacements	119
2.6. Orientations concernant le développement des activités économiques, commerciales et agricoles	119
2.7. Orientations concernant les équipements, la mise en valeur du patrimoine et les loisirs ..	120
3] SUPERFICIE DES ZONES DU PLU	121
3.1. Surface des zones du présent PLU.....	121
3.2. Comparaison avec le PLU précédemment applicable :	121
4] TRADUCTION DES ORIENTATIONS DANS LES OAP.....	122
5] TRADUCTION DE CES ORIENTATIONS DANS LE DOCUMENT ÉCRIT (RÈGLEMENT DU PLU) ET MOTIFS DES LIMITATIONS ADMINISTRATIVES À L'UTILISATION DU SOL	123
5.1. Dispositions applicables à la zone UA.....	123
5.2. Dispositions applicables à la zone UL	124
5.3. Dispositions applicables à la zone A	125
5.4. Dispositions applicables à la zone N.....	126

**5^{ÈME} PARTIE : EXPOSÉ DES MOTIFS POUR LESQUELS LE PROJET A ÉTÉ RETENU &
COMPARAISON DES SCÉNARIIS 129**

1] SCÉNARIO 1 : CONSERVATION DU ZONAGE DU PLU PRÉCÉDENT.....	130
Capacités	130
Exposition aux risques.....	131
2] SCÉNARIO 2	131
Capacités	131
Exposition aux risques.....	132

4] SCÉNARIO RETENU	132
<i>Capacités</i>	<i>132</i>
<i>Exposition aux risques.....</i>	<i>132</i>

5] RAISONS DU CHOIX DU PROJET	133
--------------------------------------------	------------

**6^{ÈME} PARTIE : COMPATIBILITÉ ET PRISE EN COMPTE DES AUTRES PLANS ET
PROGRAMMES OPPOSABLES..... 135**

1] SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT)	136
2] SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES (STRADDET).....	136
3] SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE).....	138
4] SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE)	139
5] PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION (PGRI)	139

**7^{ÈME} PARTIE : INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU DOCUMENT
SUR L'ENVIRONNEMENT - MESURES D'ÉVITEMENT, RÉDUCTION,
COMPENSATION, DÉFINIES EN CONSÉQUENCE 141**

1] INCIDENCES SOCIO-ÉCONOMIQUE.....	142
1.1. Développement économique et activités créées.....	142
1.2. impacts sur l'agriculture	142
1.2.1. Prise en compte des activités agricoles existantes.....	142
1.2.2. Consommation d'Espaces Agricoles	142
2] INCIDENCES SUR LE PAYSAGE.....	143
2.1. Paysage naturel	143
2.2. Paysage urbain.....	144
3] INCIDENCES ET MESURES SUR LE MILIEU PHYSIQUE	144
3.1. Ressources minérales	144
3.2. Eaux souterraines et de surface - aspects quantitatifs.....	144
3.3. Eaux souterraines et de surface - aspects qualitatifs	145
3.4. Zones à dominante humide (aspects hydrauliques).....	145
3.5. Climat global	145
3.6. Climat local	147
3.7. Qualité de l'air	148
4] INCIDENCES ET MESURES CONCERNANT LA BIODIVERSITÉ ET LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES	149
4.1. Incidence sur les services écosystémiques.....	149
4.2. Incidence sur les espèces protégées ou patrimoniales	149
a) Flore.....	149
b) Faune	149

4.3. Incidence sur les continuités écologiques	150
4.3.1. Lac de l'Ailette et ses berges	150
4.3.2. Boisements du coteau	150
4.3.2. Lisières et pelouses calcicoles.....	150
4.4. Incidence sur les zones à dominante humide (aspect écologique)	150
4.5. Incidence sur les ZNIEFF et les ENS.....	150
4.6. Incidences sur les Réserves Naturelles et les Arrêtés de Protection de Biotope	151
5] INCIDENCES SUR LES ENJEUX SPÉCIFIQUES NATURA 2000	152
5.1. ZSC n°FR2200395 « Collines du Laonnois oriental »	152
5.1.1. <i>Rhinolophus ferrumequinum</i> – Grand rhinolophe.....	153
5.1.2. <i>Rhinolophus hipposideros</i> – Petit rhinolophe	153
5.1.3. <i>Myotis bechsteinii</i> – murin de Bechtein.....	153
5.1.4. <i>Myotis emarginatus</i> – Murin à oreilles échancrées	154
5.1.5. <i>Myotis myotis</i> – Grand murin.....	154
5.1.6. Toutes espèces de chiroptères	154
5.2. ZSC n°FR2200396 « Tourbière et coteaux de Cessières Montbavin ».....	154
6] AUTRES INCIDENCES	155
6.1. Incidences sur le trafic et sécurité routière.....	155
6.2. Incidences sur le patrimoine archéologique	155
6.3. Incidences sur la santé.....	156
6.4. Incidences sur la production de déchets.....	156
6.5. Incidences sur l'exposition aux risques naturels	157
7] MESURES ERC ET PRÉCONISATIONS	159
7.1. Mesures d'évitement.....	159
7.2. Mesures de réduction.....	160
7.3. Mesures de compensation	161
7.4. Préconisations	161
8] MANIÈRE DONT A ÉTÉ MENÉE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE	162

8^{ÈME} PARTIE : CRITÈRES, INDICATEURS ET MODALITÉS DE SUIVI PROPOSÉS POUR L'ÉVALUATION DU PLU ET POUR SES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

1] SUIVI SOCIO-ÉCONOMIQUE	164
2] SUIVI DES EFFETS SUR LE MILIEU PHYSIQUE ET LES RISQUES	165
3] SUIVI DES EFFETS SUR LA CONSOMMATION D'ESPACE ET LE PAYSAGE	166
4] SUIVI DES EFFETS SUR LES MILIEUX NATURELS	166

ANNEXES 167

ANNEXE 1 : FICHES D'INTERVENTION DU SDIS SUITE AUX ÉVÉNEMENTS DU 15 AOÛT 2017	169
ANNEXE 2 : COUPURES DE PRESSE RELATIVES AUX ÉVÉNEMENTS DU 15 AOÛT 2017	172
ANNEXE 3 : LISTE DES ESPÈCES VÉGÉTALES RÉFÉRENCÉES À NEUVILLE-SUR-AILETTE (CBNBL)	173
ANNEXE 4 : LISTE DES ESPÈCES ANIMALES RÉFÉRENCÉES À NEUVILLE-SUR-AILETTE (INPN ET CLICNAT)..	181
<i>Escargots et autres mollusques :.....</i>	<i>181</i>
<i>Insectes et araignées :</i>	<i>181</i>
<i>Amphibiens et Reptiles :.....</i>	<i>182</i>
<i>Oiseaux nicheurs :</i>	<i>182</i>
<i>Oiseaux non-nicheurs (de passage) :.....</i>	<i>183</i>
<i>Mammifères :</i>	<i>186</i>

Table des illustrations

Figure 1 - Situation dans le département.....	28
Figure 2 – Communes limitrophes.....	28
Figure 3 – Communes membre de la Communauté de Communes du Chemin des Dames	29
Figure 4 – Ruines du château et ancienne église avant 1914.....	33
Figure 5 – Murs restaurés de l'ancien château.....	34
Figure 6 – Limites du village reportée du cadastre napoléonien	34
Figure 7 – évolution de la population au cours des XIX ^{ème} et XX ^{ème} Siècles.....	35
Figure 8 – Occupation des sols	36
Figure 9 – Consommation foncière au cours des 10 dernières années	37
Figure 10 – Évolution démographique	38
Figure 11 – Évolution du parc de logement.....	39
Figure 12 – Modes de déplacement domicile/travail.....	42
Figure 13 – répartition de l'usage agricole des terres en 2019.....	43
Figure 14 – Terres agricoles en 2019.....	44
Figure 15 – Jardins Guillemette : Plate-forme d'observation	45
Figure 16 – Jardins Guillemette : l'entrée	45
Figure 17 – Jardins Guillemette : vue partielle	45
Figure 18 – Center Parcs : disposition sur les communes de Neuville-sur-Ailette et Chamouille	46
Figure 19 – Center Parcs : vue sur les bungalows et le lac.....	46
Figure 20 – Infrastructures de transport : échelle locale	48
Figure 21 – Infrastructures de transport : échelle régionale	48
Figure 22 – Véloroutes du Schéma Régional Hauts-de-France	49
Figure 23 – Chemins de randonnée.....	49
Figure 24 – Tracé de la Voie Verte de l'Ailette sur la commune de Neuville-sur-Ailette.....	50
Figure 25 – Carte de sensibilité archéologique	53
Figure 26 – Topographie.....	56
Figure 27 – Coupe topographique	56
Figure 28 – Pentes	57
Figure 29 – Carte géologique	58
Figure 30 – Tracé du cours de l'Ailette	60
Figure 31 – Cours d'eau et bassins-versants	61
Figure 32 – Lac de l'Ailette.....	62
Figure 33 – Fonctions des zones humides	63
Figure 34 – Carte des zones à dominante humide selon l'AESN	64
Figure 35 – Carte des zones potentiellement humides selon Geogram.....	65
Figure 36 – Potentiel d'énergie solaire	66
Figure 37 – Concentration en oxydes d'azote	68
Figure 38 – Concentration en particules fines	68
Figure 39 – Pollution par l'ozone	69
Figure 40 – Diagramme ombrothermique	70
Figure 41 – Carte de l'aléa retrait/gonflement d'argiles.....	72
Figure 42 – Carte de situation des cavités souterraines connues.....	72
Figure 43 – Carte de situation des mouvements de terrains recensés.....	73
Figure 44 – Coulées de boue du 15 août 2017 : vue sur la salle communale	74
Figure 45 – Coulées de boue du 15 août 2017 : vue sur le chemin du Tour de Ville	74
Figure 46 – Secteurs exposés à des à risque de coulées de boue	75
Figure 47 – Carte des paysages de l'Aisne	77
Figure 48 – Unités paysagères dur le territoire	78
Figure 49 – Vue sur le village depuis le Chemin des Dames	79
Figure 50 – Table d'orientation	80

Figure 51 – Plan du village.....	81
Figure 52 – Vestiges du donjon de l'ancien château.....	82
Figure 53 – Mur restauré de l'enceinte de l'ancien château	82
Figure 54 – Vue sur « Les Jardins Guillemette »	82
Figure 55 – Carte des ZNIEFF	83
Figure 56 – Carte des ENS.....	88
Figure 57 – trame verte et bleue : échelle régionale/nationale	89
Figure 58 – Trame verte et bleue : échelle sub-régionale.....	90
Figure 59 – Trame verte et bleue : échelle locale.....	91
Figure 60 – Zones Natura 2000 aux alentours de Neuville-sur-Ailette.....	94
Figure 61 – Portion du site "Collines du Laonnois oriental" sur le territoire communal	95
Figure 62 – Habitats de la portion de la zone Natura 2000 présente sur la commune	98
Figure 63 – Abrupts recelant des grottes	99
Figure 64 – Localisation de la Réserve Naturelle Régionale « Coteaux du Chemin des Dames » par rapport au territoire communal	103
Figure 65 – Répartition des types de milieux sur le territoire communal	104
Figure 66 – Fumana couché.....	106
Figure 67 – Consommation foncière annuelle (source : observatoire de l'artificialisation).....	107
Figure 68 – Vue aérienne du Domaine de l'Ailette en 2010.....	108
Figure 69 – Vue aérienne du Domaine de l'Ailette en 2020	108
Figure 70 – Consommation d'espace observée au cours des 10 dernières années	109
Figure 71 – « Dents creuses » dans le village.....	110
Figure 72 – Schéma du principe « Éviter, Réduire, Compenser » appliqué à la consommation foncière....	114
Figure 73 – Localisation des extensions de l'urbanisation	119
Figure 74 – Tableau de surface des zones.....	121
Figure 75 – Comparaison des surfaces ancien/nouveau PLU	121
Figure 76 – Capacité d'accueil dans le scénario « au fil de l'eau ».....	130
Figure 77 – Constructibilité et risques dans le scénario.....	131
Figure 78 – Capacité d'accueil dans le scénario 2	131
Figure 79 – Capacité d'accueil dans le scénario retenu	132
Figure 80 – Phénomène d'îlots de Chaleur Urbains	147
Figure 81 – Localisation des bois et des secteurs d'extension.....	153
Figure 82 – Prise en compte des risques d'inondation et de coulées de boue	157
Figure 83 – Prise en compte des principaux enjeux environnementaux.....	159

Introduction

► LES OBJECTIFS D'UN P.L.U.

Par la délibération du 21 octobre 2021, la commune de NEUVILLE-SUR-AILETTE a exprimé sa volonté de réviser son Plan Local d'Urbanisme. Il s'agit d'un document de planification qui organise l'avenir du village et réglemente l'occupation des sols. Il vise à répondre à de nouveaux enjeux communaux. Au travers ce document, les élus souhaitent¹ :

- ↳ Refaire un état des lieux suite au PLU de 2004 ;
- ↳ Mener une réflexion globale sur l'avenir du territoire communal tenant compte des évolutions qui ont eu lieu dans la commune
- ↳ Tenir compte des coulées de boue,
- ↳ Revoir le règlement du PLU notamment pour tenir compte des nouveaux modes de construction.
- ↳ Mettre en conformité le PLU avec les nouveaux textes réglementaires.

► LE PLAN LOCAL D'URBANISME : DÉFINITION ET CONTENU

Le PLU constitue le document fondamental de la planification locale ; il définit de façon précise le droit des sols applicable à chaque terrain. Il fixe les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols, délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger et définit, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions. Il permet d'assurer :

- ↳ L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;
- ↳ La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux.
- ↳ Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du

¹ Motivations exposées dans la délibération de prescription de la procédure de révision du PLU.

patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Suite à la délibération de prescription, le Préfet a transmis un document appelé « Porter à Connaissance » qui recense l'ensemble des servitudes d'utilité publique et des contraintes qui s'appliquent sur le territoire communal et qui devront être prises en compte dans le PLU.

Le PLU comprend :

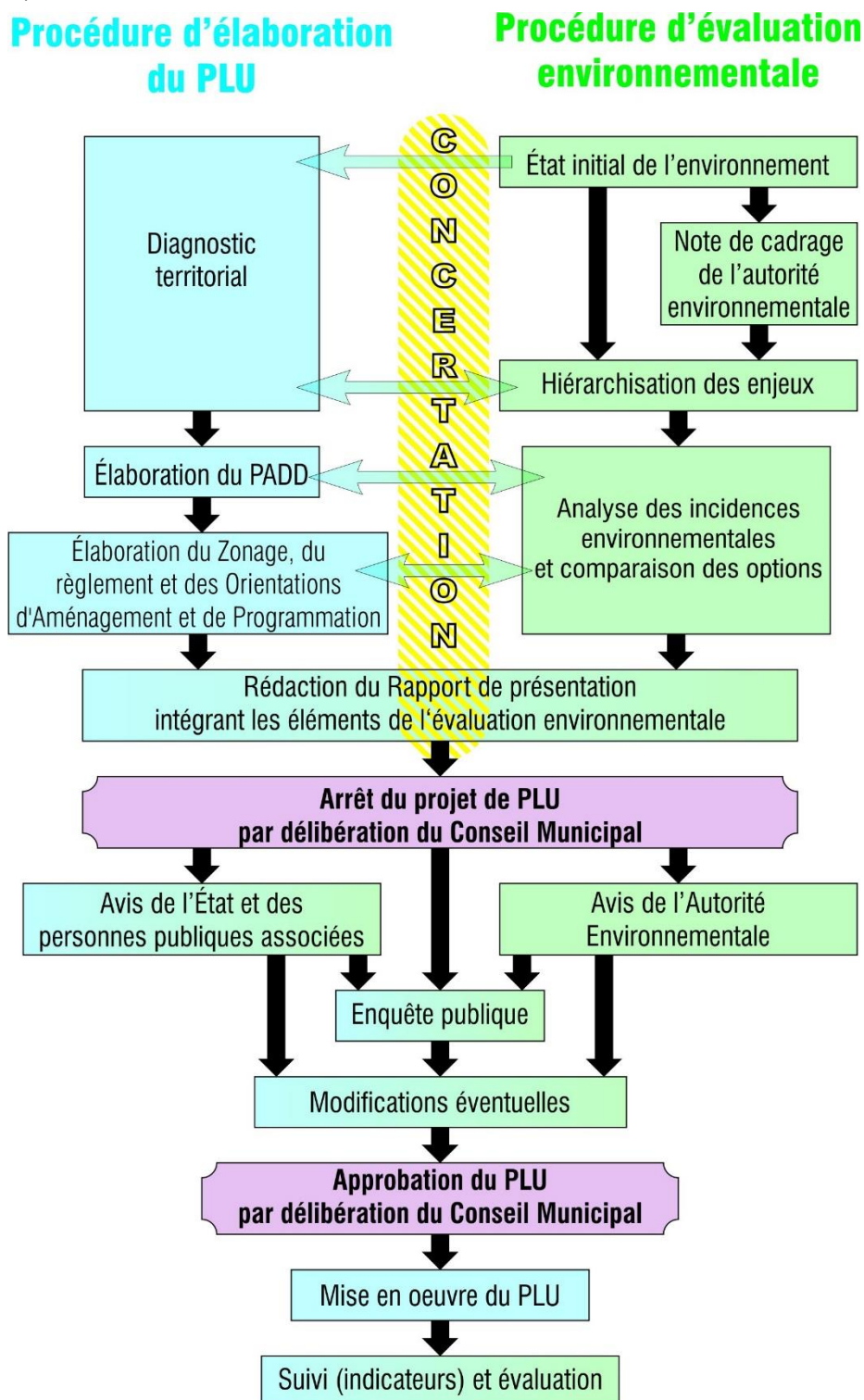
Le rapport de présentation

Ce document :

- ↳ expose le Diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.
- ↳ analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales
- ↳ expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers
- ↳ justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.
- ↳ établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.
- ↳ explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

L'évaluation environnementale

L'élaboration ou la révision des plans locaux d'urbanisme sont assujetties au dispositif spécifique de l'évaluation stratégique environnementale. Celle-ci est avant tout une démarche qui vise à maximiser la prise en compte de l'environnement dans l'élaboration du PLU en parallèle duquel elle est menée.



Sa traduction dans le document comprend *a minima* :

- ↳ Une présentation générale du PLU (objectifs, contenu, articulation avec d'autres plans ou programmes...).
- ↳ Une description de l'état initial de l'environnement, de ses perspectives d'évolution si le PLU n'était pas mis en œuvre, des principaux enjeux environnementaux, des caractéristiques environnementales du territoire.
- ↳ Une description et une évaluation des effets notables du PLU sur l'environnement et la santé humaine.
- ↳ Les solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ou du document.
- ↳ L'exposé des motifs pour lesquels les choix ont été retenus.
- ↳ Les mesures prévues pour éviter, réduire et, en dernier ressort, compenser les incidences négatives notables sur l'environnement.
- ↳ Les critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du PLU sur l'environnement.
- ↳ Un résumé non-technique.

Pour des raisons pratiques et dans un souci d'homogénéité, la plupart des éléments de cette évaluation environnementale sont intégrés dans le rapport de présentation. Seul le Résumé Non Technique fait l'objet d'un fascicule séparé.

L'évaluation environnementale doit être proportionnée à la sensibilité environnementale du territoire.

Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Ce document a pour fonction exclusive de présenter le projet communal pour les années à venir. Il a donc une place capitale :

- ↳ Il définit les orientations générales des politiques :
 - d'aménagement,
 - d'équipement,
 - d'urbanisme,
 - de paysage,
 - de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers,
 - de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.
- ↳ Il définit les orientations générales concernant
 - l'habitat,
 - les transports,

- les déplacements,
 - les réseaux d'énergie,
 - le développement des communications numériques,
 - l'équipement commercial,
 - le développement économique et les loisirs.
- ↳ Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements. Il existe désormais trois types d'OAP :

Les OAP sectorielles

Elles sont obligatoires en zone 1AU. Elles définissent les conditions d'aménagement garantissant la prise en compte des qualités architecturales, urbaines et paysagères des espaces dans la continuité desquels s'inscrit la zone, notamment en entrée de ville. Le périmètre de ces OAP est délimité sur le plan de zonage.

Il s'agit de mieux prendre en compte à la fois les zones urbanisées existantes, mais également les zones naturelles et agricoles en continuité desquelles s'inscrit le nouveau secteur d'aménagement. Les OAP doivent proposer des formes urbaines qui respectent les qualités des bourgs ou quartiers existants, et traiter les lisières entre les nouvelles constructions et le paysage qui l'entoure.

Les OAP des secteurs d'aménagement

Elles permettent en zone U et AU de concevoir des OAP qui s'appliquent seules en l'absence de règlement. Cette possibilité s'accompagne des conditions suivantes :

- ↳ Les dispositions définies dans ces OAP doivent répondre aux objectifs du PADD
- ↳ Elles doivent porter au minimum sur les objectifs suivants :
 - La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère ;
 - La mixité fonctionnelle et sociale ;
 - La qualité environnementale et la prévention des risques ;
 - Les besoins en matière de stationnement ;
 - La desserte par les transports en commun ;
 - La desserte des terrains par les voies et réseaux.
- ↳ Elles doivent comporter un schéma d'aménagement précisant les principales caractéristiques d'organisation spatiale du secteur

La réalisation d'OAP sans règlement est soumise à une justification particulière dans le rapport de présentation. De plus, lors de l'instruction des demandes d'occupation du sol (permis ou déclaration préalable), les articles d'ordre public du RNU continueront à s'appliquer.

Les OAP à vocation patrimoniale

Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent comprendre des dispositions portant sur la conservation, la mise en valeur ou la requalification des éléments de paysage, quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs qu'elles ont identifiés et localisés pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique.

Cette disposition vise à offrir aux collectivités concernées la possibilité de bénéficier de garanties de protection de leur patrimoine vernaculaire.

Les OAP patrimoniales assurent donc l'application de dispositions portant sur la conservation, la mise en valeur ou la requalification des éléments et ensembles bâtis ou naturels présentant un intérêt culturel, historique, architectural ou écologique, après identification et localisation de ces derniers.

Le règlement

Ce document est une traduction du PADD en mesures concrètes et précises. Il comporte :

Les documents graphiques

Ces documents graphiques sont constitués par un ou plusieurs plans, communément appelés plans de zonage. Ils permettent de visualiser à l'échelle communale les choix d'aménagement exposés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable et mis en œuvre aux travers des règles contenues dans le règlement. Ces plans divisent le territoire communal en plusieurs types de zone en fonction des caractéristiques locales :

Les zones urbaines dites « zones U »

Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Les zones urbaines dites « zones U »

Les zones à urbaniser dites "zones AU". Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation. Il est possible de distinguer deux types de zones AU en fonction de la capacité des réseaux situés à leur périphérie :

- Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité, et le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, ou si ces réseaux ne sont pas suffisants mais que la commune s'engage à réaliser les renforcements nécessaires, le PADD et le règlement

définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées, soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone, prévus par le PADD et le règlement. Ces secteurs seront classés en zone 1AU.

- Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité, et le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à planter dans l'ensemble de cette zone et si la commune ne peut pas s'engager à réaliser les renforcements de réseaux nécessaires, son ouverture à urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du PLU. Ces secteurs seront classés en zone 2AU.

Les zones agricoles dites "zones A".

Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A.

Peuvent être autorisées en zone A :

- Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'Article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime ;
- Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.
- Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.
- Les changements de destination de bâtiment existant dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la CDPENAF², et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la CDNPS³.

Les zones naturelles et forestières dites "zones N".

² Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers

³ commission départementale de la nature, des paysages et des sites

Peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

- 1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
- 2° Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
- 3° Soit de leur caractère d'espaces naturels ;
- 4° Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;
- 5° Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

Peuvent être autorisées en zone N :

- Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'Article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime ;
- Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.
- Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.
- Les changements de destination de bâtiment existant dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la CDPENAF, et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la CDNPS (commission départementale de la nature, des paysages et des sites).

Les STECAL

Des STECAL⁴ peuvent être délimités à titre exceptionnel, en zone naturelle ou agricole.

Peuvent y être autorisées :

- Des constructions ;
- Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage ;
- Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs ; dans ce cas le règlement fixe les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions et les conditions relatives aux réseaux publics, à

⁴ Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limités

l'hygiène et à la sécurité.

Autres

Sur les plans de zonage sont également reportés s'il y a lieu :

- les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général à créer ou à modifier ou aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;
- Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit
- Dans les zones urbaines et à urbaniser, des servitudes interdisant, sous réserve d'une justification particulière, pour une durée au plus de cinq ans dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement.
- Les espaces boisés classés
- Les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, de l'hygiène, de la protection contre les nuisances et de la préservation des ressources naturelles ou l'existence de risques naturels, de risques miniers ou de risques technologiques justifient que soient interdites les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols.
- Les secteurs protégés en raison de la richesse du sol ou du sous-sol, dans lesquels les constructions et installations nécessaires à la mise en valeur de ces ressources naturelles sont autorisées.
- Les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination....
- Etc...

Les pièces écrites

Le règlement est structuré autour des thèmes suivants :

- ↳ l'affectation des zones et la destination des constructions : où puis-je construire ?
- ↳ les caractéristiques urbaines, architecturales, naturelles et paysagères : comment prendre en compte mon environnement ?
- ↳ les équipements et les réseaux : comment je m'y raccorde ?

Le tableau ci-après reprend les différentes règles qui peuvent être Instituées par le PLU :

Mixité fonctionnelle et sociale		- Imposer mixité des constructions sur une même unité foncière
		- Définir majorations de volume constructible selon emprise au sol et hauteur
		- Définir des règles différenciées entre le rez-de-chaussée et les étages supérieurs des constructions
		- Identifier les quartiers dans lesquels doit être préservée ou développée la diversité commerciale
Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère		- Fixer une proportion de logement d'une taille minimale
		- Fixer un pourcentage des programmes de logements affectés à des catégories de logement
	Volumétrie et implantation des constructions	- Règles maximales d'emprises au sol - Hauteur des constructions - Fixe un objectif de densité minimale de construction, des règles minimales d'emprise au sol et de hauteur
	Qualité urbaine, architecturale, environnement ale et paysagère	-Dispositions concernant les caractéristiques architecturales des façades et toitures des constructions ainsi que des clôtures -Identifier et localiser le patrimoine bâti et paysager à protéger - Fixer des obligations en matière de performances énergétiques et environnementales

		<ul style="list-style-type: none"> -Imposer que les surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables d'un projet représentent une proportion minimale de l'unité foncière -Imposer des obligations en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations, d'aires de jeux et de loisir - Fixer les emplacements réservés aux espaces verts ainsi qu'aux espaces nécessaires aux continuités écologiques, en précisant leur destination et les collectivités, services et organismes publics bénéficiaires
	Traitement environnemental et paysager des espaces non bâties et abords des constructions	<ul style="list-style-type: none"> - Délimiter les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et définir des règles nécessaires à leur maintien ou à leur remise en état - Identifier les éléments de paysage - Imposer les installations nécessaires à la gestion des eaux pluviales et du ruissellement - Imposer pour les clôtures des caractéristiques permettant de préserver ou remettre en état les continuités écologiques ou de faciliter l'écoulement des eaux.
	Stationnement	<ul style="list-style-type: none"> -Obligations de réalisation d'aires de stationnement (véhicules motorisés, vélos, véhicules électriques) compte tenu de la qualité de la desserte en transport collectif, de la densité urbaine et des besoins propres au projet au regard des capacités de stationnement ouvertes au public à proximité. -Dérogations pour les logements locatifs aidés, hébergement personnes âgées et résidences universitaires
Équipement et réseaux	Desserte par les voies publiques ou privées	<ul style="list-style-type: none"> - Conditions de débouché/raccordement sur les voies d'accès

- | | |
|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Desserte par les réseaux | <ul style="list-style-type: none">- Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'énergie et notamment d'électricité et d'assainissement, ainsi que les conditions de réalisation d'un assainissement non collectif ;- Conditions pour limiter l'imperméabilisation des sols, pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, et prévoir le cas échéant des installations de collecte, de stockage voire de traitement des eaux pluviales et de ruissellement.- Obligations imposées en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques.- Emplacements réservés |
|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Les annexes sanitaires et servitudes d'utilité publique

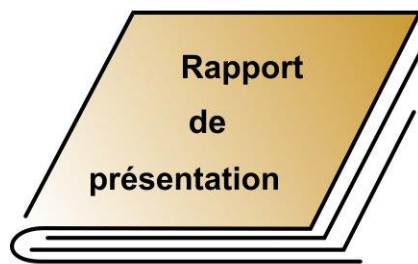
Les pièces écrites

- ↳ Liste des servitudes d'utilité publique qui grèvent le territoire communal,
- ↳ Données concernant le système d'alimentation en eau potable, le système d'assainissement, les ordures ménagères...

↳ **Les documents graphiques**

- ↳ Le plan des servitudes d'utilité publique.
- ↳ Les plans des réseaux d'eau et d'assainissement etc...

SCHÉMA DE SYNTHÈSE DU CONTENU DU PLU



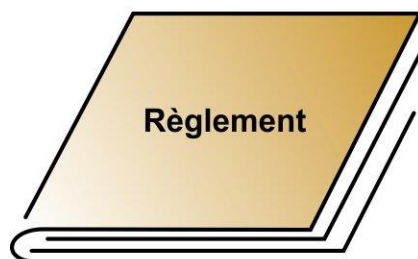
- Diagnostic territorial
- Justifications du PLU
- Evaluation environnementale
- Effets sur l'environnement



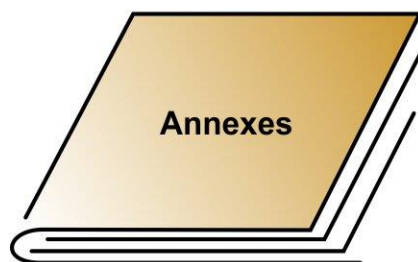
- Politique de la commune à mettre en oeuvre



- Traduction opérationnelle sur les sites à enjeux



- Zonage (découpage du territoire en zones)
- Règlement écrit (conditions d'utilisation du sol pour chaque zone)



- Servitudes d'Utilité Publique
- Autres informations et obligations diverses



- Résumé des éléments de l'évaluation environnementale

1^{ère} Partie : **Diagnostic communal**

1] Approche globale du territoire

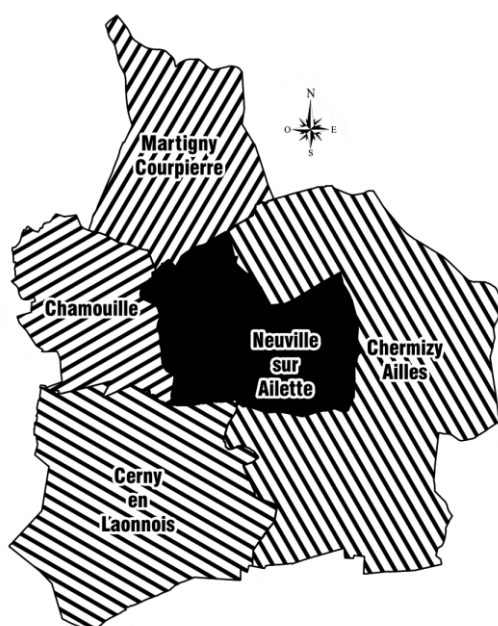
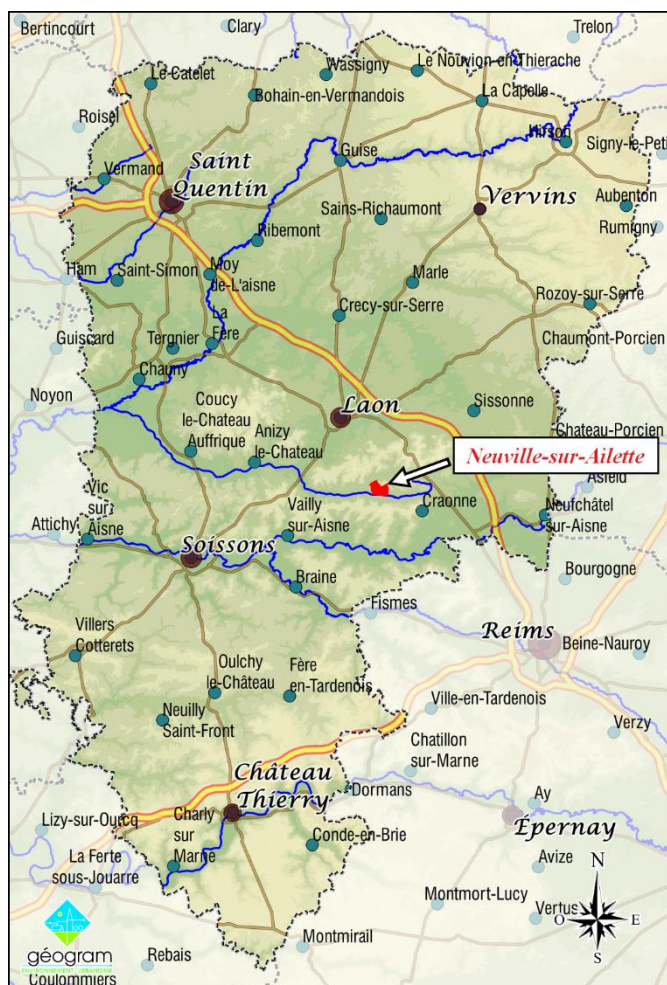
1.1. SITUATION ADMINISTRATIVE ET GÉOGRAPHIQUE

Canton : Villeneuve-sur-Aisne
Arrondissement : Laon
Département : Aisne
Population : 115 habitants (population municipale légale 2019)
Superficie : 447 hectares

La commune de NEUVILLE-SUR-AILETTE se situe dans la partie centrale du département de l'Aisne, dans la vallée de l'Ailette. Elle est située dans le triangle Laon-Reims-Soissons. Les habitants de NEUVILLE-SUR-AILETTE bénéficient d'une certaine proximité avec ces pôles d'influence, profitables aussi bien en termes d'emplois que d'équipements et de services divers.

Figure 1 - Situation dans le département

Le territoire occupe une superficie totale de 445 ou 447 hectares selon les sources. Il appartient à la région naturelle de la vallée de l'Ailette qui sépare le plateau du Soissonnais au Sud du collines du Laonnois au Nord.



La commune est limitrophe de :

- Chermizy-Ailles
- Cerny-en-Laonnois
- Chamouille
- Martigny-Courpierre

Figure 2 – Communes limitrophes

1.2. INTERCOMMUNALITÉ ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES

Neuville-sur-Ailette est rattachée à la Communauté de communes du Chemin des Dames, laquelle a été créée par un arrêté préfectoral du 29 décembre 1995. Cette intercommunalité de petite dimension (5 504 habitants) et peu dense (31 habitants/ km²) regroupe 30 communes.

- | | | |
|------------------------|---------------------|-----------------------------|
| • Craonne | • Aizelles | • Aubigny-en-Laonnois |
| • Beaurieux | • Berrieux | • Bouconville-Vauclair |
| • Bourg-et-Comin | • Braye-en-Laonnois | • Chermizy-Ailles |
| • Chevreigny | • Corbeny | • Craonnelle |
| • Cuiry-lès-Chaudardes | • Cuissy-et-Geny | • Godelancourt-lès-Berrieux |
| • Jumigny | • Moulins | • Moussy-Verneuil |
| • Neuville-sur-Ailette | • Œuilly | • Oulches-la-Vallée-Foulon |
| • Paissy | • Pancy-Courtecon | • Pargnan |
| • Poyart-et-Vaurseine | • Saint-Thomas | • Sainte-Croix |
| • Trucy | • Vassogne | • Vendresse-Beaulne |

Communauté de Communes du Chemin des Dames

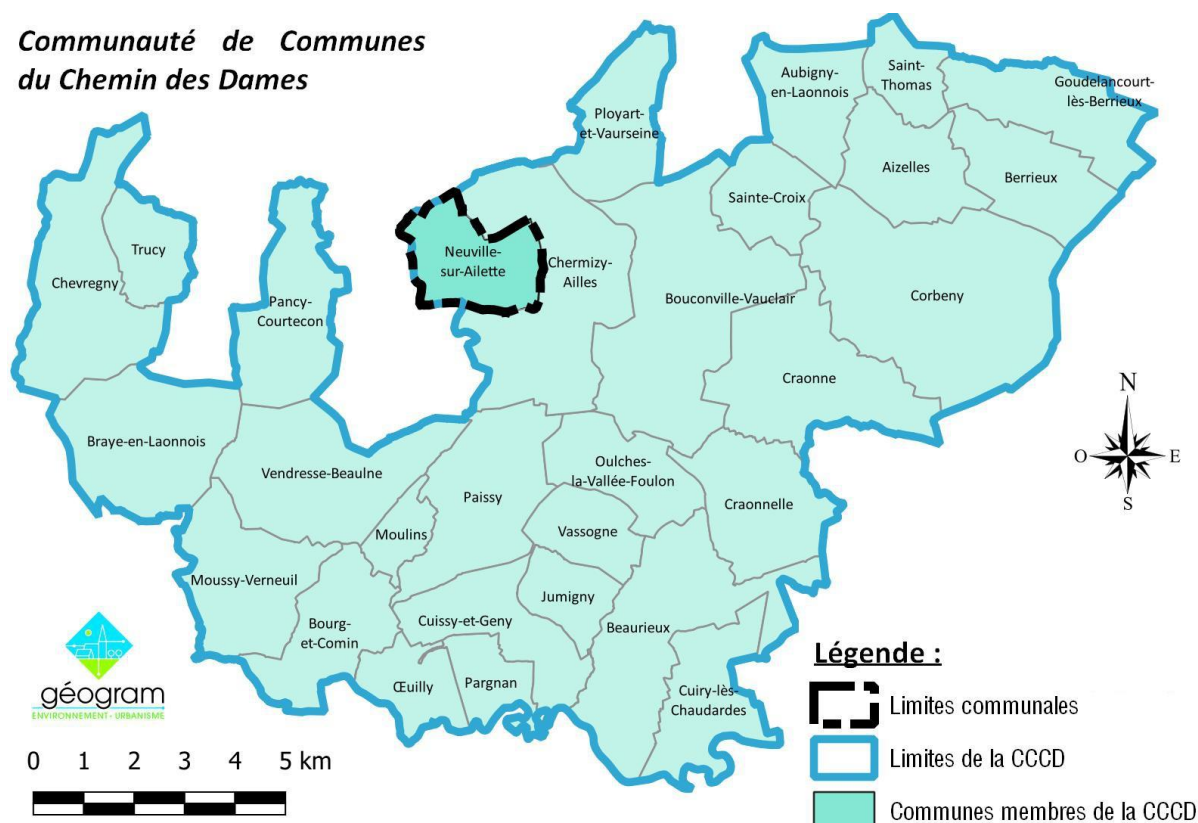


Figure 3 – Communes membre de la Communauté de Communes du Chemin des Dames

Bien que n'atteignant pas le seuil de 15 000 habitants, la CCCD n'a pas été contrainte de fusionner avec une autre intercommunalité car sa densité démographique est inférieure à la moitié de la densité nationale, dans un département lui-même moins dense que la moyenne départementale. Elle exerce les compétences suivantes :

Compétences obligatoires

- ↳ Aménagement de l'espace
 - Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur.
- ↳ Développement économique
 - Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'Article L.4251-17 ;
 - Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire.
 - Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire.
 - Promotion du tourisme, dont la création d'offices du tourisme.
- ↳ Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.
- ↳ Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

Compétences optionnelles

- ↳ Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie
 - Actions de sensibilisation et de mise en valeur de l'environnement et des zones protégées.
 - Elaboration, gestion et animation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux Aisne Vesles Suippe.
 - Création, co-gestion et co-animation d'une Réserve Naturelle Régionale
- ↳ Politique du logement et cadre de vie
 - Participation à l'amélioration de l'habitat
 - Elaboration, suivi et animation d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH)
 - Gestion de logements mis à disposition par les communes par le biais de baux à réhabilitation.
- ↳ Actions sociales d'intérêt communautaire
 - Politique Enfance-jeunesse (0-17 ans)
 - Gestion et animation d'un Relais d'Assistants Maternels
 - Gestion et animation d'un centre de loisirs sans hébergement
 - Elaboration et mise en œuvre d'actions à vocation intercommunale à destination des 12-17 ans.

- Création et gestion de chantier d'insertion intercommunal

Compétences facultatives

↳ Chemins :

- participation à l'entretien des chemins communaux
- entretien des chemins de randonnée valorisés au titre de la politique départementale de randonnée à l'exclusion des chemins de grande randonnée

↳ Organisation de manifestations culturelles, festives et sportives à caractère communautaire

↳ Élaboration et mise en œuvre de projets culturels et artistiques à vocation intercommunale sur les temps scolaires.

↳ Mise en place d'une politique d'aide aux personnes suivant des formations en vue de l'obtention du « Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur et du « Brevet d'Aptitude à la Fonction de Directeur ».

↳ Tourisme

- Élaboration et mise en œuvre d'un plan d'actions de développement touristique
- Participation à la réhabilitation du patrimoine rural à vocation touristique, à l'exception des églises
- Développement de l'accueil des camping-cars : création, aménagement et gestion d'aires de stationnement et de service
- Soutien et appui aux communes dans leurs actions de valorisation et d'embellissement floral
- Création de structures d'accueil touristique
- Création, animation et valorisation des chemins de randonnées à l'exclusion des chemins de grande randonnée
- Création et mise à jour de supports de communication : dépliants, cartes, guides, site internet...
- Mise en place d'une signalétique touristique sur le territoire

↳ Construction, grosses réparations à l'exclusion de l'entretien courant de bâtiments (locaux techniques et habitations) destinés à être loués à la gendarmerie

↳ Gestion d'une école de musique

↳ Développement des services de proximité : plate-forme informatique

↳ Réseaux et services locaux de communications électroniques :

- La construction d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques,
- L'acquisition de droits d'usage à des fins d'établir et d'exploiter des infrastructures et des réseaux de communications électroniques,
- L'acquisition des infrastructures ou réseaux de communications électroniques existants,

- La mise des infrastructures ou réseaux à la disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants,
- L'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques.
- ↳ Service public d'assainissement non collectif (SPANC) :
 - Contrôle des installations
 - Réhabilitation et animation

Outre son appartenance à la Communauté de Communes, Neuville-sur-Ailette fait partie des structures suivantes :

- ↳ Le Syndicat scolaire des trois vallées, qui a en charge le développement et l'aménagement social et culturel.
- ↳ Le Syndicat des eaux de la région de Beaurieux, qui a en charge le traitement, l'adduction et la distribution d'eau.
- ↳ L'Union des Secteurs d'Energie du Département de l'Aisne (USEDA), qui a en charge les réseaux de distribution de l'électricité et de l'éclairage public sur le département.

1.3. HISTORIQUE DE LA PLANIFICATION LOCALE

La commune est dotée d'un PLU approuvé le 7 septembre 2004. Il avait été réalisé pour permettre l'installation du parc de loisirs « Center Parcs » et n'a jamais fait depuis l'objet de procédure de modification ou de révision simplifiée.

1.4. HISTOIRE LOCALE

Le village a porté les noms de :

- ↳ « Nova Villa » en 1150,
- ↳ « Novilla » en 1552,
- ↳ « Nueville en Lonois » en 1261,
- ↳ « Neufville en Launois » en 1536,
- ↳ « Neufville » Saint Julien en 1668,
- ↳ « Neuville sur Ailette » depuis 1935 seulement.

Une chaussée gauloise, dite « de barbarie », longeait la limite séparant la commune de Chamouille de celle de Neuville au niveau de l'actuel Chemin de Roucy.

Des auteurs de la fin du 19^{ème} Siècle ont interprété certaines habitations troglodytes situés sous le rebord du plateau comme d'origine celte. En revanche, il est établi que l'une d'entre elle était encore habitée en 1882.

Au 12^{ème} Siècle, la commune était le fief d'un seigneur nommé Simon de Neuville (mort en 1196). Son successeur, Alain de Neuville, suivit Philippe-Auguste lors d'une campagne militaire

contre les flamants en 1198 et à l'occasion de laquelle il fut fait prisonnier. Libéré, il partit pour l'expédition dirigée contre les Albigeois et fut tué en 1220 au siège du château de Montréal (Dordogne). Pierre de Neuville participa avec à Saint Louis la Croisade en 1248, mais y mourut. Il ne revit pas sa femme Adélaïde de Beaumetz et un jeune enfant du nom d'Alain qui décédèrent avant 1260. Le fief passa aux frères de Pierre de Neuville jusqu'à Henri de Neuville, ayant vécu autour des années 1344-1860. Étant mort sans descendance, la première et ancienne famille des sires de Neuville s'est éteinte avec lui.

En 1370, un certain Jean Lemercier était devenu seigneur de Neuville. Ecossais d'origine, il avait élevé à la cour par le roi Charles V puis maître de la monnaie à Saint-Quentin en 1339. Personnage important du royaume, il avait de nombreuses fonctions auprès de Charles V, puis Charles VI. Il avait beaucoup d'autres fiefs que Neuville puisqu'il était également « Seigneur de Noyant, Nouvion-le-Comte, de Fontenay-en Brie et autres lieux » en 1395. De sa première femme, Jeanne de Dompierre, il n'eut qu'une fille nommée Guillemette qui épousa Renaud de Coucy, seigneur de Vervins. Sa seconde femme, Jeanne de Vendôme, lui donna un fils, Charles qui hérita de ses domaines. Enguerrand de Coucy-Vervins qui avait succédé dans le domaine de Neuville à sa mère Guillemette Lemercier en 1438 mourut en 1472.

Neuville avait son château-fort où habitaient les seigneurs. Son enceinte vaste et de forme irrégulière était fermée par d'épaisses et hautes murailles consolidées par de nombreux et épais contreforts rapprochés les uns des autres. Cinq tours étaient assises sur des bases d'une grande solidité construites en glacis jusqu'à la hauteur de trois à quatre mètres.

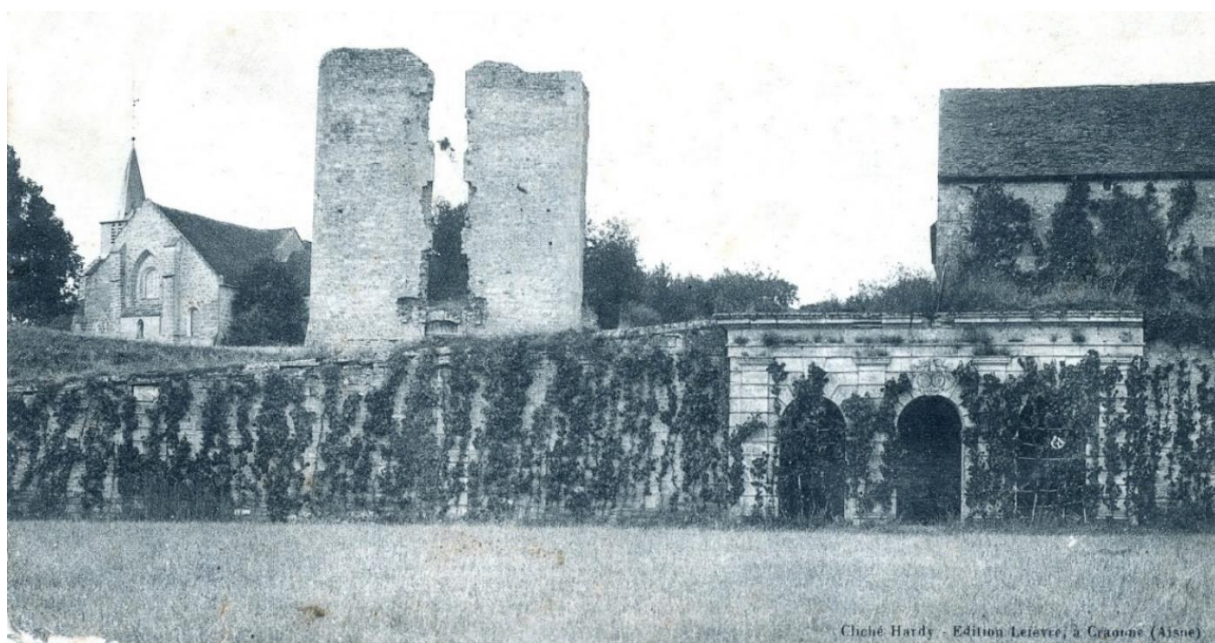


Figure 4 – Ruines du château et ancienne église avant 1914

Une partie des pierres de construction et de la pierre à chaux est issu des carrières situées plus au Nord sur la commune même. L'intérieur du château renfermait plusieurs caves de différentes formes et dimensions. Les unes tournées vers le Sud, les autres vers l'Est et suivant

probablement la direction des tours sous lesquelles elles se trouvaient. Des souterrains très étroits et où un homme pouvait à peine passer conduisaient à ces caves. Le château de Neuville a subi plusieurs sièges, le plus important comme aussi le plus désastreux a été, lors des guerres de religion, celui de 1593 par les ligueurs.

Le château a été le lieu de fouilles archéologiques et de récentes restaurations des pass de murs sont encore visibles. À cette occasion, un jardin à visée touristiques et pédagogique a été réalisé avec mise en place de plantations, d'une mare et d'une plate-forme d'observation.



Figure 5 – Murs restaurés de l'ancien château

En 1883, la commune ne comptait ni ferme ni hameau. Les ruines d'un moulin à vent, trônait alors à l'extrémité de l'éperon Ouest du plateau.

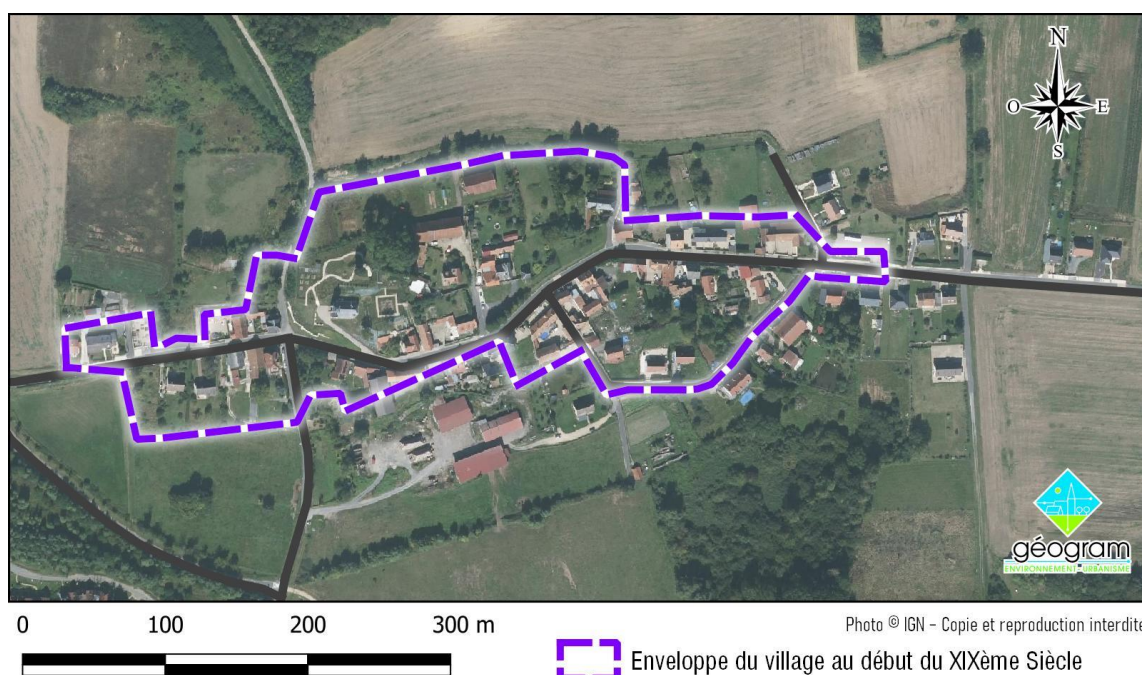


Figure 6 – Limites du village reportée du cadastre napoléonien

Lors de la première guerre mondiale, proche du Front, Neuville est Occupé par les Allemands qui tenaient le plateau du Chemin des Dames à 3km au Sud. Le front se rapproche encore après le repli allemand sur l'Ailette à l'automne 1917. À la fin de la guerre, le village est presque intégralement détruit et sa population, déjà en forte décroissance du fait d'un exode marqué, est divisée par 2.

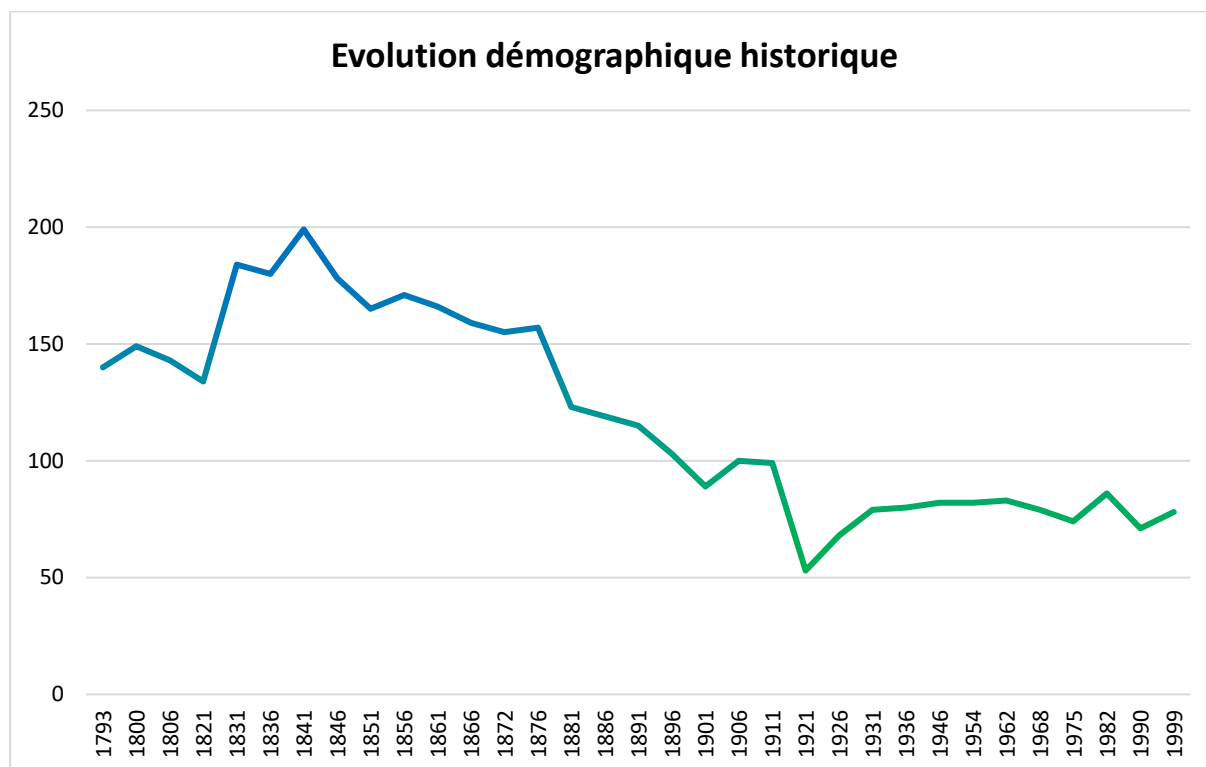
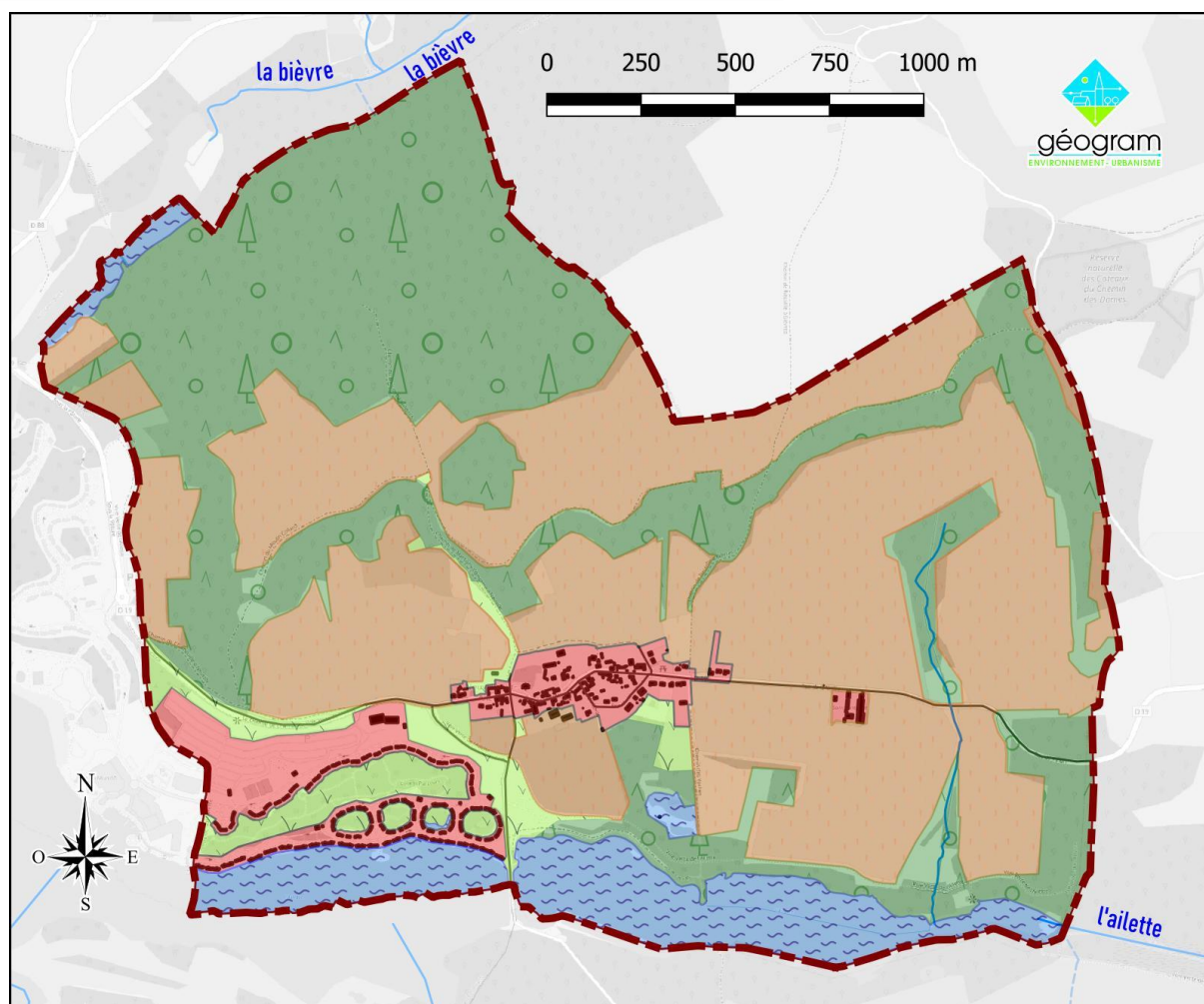


Figure 7 – évolution de la population au cours des XIX^{ème} et XX^{ème} Siècles

1.5. PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU TERRITOIRE COMMUNAL



Occupation du sol :



Figure 8 – Occupation des sols

La majeure partie du territoire est occupée par des bois (versants les plus pentus et fonds humides) et par des terres agricoles cultivées (labourées, en herbe ou en gel agricole).

Artificialisation passée

La loi Climat et Résilience indique que « pour la première tranche de dix années [2022-2031], le rythme d'artificialisation est traduit par un objectif de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport à la consommation réelle de ces espaces observée au cours des dix années précédentes ». Cet objectif national sera mis en œuvre « en cascade » : les SRADDET définiront un objectif régional, lequel sera décliné ensuite au niveau des SCoTs avec lesquels les PLU devront être compatibles. Une circulaire ministérielle⁵ précise qu'il convient de « ne pas imposer dès à présent une réduction de moitié de la consommation

⁵ Circulaire du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires à MM. les préfets, 4 août 2022

des espaces naturels, agricoles et forestiers de manière uniforme dans tous les documents qui entrent actuellement dans des procédures de modification ou de révision afin de ne pas anticiper le résultat du dialogue entre les collectivités et celui du processus de déclinaison de l'objectif à chaque échelle territoriale ».

À défaut de conditionner strictement l'artificialisation future, une analyse de la consommation d'espace sur la commune au cours des 10 dernières années peut fournir des indications. Diverses méthodes permettent d'estimer cette consommation passée :

Dans l'attente de l'OSGE (observatoire de l'occupation du sol à grande échelle), le « Portail de l'artificialisation des sols » fournit des estimations basées sur les fichiers fonciers. À Neuville-sur-Ailette, cette source indique une consommation d'espace de 5,63 ha. Bien que ces données ne soient pas géolocalisées, il est probable qu'une large part soit incluse dans le parc de loisir « Center Parcs ».

Une comparaison des photographies aériennes et les observations sur place donne quant à elle une valeur d'artificialisation de 1,04 ha au niveau du village uniquement.

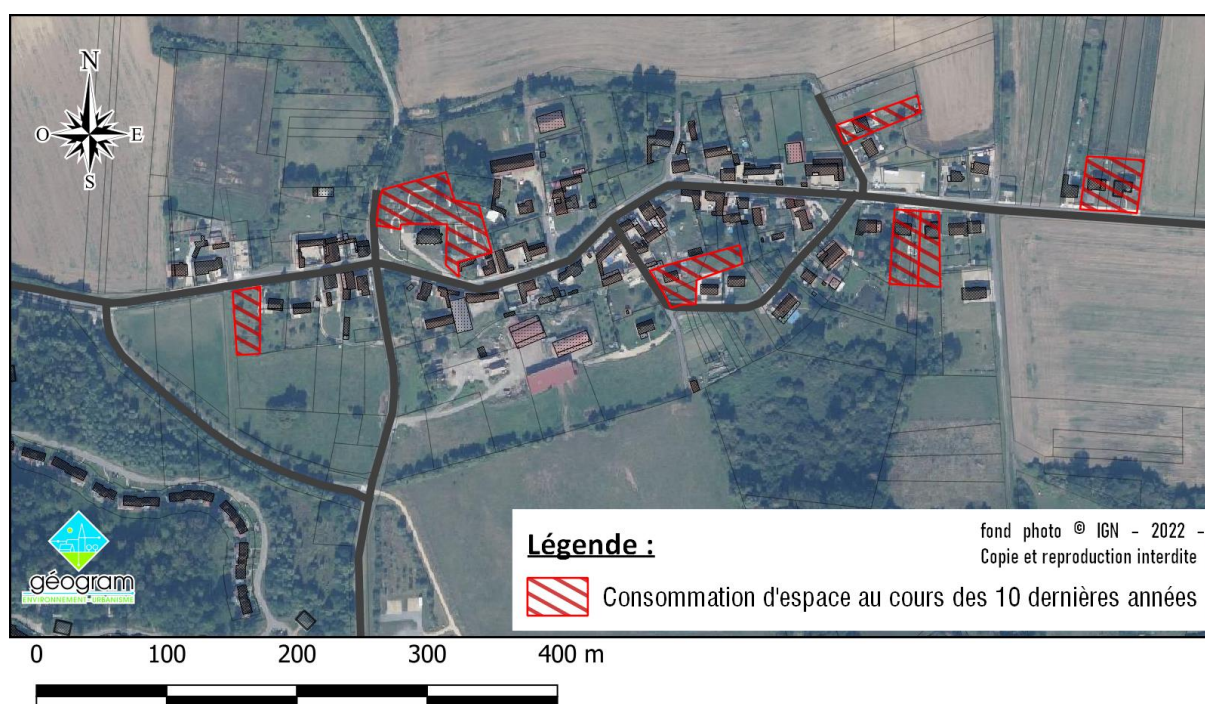


Figure 9 – Consommation foncière au cours des 10 dernières années

2] Composantes de la commune

2.1. APPROCHE SOCIODÉMOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE

2.1.1. Démographie

En 2019 selon le dernier recensement de l'INSEE, la commune de NEUVILLE-SUR-AILETTE comptabilise 115 habitants. La densité moyenne en 2019 est de 26 habitants/ km².

	2008	2013	2019
Population municipale	86	99	115
Population comptée à part	4	0	3
Population totale	90	99	118

De par sa politique de développement et de création de nouveaux logements, le solde migratoire de la commune de Neuville-sur-Ailette a toujours été positif depuis les années 1990. De 1990 à 1999, la population a eu une croissance de 11 %.

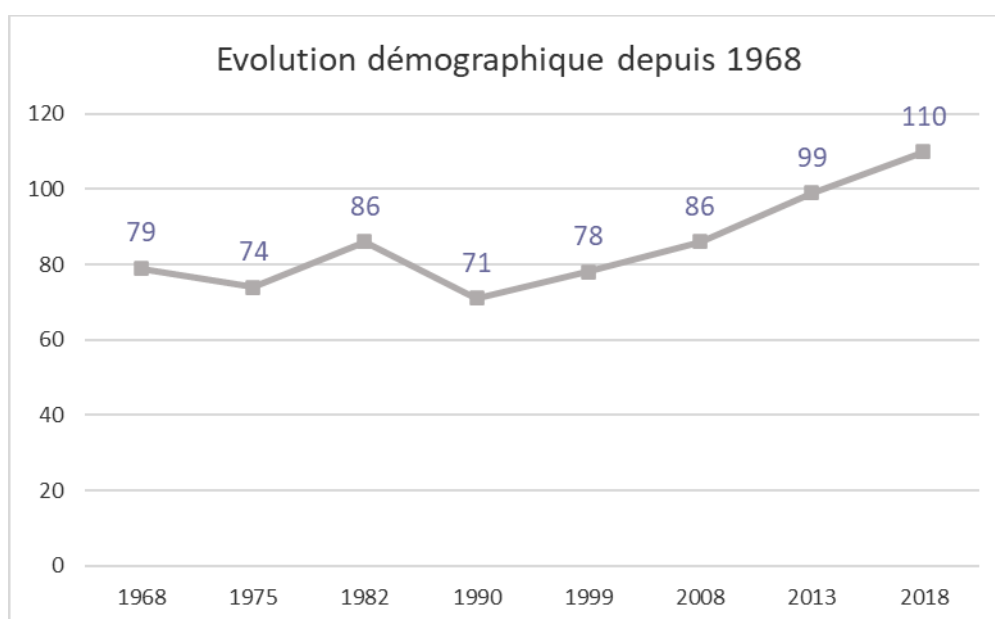


Figure 10 – Évolution démographique

Évolution (en %)	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008	2008 à 2013	2013 à 2018
Taux d'évolution globale	2,2	-2,4	1,0	1,1	2,9	2,1
Dû au solde naturel	0,7	-0,2	0,3	-1,2	0,7	-0,2
Dû au solde migratoire	1,4	-2,2	0,7	2,3	2,2	2,3

2.1.2. Ménages

Un ménage est constitué de l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes ne soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de cohabitation, par exemple). Un ménage peut ne comprendre qu'une seule personne.

On observe un phénomène de desserrement continu (diminution du nombre moyen de personnes constituant un ménage)⁶ :

	1982	1990	1999	2008	2013	2018
Population	86	71	78	86	99	110
Nombre total de ménages	27	28	30	37	44	50
Taille moyenne des ménages	3,19	2,54	2,60	2,32	2,25	2,20

Semblablement à la tendance nationale, la taille des ménages diminue à NEUVILLE-SUR-AILETTE. Alors qu'un ménage se composait de 3,19 personnes en 1982 ; aujourd'hui, la taille moyenne avoisine les 2,20. L'évolution est donc d'environ -0,53 % par an.

2.2. L'HABITAT

Évolution du parc de logements

	1999	2008	2013	2018
Ensemble	38	147	369	385
Résidences principales	30	37	44	50
Résidences secondaires et logements occasionnels	5	110	320	330
Logements vacants	3	0	6	5

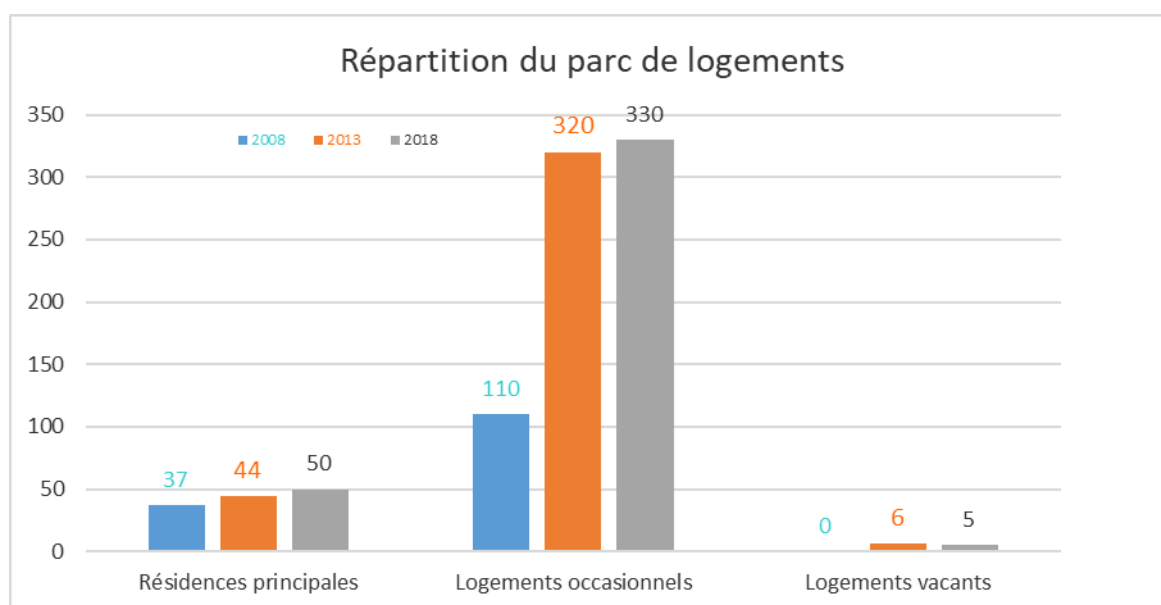


Figure 11 – Évolution du parc de logement

⁶ La population 2019 n'a pas été retenue ici faute de chiffres de taille des ménages pour cette même année.

La commune de NEUVILLE-SUR-AILETTE compte 385 logements en 2018. Entre 2008 et 2018, plusieurs tendances se dessinent :

- ↳ Une augmentation du parc de logements dans son ensemble puisque la commune compte 238 logements de plus qu'en 2008, ce qui représente une augmentation de plus de 160 % ;
- ↳ 13 résidences principales nouvelles en 10 ans ;
- ↳ La hausse brutale du nombre de logements occasionnels (+210 logements occasionnels entre 2008 et 2013) est principalement dû au changement de statut de bungalows du parc de loisirs Center Parcs : nombre de ceux-ci qui étaient comptés auparavant comme une capacité d'hébergement hôtelier ont été acquis par des propriétaires privés et sont devenus des résidences secondaires au sens de l'INSEE. En 2018, ces logements occasionnels représentent 85 % du parc de logement.
- ↳ Les logements vacants ont augmenté en 10 ans. En effet, on n'en comptait aucun en 2008 et 5 en 2018. Toutefois, là encore, une forte part de cette valeur est imputable à des changements de statut de bungalows du parc de loisirs. Un décompte communal fait état de 2 logements vacants à l'été 2022.

Nouveaux logements

Selon la base de données Sitadel2, un total de 8 logements ont été commencés sur la commune sur la période 2011-2022 soit une moyenne de 0,7 nouveau logement chaque année.

Point mort

On appelle « Point mort » le nombre de logements nécessaires au seul maintien de la population à sa valeur actuelle compte tenu de la diminution de la taille des ménages. Sa valeur est donc une projection et repose sur une hypothèse de taille des ménages à une date future.

Ainsi pour maintenir une population de 115 personnes, il sera nécessaire de disposer de :

Hypothèse de taille moyenne des ménages à l'horizon 2031	Point mort (en nombre de ménages)
2,1	55
2,0	58

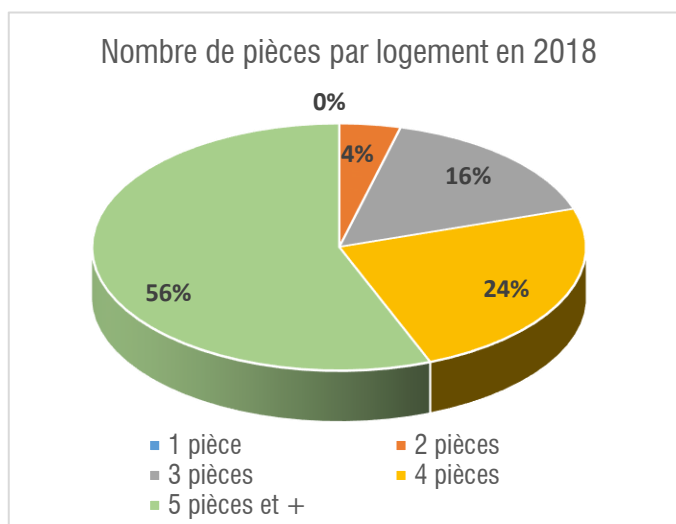
Caractéristiques des résidences principales en 2018

Le parc de logements compte 50 résidences principales et 82 % de celles-ci sont des maisons (soit 41 maisons en 2018).

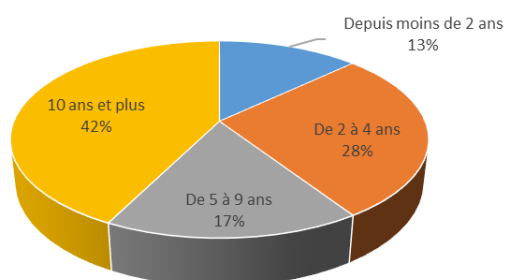
Les logements sont confortables et spacieux. En 2018, ils comptaient en moyenne 4,8 pièces par maison et 4,2 pièces par appartement. 79,7 % sont des T4 et T5 ou plus. Les petits logements T1 et T2 représentent environ 3,7 % des habitations.

Les résidences principales sont occupées à plus de 64,8 % par des propriétaires. Ce taux de propriétaires occupants est légèrement en baisse entre les deux derniers recensements (66,7 % pour 2013).

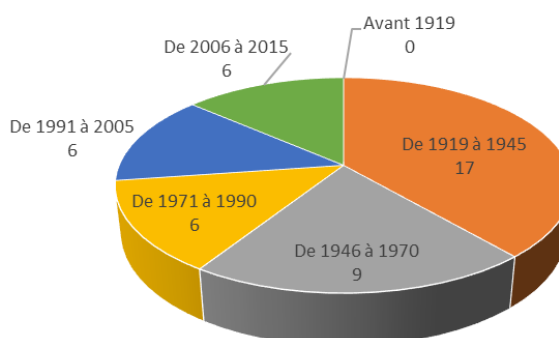
Neuville-sur-Ailette ayant été reconstruite entièrement après la Première Guerre Mondiale, on ne compte pas de logements très anciens. Plus de 40 % des résidences principales sont occupées depuis 10 ans et plus.



Ancienneté d'aménagement dans la résidence principale en 2018



Résidences principales selon la période d'achèvement



2.3. APPROCHE SOCIO-ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

2.3.1. Emploi

	Valeur
Population active totale	57
Chômeurs ⁷	5
Population active ayant un emploi :	52
- Salariés	44
- Non-salariés	8

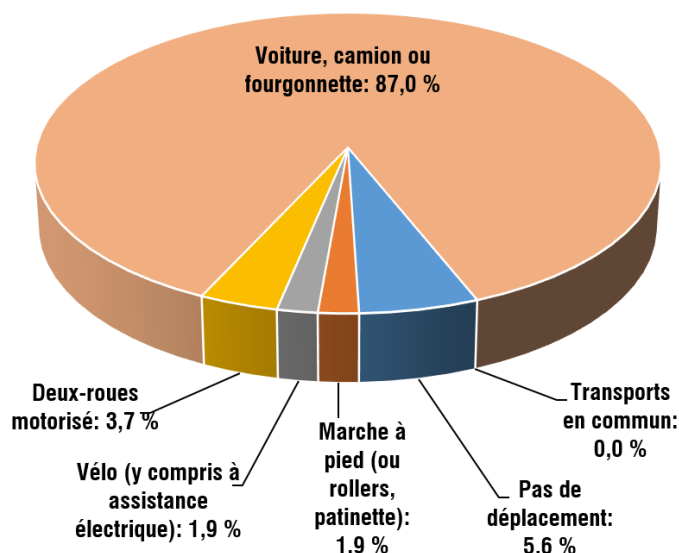
⁷ Les chômeurs au sens du recensement sont les personnes qui se sont déclarées chômeurs (inscrits ou non à Pôle Emploi) sauf si elles ont déclaré explicitement ne pas rechercher de travail ; et d'autre part les personnes qui ne se sont déclarées spontanément ni en emploi, ni en chômage, mais qui ont néanmoins déclaré rechercher un emploi.

On remarque que le taux de chômage était, en 2019, inférieur à celui observé à l'échelle de la Communauté de Communes (6,8 % contre 9,7 %). Le salariat de la population active est largement dominant : 85 % a un statut de salarié (tous types d'emploi confondus). Sur les 11 emplois sur la commune⁸, en revanche, le ratio salariés/non-salariés est d'environ moitié-moitié.

2.3.2. Déplacements domicile – travail

Neuville-sur-Ailette est d'un type essentiellement résidentiel : 90 % des personnes ayant un emploi l'exerce en dehors de la commune. Il en résulte un besoin de déplacement domicile-travail qui se fait avec une très grande majorité (87 %) en véhicule individuel : voiture, camion, etc.

Figure 12 – Modes de déplacement domicile/travail



2.3.3. Activités locales

Le territoire est concerné par une partie du village de vacances « Center Parcs ». Ce site compte, dans son ensemble (territoire de Neuville-sur-Ailette et territoire de Chamouille confondus) 861 cottages sur 84 ha. La création de ce domaine a permis la création de 650 emplois directs en 2007.

Hormis l'agriculture, l'INSEE ne recense en 2021 que 3 établissements d'activité à Neuville-sur-Ailette : 2 relevant de la catégorie « Activités immobilières » et une de la catégorie « Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration ».

Les services et commerces situés au sein du Center Parcs (épicerie, restauration, bar, hôtel, club de sport, spas, casino...) sont localisés sur le territoire de la commune voisine de Chamouille.

2.3.4. Activité agricole

Il convient de distinguer une approche par exploitation (agriculteur ou entreprise agricole ayant son siège sur la commune indépendamment de la localisation des terres qu'il exploite) et une approche territoriale qui correspond aux terres ayant un usage agricole (y compris d'éventuels corps de ferme) dans les limites communales de Neuville-sur-Ailette.

⁸ Valeur INSEE du recensement 2019

Approche par exploitations

Le ministère de l'agriculture effectue tous les 10 ans un recensement agricole qui recueille les principales caractéristiques des exploitations.

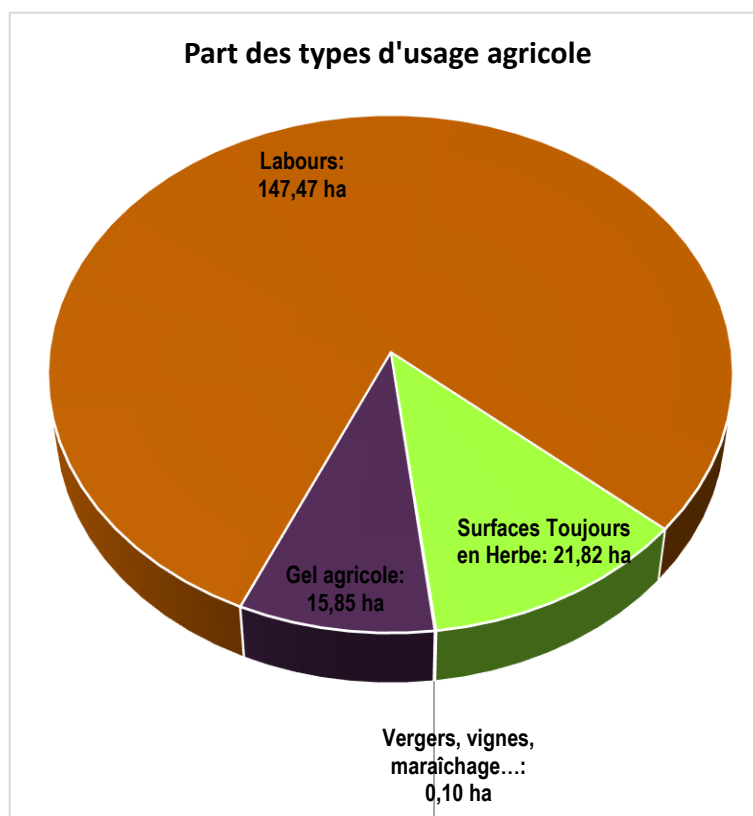
Il fait état de 2 sièges d'exploitation sur la commune. Celles-ci cultivent un total de 80 ha⁹, sur le territoire de NSA ou au-delà. On observe depuis longtemps une concentration des exploitations agricoles en France : leur nombre diminue même à surface cultivée constante. Depuis 10 ans, la SAU de Neuville-sur-Ailette a diminué de plus d'un tiers (-49 ha) sans que les surfaces cultivées sur le territoire ne diminuent notablement.

Les deux sièges d'exploitation et les bâtiments agricoles afférents sont situés dans l'enveloppe bâtie.

Approche territoriale

Le Registre Parcellaire Graphique compile les données issues des déclarations de surfaces agricoles faites par les agriculteurs pour toucher les aides de la Politique Agricole Commune. Il en résulte une carte des terres ayant un usage agricole (y compris les terres laissées temporairement en jachère) sur le territoire.

Figure 13 – répartition de l'usage agricole des terres en 2019



⁹ SAU : superficie agricole utilisée par les exploitations de la commune.

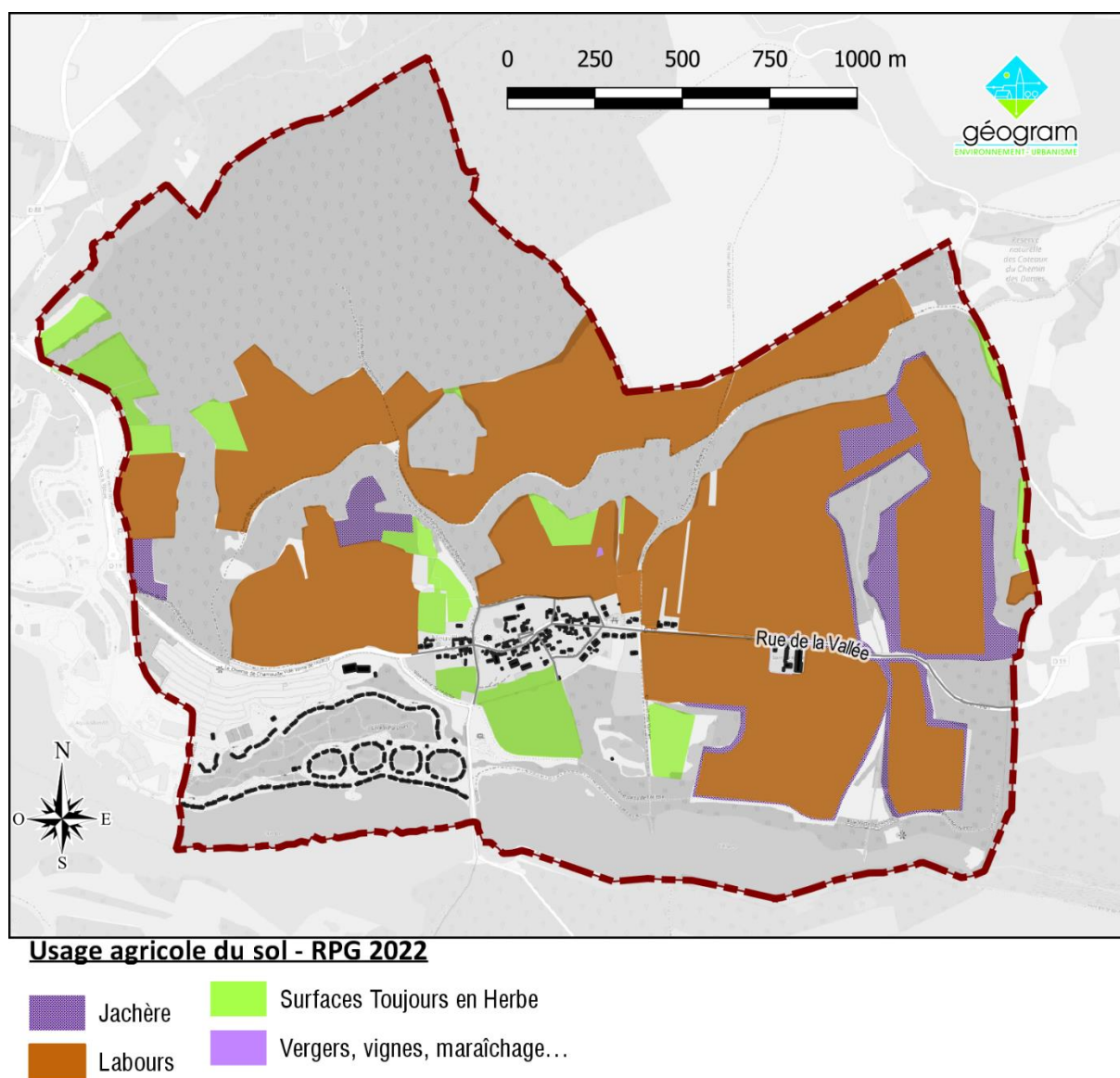


Figure 14 – Terres agricoles en 2022

2.4. ÉQUIPEMENTS ET SERVICES

Malgré sa petite taille, Neuville-sur-Ailette dispose d'une salle des fêtes avec un petit musée (Musée Henri Boileau). Ce dernier est géré par la « Maison de la Nature et de l'Oiseau », association qui organise des activités pédagogiques à destination du grand public et des scolaires, au service de l'environnement.

Un parc-jardin avec plateforme d'observation, « Les jardins Guillemette », a également été inauguré en 2022.

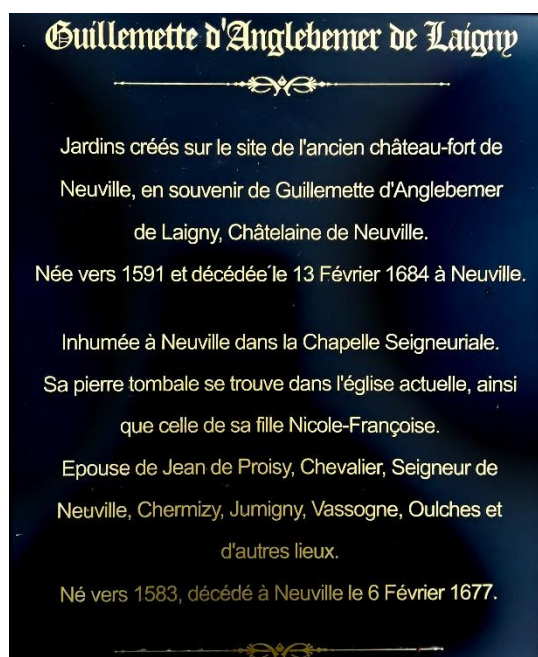


Figure 16 – Jardins Guillemette : l'entrée



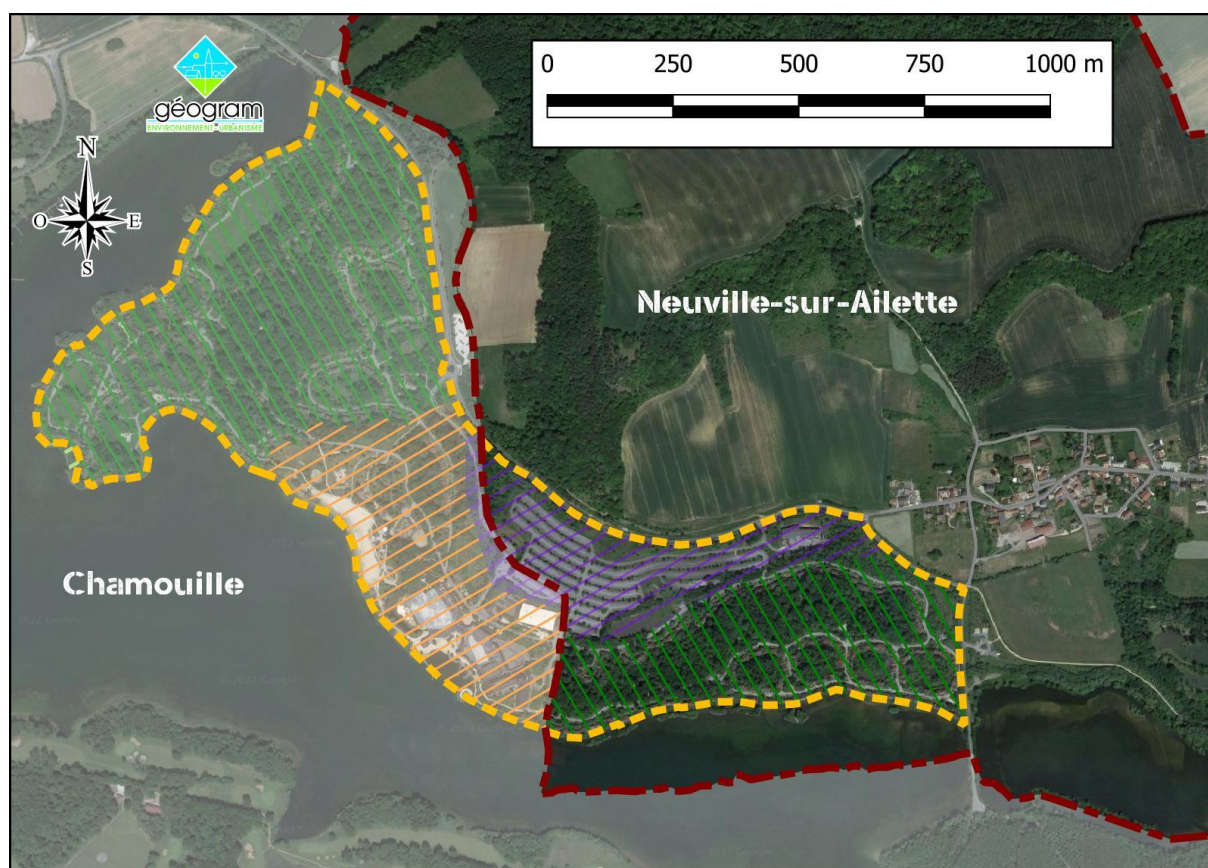
Figure 15 – Jardins Guillemette : Plate-forme d'observation



Figure 17 – Jardins Guillemette : vue partielle

Du mobilier de jeux pour enfants est présent.

Une partie du territoire communal est intégré dans le « Domaine du Lac d'Ailette », troisième Center Parcs français. Il a été ouvert au cours de l'automne 2007. Ce domaine touristique, d'une superficie de 84 hectares, est implanté dans un domaine forestier en bordure d'un lac de retenue de 140 hectares, construit sur l'Ailette, offrant 3,5 km de rives. Le domaine dispose d'un petit port de plaisance, de plages artificielles et d'une zone de sports et de loisirs couverte d'une surface de 7 500 m² offrant une trentaine d'activités différentes. La rive opposée du lac accueille le golf international de l'Ailette de 9 et 18 trous. Le lac est destiné à devenir une base d'entraînement pour pratiquants d'aviron de haut niveau.



- | | |
|------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
| Emprise du Parc | Aménagements collectifs (à Chamouille) |
| <u>Disposition du Center Parc</u> | |
| Partie résidentielle (à Neuville-sur-Ailette) | Partie résidentielle (à Chamouille) |
| Stationnement et équipements techniques (à Neuville-sur-Ailette) | Stationnement et équipements techniques (à Chamouille) |

Figure 18 – Center Parcs : disposition sur les communes de Neuville-sur-Ailette et Chamouille



Figure 19 – Center Parcs : vue sur les bungalows et le lac

Sur le territoire de Neuville-sur-Ailette, le parc comprend essentiellement des résidences (bungalows), une aire de stationnement et des bâtiments techniques.

2.5. RÉSEAUX – DÉCHETS – DÉFENSE INCENDIE

2.5.1. Alimentation en eau potable

L'Alimentation en Eau Potable est placée sous la responsabilité du Syndicat des eaux du chemin des Dames qui compte 21 communes membres pour une population totale de 4 642 habitants. Le service est délégué à la S.A.U.R. Centre Nord Picardie.

Le réseau qui alimente Neuville-sur-Ailette alimente également Athies-sous-Laon, Cerny-en-Laonnois, Chamouille (pour la partie « Center Parcs »), Chermizy-Ailles, Monthenault, Moulins, Moussy-Verneuil et Vendresse-Beaulne. Le prélèvement se fait en nappe à Athies-sous-Laon.

Le territoire communal n'est concerné par aucune aire d'alimentation de captage.

2.5.2. Assainissement

L'assainissement est intégralement en mode collectif. Depuis 2007, le réseau est relié à la STEP de Pancy-Courtecon qui reçoit, en plus des eaux usées de Neuville-sur-Ailette, celles du bourg de Chamouille et de Center Parcs.

De type boue activée à aération prolongée, la station d'épuration est gérée par le Syndicat mixte du plan d'eau des vallées de l'Ailette et de la Bièvre. Elle présente une capacité de traitement de 6 000 équivalent-habitants (pour une charge entrante en 2020 de 2 136 équivalent-habitants). Les contrôles effectués depuis plusieurs années sur cette station indiquent un respect de la réglementation en vigueur sur la qualité des rejets dans le milieu naturel.

2.5.3. Collecte et traitement des déchets

La collecte et traitement des déchets sont assurés par le SIRTOM (Syndicat Intercommunal de Ramassage et de Traitement des Ordures Ménagères) du Laonnois. Il regroupe les Communautés de Communes du Chemin des Dames, des Vallons d'Anizy, de la Champagne Picarde et des Villes d'Oyse ainsi que la Communauté d'Agglomération du Pays de Laon. Le SIRTOM gère la collecte des déchets ménagers en porte à porte dont la collecte sélective qui implique le tri par l'utilisateur, la collecte du verre en apport volontaire, ainsi que la gestion des 13 déchetteries de son périmètre d'intervention.

2.5.4. Défense incendie

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours effectue annuellement une visite de conformité des points de défense.

2.5.5. Réseau de communications numériques

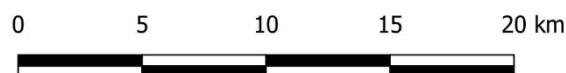
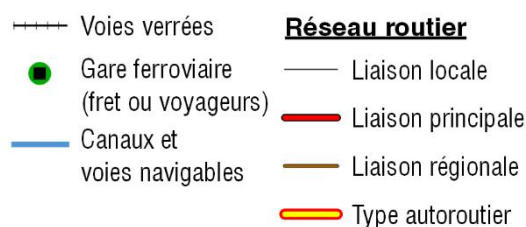
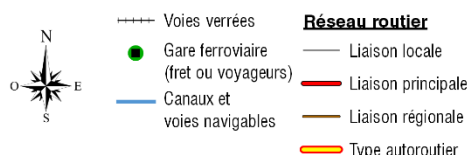
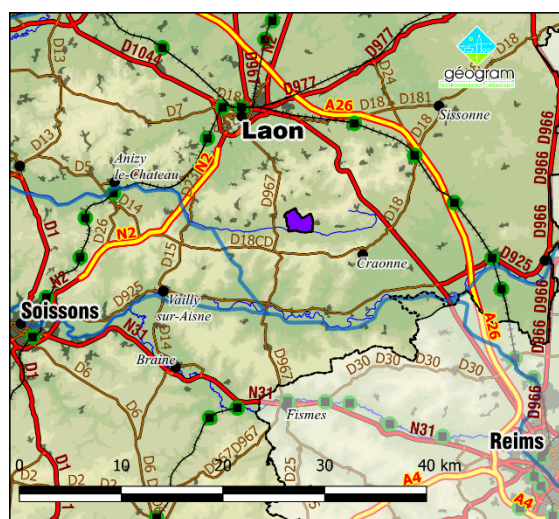
L'ensemble de la commune est relié à Internet par fibre optique.

2.6. TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS

2.6.1. Transports individuels

Le village est traversé par la RD 19 qui suit la vallée de l'Ailette et permet de relier Chavignon, 15 km à l'Ouest, et Corbeny, 10 km à l'Est. Corbeny est situé sur l'axe routier Laon-Reims et qui donne accès à cette dernière ville à 38 km de Neuville-sur-Ailette. À Chavignon, la Nationale 2 permet de rejoindre Soissons à 36 km de Neuville-sur-Ailette. À Chamouille, commune limitrophe, il est possible de rejoindre la D 967 qui relie Laon à 14 km au Nord.

Figure 20 – Infrastructures de transport : échelle locale
L'accès autoroutier le plus proche est à 20 km Chambry sur l'A26 (direction Lille et Calais) ou à Berry-au-Bac (à 21 km) sur l'A26 également, en direction de Reims, Metz et Strasbourg.



2.6.2. Transports en commun

Hormis les transports scolaires, il n'existe pas de service de transports en commun à Neuville-sur-Ailette.

La gare ferroviaire la plus proche est celle de Laon, 16 km au Nord.

Figure 21 – Infrastructures de transport : échelle régionale

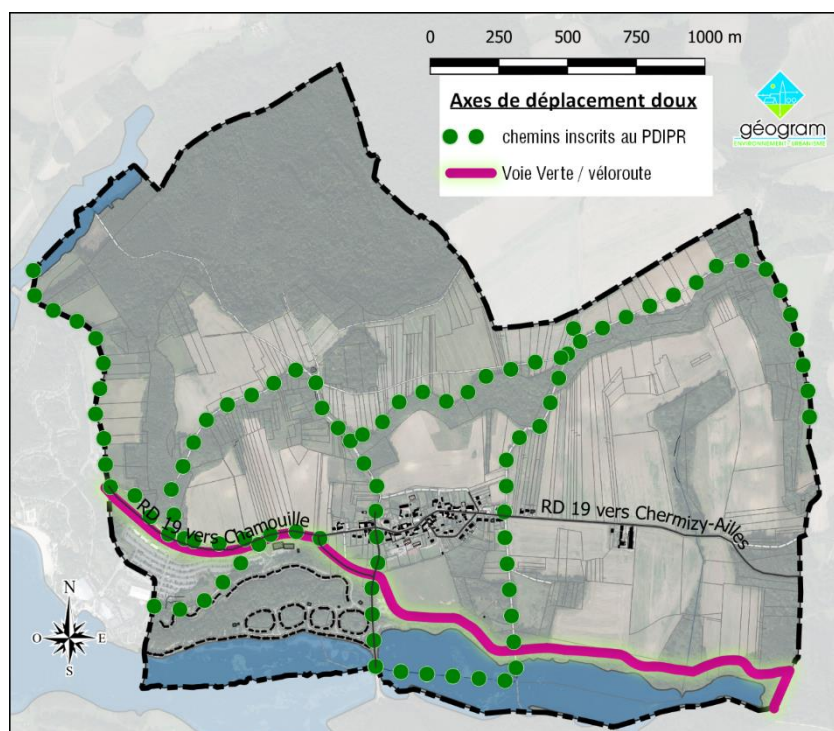
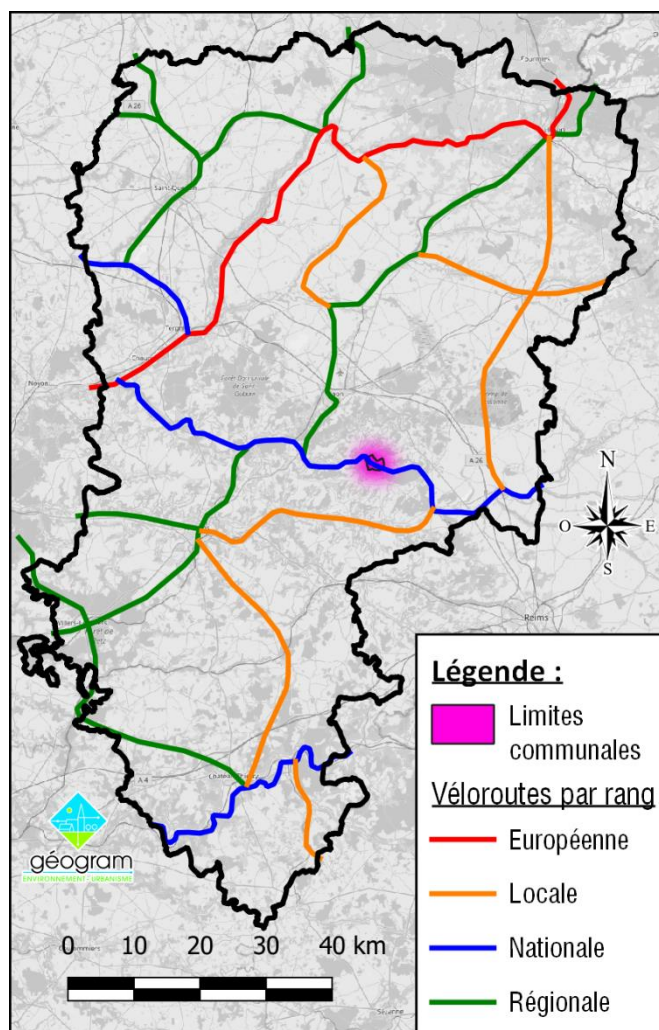
2.6.3. Transport fluvial

L'Ailette ne constitue pas un cours d'eau navigable. L'accès au réseau le plus proche est situé au niveau du bassin de Monampiteuil sur le canal de l'Oise à l'Aisne, 15 km à l'Ouest de Neuville-sur-Ailette.

2.6.4. Déplacements doux

La commune est particulièrement bien dotée en voies de déplacements doux en liaison avec la présence du Lac de l'Ailette et de ses aménagements touristiques. Ainsi, la Véloroute Voie Verte de l'Ailette traverse le territoire communal d'Est en Ouest. Elle constitue une partie de la véloroute nationale V30 entre Saint-Valéry-sur-Somme (Somme) et Condé-sur-Marne (Marne). Il est à souligner qu'elle est en site propre sur toute la partie de son tracé concernant la commune.

Figure 22 – Véloroutes du Schéma Régional Hauts-de-France



Plusieurs chemins ont été inscrits conjointement avec la commune et le département mais leur praticabilité est questionable : ce document n'a pas été remis à jour depuis une quarantaine d'année. Ainsi, l'un des itinéraires est aujourd'hui au fond de Lac de l'Ailette...

Figure 23 – Chemins de randonnée

Une voie verte avec itinéraires de déplacement doux en site propre a été réalisé dans le cadre de l'aménagement touristique autour du Lac.



Figure 24 – Tracé de la Voie Verte de l'Ailette sur la commune de Neuville-sur-Ailette

2.6.5. Capacités de stationnement

Il n'y a pas de d'emplacement de stationnement délimité dans le village de Neuville-sur-Ailette. Toutefois, plusieurs aires de stationnement publiques sont disponibles :

- ↳ Cimetière : 25 m²
- ↳ Place des Tilleuls : 250 m²
- ↳ Salle des fêtes : 600 m²

3] Documents supracommunaux

Le développement de Neuville-sur-Ailette est encadré par différents documents, plans et programmes supracommunaux avec lesquels le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible. Le Porter à Connaissance réalisé par les services de l'État liste les documents s'imposant au PLU.

Le SCoT est un document intégrateur et le PLU assure sa compatibilité avec les autres documents d'urbanisme, plans ou programmes à travers lui. Toutefois, NSA n'est concernée par aucun SCoT existant ou en projet.

<u>Document d'urbanisme, plan ou programme</u>	<u>Neuville-sur-Ailette</u>
Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)	Aucun
Programme Local de l'Habitat (PLH)	Aucun
Plan de Déplacement Urbain (PDU)	Aucun
Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)	Hauts-de-France
DTA/DTADD	Aucun
SDRIF	Non
Plan d'Exposition au Bruit (PEB)	Aucun
Directive de protection et de mise en valeur des territoires (« Directive Paysage »)	Aucun
Charte de Parc Naturel Régional	Aucun
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)	SDAGE Seine Normandie
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)	Aucun
Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI)	Bassin Seine-Normandie mais aucun TRI (Territoires à Risques Importants d'inondation) ne concerne la commune

La compatibilité avec ces documents est présentée dans la 6^{ème} partie du présent Rapport de Présentation « Compatibilité et prise en compte des autres plans et programmes opposables ».

4] Servitudes d'Utilité Publique et contraintes territoriales

Le territoire communal est affecté par plusieurs servitudes d'utilité publique et contraintes qui méritent d'être prises en compte lors de l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme. Elles sont recensées par les services de l'État, dans le « Porter à connaissance ».

4.1. SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Les servitudes affectant l'utilisation du sol sont des limitations administratives au droit de propriété, instituées par des actes spécifiques, en application de législations particulières, en vue notamment de préserver le fonctionnement de certains équipements publics, le patrimoine naturel ou culturel ainsi que la salubrité et la sécurité publiques. À ce titre, elles doivent être prises en compte dans le PLU conformément à l'Article L.151-43 du code de l'urbanisme. À ce jour, la commune se trouve affectée des servitudes suivantes :

- ↳ Servitude A4 : Servitude de passage dans le lit ou sur les berges de cours d'eau non domaniaux.
- ↳ Servitude T7 : servitudes relatives à des installations situées hors des zones de dégagement et qui en raison de leur hauteur pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne.

4.2. PROJET D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

La commune de Neuville-sur-Ailette n'est concernée par aucun Projet d'Intérêt Général.

4.3. ROUTES À GRANDE CIRCULATION

La commune de Neuville-sur-Ailette n'est concernée par aucune route à grande circulation.

4.4. PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Le préfet de région a publié pour Neuville-sur-Ailette une carte des sensibilités archéologique définissant les seuils pour lesquels la saisine de la DRAC¹⁰ est obligatoire :

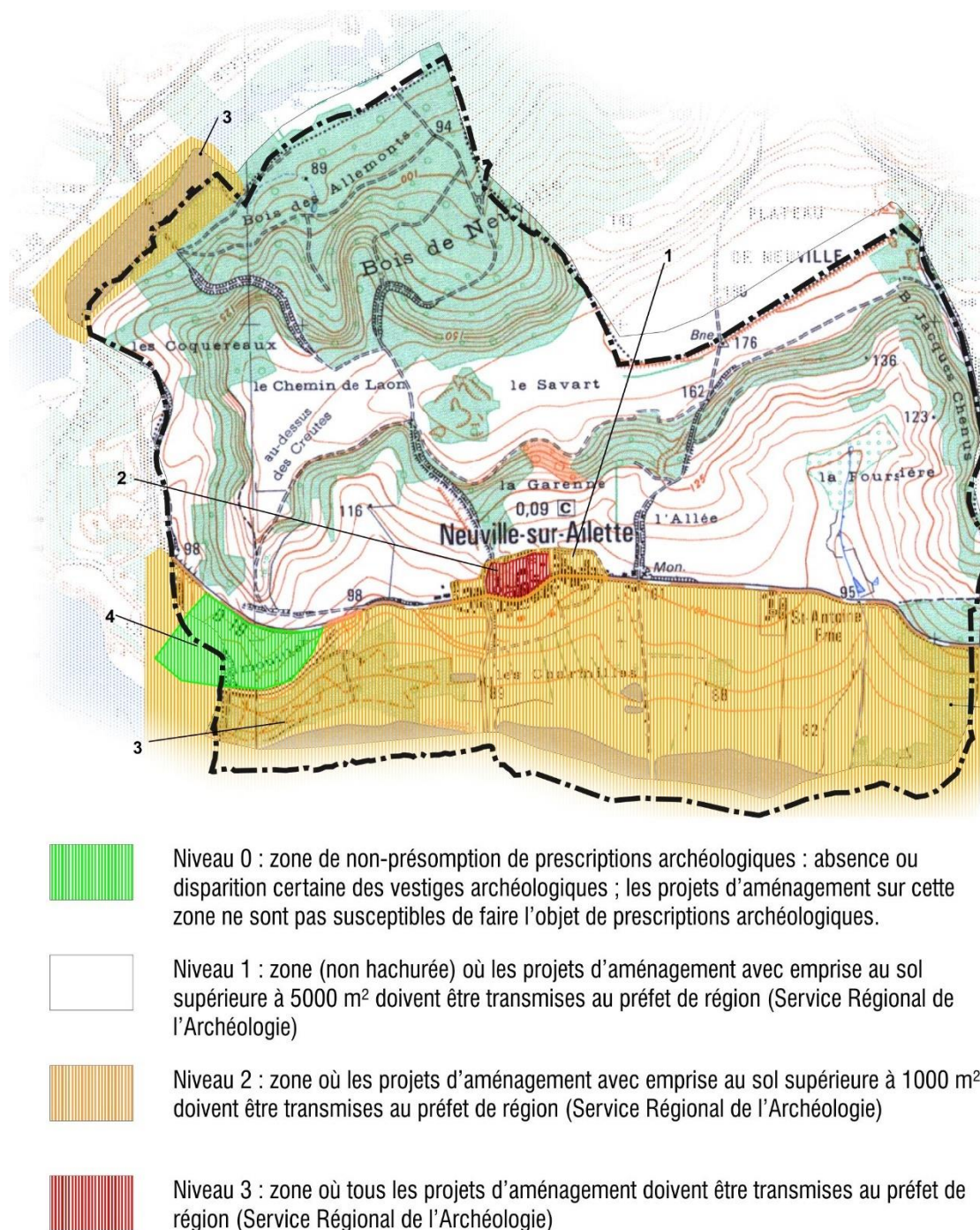


Figure 25 – Carte de sensibilité archéologique

¹⁰ Direction Régionale des Affaires Culturelles

Le site de l'ancien château médiéval constitue un site ayant déjà livré un patrimoine archéologique important et où la sensibilité à cet égard est particulièrement élevée.

Un projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques. Si les aménagements sont susceptibles d'affecter les éléments du patrimoine archéologique, le préfet de région pourra prescrire des mesures de détection, et le cas échéant de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique.

En tout état de cause, lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet.

4.5. IDENTIFICATION GÉOGRAPHIQUE DE PRODUITS ALIMENTAIRES

L'institut National de l'Origine et de la Qualité précise que le territoire de Neuville-sur-Ailette est concernée par l'aire d'Indication Géographique Protégée « Volailles de Champagne ».

2^{ème} Partie : **État initial de l'environnement**

1] Milieu physique

1.1. RELIEF

Les vallées de la Bièvre et de l'Ailette ont indenté le plateau qui reliait il y a plusieurs millions d'années le Laonnois au Soissonnais. Un vestige de ce plateau est encore présent au milieu du territoire communal sous un axe Ouest-Est.

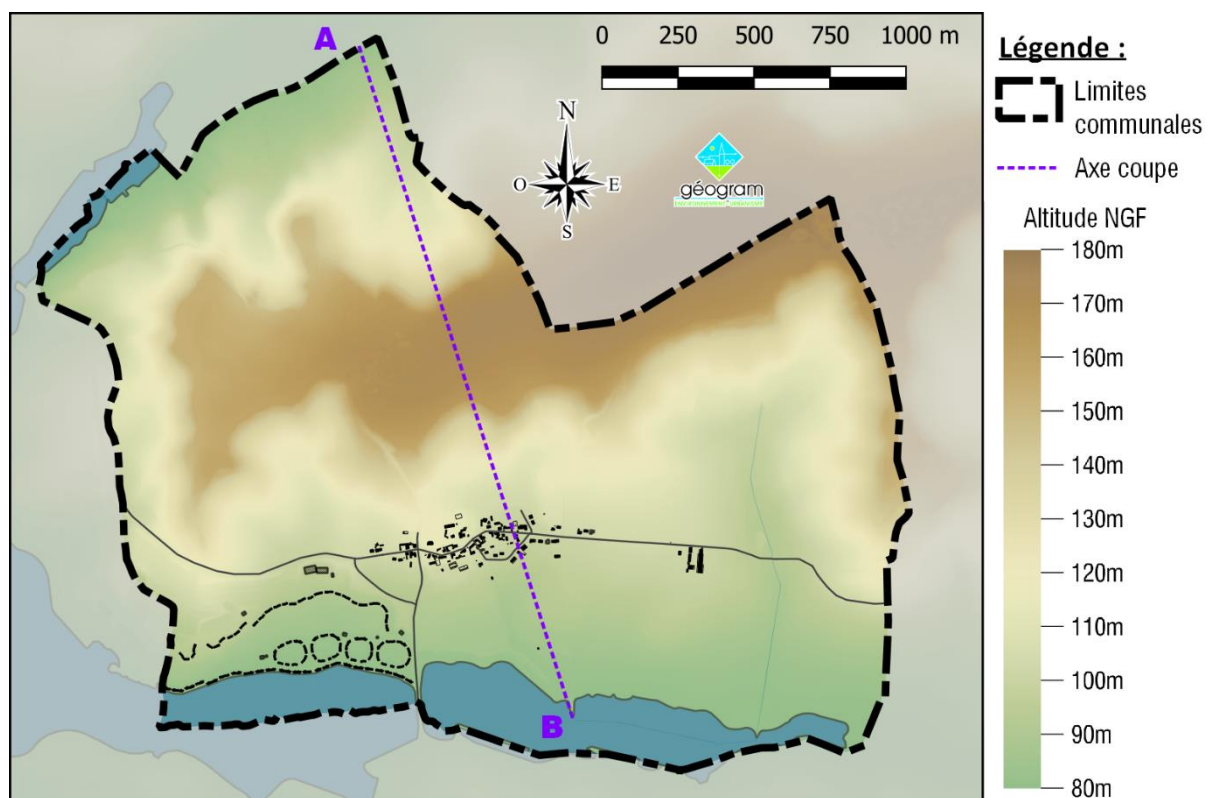


Figure 26 – Topographie

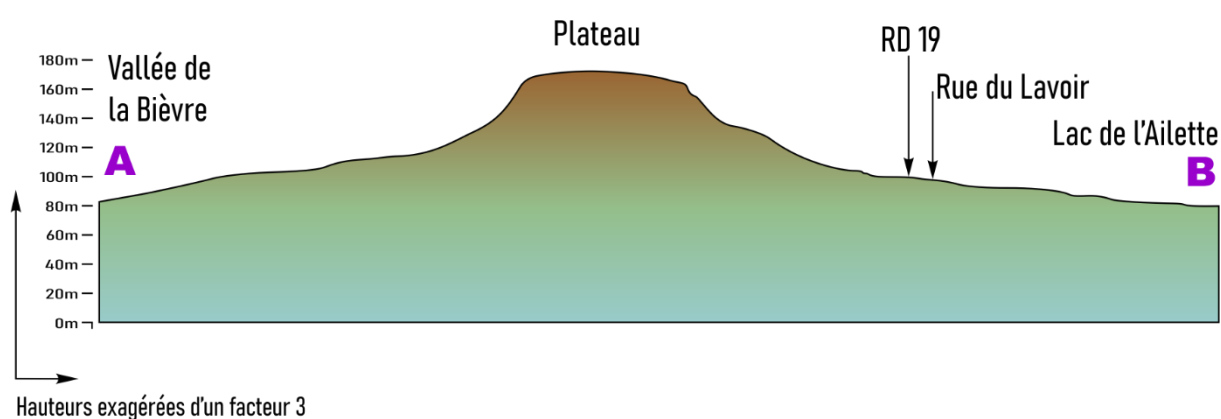


Figure 27 – Coupe topographique

Le plateau est relié au fond des vallées par un talus parfois abrupt avec des pentes marquées qui dépassent parfois 30 %.

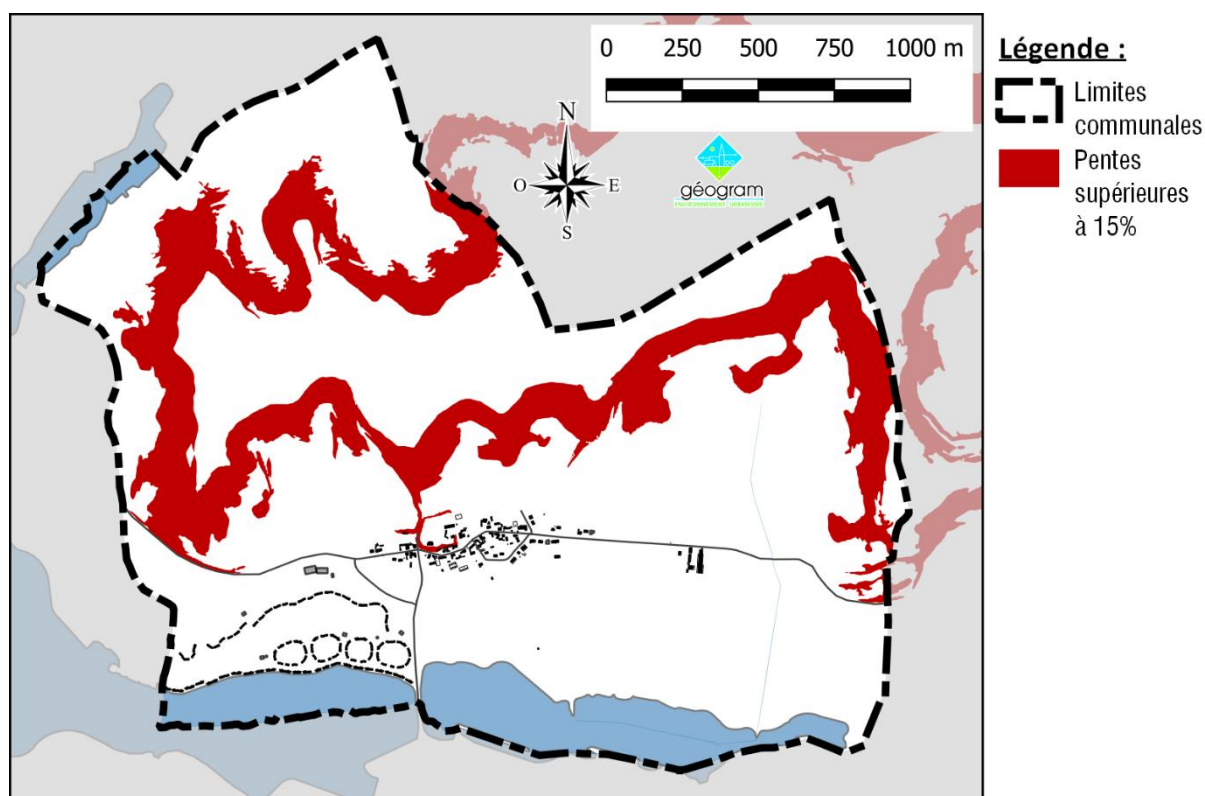
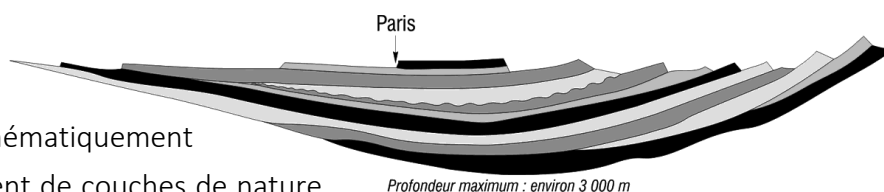


Figure 28 – Pentes

1.2. CONTEXTE GÉOLOGIQUE

Neuville-sur-Ailette est située dans le bassin sédimentaire de Paris, lequel peut être schématiquement représenté comme un empilement de couches de nature différentes, que l'érosion a progressivement dégagées.

Les différences de dureté des différentes couches géologiques a conduit à une érosion plus ou moins marquée qui mis à l'affleurement différents niveaux.



1.2.1. Géologie de la commune

Les données ci-après sont issues de la carte géologique 0107N « Craonne » publiées par le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières).

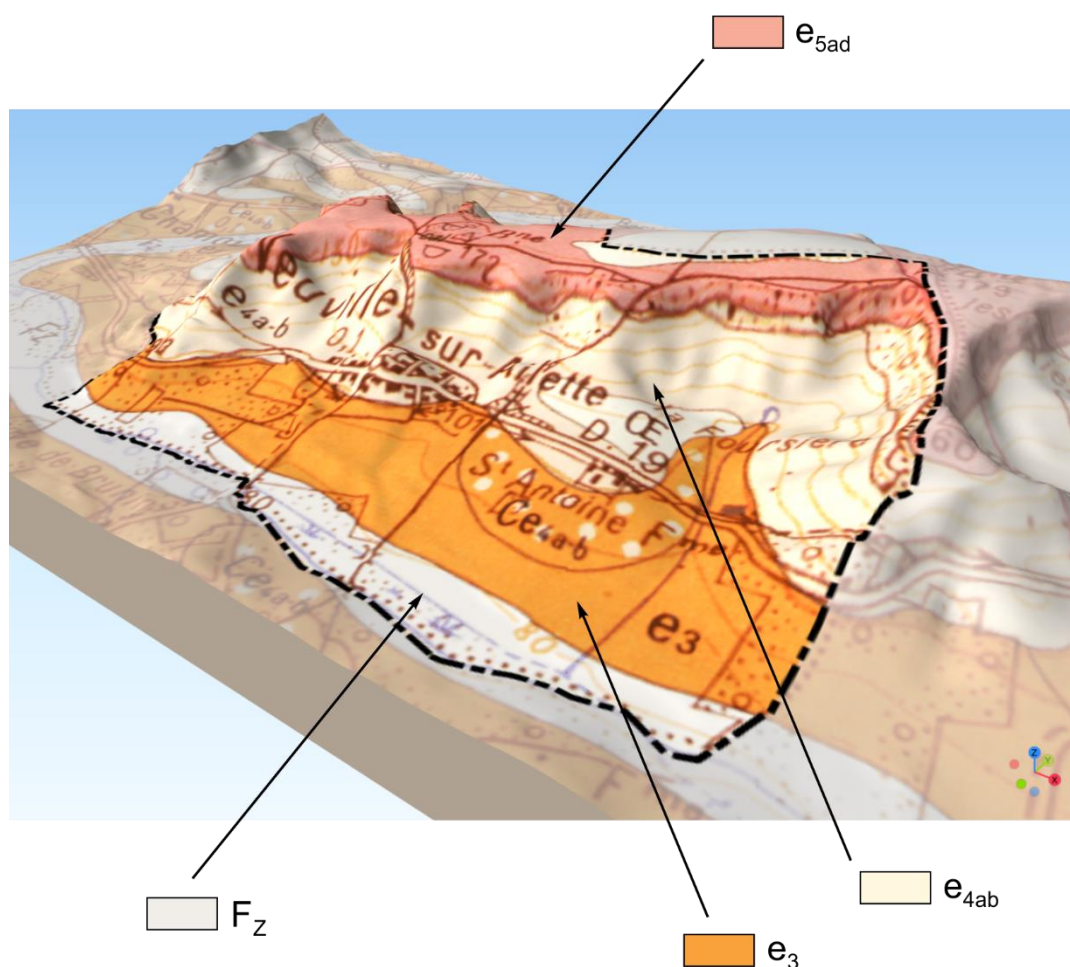


Figure 29 – Carte géologique

Niveau e_{5ad} : Lutétien

Le plateau et la partie sommitale des versants sont « armés » le calcaire dur du Lutétien. La série est nettement calcaire, variablement dolomitique, en bancs épais de couleur crème à jaunâtre. Les roches sont dans l'ensemble peu cohérentes et friables dans les couches du Lutétien inférieur ; en revanche les calcaires à Miliolites du Lutétien supérieur sont homogènes, plus compacts et durcissent à l'air.

Le Lutétien débute toujours par le faciès dit de la « Glauconie grossière » qui est tantôt typiquement un sable grossier très glauconieux, tantôt un calcaire tendre à gros grains de quartz anguleux et esquilles de silex noirs. La masse du Lutétien inférieur est essentiellement constituée par le « Calcaire grossier », beige, peu glauconieux, avec très nombreux fossiles de Lamellibranches et Gastéropodes, en moules internes. Les Foraminifères sont surtout abondants dans certains niveaux lenticulaires (« pierres à liards »). Les horizons calcaires alternent avec des couches de sables calcaireux. Les bancs à *Ditrupa strangulata* marquant le passage au Lutétien supérieur sont constitués d'un calcaire sableux tendre qui forme le principal niveau des « Creutes ».

Niveau e_{4ab} : Cuisien

Nette couche de sables est très épaisse (30 à 40 m). Ils sont riches en mica, peu argileux, fins, et contiennent de la glauconie. Ce sont des sables généralement roux, plus rarement blancs à grisâtres. Un gisement de fossiles sur la commune a autrefois permis de découvrir de nombreux fossiles : *Venericardia azyensis*, *Fossularca textilis*, *Limopsis granulata*, *Ditrupa abbreviata*, *Bittium plicatulum*, *Turritella*, *Neritina*, des opercules...

L'étude sédimentologique montre que ces sables sont de type marin littoral. Une très grande partie sont des sables très fins à fins ce qui induit l'action de courants transporteurs faibles lors de leur dépôt.

La nature de ces terrains les rend sensibles à l'érosion, ce qui explique les pentes marquées des versants.

À la base de ce niveau se rencontre fréquemment les « argiles de Laon » qui, bien que peu épaisses, peuvent être à l'origine de sources temporaires.

Niveau e₃ : Sparnacien

La formation de 10 à 20 m est essentiellement représentée par des argiles plastiques de teintes variées : blanche, jaune, bleue, verdâtre, noirâtre, avec de nombreux intercalaires sableux et des niveaux très discontinus d'argiles ligniteuses et de lignites pyriteuses. Les affleurements sont souvent masqués par le sable cuisien glissé (C_{e4ab}).

Les argiles sparnaciennes qui constituent les fonds des vallées de l'Ailette, de la Bièvre et de nombreux petits rus donnent un paysage de marais ou de prairies permanentes très humides. En revanche, si ces argiles sont recouvertes de sable glissé (C_{e4ab}), le paysage est identique à celui du domaine cuisien : champs ouverts avec grandes cultures.

On notera que c'est la nature de ces argiles qui assure le caractère imperméable des terrains sur lesquels repose le lac.

Niveau F_x : Alluvions

Ces alluvions, dont l'altitude relative maximale moyenne est comprise entre 7 à 10 m, sont riches en graviers périglaciaires d'origine jurassique. Elles offrent, au sommet de ceux de leurs dépôts qui n'ont pas subi d'ablation, des poches d'altération chimique, datées de l'interglaciaire Riss-Wurm, dans lesquelles des argiles de décalcification ont remplacé les matériaux calcaires dissous.

Déposés par la rivière Ailette, ils ne sont désormais plus affleurants, noyés sous les eaux du lac.

1.2.2. Ressources minières

Le territoire communal de Neuville-sur-Ailette offre plusieurs types de ressources minérales (calcaire, sables...), mais plus aucune n'y est exploitée de nos jours.

1.3. HYDROLOGIE

1.3.1. Les cours d'eau et leur bassin-versant

Neuville-sur-Ailette est située à proximité de la confluence de l'Ailette (affluent de l'Oise) et de la Bièvre, confluence aujourd'hui noyée sous le Lac de l'Ailette. Un petit ruisseau non nommé, affluent de l'Ailette, coule également selon un axe Nord-Sud entre la Ferme Saint-Antoine et la limite communale avec le territoire de Chermizy-Ailles.

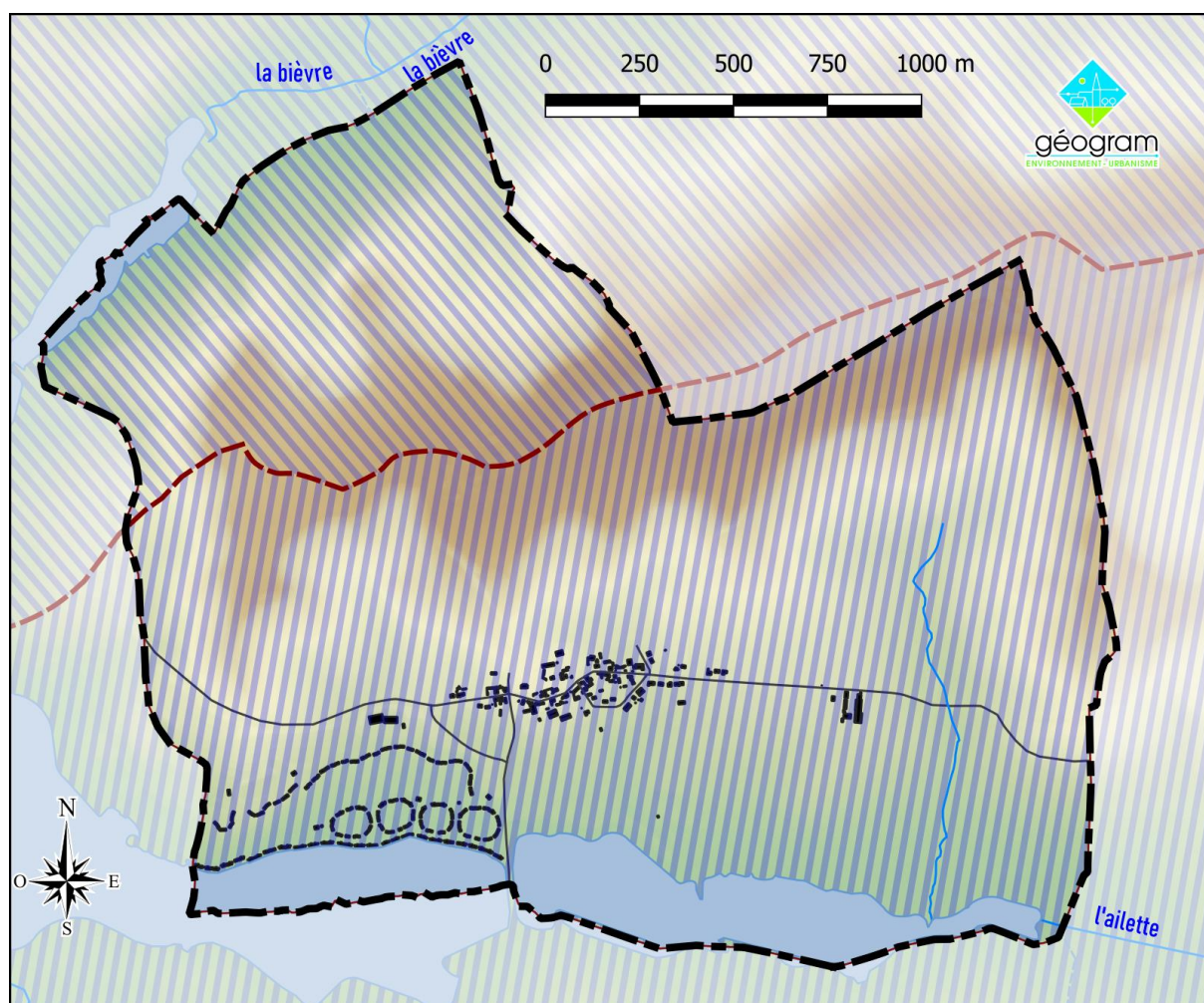
L'Ailette prend sa source au nord de la forêt de Vauclair, sur la commune de Sainte-Croix. Neuville-sur-Ailette est situé sur la partie amont de son cours, à 12 km de la source de cette rivière dont le cours total mesure 60 km.



Figure 30 – Tracé du cours de l'Ailette

Aucune donnée hydrologique n'est connue pour la Bièvre. Pour l'Ailette, les meilleures données disponibles sont issues d'une ancienne station de mesure (1988-2002) située à 2 km en aval du Lac et donc de la confluence Bièvre/Ailette. Elles montrent un débit globalement faible (valeur médiane mensuelle d'environ 600 litres par seconde). Les crues ont lieu en hiver (décembre : moyenne de 943 l/s) et les étiages en été (août : moyenne de 136 l/s). Ce régime est toutefois influencé par la gestion technique du niveau du lac. Bien que ce dernier assure un tamponnement, on observe une forte réactivité aux précipitations.

La limite entre les bassins versants de ces 2 rivières sépare le territoire de Neuville-sur-Ailette en 2 parties inégales : le tiers Nord-Ouest appartient au bassin-versant de la Bièvre tandis que les 2 tiers Sud, qui comprennent le village et le parc de loisirs, appartiennent à celui de l'Ailette.



Légende :

- | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
|  | Bassin versant de la Bièvre |  | Cours d'eau permanents |
|  | Bassin versant de l'Ailette |  | Lac de L Ailette |
|  | Ligne de partage des eaux | | |

Figure 31 – Cours d'eau et bassins-versants

Le lac dit « Lac de l'Ailette » est un lac artificiel créé en 1983-1984 par la réalisation d'un barrage juste en aval de la confluence de la Bièvre et de l'Ailette. Il est géré par le Syndicat Mixte du plan d'eau des vallées de l'Ailette et de la Bièvre qui regroupe le Département de l'Aisne, la Communauté d'Agglomération du Pays de Laon ainsi que les communes de Bièvres, Bouconville-Vauclair, Cerny-en-Laonnois, Chamouille, Chermizy-Ailles, Martigny-Courpierre, Monampteuil et Neuville-sur-Ailette.

Le niveau est contrôlé par le déversoir situé au niveau du barrage. Il est essentiellement encadré par :

- L'altimétrie d'implantation des cottages du parc de loisir (environ 80,50 m) ;
- La nécessité de maintenir un débit de fuite garanti pour la rivière Ailette en aval de la digue.,

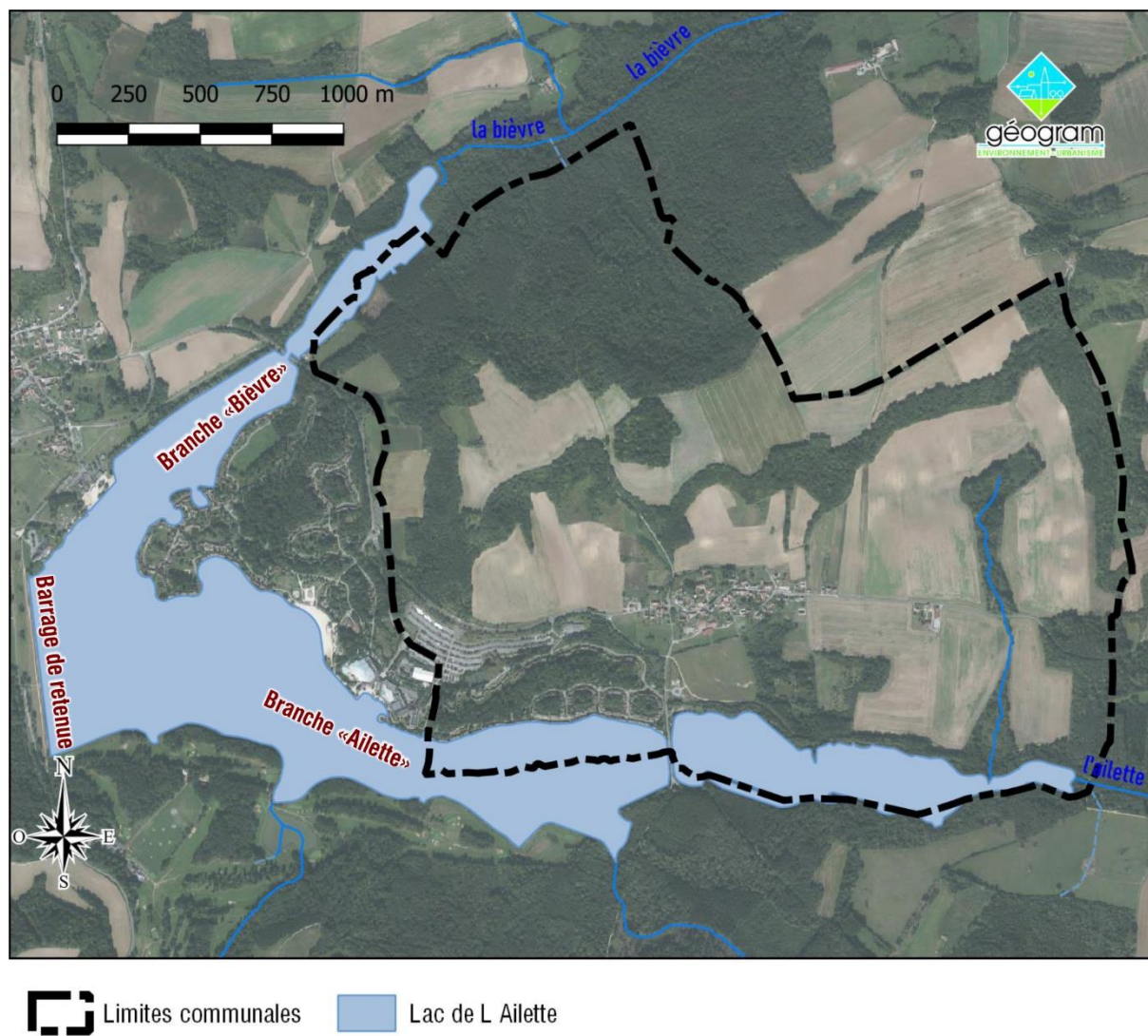


Figure 32 – Lac de l'Ailette

1.3.2. Zones à Dominante Humide

Aux termes de l'Article L. 211-1 du Code de l'Environnement, les zones humides sont des « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

Les zones humides ne doivent pas être confondues avec les zones inondables. En effet, il n'est pas besoin que l'eau affleure au niveau du sol puisque la présence d'une végétation spécifique ou les caractéristiques du sol suffisent à les délimiter.

Les zones humides peuvent être alimentées par des eaux pluviales, des sources, des cours d'eau et jouent un rôle fondamental en régulant le régime des eaux. Elles jouent en effet un rôle de tampon en restituant en période sèche et en stockant en période de crue. Leur destruction peut être ainsi très dommageable et provoquer des bouleversements hydrauliques. Par ailleurs, elles abritent assez fréquemment une flore et une faune rares, dont la protection est d'intérêt général.

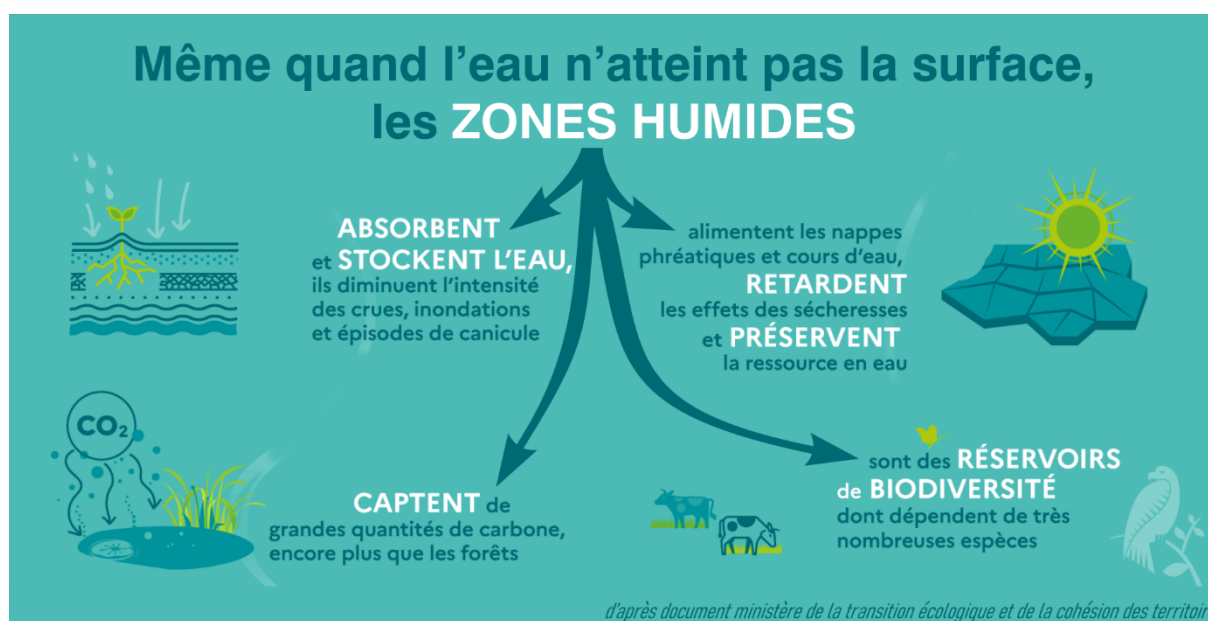
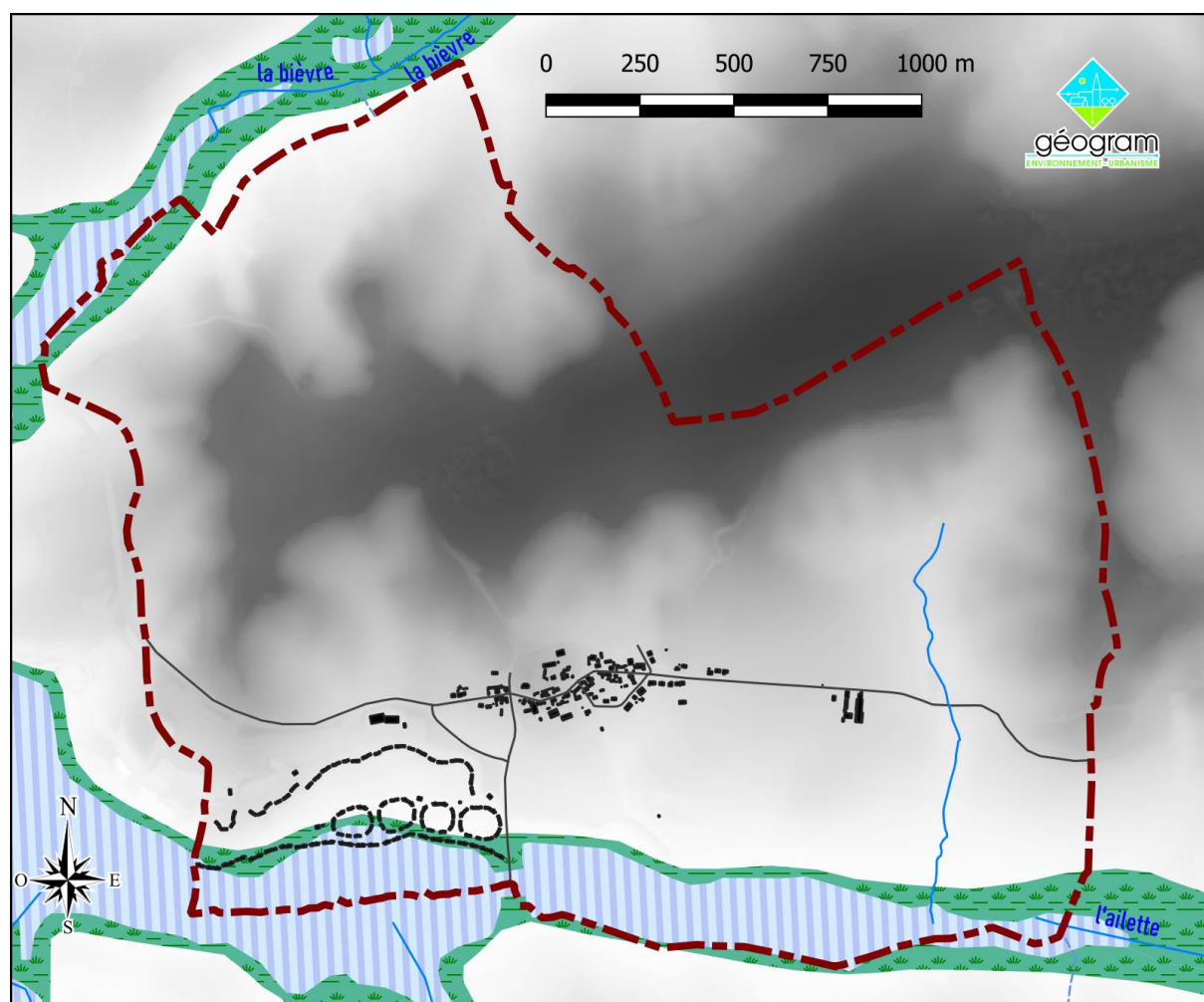




Figure 33 – Fonctions des zones humides

L'AGENCE de l'Eau Seine-Normandie (AESN) a cartographié au 25 000^{ème} les enveloppes des Zones à Dominante Humide (ZDH) – cela sur la base de cartographies existantes avec des objectifs différents (ZNIEFF, fédération de pêche, PNR, Natura 2000, ZNIEFF...), puis par photo-interprétation. Cette cartographie est non-exhaustive, mais reste un bon outil d'alerte.



Légende :

Zones à Dominante Humide selon l'Agence de l'Eau

-  Eaux de surface (ne constituent pas des zones humides au sens de la loi)
-  Zones potentiellement humides

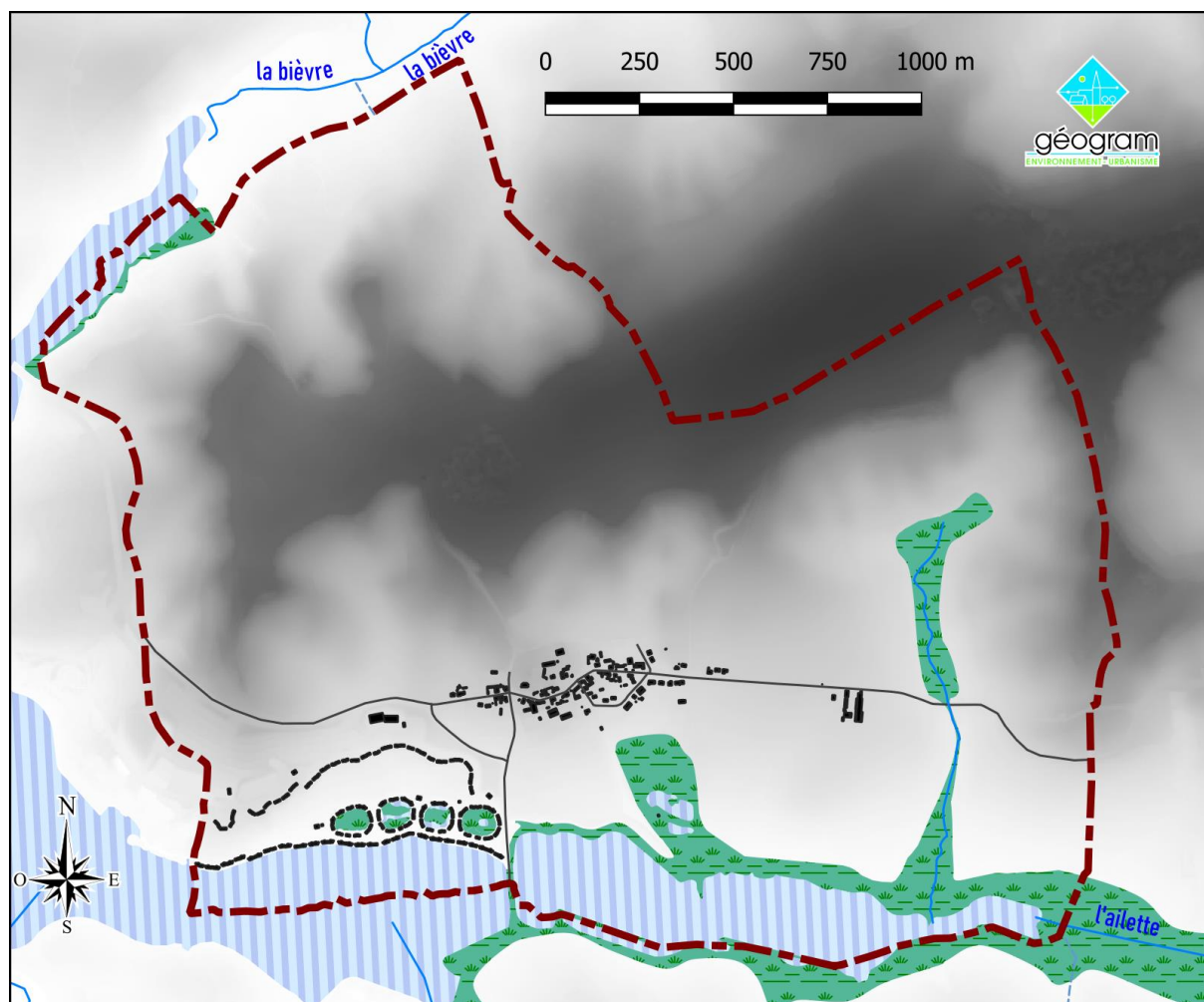
 Cours d'eau permanents

Figure 34 – Carte des zones à dominante humide selon l'AESN

L'échelle de cartographie de l'Agence de l'Eau Seine Normandie est à l'origine d'imprécisions dommageables quand elle est reportée à l'échelle cadastrale. En particulier, certains secteurs bâtis du village de vacances s'y trouvent identifiés comme étant des surfaces en eau. Les terrains ayant fait l'objet d'un remodelage profond et les constructions ne permettant pas le développement d'une flore caractérisant les zones humides, ils ne peuvent être identifiés comme tel.


Par suite, une analyse croisée de données issues de télédétection, d'information altimétriques et de pentes, de recueil de témoignages locaux et d'observations sur site, une autre carte, plus

fine¹¹, a été produite par le bureau d'études Geogram dans le cadre de l'évaluation environnementale.



Légende :

Zones à Dominante Humide estimées Geogram

 Eaux de surface (ne constituent pas des zones humides au sens de la loi)

 Zones potentiellement humides


 Cours d'eau permanents

Figure 35 – Carte des zones potentiellement humides selon Geogram

La protection des zones humides doit répondre à la démarche « éviter, réduire, compenser ». Leur inconstructibilité dans les PLU doit donc être la priorité.

1.4. POTENTIELS EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

La loi de programme n°2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique précise le rôle des collectivités territoriales et de leurs groupements.

¹¹ Cette cartographie ne reprend toutefois pas la méthodologie de l'arrêté du 24 juin 2008, modifié le 25 novembre 2009.

Notamment, « en matière de promotion des énergies renouvelables, les collectivités peuvent favoriser le recours à ces sources de production, notamment par des dispositions d'urbanisme, et en développant, en partenariat avec l'ADEME, des politiques d'incitation spécifiques, ainsi que participer à la planification de l'implantation des éoliennes ».

1.4.1. Solaire

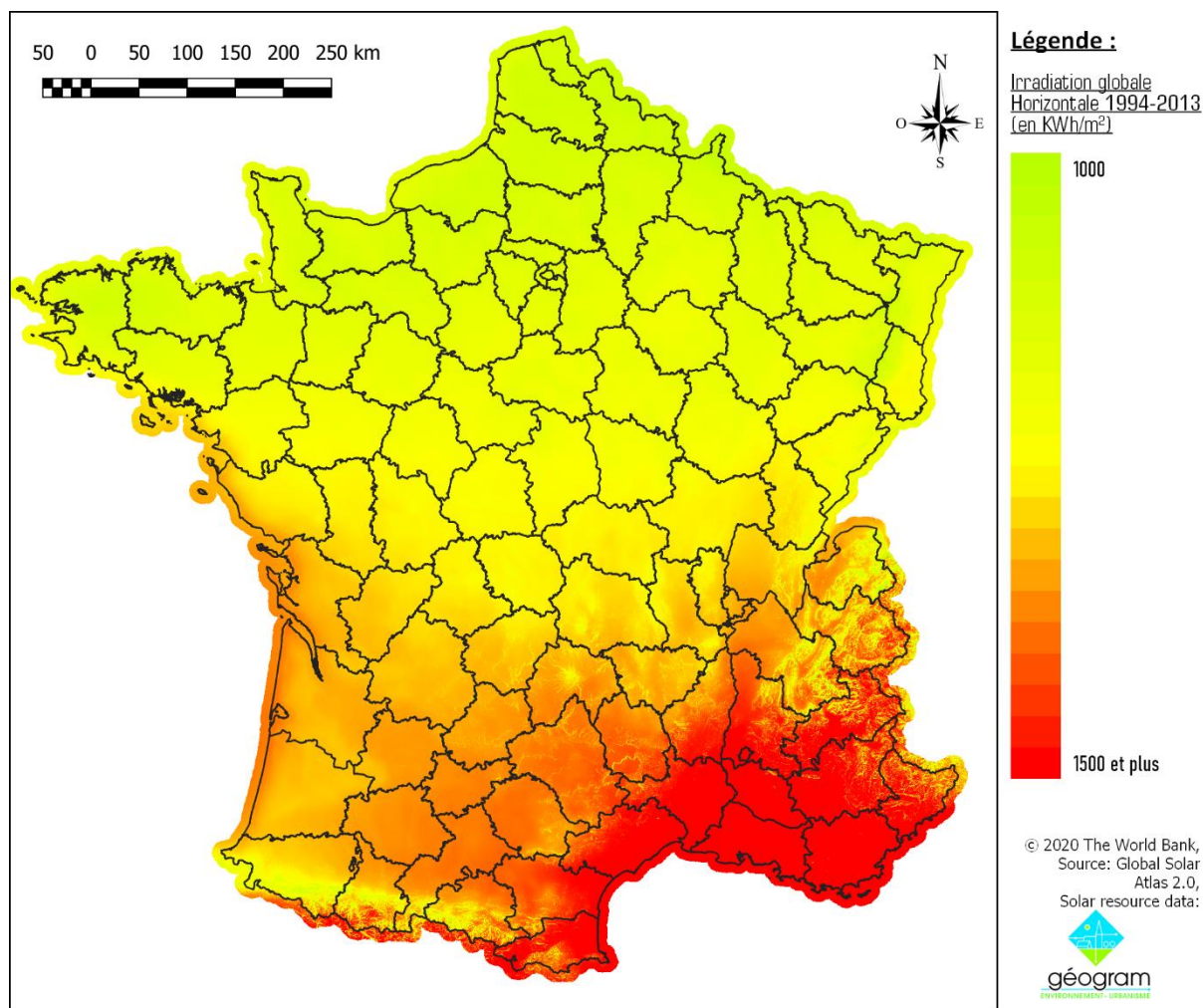


Figure 36 – Potentiel d'énergie solaire

Le potentiel de production d'énergie solaire dans le département est modeste : L'Irradiation globale Horizontale y est de 1100 à 1150 KWh/m² (période 1994-2013). Pour mémoire, la valeur médiane en France métropolitaine est de 1 250 KWh/m².

1.4.2. Éolien

Du fait des contraintes méthodologiques, sociétaux et politiques, il n'existe pas de données permettant d'évaluer le potentiel éolien local et non théorique à Neuville-sur-Ailette.

1.5. QUALITÉ DE L'AIR

Mieux maîtriser et réduire l'exposition à la pollution de l'air extérieur est une nécessité, compte tenu de l'impact reconnu sur la santé humaine. À titre informatifs, les principaux polluants atmosphériques et leurs effets sur la santé sont décrits ci-après.

- ↳ Le dioxyde d'azote (NO₂), plus toxique que le monoxyde d'azote (NO), peut entraîner une altération de la fonction respiratoire et une hyperréactivité bronchique chez les personnes asthmatiques et les enfants. Ces gaz sont émis lors des combustions et proviennent principalement des véhicules (60 %) et des installations industrielles.
- ↳ Les particules en suspension de moins de 10 µm (PM10) constituent la fraction la plus visible de la pollution atmosphérique (fumées). Elles englobent tout ce qui peut être véhiculé par l'air, à l'état liquide ou solide, d'origine naturelle ou non. Dans les villes et dans les zones industrielles, la combustion incomplète des combustibles fossiles, le trafic routier et les activités industrielles produisent des particules en suspension. Elles sont de nature très différente et peuvent véhiculer d'autres polluants (métaux lourds, hydrocarbures...). Selon leur taille, les particules pénètrent plus ou moins profondément dans l'arbre pulmonaire. Les particules les plus fines, même à des concentrations relativement basses, peuvent, surtout chez l'enfant, irriter les voies respiratoires ou altérer la fonction respiratoire dans son ensemble.

1.5.1. Registre Français des Émissions Polluantes

Le Registre Français des Émissions Polluantes (IREP) présente les flux annuels de polluants (notamment des substances toxiques et cancérigènes), qu'ils soient émis dans l'eau, l'air, ou le sol, et les déchets produits par les ICPE soumises à autorisation. Concernant plus spécifiquement les émissions atmosphériques, l'IREP couvre 50 polluants.

Ces données proviennent des déclarations annuelles des exploitants sous le contrôle de l'inspection des installations classées.

Aucun établissement émetteur n'est recensé à Neuville-sur-Ailette.

1.5.2. Réseau de surveillance de la qualité de l'air

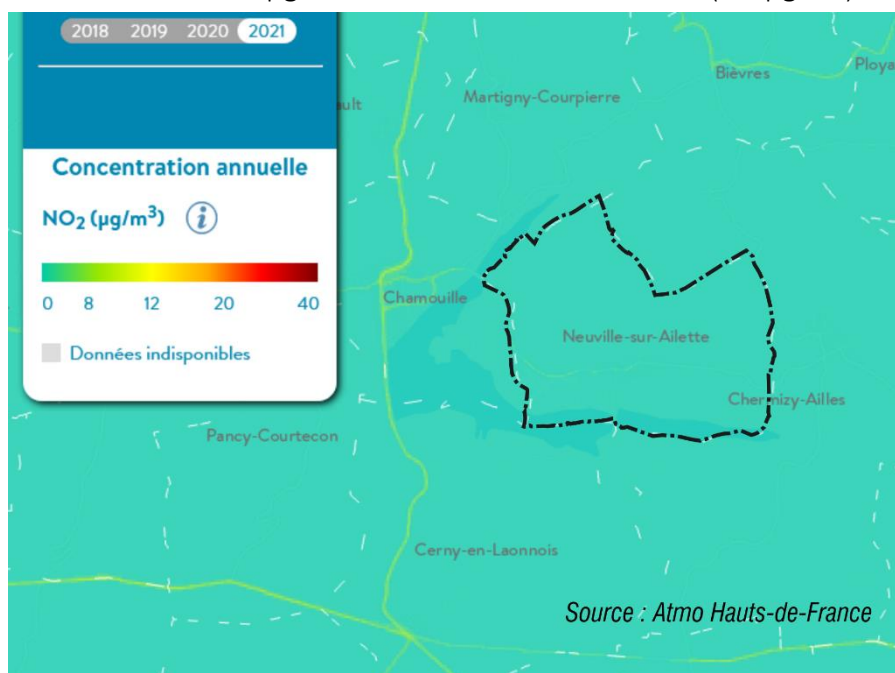
La Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE) du 30 décembre 1996 a confié la surveillance de l'air du territoire français à des associations agréées par le ministère de l'Écologie et du Développement Durable, regroupées au sein de la Fédération ATMO. Elle est constituée des acteurs régionaux impliqués dans la gouvernance locale de l'atmosphère (les collectivités, les services de l'État, les émetteurs de polluants atmosphériques, les associations...).

Les données disponibles sur la qualité de l'air fournies par Atmo-Hauts-de-France pour NSA sont les suivantes :

Oxydes d'azote

Les oxydes d'azote représentent les formes oxydées de l'azote. Les principaux sont le dioxyde d'azote (NO_2) et le monoxyde d'azote (NO). Le niveau moyen régional des concentrations de dioxyde d'azote (NO_2) était en 2021 de $8 \mu\text{g}/\text{m}^3$. La valeur limite annuelle ($40 \mu\text{g}/\text{m}^3$) est dépassée sur les autoroutes et les axes routiers majeurs. Situé à l'écart de ceux-ci, Neuville-sur-Ailette ne connaît pas de pollution notable aux oxydes d'azote.

Figure 37 –
Concentration en
oxydes d'azote

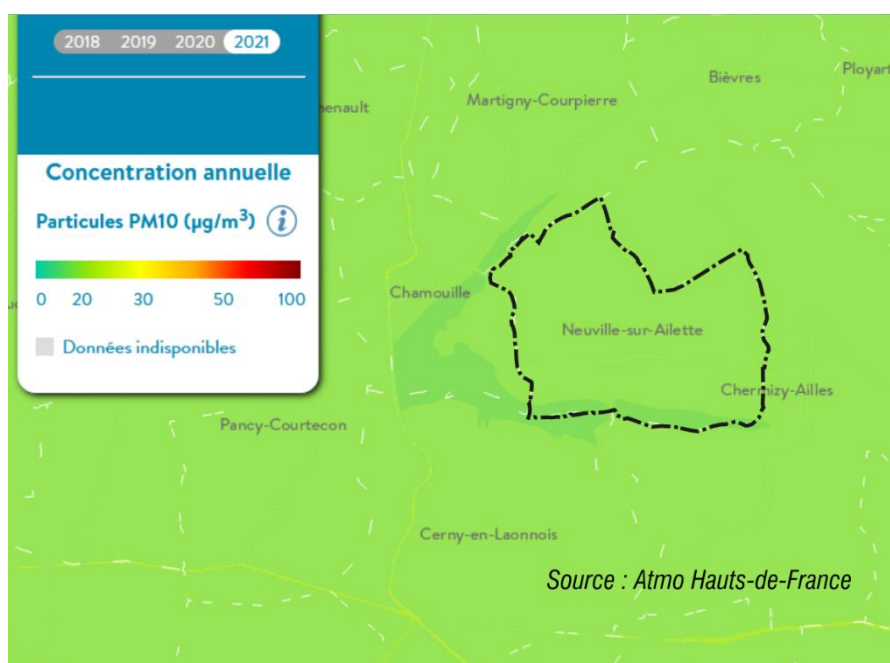


Particules PM10

Les particules PM10 présentent un diamètre inférieur à 10 micromètres. Elles peuvent être d'origines naturelles ou humaines (chauffage au bois, agriculture, transport, usure des routes, activités économiques et chantiers BTP, par exemple). On distingue les particules primaires des

secondaires : les particules primaires sont celles produites et directement émises ; les particules secondaires sont issues de réactions physico-chimiques dans l'air à partir d'autres polluants.

Figure 38 –
Concentration en
particules fines

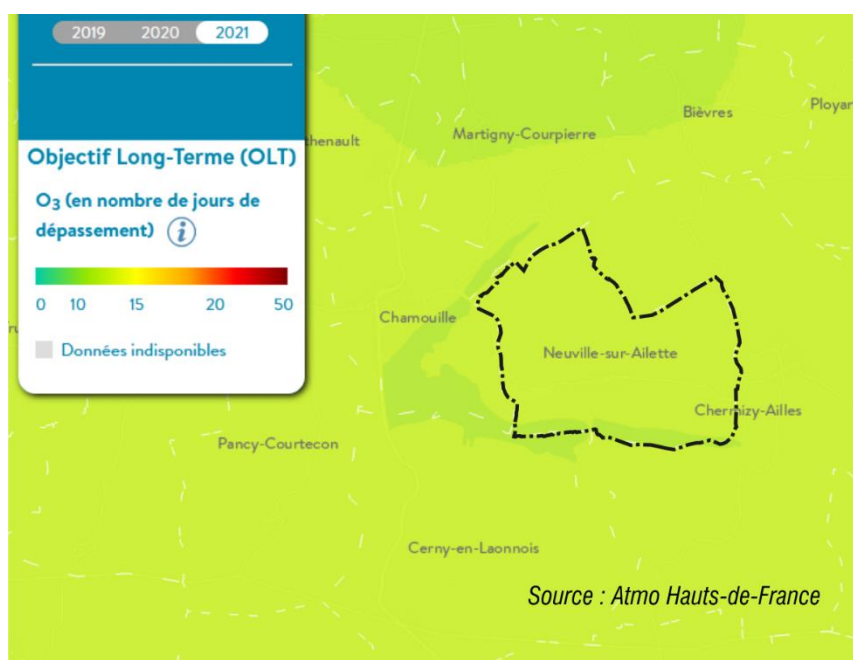


Le niveau moyen régional des concentrations de particules PM10 est de 16 $\mu\text{g}/\text{m}^3$. La valeur limite annuelle (40 $\mu\text{g}/\text{m}^3$) est dépassée en proximité d'importantes installations industrielles et le long d'axes routiers structurants. La distance de Neuville-sur-Ailette par rapports à ceux-ci permet un niveau de PM 10 faible.

Ozone

L'ozone est un polluant secondaire qui se forme à partir de polluants déjà présents dans l'air (issus du trafic automobile, des activités résidentielle et tertiaire, des industries) sous l'effet du rayonnement solaire. C'est pourquoi, les niveaux moyens relevés en ozone sont généralement plus élevés au printemps et les pics de concentrations s'observent en juillet-août. Les concentrations sont minimales en début de matinée et maximales dans l'après-midi.

Figure 39 – Pollution par l'ozone



Dans la région, Le nombre de jours de dépassement de l'OLT santé¹² de l'ozone (O₃) est compris entre 4 et 18 jours.

1.6. CLIMATOLOGIE

Les données de la Météorologie Nationale disponibles pour le secteur proviennent de la station climatique d'Aulnois-sous-Laon, distante d'une dizaine de kilomètres, au Nord de Neuville-sur-Ailette. En tenant compte des relevés effectués sur ce site, nous pouvons, par interpolation, tracer les grandes lignes du climat local.

a) Températures

La moyenne annuelle des températures oscille autour de 10,6°C et, en moyenne mensuelle, aucun mois ne connaît de températures moyennes inférieures à 0°C. Toutefois, des variations saisonnières peuvent se faire sentir :

- ✎ En été, les températures restent relativement douces (moyennes mensuelles ne dépassant pas 19°C) ;

¹² Objectif Long Terme de protection de la santé (120 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ en maximum journalier de la moyenne glissante sur 8h.

- ↳ En automne, les températures baissent de façon sensible, mais restent assez douces. Une rupture des températures peut être remarquée en novembre, mois durant lequel elles passent à 6,2°C (contre 11°C en moyenne en octobre) ;
- ↳ En hiver, les températures moyennes mensuelles restent positives et supérieures à 1°C ;
- ↳ Au printemps, les températures restent fraîches (moyenne mensuelle inférieure à 10°C).

a) Précipitations

Les précipitations sont réparties régulièrement tout au long de l'année, avec une hauteur moyenne mensuelle variant de 47,5 mm en juillet à 72,8 mm en juin. Le cumul annuel moyen est de 694 mm sur la période 1988-2010.

Ces valeurs moyennes n'empêchent pas la survenue d'événement exceptionnels : le 15 août 2017, un orage violent a engendré des précipitations évaluées à 60 mm (plus que la moyenne mensuelle de tout un mois de janvier) en moins d'une heure.

c) Bilan climatique

Le diagramme ombrothermique consiste à placer, en abscisse les mois de l'année, et en ordonnées, les températures et les précipitations moyennes mensuelles. Les périodes d'aridité sont marquées par les zones du graphique où la courbe pluviométrique est au-dessous de la courbe thermique. Dans le cas présent, le diagramme obtenu montre un bilan hydrique largement positif, le secteur étant soumis à un climat océanique dégradé soumis à influence semi-continentale (Est de la France).

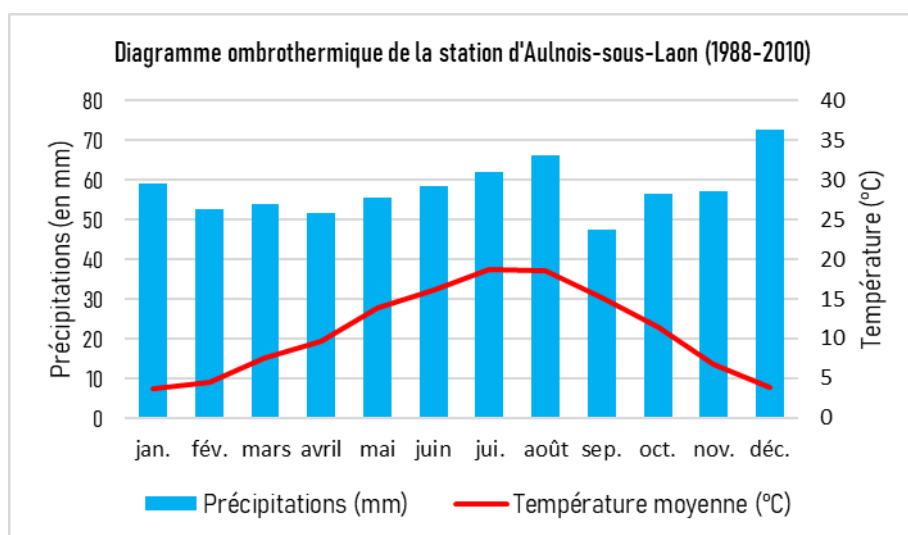


Figure 40 – Diagramme ombrothermique

2] Risques

Le PLU se doit de préserver les biens et les personnes susceptibles d'être exposés et de signaler l'existence des risques connus.

2.1. RISQUES NATURELS

2.1.1. Catastrophes naturelles

Parmi les événements connus sur la commune, 4 ont fait l'objet d'une reconnaissance de l'état de Catastrophe Naturelle :

Type de catastrophe :	Arrêté du :
Inondations et/ou Coulées de Boue	23/07/2021
Inondations et/ou Coulées de Boue	29/12/1999
Inondations et/ou Coulées de Boue	03/08/1983
Mouvement de terrain	29/12/1999

L'épisode orageux du 15 août 2017 n'a pas été considéré par les services de l'État comme présentant un caractère suffisamment exceptionnel pour reconnaître un état de Catastrophe Naturelle.

2.1.2. Plan de Prévention des Risques Naturels

La commune de Neuville-sur-Ailette n'est pas couverte par un Plan de Prévention des Risques.

2.1.3. Aléa de retrait/gonflement des argiles

Ce risque est directement lié aux propriétés physiques des argiles. En effet, les variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produisent des gonflements en périodes humides et des tassements en périodes sèches. Ce phénomène de retrait-gonflement provoque des tassements différentiels qui affectent essentiellement les constructions d'habitations individuelles, notamment pour les raisons suivantes :

- ↳ les fondations relativement superficielles de ces bâtiments, par rapport à des habitats collectifs, les rendent plus vulnérables à des mouvements du sol d'assise ;
- ↳ la plupart de ces constructions sont réalisées sans étude géotechnique préalable qui permettrait de concevoir les bâtiments en tenant compte du risque associé.

À Neuville-sur-Ailette, ce risque est concentré sur les versants et plus particulièrement en bas de ceux-ci. À l'exception de la butte de l'ancien château, autour de l'église, et de la Ferme Saint-Anoine, toutes les parties bâties de la commune sont concernées par un risque élevé.

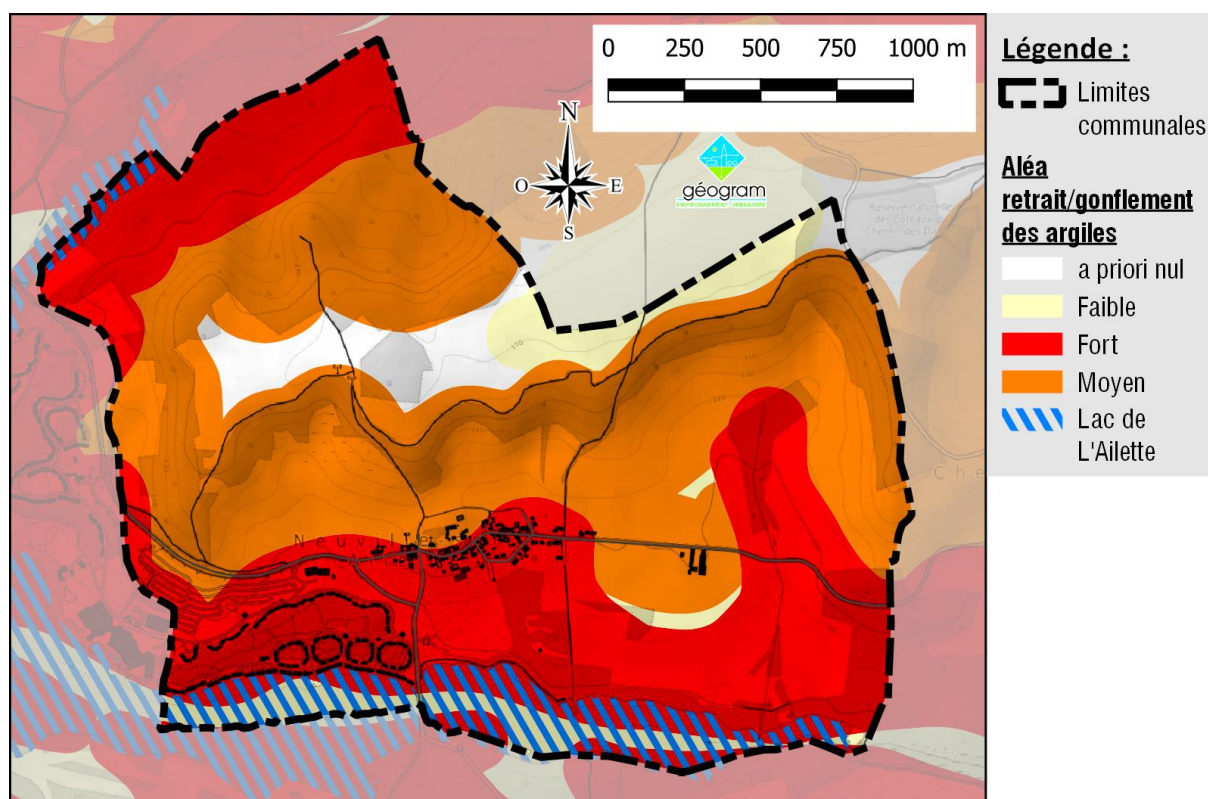


Figure 41 – Carte de l'aléa retrait/gonflement d'argiles

2.1.4. Cavités

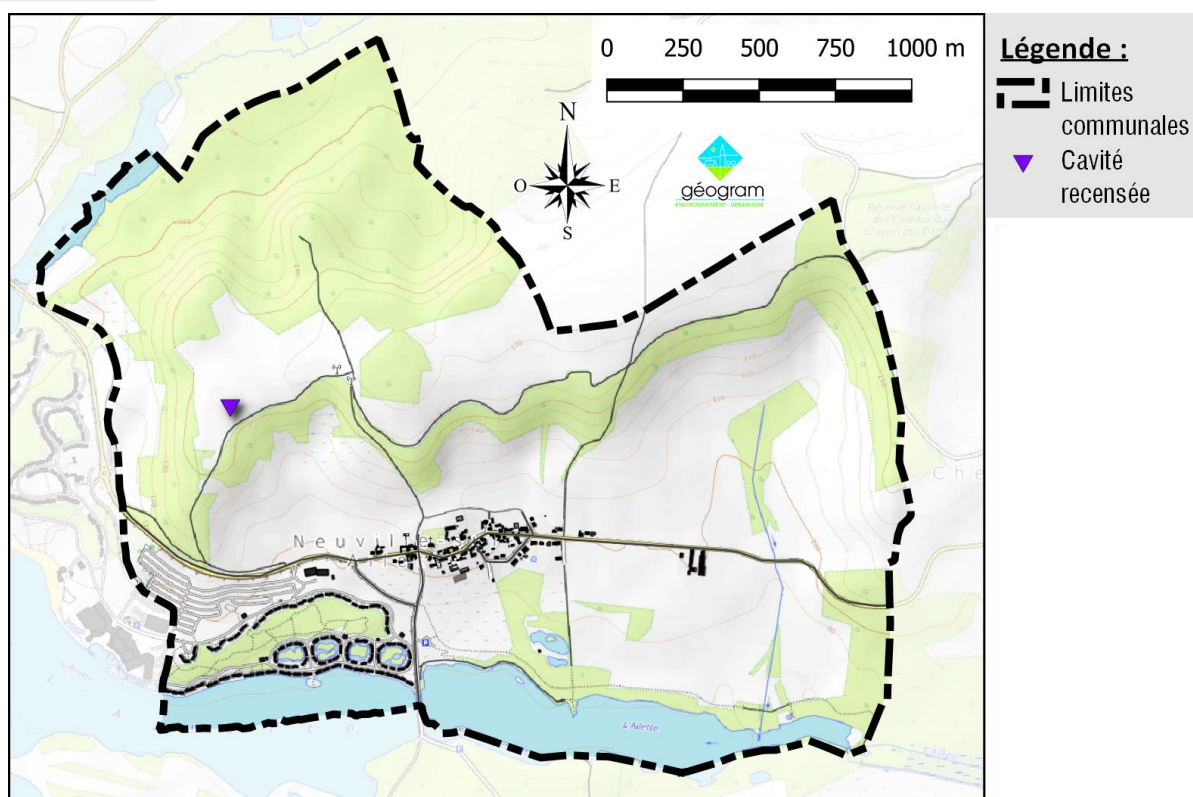


Figure 42 – Carte de situation des cavités souterraines connues

Toutes les régions françaises recèlent des cavités souterraines. Elles sont de nature variée : carrières, marnières (carrières de craie pour l'amendement), caves, sapes de guerre, cavités

naturelles... Afin de recenser, localiser et décrire ces cavités souterraines, l'État a confié au BRGM l'établissement d'une base de données nationale. La base de données « Cavités » recense les cavités souterraines abandonnées (hors mines) sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Une seule cavité ancienne, au statut indéterminé, est identifiée dans cette base de données sur le territoire communal.

2.1.5. Mouvements de terrain

Les dommages occasionnés par des mouvements de terrain d'importance et de type très divers (glissement de terrain, éboulements, effondrements...) ont des conséquences humaines et socio-économiques considérables.

La base BDMvt répond en partie à ce besoin en matière de politique de prévention des risques naturels, en permettant le recueil, l'analyse et la restitution des informations de base nécessaire à la connaissance et à l'étude préalable des phénomènes dans leur ensemble.

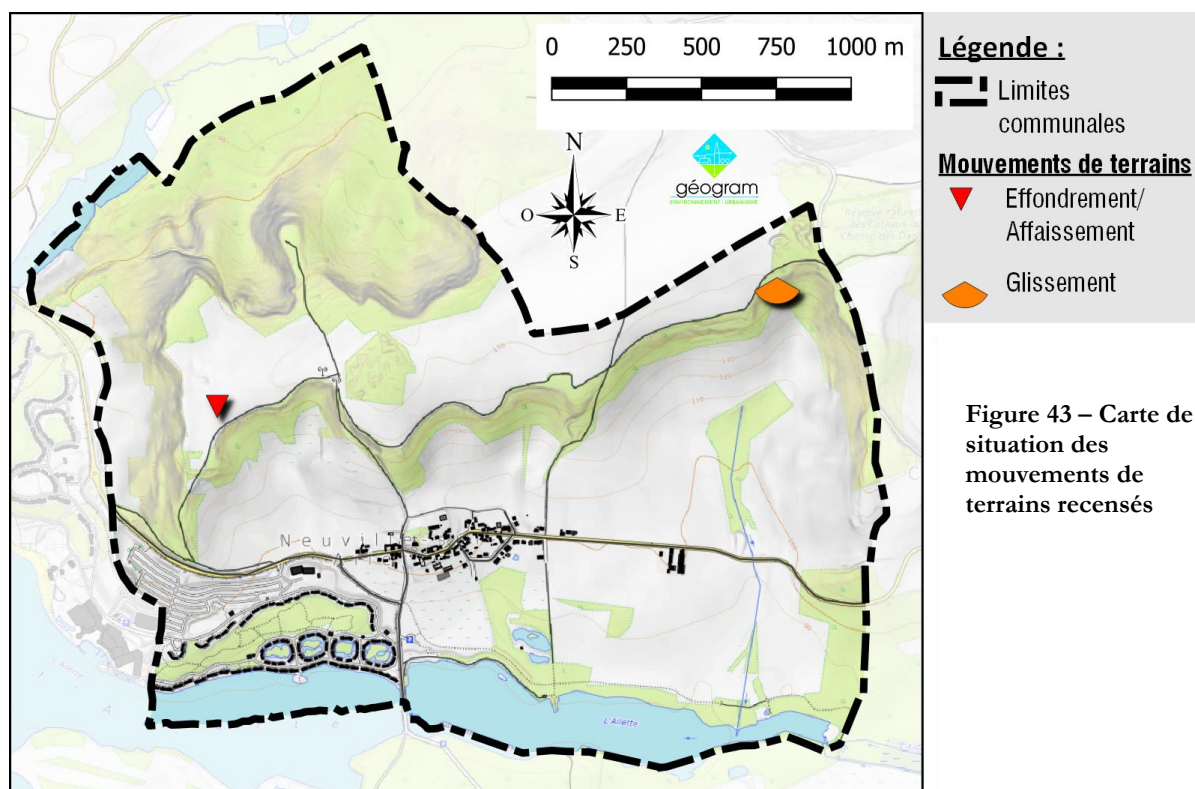


Figure 43 – Carte de situation des mouvements de terrains recensés

Sur le territoire de Neuville-sur-Ailette, 2 événements sont recensés mais non datés :

- ↻ un affaissement de terrain sur le plateau, au niveau de la cavité recensée ci-dessus ;
- ↻ un glissement au lieu-dit « La pièce des Carrières » (contact des calcaires du Lutétien sur les sables du Cuisien).

2.1.6. Risque de coulées de boue

Des épisodes de précipitation intense peuvent provoquer des ruissellements accompagnés de coulées de boue. Parmi ceux-ci, un épisode orageux survenu le 15 août 2017 a occasionné d'importants dégâts malgré un caractère non-exceptionnel¹³ : la salle communale a été envahie par la boue sur une épaisseur de 5 cm et une surface de 200 m²¹⁴.



Figure 44 – Coulées de boue du 15 août 2017 : vue sur la salle communale



Figure 45 – Coulées de boue du 15 août 2017 : vue sur le chemin du Tour de Ville

¹³ Ce caractère non exceptionnel a été déterminé par les services de la météorologie nationale.

¹⁴ Cf. Fiches intervention du SDIS en annexe à ce document

Ces coulées de boue prennent leur origine dans la topographie des terrains dominant le village : le relief dessine des amphithéâtres dont la partie supérieure présente des pentes très fortes. Il en résulte une concentration et une accélération des eaux de ruissellement issues des précipitations. Lors des épisodes de précipitations intenses, la partie superficielle du sol est arrachée et entraînée vers les points bas.

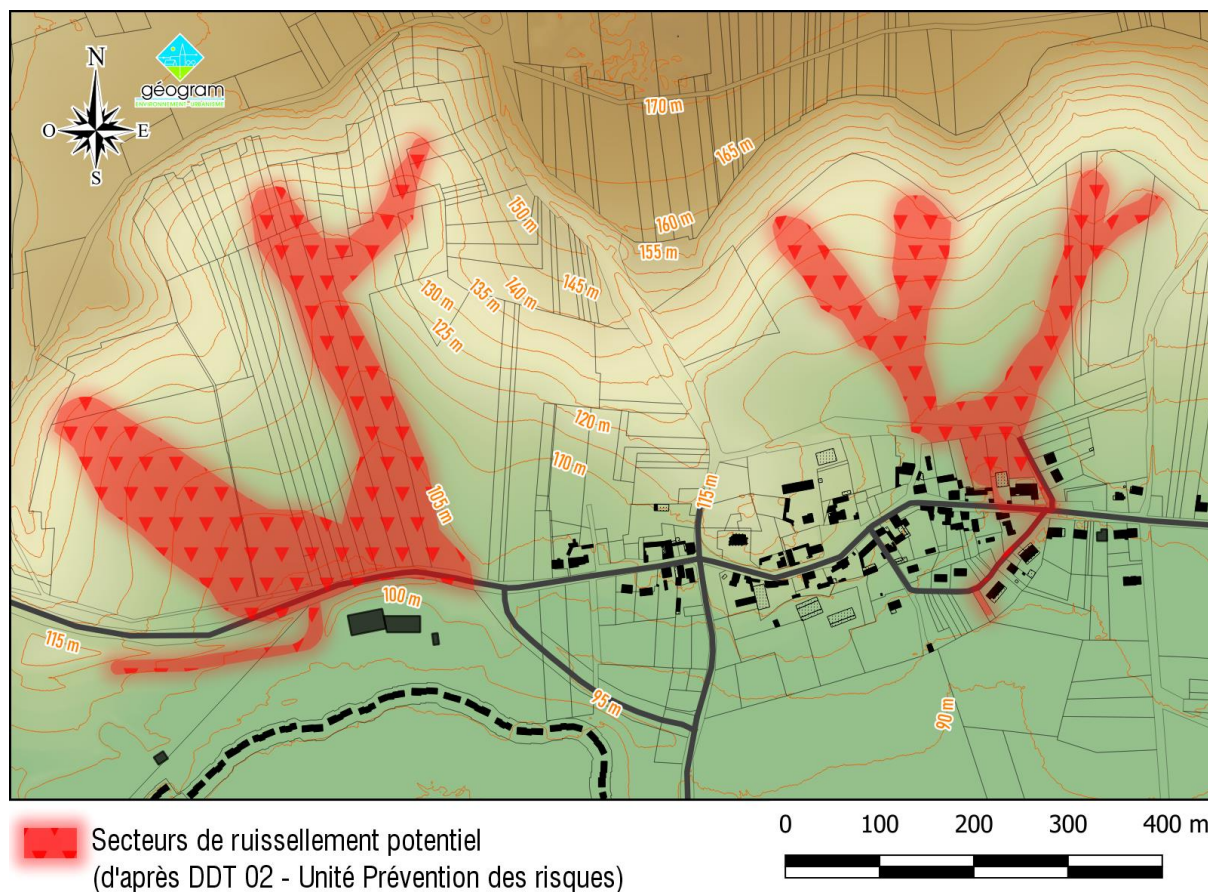


Figure 46 – Secteurs exposés à des à risque de coulées de boue

2.1.7. Risque sismique

Le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français a classé l'intégralité du département de l'Aisne, à l'exception de sa frange Nord, en zone de sismicité « très faible » (niveau 1).

Neuville-sur-Ailette s'inscrit dans cette zone de sismicité très faible (niveau 1), et n'est donc soumis à aucune contrainte particulière.

2.1.8. Risque radon

En application de l'Article L 221-7 du Code de l'Environnement qui prévoit « l'évaluation des expositions et des risques sanitaires relatifs à la qualité de l'air dans les environnements clos », ainsi que l'information du public quant aux « connaissances et travaux relatifs à cette pollution », et suite au décret du 4 juin 2018 portant diverses

dispositions en matière nucléaire, il convient d'informer quant au risque radon (Article R. 1333-28 du Code de la Santé Publique).

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans les roches – les plus riches en uranium étant les granits et certains schistes noirs. Il s'agit d'un cancérigène certain et serait la seconde cause de cancer du poumon après le tabac et devant l'amiante. Si ce gaz présent partout se dilue rapidement à l'air libre, sa concentration peut atteindre des niveaux élevés en milieux confinés, tels que les grottes et les mines souterraines, mais aussi les bâtiments (et les sous-sols en particulier), où il s'accumule. Face à ce risque, l'Autorité de Sûreté Nucléaire a sollicité l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN), afin qu'il cartographie le potentiel radon des terrains à l'échelle nationale – cela sur la base des connaissances géologique.

Selon l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon sur le territoire français, Neuville-sur-Ailette figure en zone 1, au même titre que l'intégralité du département de l'Aisne.

2.2. RISQUES ISSUS DE L'ACTIVITÉ HUMAINE

2.2.1. Établissements industriels

La base de données CASIAS recense l'inventaire historique des sites industriels et des activités de services. Elle constitue un outil au service de la politique nationale en matière de gestion et de réhabilitation de sites pollués. Elle a pour objectif de :

- ✎ Recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement,
- ✎ Conserver la mémoire de ces sites,
- ✎ Fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

Elle ne mentionne aucun site de ce type à Neuville-sur-Ailette.

2.2.2. Pollution des sols

BASOL est une base de données sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

Elle ne mentionne aucun site de ce type à Neuville-sur-Ailette.

2.2.3. Nuisances sonore liées aux infrastructures de transport

Neuville-sur-Ailette n'est traversée par aucun axe bruyant identifié comme tel par la réglementation.

2.2.4. Autres risques

Bin qu'il ne soit pas quantifié ou localisé, il existe sur la commune un risque lié à la présence d'éventuelles munitions de la première guerre mondiale qui auraient échappé aux opérations de déminage menées dans les années 1920.

3] Paysages

3.1. UNITÉS PAYSAGÈRES

3.1.1. Présentation générale

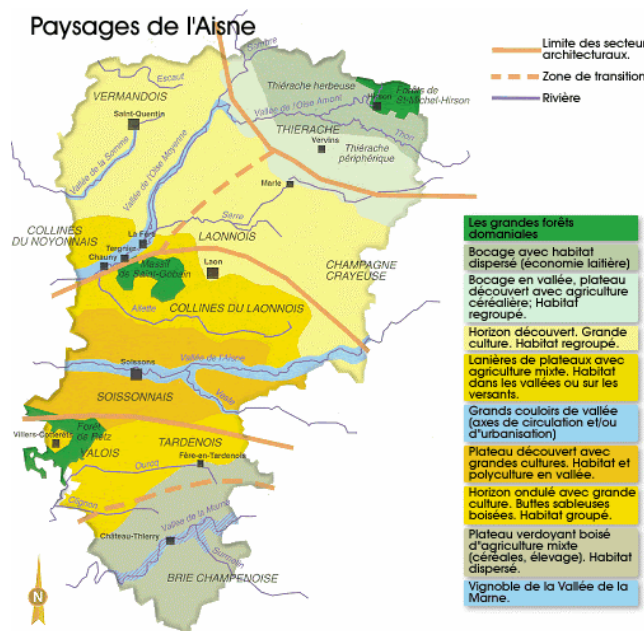
Le département de l'Aisne, au territoire vallonné, englobe, entre la région du Nord et le Bassin Parisien, toute une succession de « pays » aux caractères particuliers :

➤ à l'Est, la frange du plateau ardennais, couverte de forêts ;

➤ au Nord, la Thiérache bocagère et le bombement crayeux du Vermandois ;

➤ au Centre, les campagnes du Laonnois, accidentées de buttes témoins et le Soissonnais aux plateaux calcaires tapissés de limons fertiles ;

➤ au Sud, les vallonnements du Tardennois et une portion de la Brie champenoise.



Source : Atlas des paysages de l'Aisne, réalisé par le CAUE de l'Aisne.

Figure 47 – Carte des paysages de l'Aisne

3.1.2. Les Collines du Laonnois

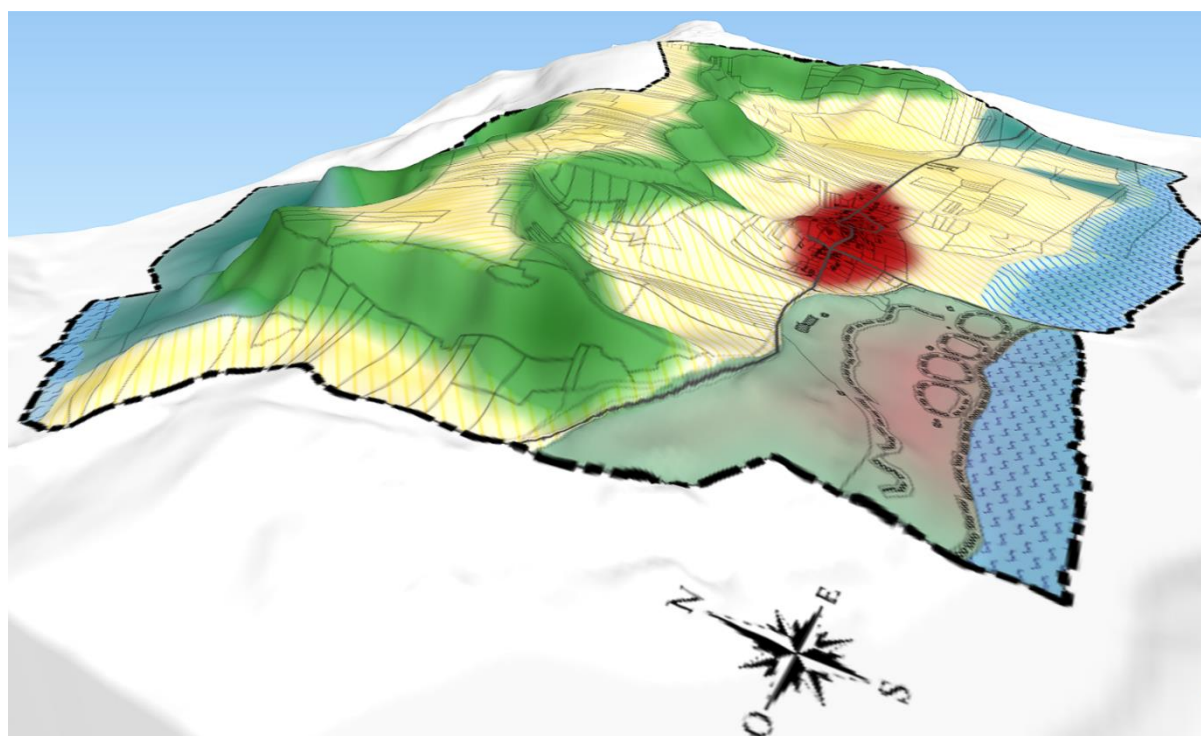
Neuville-sur-Ailette appartient à l'unité paysagère des Collines du Laonnois ; la commune est adossée à la première cuesta de cette entité. Elles se dessinent au Sud-Est de la ville Laon, pour se fondre dans un paysage de plaines jusqu'à la rencontre du plateau du Soissonnais.

Ce paysage de collines présente une alternance de boisements sur les terrains sableux de versant, et de villages entourés de cultures sur les limons.

Les modes d'organisation du sol des collines du Laonnois sont typiques des régions qui présentent une topographie mouvementée.

3.3.3. Unités paysagères sur le territoire communal

La topographie du territoire et les modes d'occupation du sol sont déterminants dans la typologie des paysages à Neuville-sur-Ailette.



Unités paysagères :



Figure 48 – Unités paysagères dur le territoire

La couronne boisée

Cet élément de paysage est une constante des vallées du soissonnais : le rebord, abrupt, du plateau est couvert d'un boisement linéaire qui le souligne d'autant plus qu'il se situe entre 2 éléments très ouverts. De plus, sa continuité entre les différentes communes en fait un élément important de rattachement du paysage local au paysage global.

Les paysages ouverts

On en distingue 2 qui ne se différencient que par leur situation topographique. Le plateau est moins visible, la plupart des axes de perception étant situés dans les vallées. Cependant, l'absence d'éléments saillants participent à la profondeur du paysage perçu depuis le Chemin des Dames, secteur d'intérêt historico-touristique pour lequel existe un projet de classement au titre du Patrimoine mondial de l'Humanité de l'UNESCO.



Figure 49 – Vue sur le village depuis le Chemin des Dames

Le pied de versant, cultivé, dessine un paysage ouvert dont l'importance est double : il permet de mettre en évidence le village qui s'y inscrit et ouvre des perspectives vers la vallée depuis la RD 19.

Le village

Celui-ci est du style groupé, comme c'est le cas général dans le secteur. Ce caractère du paysage a été altéré depuis l'implantation du Parc de l'Ailette où d'importantes plantations isolent visuellement les équipements résidentiels. Toutefois, un corridor exempt de bois ou de constructions subsiste entre le village et le Parc.

Les bois de versant

En situation de versant Nord (Nord-Ouest du territoire communal) ou dans les endroits où l'humidité a interdit la mise en culture, des bois relient le plateau au fond de la vallée. S'ils présentent peu d'intérêt en eux-mêmes, leur présence, en particulier quand ils sont peu « épais » (comme sur la route de Chermizy-Ailles) contribue à scander le paysage.

Le parc l'Ailette

D'implantation récente, il a transformé le paysage du pied de versant. Sur la commune de Neuville-sur-Ailette, il prend la forme d'une mosaïque d'urbanisation (essentiellement perceptible côté lac) et de boisements qui le masquent depuis l'extérieur.

Le lac

Le Lac de l'Ailette, bassin artificiel, a profondément transformé le paysage des environs et est devenu un marqueur paysager important. Ses rives présentent un visage différent selon les secteurs considérés. À Neuville-sur-Ailette, on distingue ainsi la partie Ouest, sur laquelle

s'alignent les bungalows du parc de loisir et la partie Est dont les rives sont beaucoup plus ensauvagées.

3.2. SENSIBILITÉ PARTICULIÈRE

La situation en hauteur de l'église et des « Jardins Guillemette » qui l'entourent, sur le site de l'ancien château, ouvrent vers le Sud un panorama particulièrement qualitatif sur toute la vallée et sur le plateau du Chemin des Dames.

Ce point de vue a été mis en valeur par la commune à travers une plate-forme d'observation et une table d'orientation décrivant la vallée et le contexte historique de la première guerre mondiale.



Figure 50 – Table d'orientation

4] Patrimoine bâti

4.1. ORGANISATION DES ESPACES BÂTIS

On peut distinguer 3 secteurs d'urbanisation :

- Le village historique ;
- Le village de vacances ;
- La ferme Saint-Antoine (écart).

La zone urbanisée

Le village s'est développé autour du site du château du Moyen-Âge et s'est structuré autour de l'axe de la principale Rue de la Vallée, passage en agglomération de la RD 19, ce qui lui donne une forme allongée Est/Ouest. La seule autre voirie bouclée est la Rue du Lavoir au Sud de la Rue de la Vallée. Le Chemin du tour de Ville n'est que partiellement équipé.

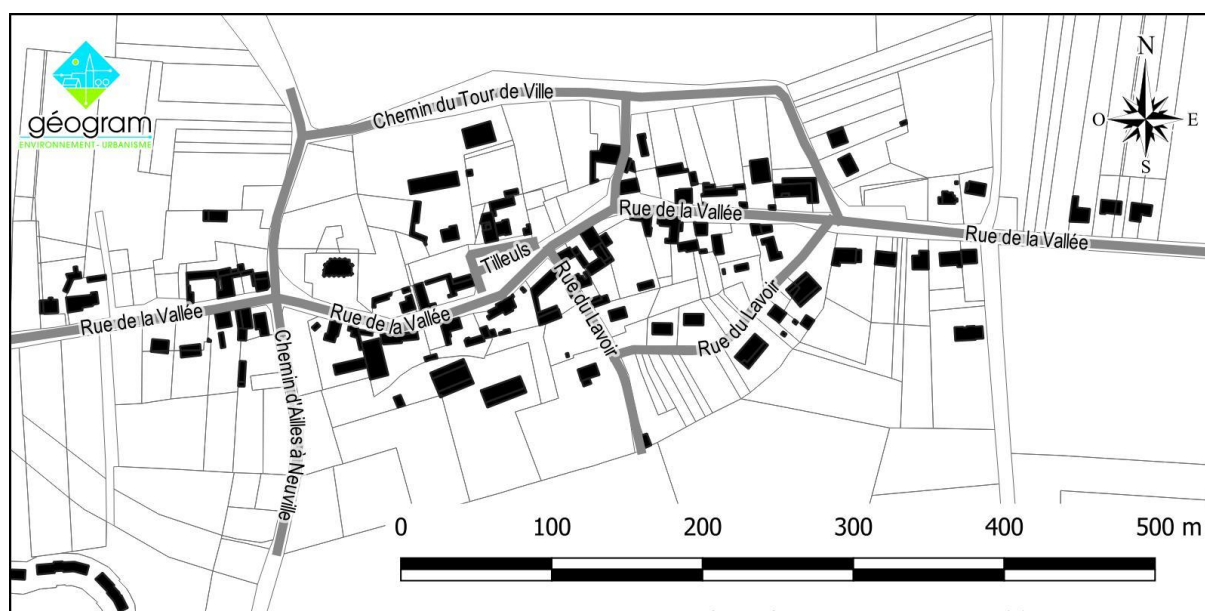


Figure 51 – Plan du village

À l'Est du village, la « Ferme Saint Antoine » est un écart de quelques logements autour d'une ancienne ferme.

Au Sud-Est du village, le village de vacances « Center Parcs » constitue une importante unité urbanisée peu dense, indépendante du village et située à cheval sur les territoires de Chamouille et Neuville-sur-Ailette.

4.2. TYPOLOGIE URBAINE

Le village ayant été presque entièrement détruit lors de la première guerre mondiale, les bâtiments les plus anciens datent de la période de la reconstruction, dans les années 1920. Elles occupent tout le centre du village et la majorité de sa superficie.

Des logements de type pavillonnaire se sont greffés sur ce noyau, aux entrées Est et Ouest du village ainsi que sur la boucle formée par la Rue du Lavoir.

4.3. PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET VERNACULAIRE

L'élément le plus saillant du patrimoine urbain à Neuville-sur-Ailette est centré autour de l'église : le mur de soutènement de l'ancien château a été restauré et les vestiges mis en valeur dans un petit parc à vocation paysagère et pédagogique : Les jardins Guillemette.

Figure 52 – Vestiges du donjon de l'ancien château



Figure 53 – Mur restauré de l'enceinte de l'ancien château



Figure 54 – Vue sur « Les Jardins Guillemette »

Un monument aux morts est également présent à l'entrée Est du village.

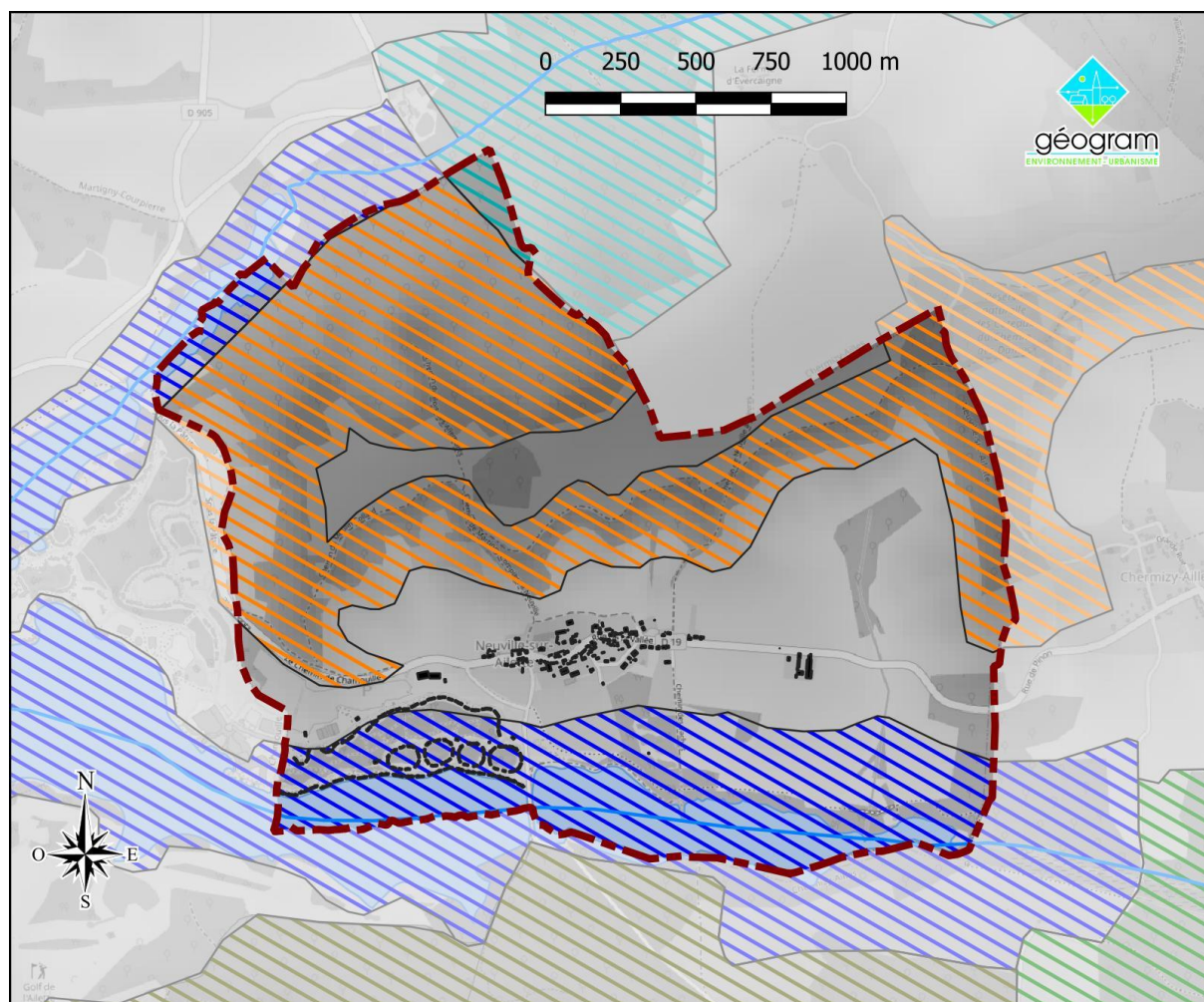
5] Espèces et milieux naturels

5.1. MILIEUX NATURELS IDENTIFIÉS

La transformation par l'homme des paysages locaux explique qu'il n'existe plus dans nos régions de zones véritablement naturelles, où l'influence humaine ne se ferait pas sentir. Cependant, certains modes d'occupation du sol laissent plus de place que d'autres aux espèces animales et végétales et aux milieux « naturels » pour s'épanouir.

Sur le territoire communal, on recense les inventaires suivants :

5.1.1. Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique



Limites communales

NB : l'intégralité du territoire est situé dans la ZNIEFF de type 2 n°220120046 "Collines du Laonnois et du Soissonnais septentrional"

ZNIEFF de type 1

- n°220013420 - Côte de l'Ailette de Neuville-sur-Ailette à Bouconville-Vauclair
- n°220005043 - Plan d'eau et Haute Vallée de l'Ailette
- n°220005044 - Vallée de la Bièvre
- n°220013403 - Massif Forestier de Vauclair/Corbeny/Bouconville
- n°220013553 - Corniche Du Mont De Fer

Figure 55 – Carte des ZNIEFF

Le territoire communal est intégralement compris dans cette ZNIEFF de type 2 n°220120046 « Collines du Laonnois et du Soissonnais septentrional ».

La ZNIEFF de type 2 n°220120046 : « Collines du Laonnois et du Soissonnais septentrional ».

Cette zone correspond à 36 217 hectares au Sud de Laon. Le site s'étend entre la cuesta d'Ile-de-France au Nord, la vallée de l'Aisne au Sud, les plaines de Champagne à l'Est et la forêt domaniale de Saint-Gobain à l'Ouest. Il intègre la totalité des collines du Laonnois (au Nord de l'Ailette) et les marges Nord-Est du Soissonnais (entre l'Ailette et l'Aisne).

Cet ensemble est caractérisé à la fois par une diversité exceptionnelle de milieux, par une grande stabilité des séquences géologiques ainsi que par des successions topographiques et temporelles de milieux.

Le site possède des caractéristiques topographiques intéressantes, avec des phénomènes de cloisonnement des vallées (Ailette, Ardon sur une partie de son cours) et d'opposition de versant très marqués.

Le Laonnois est sans doute l'une des petites régions naturelles de Picardie les plus diversifiées et les plus originales pour les communautés végétales. On y trouve également des pelouses naturelles encore en réseau dense le long de certaines vallées.

Le territoire de Neuville-sur-Ailette recoupe 3 ZNIEFF de type 1 :

La ZNIEFF de type 1 n° 220013420 : « Côte de l'Ailette de Neuville-sur-Ailette à Bouconville-Vauclair ».

Un peu plus de 187 ha sur les 372 de cette ZNIEFF (50 %) se situent sur le territoire de Neuville-sur-Ailette.

Les pelouses, particulièrement thermophiles, occupent les éperons les mieux exposés. Elles sont entourées par des fourrés arbustifs, parfois thermophiles. Le reste des versants est couvert par des boisements jeunes, souvent en taillis denses et impénétrables, résultant de la recolonisation des pelouses.

Les versants étaient sans doute tous utilisés comme parcours à moutons, mais certains présentent des signes anciens de mise en culture, en bas de versant.

La partie supérieure du coteau accuse une pente très forte, avec de nombreux vestiges des batailles de la première guerre mondiale (tranchées et trou d'obus). Des plantations de Pin sylvestre ont été réalisées sur la majeure partie du coteau. Malgré tout, des clairières de pelouses à Laîche des bruyères et Anémone pulsatille subsistent au sein de ces boisements. De tels milieux sont présents sur la commune voisine de Chermizy-Ailles, à la limite Nord-Est du territoire de Neuville-sur-Ailette.

Le site rassemble trois éperons du plateau lutétien et les milieux interstitiels intéressants. Sur le plateau comme en pied de pente, la limite du site est fixée par les cultures ou par un changement brusque de la nature des milieux.

La ZNIEFF n°220005043 : « Plan d'eau et haute vallée de l'Ailette »

Sur les 334 ha de cette ZNIEFF, 99 ha (30 %) se situent sur le territoire de Neuville-sur-Ailette.

Le site comprend essentiellement le plan d'eau de l'Ailette, ainsi qu'une partie des vallées de la Bièvre et de l'Ailette et leurs prairies adjacentes. Des alluvions modernes constituent la base de tous les sols du site.

Le plan d'eau est une retenue collinaire créée au début des années 80 par barrage des vallées de la Bièvre et de l'Ailette au niveau de leur confluence.

Les milieux dominant de la zone sont les milieux aquatiques, les herbiers enracinés à nénuphars et les herbiers flottants à Naïade et à Myriophylle. Les franges du plan d'eau sont occupées par des fragments de roselière, de typhaie et de cariçaie. Les prairies de la vallée de l'Ailette présentent un gradient d'hygrométrie lié à la pente des versants. Certaines parties, les plus humides, sont ponctuellement paratourbeuses. Des saulaies temporairement inondées persistent en vallée de la Bièvre. Ailleurs, ce sont des fragments d'aulnaie-frênaie qui occupent les bords boisés.

Le niveau du plan d'eau est contrôlé pour assurer l'écrtage des crues et le soutien du débit de l'Ailette en été. Il est voué aux loisirs durant les mois d'été : sports nautiques, baignade, pêche, etc.

La ZNIEFF n°220005044 : « Vallée de la Bièvre »

Cette ZNIEFF couvre 261,96 ha dont 3,75 ha (1,4 %) sur le territoire de Neuville-sur-Ailette.

Située en amont du plan d'eau de l'Ailette, la vallée de la Bièvre s'étend sur trois kilomètres et est insérée entre deux contreforts cultivés. Les boisements humides sont dominants et appartiennent à l'aulnaie-frênaie ou l'aulnaie-bétulaie.

Les prairies oligotrophes, probablement présentes dans le passé, ont été graduellement remplacées par des saulaies, puis des boisements hygrophiles. Quelques prairies oligotrophes à Molinie persistent sur les parties les plus turfciales. Les prairies pâturées, situées sur les niveaux supérieurs, subissent une colonisation permanente par des espèces de la fruticée et de la charmaie.

Une série d'étangs, à vocation de loisir, a été creusée en aval du moulin des Bièvres. Des espèces végétales décoratives, dont des espèces des milieux aquatiques, ont été introduites à des fins d'agrément. La végétation naturelle de ce secteur est

particulièrement appauvrie, en raison des pratiques de gestion et d'entretien, orientées vers une forme d'esthétisme particulière.

À proximité sont également signalées deux autres ZNIEFF de type 1 :

La ZNIEFF n°220013553 « Corniche du Mont de Fer »

Située sur l'autre versant de la Vallée de l'Ailette, de l'autre côté du lac, cette zone comprend un ensemble de versants situés essentiellement en exposition Nord. La ligne de crête de ce morceau de cuesta est relativement sinueuse et forme plusieurs avancées bien marquées qui dégagent des coteaux exposés au sud-ouest.

La forêt est largement dominante et l'on observe des groupements forestiers de versants froids dans lesquels dominant le Hêtre, le Frêne et l'Érable sycomore. L'aulnaie-frênaie prospère essentiellement en bas de pente et au voisinage des ruisselets et des zones paratourbeuses de pente.

Un complexe de pelouses calcaires occupe la corniche du « Mont de Fer ». Ce site présente de nombreuses traces des combats de la Première Guerre mondiale. Des cultures, dont certaines sont en jachères, et des prairies pâturées s'étendent entre les zones non boisées des pentes et le plateau. Des plantations de peupliers, dont certaines récentes, ont été implantées en divers lieux de la zone.

Les pelouses thermophiles calcaires sont remarquables en raison de l'existence de nombreuses espèces végétales rares au niveau régional. Elles constituent aussi le biotope de nombreux insectes (lépidoptères, orthoptères, Mante...) et de reptiles localisés en Picardie, en raison de leur rareté de ce type de milieu.

Des ruisselets forestiers constituent l'habitat larvaire d'une libellule assez rare au niveau régional : le Cordulegastre annelé (*Cordulegaster boltonii*).

Des forêts froides d'exposition nord abritent notamment de beaux peuplements de Doradille scolopendre (*Asplenium scolopendrium*), milieux plus fréquemment rencontrés dans le quart Nord-Est de la France.

La ZNIEFF n°220013403 « Massif forestier de Vauclair/Corbeny/Bouconville »

La zone se compose du massif forestier de Vauclair et des bois de Corbeny et de Bouconville. L'ensemble de cette zone occupe la rive gauche de l'Ailette et constitue une partie importante de son bassin versant. La forêt de Vauclair occupe un versant exposé au nord, aux pentes accusées dans le haut et se prolongeant en un glacis dans le bas. Le bois de Bouconville occupe la rive droite de l'Ailette, sur un versant de faible pente orienté au sud-ouest, tandis que le bois de Corbeny est installé principalement sur un pied de versant formant une structure en circonvolution autour d'une cuvette.

La toposéquence observable dans ce massif forestier est typique du Soissonnais. Les différences de structurations géomorphologiques impliquent la présence d'affleurements conséquents des différents substrats, permettant alors l'expression optimale de groupements végétaux diversifiés.

De nombreuses plantations de peupliers et de résineux ont été réalisées, notamment dans le bas du versant, sur les sables thanétiens et les alluvions des bords de l'Ailette. Des étangs intraforestiers sont présents, surtout à l'est de la zone. Le bois Ballet abrite des mares oligotrophes à radeaux de sphaignes et des mares à herbiers flottants de Potamot nageant (*Potamogeton natans*). À l'ouest de la forêt de Vauclair, une mare aux pentes abruptes est vouée à la pêche. Ses marges présentent des fragments de ceinture à Sagittaire et des herbiers fragmentaires à Potamot nageant.

Le ru de l'Ailette présente des zones de substrat gaillonneux et des zones non ombragées, dans lesquelles s'épanouissent divers groupements végétaux. La pente, élevée en certains endroits, offre des conditions favorables au décolmatage des substrats.

Le cours de l'Ailette, en aval du pont de la D 886, présente une zone à Truite dont le principal intérêt réside dans le peuplement de macro-invertébrés benthiques, caractérisés par des espèces possédant un degré de polluosensibilité élevé. Ces peuplements de macro-invertébrés sont remarquables pour le bassin de l'Ailette.

5.1.2. Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles

Les espaces naturels sensibles des départements sont un outil de protection des espaces naturels par leur acquisition foncière ou par la signature de conventions avec les propriétaires privés ou publics mis en place dans le droit français et régis par le code de l'urbanisme¹⁵. Ce sont des espaces « dont le caractère naturel est menacé et rendu vulnérable, actuellement ou potentiellement, soit en raison de la pression urbaine ou du développement des activités économiques ou de loisirs, soit en raison d'un intérêt particulier eu égard à la qualité du site ou aux caractéristiques des espèces végétales ou animales qui s'y trouvent ».

Le département de l'Aisne a adopté en 2009 un schéma qui propose deux types d'ENS : les ENS « habitat naturel » (un ou quelques habitats à enjeux et/ou une ou quelques populations d'espèces à enjeux sur une superficie limitée) et les ENS « grand territoire » (territoire de grande superficie qui intègre les fonctionnalités écologiques à l'échelle des grands paysages). Si la protection d'un site « habitat naturel » s'accompagne de maîtrise foncière, les contours indicatifs des ENS « grand territoire » ne relèvent pas d'une stratégie de maîtrise foncière.

¹⁵ Article L. 113-8 et L. 113-10 du code de l'urbanisme

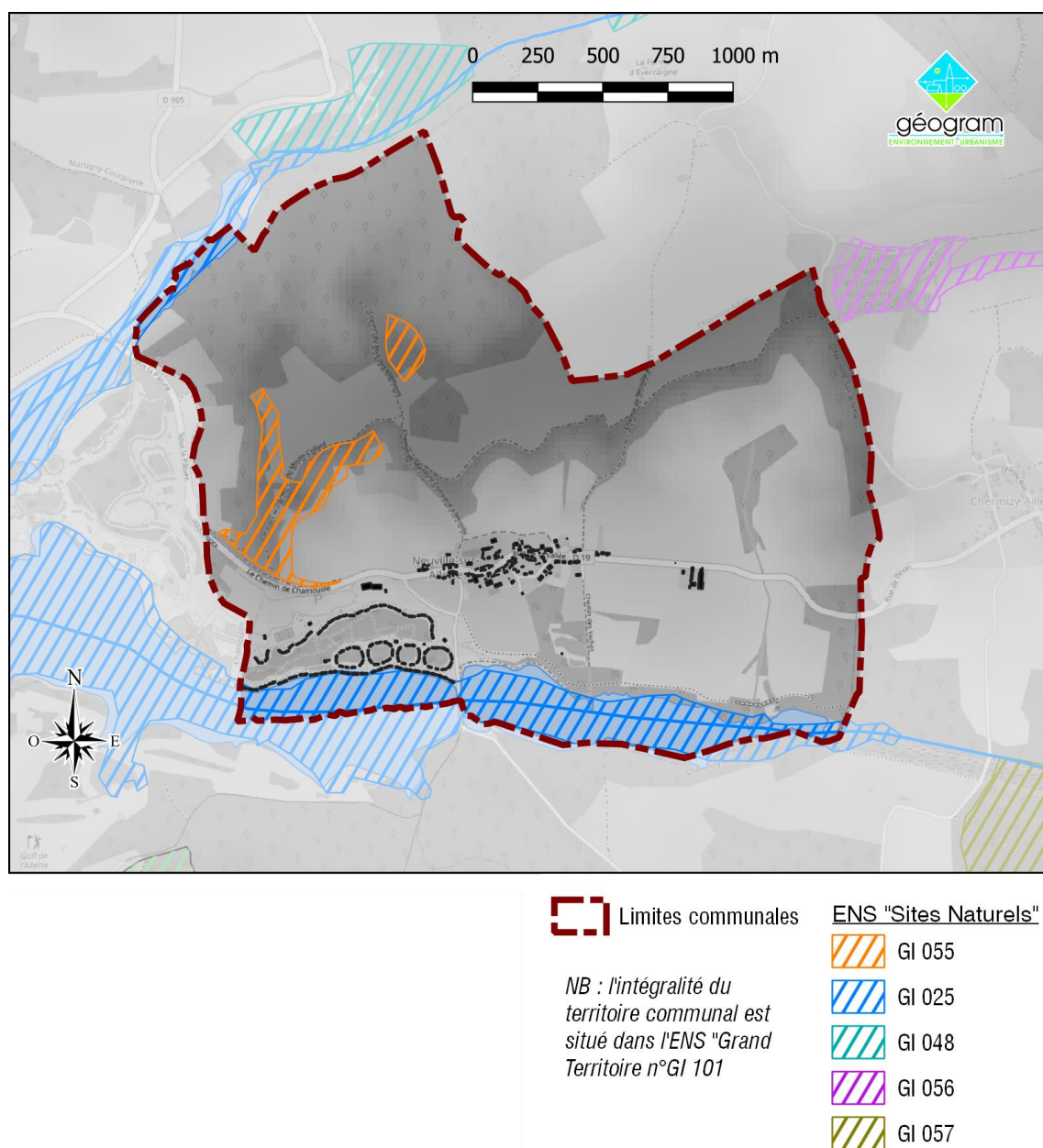


Figure 56 – Carte des ENS

Deux de ces Espaces Naturels Sensibles du Département de type « habitat naturel » concernent directement le territoire de NSA :

- ↪ Le site GL 055 qui repose sur la présence de pelouses calcaires sur versants, plateau et corniche lutétienne ;
- ↪ Le site GL 025 constitué du lac de l'Ailette.

À peu de distance, on note aussi la présence des ENS « habitat naturel » suivants :

- ↪ Le site GL 048, complexe de prairies oligotrophes, de plans d'eau et de boisements en fond de la vallée de la Bièvre ;
- ↪ Le site GL 056, ensemble de pelouses calcicoles abritant une flore originale et un nombre d'espèces d'orchidées sans équivalent en Picardie.

Ce dernier site a fait l'objet d'une acquisition par le Conservatoire des Espaces Naturels des Hauts de France.

5.1.3. Trame Verte et Bleue

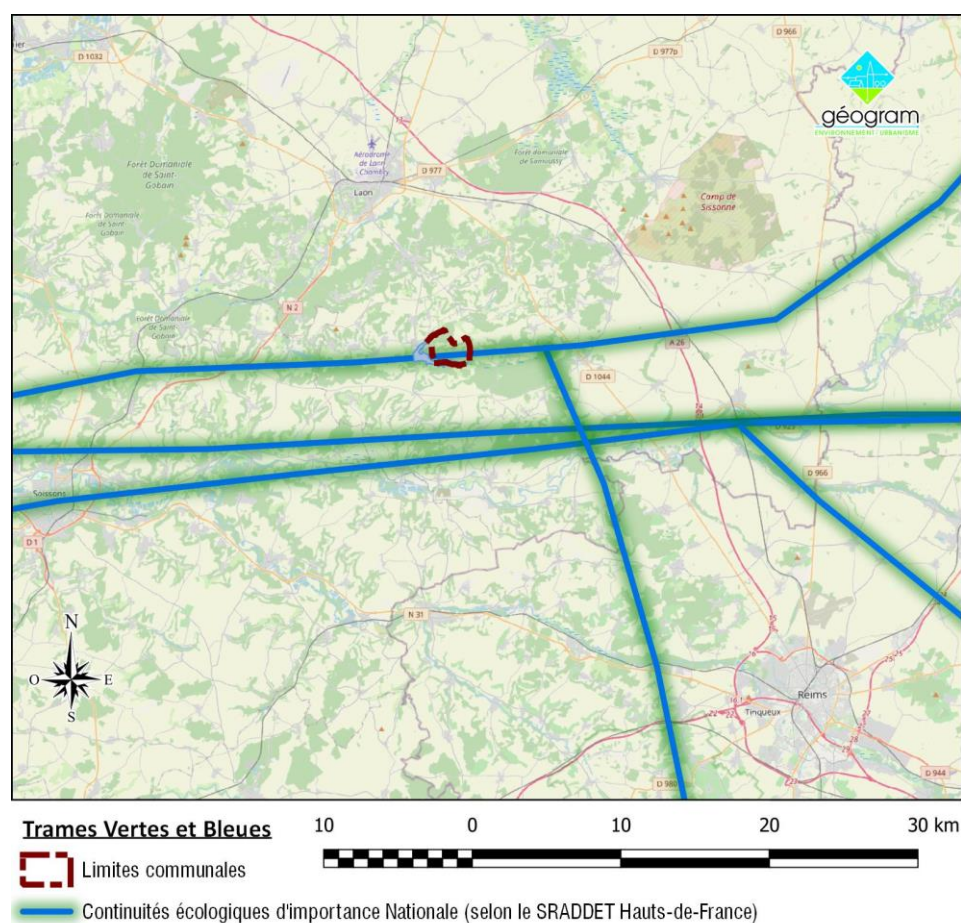
La trame verte et bleue est un outil d'aménagement du territoire qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales de circuler, s'alimenter, de se reproduire, de se reposer, etc. Les continuités écologiques correspondent à l'ensemble des zones vitales (réservoirs de biodiversité) et des éléments (corridors écologiques) qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder aux zones vitales. La trame verte et bleue est ainsi constituée des réservoirs de biodiversité et des corridors qui les relient.

Dans le cadre du PLU, les réservoirs de biodiversité doivent être protégés de même que les continuités écologiques (axes d'échanges entre les réservoirs) ne doivent pas être interrompus par l'urbanisation.

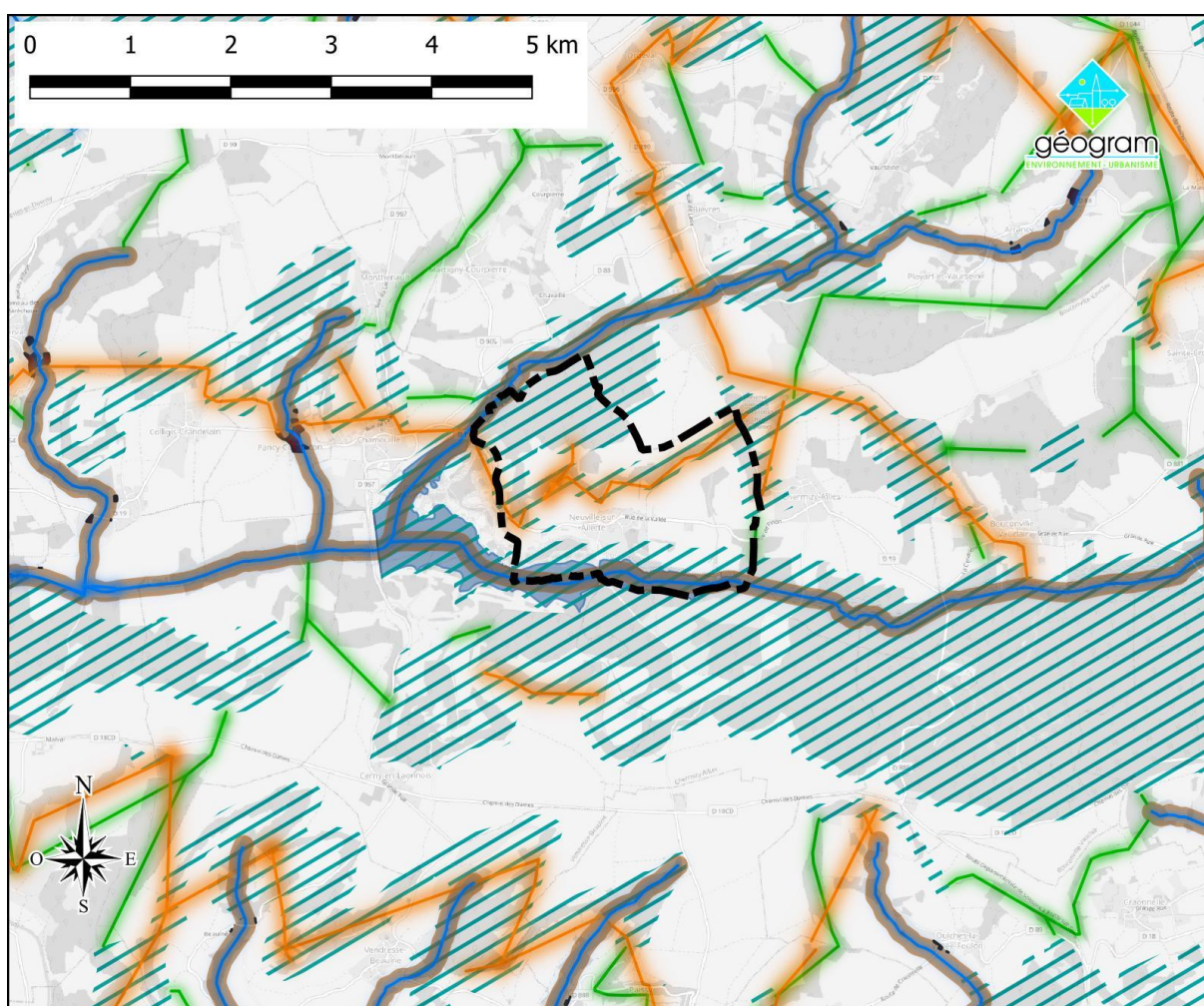
La trame verte et bleue peut être établie à différentes échelles. On peut ainsi distinguer :

- À l'échelles des Hauts-de-France (SRADDET)

Figure 57 – trame verte et bleue : échelle régionale/nationale



- À l'échelle de l'ancienne région Picardie (diagnostic préalable à un SCRCE)



Trame Verte et Bleue Picardie

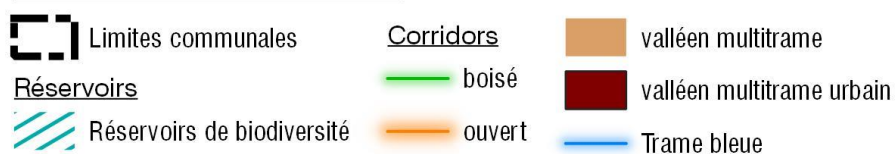


Figure 58 – Trame verte et bleue : échelle sub-régionale

- À l'échelle communale (analyse spécifique dans le cadre de l'évaluation environnementale)

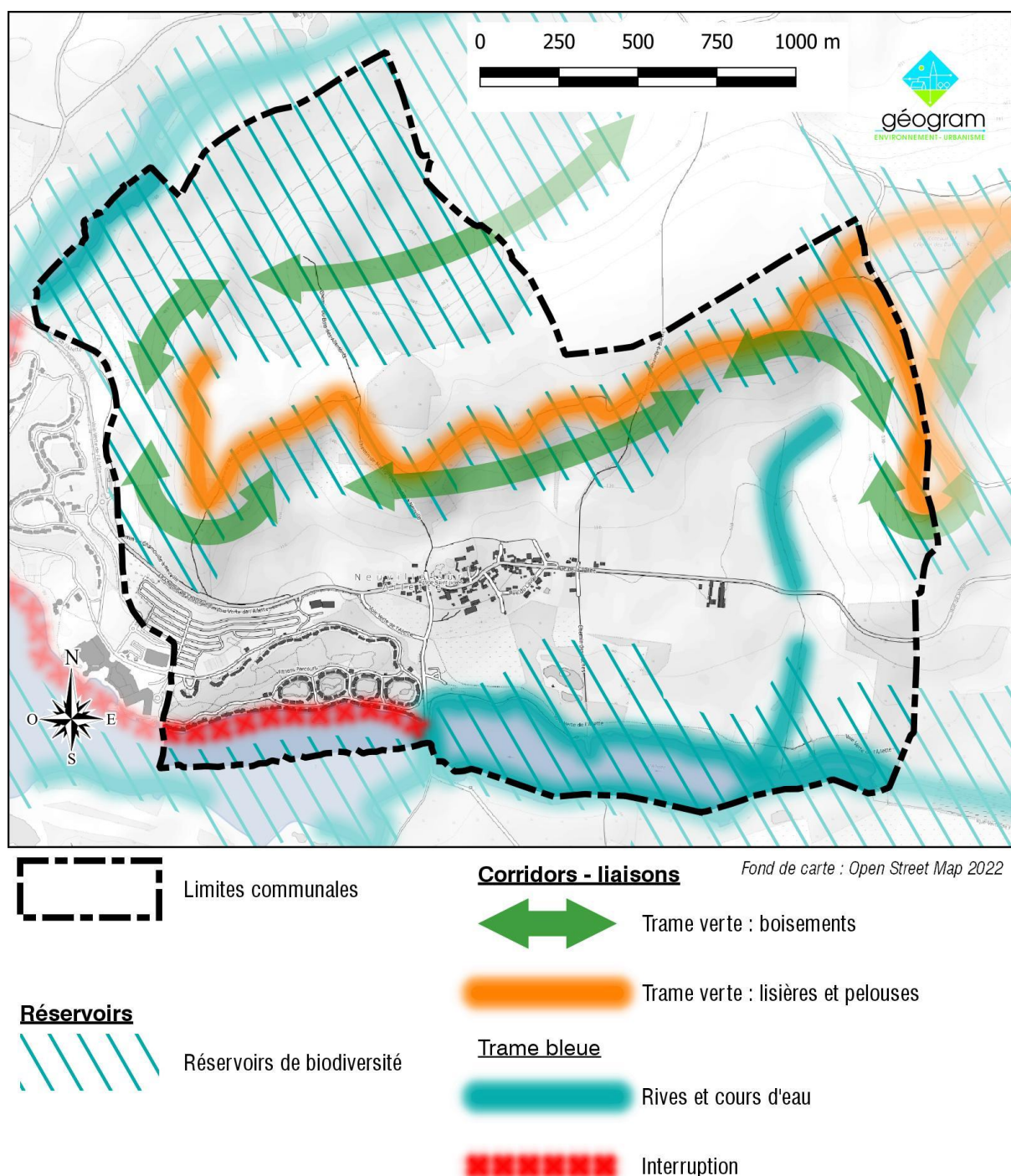


Figure 59 – Trame verte et bleue : échelle locale

NB : la commune n'est couverte par aucun SCoT qui aurait pu déterminer une trame verte et bleue à l'échelle intercommunale.

Comme pour ce qui concerne les paysages, la TVB s'organise selon l'axe des vallées de l'Ailette et de la Bièvre :

- ↳ Au sommet du versant, la lisière Nord des bois constitue une structure linéaire dont l'intérêt repose sur sa situation géologique (calcaires lutétiens) et son exposition (rebord Sud du plateau pouvant donner un caractère thermophile à la végétation). Les cultures proches constituent un facteur limitant à l'expression des milieux les plus intéressants, serrés entre un chemin et un bois dense. Toutefois, la potentialité écologique est là et peut s'exprimer à l'occasion d'une coupe ou d'un chablis.
- ↳ Sous le rebord du versant, le bois constitue à la fois un réservoir de biodiversité (présence d'une ZNIEFF de type 1 et d'une Zone Spéciale de Conservation¹⁶) et un corridor reliant les milieux homologues présents en continuité sur la commune voisine (Chermizy-Ailles).
- ↳ Au fond de la vallée, le Lac de l'Ailette constitue en lui-même un réservoir de biodiversité de qualité moyenne (meilleure sur la partie Est que sur la partie principale). L'intérêt repose essentiellement sur les berges du lac et la queue d'étang. Outre leur qualité intrinsèque, les berges constituent un milieu linéaire qui peut être suivi par les espèces animales et végétales pour leur dissémination et leur propagation. Toutefois, le par cet la base de loisir, en artificialisant la berge, interrompent cette continuité. Il n'y a pas, de ce fait, de liaison écologique directe entre le bras « Ailette » et le bras « Bièvre » du lac.

Seule exception à cette orientation, un axe d'écoulement permanent draine un talweg dans la partie Est du territoire. Il relie au lac un suintement situé dans le versant.

5.1.4. Zones humides (aspect écologique)

L'intérêt écologique des zones humides délimitées à l'article 1.3.2. ci-dessus est variable, essentiellement du fait de la pression exercée par les usages de loisirs. Certaines de ces zones sont situées au cœur même du Parc de Loisirs, d'autres sont aménagées en étangs de pêche privés.

Du fait du ratio coût/bénéfice, aucune étude n'a été menée pour délimiter les zones humides selon la méthodologie fixée par l'arrêté du 24 juin 2008, modifié le 25 novembre 2009. Toutes les zones **potentiellement** humides¹⁷ sont donc traitées dans le PLU comme étant **réellement** humides sans vérification approfondie.

¹⁶ Site Natura 2000 relevant de la Directive "Habitats"

¹⁷ Établies selon une analyse croisée de données issues de télédétection, d'information altimétriques et de pentes, de recueil de témoignages locaux et d'observations sur site.

Il est à noter que les zones humides existant actuellement sont le résultat de la création du lac et que sa mise en eau a ennoyé 20 ha de marais et 100 ha de friches et prairies. L'aménagement du complexe « Center Parcs » a également été la source de destructions d'une surface importante de zones humides. Toutefois, des mesures compensatoires ont alors consisté en la recréation de roselières et en la construction de quelques îlots favorables à l'accueil de certaines populations d'oiseaux.

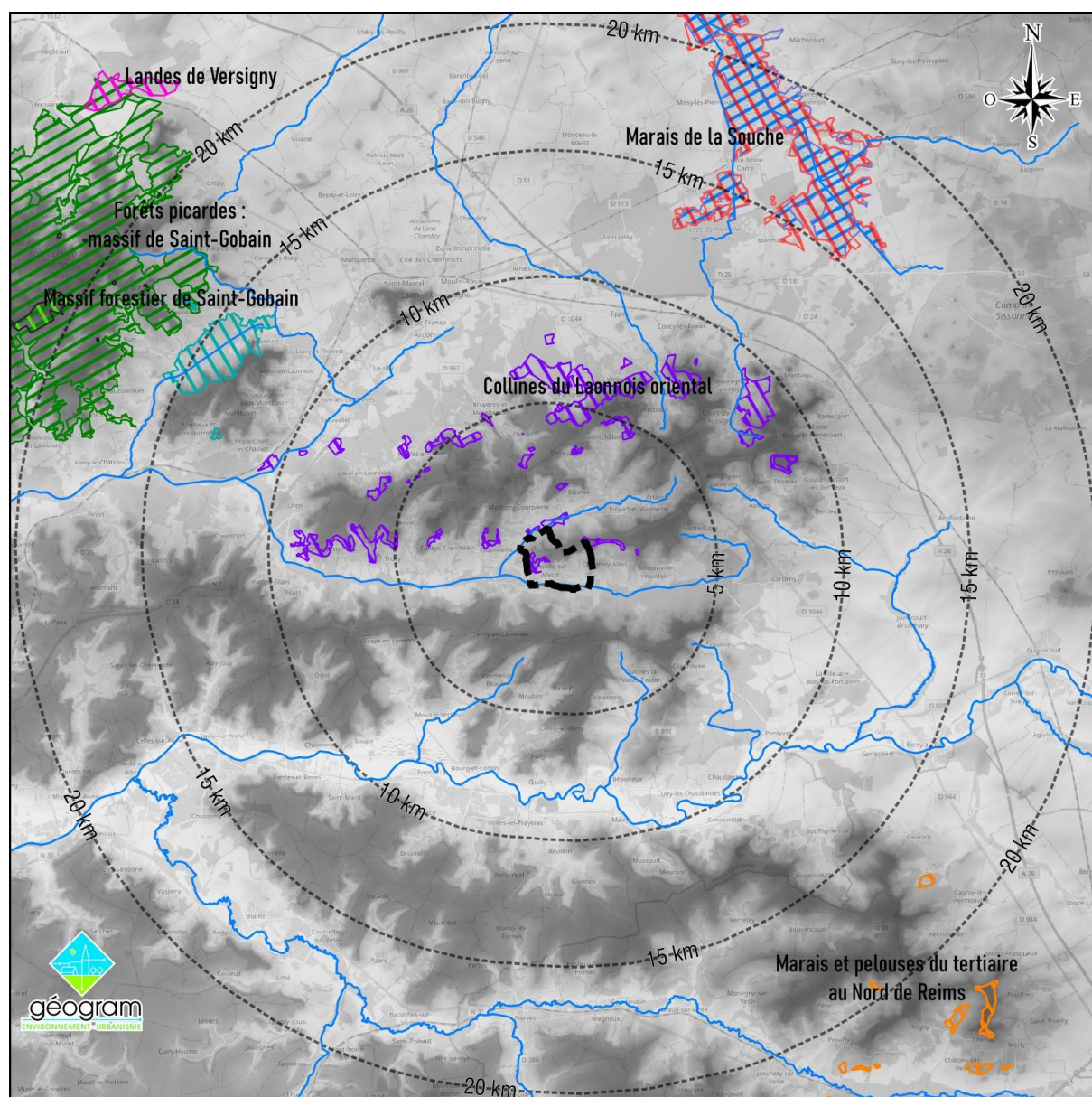
5.2. MILIEUX NATURELS PROTÉGÉS

5.2.1. Sites Natura 2000

Natura 2000 est un réseau écologique européen dont l'objectif est de préserver la biodiversité en conciliant les exigences économiques, sociales, culturelles et régionales propres à chaque site, dans une logique de développement durable.

Ce réseau est composé de sites naturels protégés relevant de la Directive « Oiseaux » du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages et des milieux dont ils dépendent (Zones de Protection Spéciale - ZPS) et de la Directive « Habitats Faune Flore » du 21 mai 1992 relative à la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (Zones Spéciales de Conservation - ZSC).

Six sites Natura 2000 sont situés, en leur point le plus proche, à moins de 20 km des limites communales de Neuville-sur-Ailette.



Sites Natura 2000



Limites communales

ZPS (Directive "oiseaux")



FR2212002 - Forêts picardes : massif de Saint-Gobain



FR2212006 - Marais de la Souche

0 2.5 5 7.5 10 km



ZSC (Directive "habitats")



FR2100274 - Marais et pelouses du tertiaire au Nord de Reims



FR2200390 - Marais de la Souche



FR2200391 - Landes de Versigny



FR2200392 - Massif forestier de Saint-Gobain



FR2200395 - Collines du Laonnois oriental

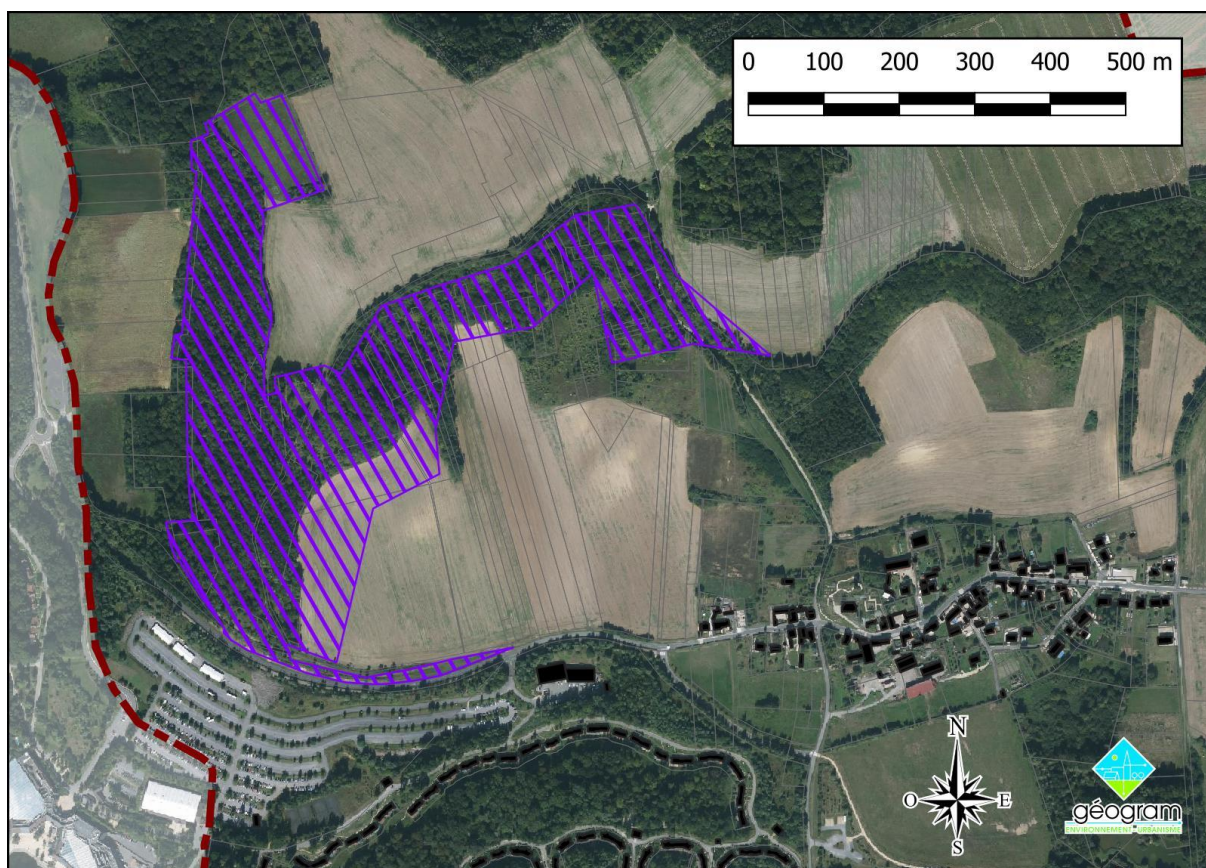


FR2200396 - Tourbière et coteaux de Cessières Montbavin

Figure 60 – Zones Natura 2000 aux alentours de Neuville-sur-Ailette

La commune n'est directement concernée que par la ZSC n° FR2200395 « Collines du Laonnois oriental » : des 1 375 ha de la zone, 19,7 ha (1,4 %) sont situés sur le territoire de Neuville-sur-Ailette.

ZSC n°FR2200395 « Collines du Laonnois oriental »




 Site Natura 2000 "Collines du Laonnois oriental (pour partie)"

Figure 61 – Portion du site "Collines du Laonnois oriental" sur le territoire communal

Caractère général de la zone :

Cette zone concerne un ensemble de coteaux, vallées et plateaux calcaires réalisant un échantillonnage à caractère endémique, exemplaire et représentatif des potentialités d'habitats remarquables des collines du Laonnois oriental, choisis selon leur complémentarité médioeuropéenne, montagnarde et méridionale. Il constitue un réservoir exceptionnel de diversité d'habitats et de flore, propre au Laonnois, petite région froide très originale sur le plan climatique. La variété des substrats combinée à une géomorphologie tourmentée et à une exploitation agricole traditionnelle de "petite montagne" ont permis une différenciation d'habitats remarquables.

Parmi les habitats les plus originaux figurent les pelouses endémiques xéro-montagnardes et xéro-thermo-continrentales, les pelouses xériques thermophiles en limite d'aire du xerobromion et des séries dynamiques calcicoles qui leur sont liées, avec divers ourlets, fourrés, prébois, riches en orchidées, les prairies à molinie et les bas marais tourbeux alcalins ou acides avec leurs phases pionnières, les habitats landicoles, les forêts froides de pente à Cardamine, etc.

L'abandon généralisé des pratiques traditionnelles, précipitant et multipliant l'embroussaillage et le boisement des pelouses calcaires, le drainage et la sylviculture intensive d'essences exotiques ont considérablement dégradé la structure et la qualité de cet ensemble. Cependant les actions de gestion écologique et de sensibilisation des acteurs locaux menées cette dernière décennie ont permis globalement de stopper cette tendance à la dégradation des habitats au sein du site, voire de l'inverser.

Cette diversité de systèmes et d'habitats induits de nombreux intérêts spécifiques :

- ↳ Floristiques, avec une très grande diversité de la flore, notamment pour les cortèges calcicoles montagnard et thermophile, exceptionnelle flore protégée, très nombreuses plantes rares ou menacées, nombreuses limites d'aires et aires disjointes,
- ↳ Entomologique notamment Odonates, Orthoptères et Lépidoptères,
- ↳ Ornithologiques,
- ↳ Herpétologiques,
- ↳ Mammalogiques (chauve-souris avec cinq espèces de la Directive),
- ↳ Malacologiques, avec la présence de deux espèces de la Directive.

Habitats de la partie du site concernant le territoire de Neuville-sur-Ailette :

Les archives montrent qu'à la fin du 19^{ème} Siècle, on trouvait « des savarts incultes situés sur les versants Sud et Ouest de la commune ».

Une cartographie des habitats a été réalisée dans le document d'objectifs du site en 2009.

Elle met en évidence 8 habitats différents dont 3 sont inscrits à l'annexe 1 de la Directive européenne « Habitats » :

Les hêtraies neutrophiles de l'*Asperulo-Fagetum* (code 9130) :

Ce type d'habitat est largement répandu dans la moitié nord de la France (Nord - Pas-de-Calais, Normandie, Bretagne, Picardie, Île-de-France, Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Jura, Rhône-Alpes). Il s'agit d'un habitat représentatif au sein de ces régions.

Au niveau de la gestion, il est recommandé d'éviter les transformations à l'intérieur d'un site Natura 2000. Les choix sylvicoles sont à orienter si possible vers des mélanges avec les essences autochtones. Les 2 principaux risques de détérioration à prendre en compte sont le tassement des sols limoneux lors de l'exploitation et l'engorgement de certains sols (mise en régénération prudente afin d'éviter la remontée de la nappe).

Pelouses sèches semi-naturelles (code 6210) :

Ce sont des milieux ouverts où dominent les graminées avec la présence possible d'espèces d'orchidées remarquables. On peut observer dans ces pelouses des mosaïques spatiales, avec des végétations de dalles rocheuses lorsque la roche est affleurante. Ces biotopes ne supposent pas de gestion particulière mais leur présence doit être prise en compte dans la gestion générale de la pelouse. L'évolution temporelle tend vers des formations de fruticées à Prunelier. Quand la pelouse est toujours présente, ces ourlets et fruticées sont considérés comme des faciès d'embroussaillage. Cet embroussaillage peut conduire à la fermeture du milieu et à la perte de sa valeur écologique.

Prairies à fourrage des plaines (code 6510) :

Ce type d'habitat concerne l'ensemble des prairies de fauches planitiales et collinéennes largement répandues en France dans les domaines continental et atlantique. Leur aspect de hautes prairies à biomasse élevée est lié à la large présence de graminées telles que l'Avoine élevée (*Arrhenatherum elatius*) ou le Brome mou (*Bromus hordeaceus*).

Les traitements mixtes fauche/pâturage modifient plus ou moins la composition floristique des prairies selon les combinaisons de traitement, la charge et la durée du pâturage. Ces variations peuvent conduire à des situations intermédiaires d'interprétation délicate entre prairies de fauche et prairies pâturées qui ne relèvent pas de la directive « Habitats ».

La fauche de ces prairies permet d'en conserver la structure et la diversité floristique spécifique. Plusieurs coupes sont possibles en fonction de la productivité de ces prairies. Un pâturage extensif sur les regains peut être possible en arrière-saison. Il convient d'y limiter les amendements pour éviter l'eutrophisation.

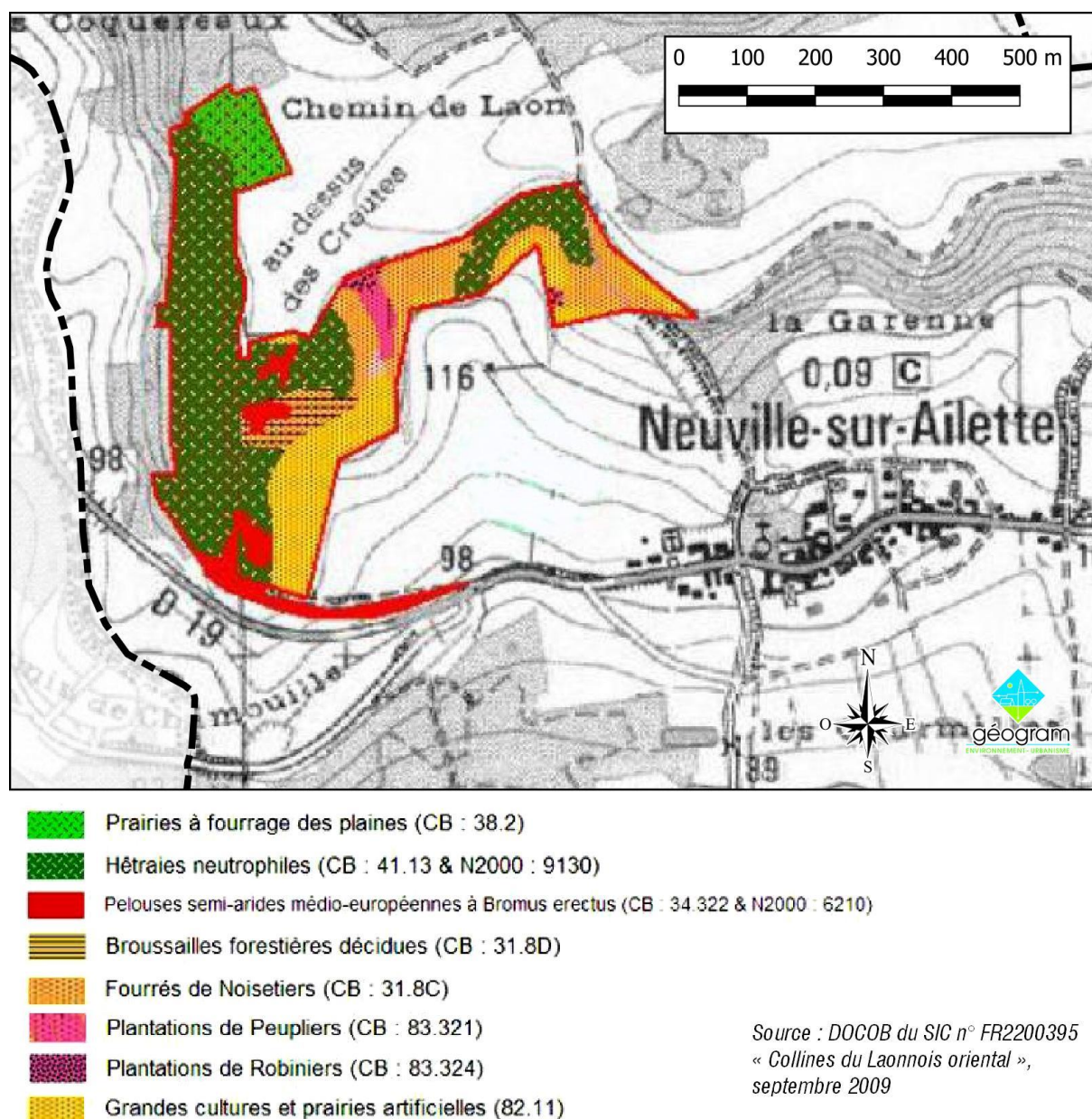


Figure 62 – Habitats de la portion de la zone Natura 2000 présente sur la commune

Aucune espèce végétale en annexe II de la Directive Habitat n'a été rencontrée sur l'ensemble du site Natura 2000. Cependant, 30 espèces patrimoniales en Picardie, dont 16 protégées (à l'échelon régional ou national) y ont été observées lors de la caractérisation des habitats naturels. Ces espèces n'ont pas fait l'objet d'inventaire spécifique.

Sur le territoire communal ont été observées 2 espèces protégées : le samole de Valérand (*Samolus valerandi* L., 1753) et la bugrane jaune (*Ononis natrix* L., 1753).

Espèces animales inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE

Neuf espèces animales sont signalées dans la zone Natura 2 000 :

- *Rhinolophus hipposideros* (50 - 100 Individus)
- *Rhinolophus ferrumequinum* (50 - 100 Individus)

- *Myotis emarginatus* (20 - 30 Individus)
- *Myotis bechsteinii* (1 - 5 Individus)
- *Myotis myotis* (5 - 15 Individus)
- *Triturus cristatus* (50 - 100 Individus)
- *Vertigo angustior*
- *Vertigo moulinsiana*
- *Lycaena dispar*

Toutefois, ces espèces ne sont pas nécessairement présentes sur la portion de la zone Natura 2 000 située sur la commune de Neuville-sur-Ailette. Le DOCUMENT d'Objectifs n'en mentionne d'ailleurs aucune

Aucun habitat favorable au cuivré des marais n'y est non plus identifié.

On notera que des cavités potentiellement propices aux chauves-souris existent au lieu-dit « Les Quoquereaux », sous le rebord du plateau (entre 150 et 165 m NGF environ), mais aucun usage par les chiroptères n'y est connu.

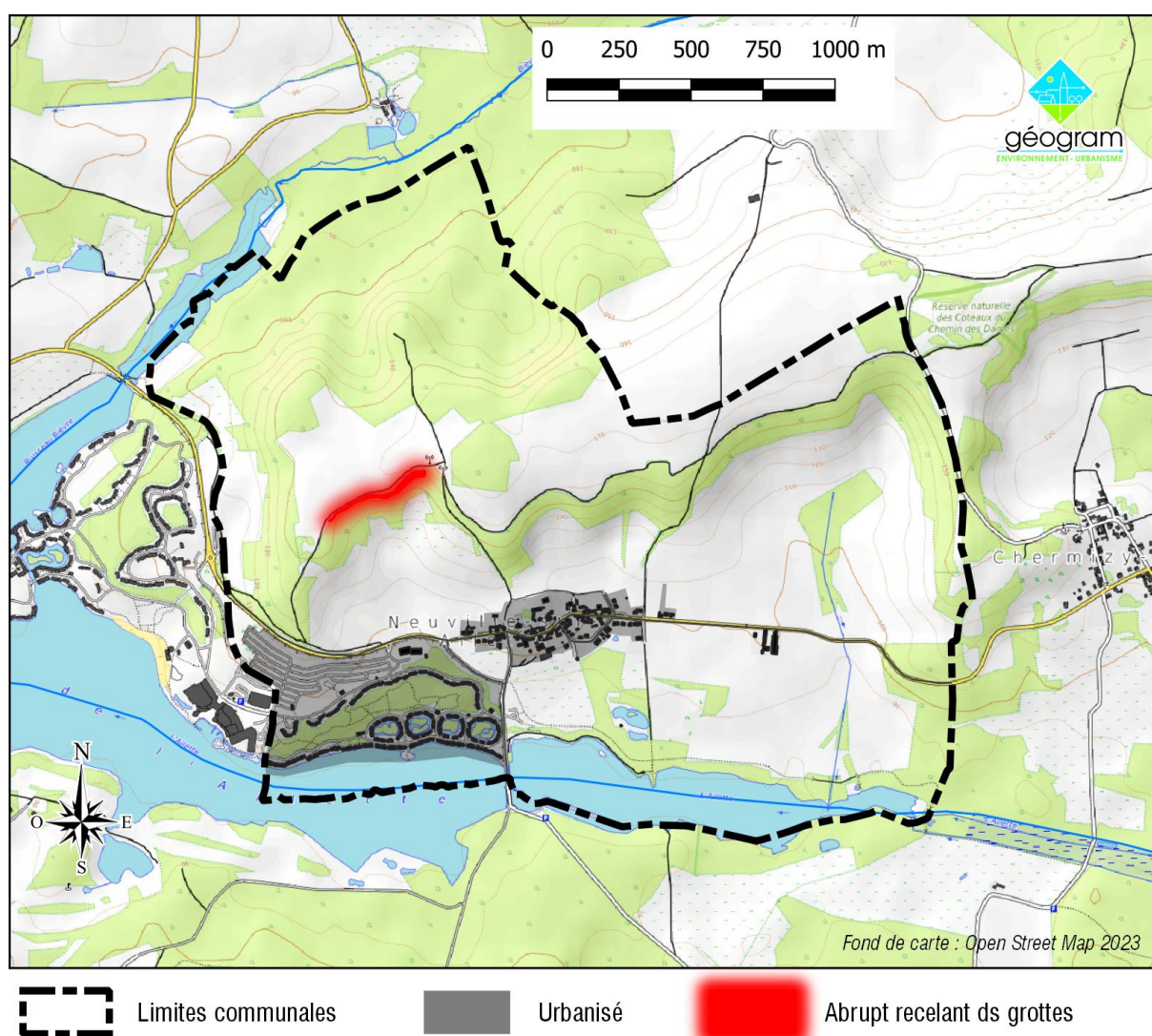


Figure 63 – Abrupts recelant des grottes

ZSC n°FR2200396 « Tourbière et coteaux de Cessières
Montbavin »

Situé pour sa partie la plus proche à 13 km au Nord-Est des limites communales de Neuville-sur-Ailette, ce site constitue un exceptionnel ensemble de systèmes tourbeux acide et alcalin à caractère boréoatlantique et montagnard situé sur la marge nord du Tertiaire parisien à proximité de Laon. Il représente l'un des sites les plus riches et les plus diversifiés des plaines d'Europe occidentale. En particulier, les tourbières neutro-alcalines, les tourbières acides à sphaignes, les bois tourbeux, atteignent ici un développement et une complémentarité nulle part égalés en plaine. Aux intérêts écologiques s'ajoutent divers intérêts paysagers, historiques et dynamiques.

Le système tourbeux neutro-calcicole, précontinental et sub-montagnard, montre une série complète d'habitats hydromorphes. Le système oligotrophe acide, lié aux sables thanétiens, comporte principalement l'une des toutes dernières tourbières bombées à sphaignes des plaines de l'Europe de l'Ouest dont une part est aujourd'hui boisée sous forme de bétulaie pubescente oligotrophe à sphaignes, diverses landes relictuelles humides et sèches, accompagnées de pelouses pionnières sur sables mobiles ou fixés.

On observe également une avifaune nicheuse remarquable (Autour des palombes, Rousserole turdoïde) ; les intérêts herpétologiques et entomologiques (*lycaene dispar*) sont également importants.

Ces milieux n'ont pas d'équivalent sur le territoire de Neuville-sur-Ailette.

ZPS n°FR2212006 et ZSC n°FR2200390 « Marais de la Souche »

Les périmètres de la ZPS (directive « Oiseaux ») et la ZSC (directive « Habitats ») sont presque confondus. Leur point le plus proche est éloigné des limites communales de Neuville-sur-Ailette d'un peu moins de 13 km.

Vaste dépression tourbeuse plate et alcaline implantée sur les confins de la Champagne crayeuse et du Laonnois, les marais de la Souche offrent une remarquable représentation d'habitats turficoles que l'on peut regrouper en trois secteurs :

- ↳ une zone humide au Nord de phragmitaies et de mégaphorbiaies, peu boisée ;
- ↳ une partie centrale façonnée par l'exploitation de la tourbe avec de nombreuses fosses d'extraction, où continue de s'exercer aujourd'hui une forte pression humaine ;
- ↳ une zone au Sud, aux paysages essentiellement boisés et en continuité avec la forêt de Samoussy.

L'ensemble présente un grand éventail d'habitats tourbeux alcalins, notamment roselières, mégaphorbiaies, saulaies cendrées, aulnaies et aulnaies-frênaies tandis que les stades

pionniers de bas-marais ou de tourbe dénudée se sont considérablement raréfiés. A ce système tourbeux s'ajoute vers le Sud une gradation périphérique faisant le passage à des pelouses sablo-calcaires et pré-bois thermophiles.

Actuellement les marais de la Souche ne fonctionnent plus comme un système exportateur : avec la régression ou la disparition des pratiques de fauche, pâturage, étrépage, tourbage, l'exportation de nutriments est insuffisante pour maintenir un état trophique correct du système. En conséquence, les phénomènes d'atterrissement et de minéralisation de la tourbe, de vieillissement des roselières, cariçaies, moliniaies au profit des mégaphorbiaies et fourrés hygrophiles indiquent les tendances évolutives générales des marais. En outre, il existe un phénomène de rudéralisation et d'artificialisation de la zone des étangs de tourbage (peupliers, cabanons, essences exotiques diverses...). Il s'en suit une perte de diversité globale sensible et une régression progressive des intérêts biologiques. La recherche d'un équilibre dynamique et des flux de matière passe obligatoirement par un rajeunissement du système et la restauration de pratiques d'exportation de la matière organique telles que fauche avec enlèvement des foin, pâturage extensif, tourbage. Cet équilibre pour être efficace ne peut se concevoir qu'à l'échelle de l'ensemble du marais et de sa périphérie.

Aucun écosystème tourbeux n'existe sur le territoire de la commune de Neuville-sur-Ailette.

ZPS n°FR2212002 « Forêts picardes : massif de Saint-Gobain »

Situé à plus de 16 km des limites communales de Neuville-sur-Ailette, le massif forestier de Saint-Gobain et Coucy-Basse est l'un des vastes complexes forestiers de la Picardie. Il occupe une importante butte témoin du rebord septentrional de la cote de l'Île de France. Cette butte domine d'une centaine de mètres les plaines du Laonnois ; elle présente un relief marqué et est coupée de vallons étroits et sinueux. Les vallées de Saint-Nicolas-aux-Bois et de Prémontré entaillent plus fortement le massif. Le massif, occupé sur un peu plus de la moitié de sa surface par de la hêtraie, intègre une grande part des potentialités forestières et biologiques des sols et du climat du Tertiaire parisien.

Ce massif constitue un ensemble écologique remarquable du fait de ses dimensions et est caractérisé par une avifaune nicheuse diversifiée avec en particulier 6 espèces visées à l'article 4 de la directive européenne :

- Le pic noir (*Dryocopus martius*) ;
- Le pic mar (*Dendrocopos medius*) ;
- La pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*) ;
- La bondrée apivore (*Pernis apivorus*) ;
- Le Busard Saint-Martin (*Circus cyaneus*) ;
- La grue cendrée (*Grus grus*).

ZSC n°FR2100274 « Marais et pelouses du tertiaire au Nord de Reims »

Ce site est éclaté en 13 parties sur 128 m² (la Zone Spéciale de Conservation en tant que telle ne couvre que 381 ha).

Au Nord de Reims, à la base de la série du tertiaire, il existe un niveau sableux qui est à l'origine d'épandage de sables. Dans les secteurs boisés et à l'occasion de clairières se développent des pelouses sur sables. Le substrat y est plus ou moins décalcifié, ce qui permet une différenciation floristique importante. On observe alors des pelouses sur sables enrichis en calcaire, des pelouses sur sables décalcifiés, avec des faciès plus ou moins fermés, et en mosaïque des groupements d'annuelles. La végétation possède plusieurs espèces protégées et la diversité d'insectes est particulièrement élevée.

Les marais sont liés à l'existence de niveaux argileux ou marneux reposant sur les sables. Ils sont de type alcalin et se développent dans de vastes dépressions. Ils s'apparentent aux tourbières topogènes de Champagne et aux marais alcalins. Ceux-ci sont situés en tête de vallon ou au niveau de ligne de source.

Si le territoire de Neuville-sur-Ailette ne comporte aucune tourbière, on y rencontre également des pelouses sèches semi-naturelles (code d'habitat 6210). La distance limite toutefois fortement les possibilités de lien fonctionnel entre elles.

5.2.2. Arrêtés de Protection de Biotope

Aucun Arrêté de Protection de Biotope ne concerne le territoire communal.

5.2.3. Réserves Naturelles

Le territoire communal n'est directement concerné par aucune Réserve Naturelle mais une Réserve Naturelle Régionale située sur celui de Chermizy-Aille le jouxte. Cette réserve (n°FR1504508 « Coteaux du Chemin des Dames ») est parsemée sur neuf communes pour une superficie globale de 32,93 ha.

Elle a pour vocation la préservation durable des milieux prairiaux calcicoles, des cavités souterraines, ainsi que de la faune, de la flore et du patrimoine géologique associés. La flore compte 24 espèces végétales protégées au niveau régional et une au niveau national, la marguerite de la Saint-Michel (*Aster amellus*). Les milieux abritent de nombreuses espèces patrimoniales comme l'azuré des coronilles ou la decticelle des bruyères pour les insectes. L'intérêt majeur du classement des sites proposés repose sur le maintien et la restauration à long terme de la fonctionnalité du réseau écologique de pelouses présent sur le secteur.

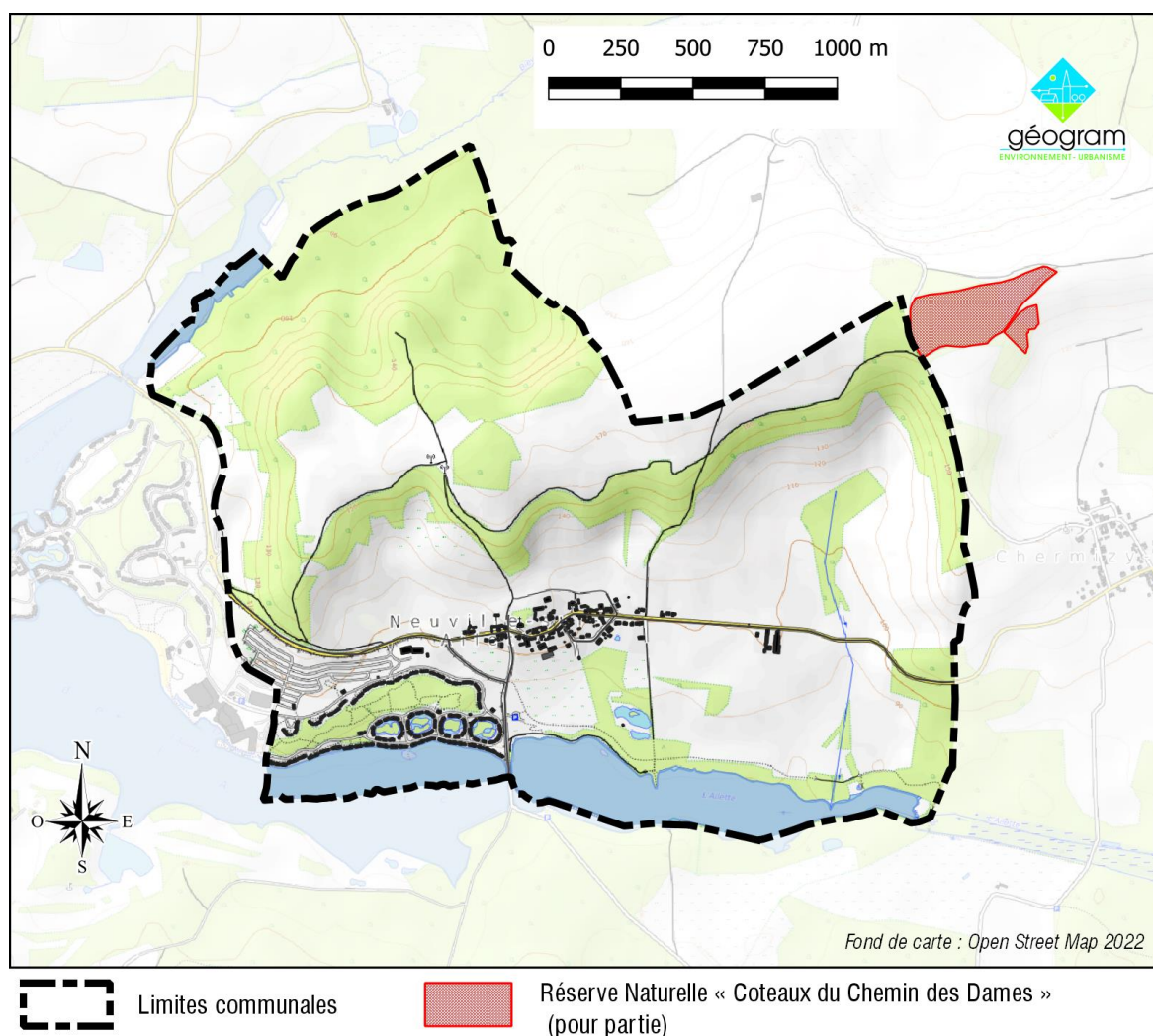


Figure 64 – Localisation de la Réserve Naturelle Régionale « Coteaux du Chemin des Dames » par rapport au territoire communal

5.3. BIODIVERSITÉ COMMUNALE

5.3.1. Habitats « naturels » sur la commune

Il n'existe plus dans nos régions de milieu véritablement « naturels » : tous subissent l'action de l'homme à un degré plus ou moins élevé. Par souci de simplification, on qualifiera cependant ici comme naturels les bois et les secteurs ouverts dans lesquels ne sont conduit ni activité agricole, ni activité de loisir, ni jardins.

Avec 167 ha, ces milieux naturels représentent plus du tiers de la surface communale, à 99 % des milieux boisés. Cette dernière valeur est sans doute légèrement sous-évaluée, les milieux ouverts étant essentiellement des mosaïques d'éléments de petite taille dont la limite avec les bois est floue.

Du fait de la présence du Lac de l'Ailette, les surfaces en eau sont importantes : 35,2 ha.

Sont ici qualifiés de semi-naturels les milieux aménagés par l'homme sans être complètement artificialisés : jardins, bosquets, espaces verts... Représentant un total de 18,6 ha, ils sont pour l'essentiel situés au sein du complexe « Center Parcs ».

La caractéristique « naturel » des terrains exploités par l'agriculture est globalement faible même s'il convient de faire une distinction : les prairies, jachères temporaires et vergers ont en général une biodiversité supérieure aux labours dans lesquels le travail du sol et les techniques agricoles tendent vers une occupation monospécifique du sol (l'espèce végétale cultivée), laquelle n'est à son tour favorable qu'à un très petit nombre d'espèces animales. À Neuville-sur-Ailette, parmi les terres agricoles, les labours dominent à près de 80 %.

Ont été regroupés dans les milieux artificialisés les zones urbanisées, réparties sur 3 pôles qui sont, par ordre de surface décroissante :

- ↳ Le complexe « Center Parcs » ;
- ↳ Le village de Neuville-sur-Ailette ;
- ↳ La ferme de Saint Antoine.

Du fait du pas d'analyse, les infrastructures routières, malgré leur caractère artificiel, ont été intégrées aux milieux qu'elles traversent.

Répartition des types de milieux

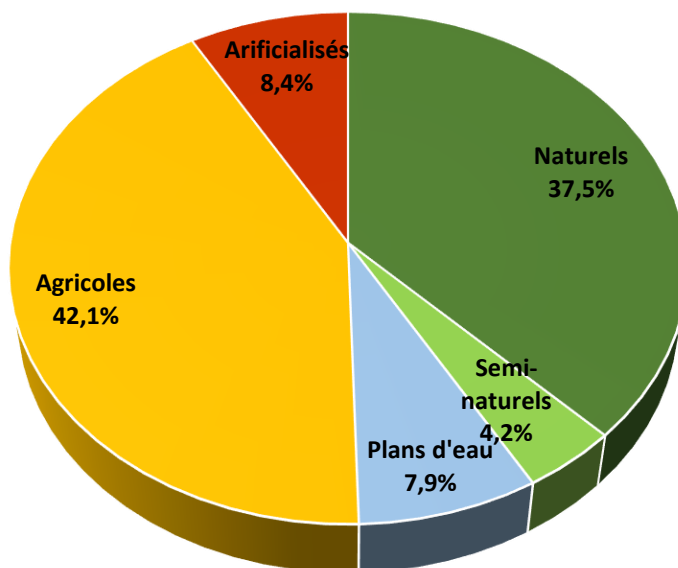


Figure 65 – Répartition des types de milieux sur le territoire communal

5.3.2. Flore - données bibliographiques

Une quarantaine d'espèces patrimoniales¹⁸ sont recensées sur la commune par le Conservatoire botanique national de Bailleul :

Nom Scientifique	Nom Commun	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Picardie (cotation UICN)	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019
<i>Alyssum alyssoides</i>	Alysson calicinal		NT	NT
<i>Artemisia campestris</i>	Armoise champêtre		NT	NT
<i>Carex ericetorum</i>	Laîche des landes		VU	VU
<i>Carex humilis</i>	Laîche humble		VU	NT
<i>Cephalanthera damasonium</i>	Céphalanthère à grandes fleurs		NT	
<i>Euphorbia seguieriana</i>	Euphorbe de Séguier		NT	
<i>Euphrasia stricta</i>	Euphrase raide		NT	
<i>Fumana procumbens</i>	Fumana couché	article 1er	EN	EN
<i>Globularia bisnagarica</i>	Globulaire ponctuée		NT	
<i>Hieracium laevigatum</i>	Épervière lisse		NT	
<i>Inula salicina</i>	Inule à feuilles de saules	article 1er	NT	
<i>Limodorum abortivum</i>	Limodore à feuilles avortées	article 1er	VU	NT
<i>Linum tenuifolium</i>	Lin à feuilles ténues		NT	NT
<i>Ononis natrix</i>	Bugrane gluante		NT	
<i>Ononis spinosa</i>	Bugrane épineuse		EN	
<i>Orchis simia</i>	Orchis singe		LC	VU
<i>Orobanche amethystea</i>	Orobanche violette		VU	
<i>Petrorhagia prolifera</i>	Œillet prolifère		NT	
<i>Phleum phleoides</i>	Fléole de Boehmer		NT	
<i>Polygala amarella</i>	Polygala amer		NT	NT
<i>Polygala calcarea</i>	Polygala du calcaire		NT	
<i>Polygala comosa</i>	Polygala chevelu	article 1er	NT	NT
<i>Prunella laciniata</i>	Brunelle découpée		NT	
<i>Ranunculus penicillatus</i>	Renoncule en pinceau		VU	
<i>Rhinanthus angustifolius</i>	Rhinanthe à grandes fleurs		VU	
<i>Rhinanthus minor</i>	Rhinanthe à petites fleurs		NT	
<i>Silene conica</i>	Silène conique		VU	
<i>Silene otites</i>	Silène à oreillettes		VU	VU
<i>Silene vulgaris (subsp. glareosa)</i>	Silène enflé		EN	
<i>Sorbus aria</i>	Alouchier		NT	
<i>Teucrium montanum</i>	Germandrée des montagnes	article 1er	LC	
<i>Thesium humifusum</i>	Thésion couché		NT	

¹⁸ Une liste complète de la flore signalée sur le territoire communal figure en annexe de ce document

Nom Scientifique	Nom Commun	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Picardie (cotation UICN)	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019
<i>Typha angustifolia</i>	Massette à feuilles étroites		NT	
<i>Veronica praecox</i>	Véronique précoce		VU	
<i>Veronica triphyllos</i>	Véronique trifoliée		VU	VU

La plupart de ces espèces habitent les pelouses calcaires et autres milieux ouverts rencontrés au sein de la zone Natura 2000¹⁹. La plus remarquable est le Fumana couché (*Fumana procumbens*), protégée à l'échelon de la Picardie et classée comme étant « en danger ». On notera aussi la présence de 2 espèces d'orchidées remarquables : l'orchis singe (*Orchis simia*) et le limodore à feuilles avortées (*Limodorum abortivum*).

Figure 66 – Fumana couché



5.3.3. Faune - données bibliographiques

Les espèces patrimoniales²⁰ suivantes sont recensées sur la commune :

Oiseaux :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Liste Rouge (si nicheur)	Liste Rouge (si de passage)	Liste Rouge (si hivernant)
<i>Limosa limosa</i>	Barge à queue noire	VU	VU	NT
<i>Limosa limosa</i>	Barge à queue noire	VU	VU	NT
<i>Gallinago gallinago</i>	Bécassine des marais	CR	NA	DD
<i>Carduelis carduelis</i>	Chardonneret élégant	VU	NA	NA
<i>Aythya ferina</i>	Fuligule milouin	VU	NA	LC
<i>Charadrius hiaticula</i>	Grand Gravelot	VU	NA	LC
<i>Alcedo atthis</i>	Martin-pêcheur d'Europe	VU		NA
<i>Anser anser</i>	Oie cendrée	VU	NA	LC
<i>Anas crecca</i>	Sarcelle d'hiver	VU	NA	LC
<i>Streptopelia turtur</i>	Tourterelle des bois	VU	NA	

¹⁹ ZSC n°FR2200395 « Collines du Laonnois oriental »

²⁰ Une liste complète de la faune signalée sur le territoire communal figure en annexe de ce document

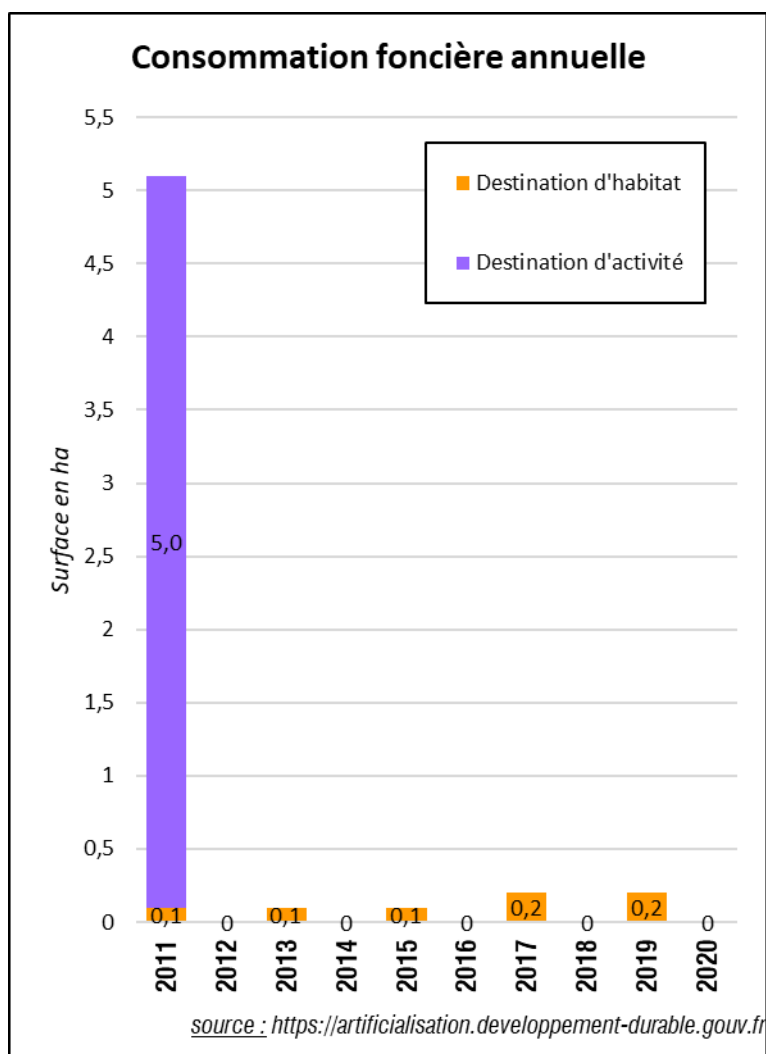
6] Consommation des espaces agricoles et naturels

6.1. ANALYSE DE LA CONSOMMATION PASSÉE

Le portail de l'artificialisation des sols fait mention d'une consommation de surface de 5,63 ha sur la période 2009–2021, dont 0,59 ha à destination d'habitat et 5,04 ha à destination d'activité.

Figure 67 – Consommation foncière annuelle
(source : observatoire de l'artificialisation)

Il convient de souligner que cette consommation est mesurée sur la base des fichiers fonciers, lesquels sont issus du traitement des déclarations fiscales liées à la taxe foncière. Cette mesure comprend donc plusieurs biais qui peuvent expliquer des écarts importants entre déclaration et observation. En l'espèce, la consommation annoncée de 5 ha à vocation d'activité en 2011



ne se retrouve sur aucune observation de terrain. La base de donnée montrant également une consommation foncière à vocation d'activité la même année sur le territoire de la commune voisine de Chamouille, il est vraisemblable qu'elle soit relative à des déclarations fiscales sur le Domaine de l'Ailette (Center Parcs). La comparaison des photographies aériennes de 2010 et 2020 n'y montre pourtant aucune différence notable.



Figure 68 – Vue aérienne du Domaine de l'Ailette en 2010



Figure 69 – Vue aérienne du Domaine de l'Ailette en 2020

Afin d'avoir une estimation plus juste de la consommation effective d'espaces naturels, agricoles et forestiers, un inventaire a été réalisé sur l'ensemble du village en croisant les observations avec la date des permis de construire. Il a ainsi été établie la carte suivante :

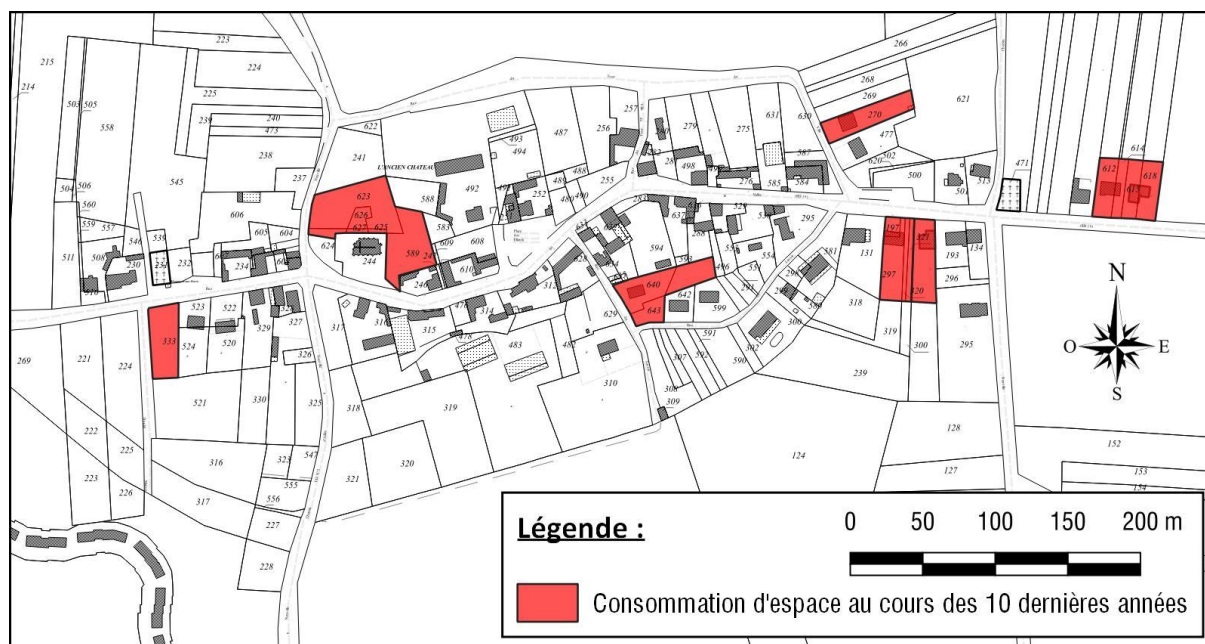


Figure 70 – Consommation d'espace observée au cours des 10 dernières années

Cette consommation a été à vocation principale d'habitat et, pour les terrains situés au Nord de l'église, par la création des « Jardins Guillemette ».

6.2. ÉTUDE DE DENSIFICATION

6.2.1. Mobilisation des logements vacants

La plupart des logements vacants sont situés au sein du Parc de Loisirs de l'Ailette (Center Parcs) et n'ont pas vocation à être transformés en résidences principales.

Les 2 seuls logements vacants identifiés dans le village en 2022 sont liés au « turn-over » entre occupants et ne sont pas considérés comme mobilisables.

6.2.2. Mutation du bâti existant

Suite à l'interrogation d'exploitants agricoles sur la commune, il apparaît qu'au sein du village, le gisement de bâtiments agricoles désormais inadaptés à l'activité agricole représente une potentialité de réalisation de 2 logements.

6.2.3. Espaces résiduels mobilisables

Le bilan des espaces non-bâtis à l'intérieur du village fait apparaître une capacité d'environ 8 « dents creuses²¹ ».

²¹ Terrains desservis par les réseaux ET situé entre 2 constructions existantes.

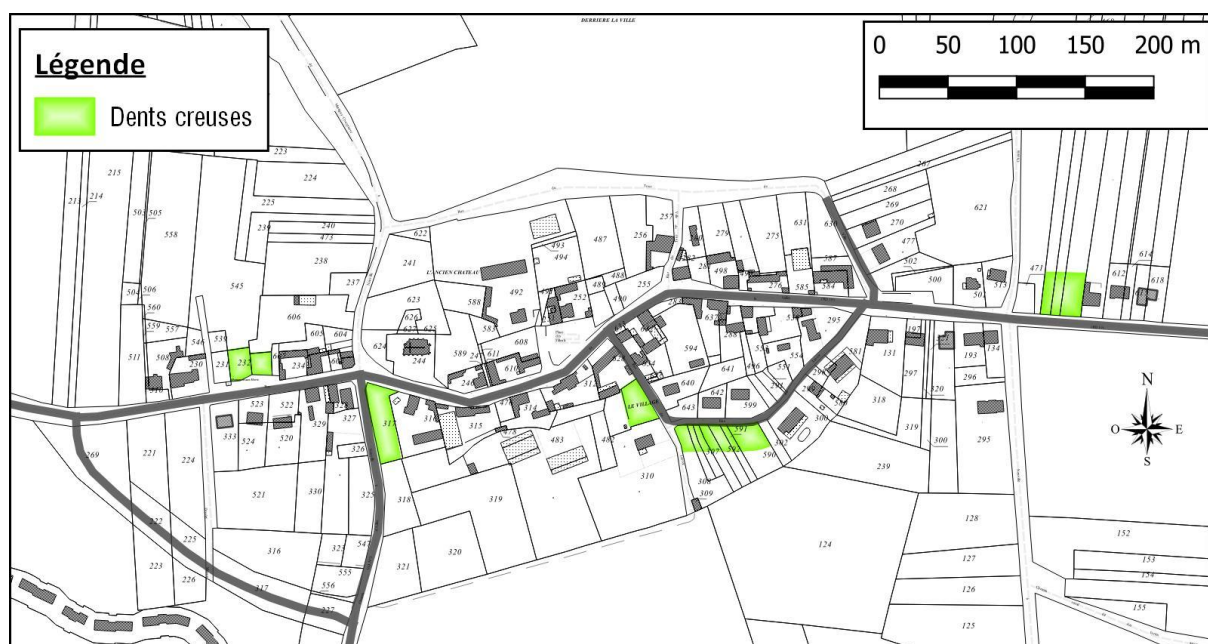


Figure 71 – « Dents creuses » dans le village

Ces valeurs sont à mettre en regard des besoins estimés à 13 logements affichés dans le PADD.

3^{ème} Partie :
**Synthèse du diagnostic et
de État initial de
l'environnement**
—
**Objectifs de modération
de consommation des
espaces**

1] Synthèses et enjeux

1.1. SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC COMMUNAL

Neuville-sur-Ailette est dotée d'un PLU approuvé le 7 septembre 2004. Elle est rattachée à la Communauté de communes du Chemin des Dames mais n'est couverte par aucun SCoT.

La commune est de caractère rural, à l'écart des plus grands axes de circulation. Elle s'inscrit dans la vallée de l'Ailette, en bordure de la retenue dite « Lac de l'Ailette ». Cette situation a conduit à l'implantation d'un parc de loisir « Center Parcs », lequel est situé pour partie sur le territoire de Neuville-sur-Ailette et pour partie sur celui de Chamouille.

Une comparaison des photographies aériennes et des observations sur place permettent d'établir que la consommation foncière au cours des 10 dernières années²² a été de 1,04 ha au niveau du village. Aucune évolution au sein du Center Parcs n'est décelable au cours de cette période.

La commune voit sa population croître régulièrement et de manière importante depuis 1990. Sur les 10 dernières années, l'augmentation a été de 28 % soit 2,5 % par an. Le nombre de résidences principales a augmenté encore plus vite : +13 logements soit une augmentation de 35 %. Cette production de logements s'est faite aussi bien par la rénovation ou la transformation en logements de bâtiments existants (+6) que de constructions nouvelles (+7). La taille moyenne des ménages n'a donc cessé de diminuer, passant de 2,32 à 2,20 habitants par foyer. Le point mort est ainsi le suivant, selon l'hypothèse retenue :

Hypothèse de taille moyenne des ménages à l'horizon 2035	Point mort (en nombre de ménages)
2,1	55
2,0 ²³	58
1,9	61

Il existe de nombreux logements occasionnels du fait de la présence sur le territoire du parc de loisirs « Centrer Parc ». On dénombre 2 logements vacants dans le village mais ceux qui ont été comptabilisés le sont depuis peu de temps et correspondent à une vacance « frictionnelle » liée au taux de rotation entre 2 occupants.

Deux sièges d'exploitation et les bâtiments agricoles afférents sont situés au sein de l'enveloppe bâtie. On n'y compte cependant aucun bâtiment d'élevage.

L'activité touristique est importante : Le territoire est concerné par une partie du village de vacances « Center Parcs ». Ce site compte, dans son ensemble (territoire de Neuville-sur-Ailette

²² Valeur de référence pour l'application de la loi « Climat et Résilience »

²³ Valeur correspondant à une diminution au rythme moyen observé ces dernières années (-0,53 % par an)

et territoire de Chamouille confondus) 861 cottages sur 84 ha. Le patrimoine que constitue l'église et ses abords (vestiges d'un ancien château médiéval) sont également un élément d'attraction pour les loisirs légers. On notera de plus que la qualité des milieux naturels est à l'origine d'un écotourisme de découverte qui trouve sa base à la « Maison de la Nature et de l'Oiseau » située dans le village.

1.2. SYNTHÈSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET HIÉRARCHISATION DES ENJEUX

La commune est caractérisée par un relief marqué : le territoire s'étage sur une centaine de mètres et les pentes qui relient le plateau à la vallée avec des pentes marquées qui dépassent parfois 30 %. Le village est situé au tiers inférieur du versant et sa situation au pied d'une zone de concentration des écoulements le met en situation d'exposition à des risques de coulée de boue. Ainsi, un épisode orageux survenu le 15 août 2017 a occasionné d'importants dégâts : la salle communale a été envahie par la boue sur une épaisseur de 5 cm et une surface de 200 m².

Le village est encadré par 2 ensembles écologiques de qualité : la partie sommitale des versants abrite des milieux de type pelouses thermophiles avec un faciès d'embroussaillage tandis que la « queue d'étang » du lac de l'Ailette (berges en pente douce) constitue des milieux humides sur les rives.

Ces milieux ont déterminé la création de ZNIEFF de type 1 (rebord du plateau et lac) et d'une zone Natura 2000 (rebord du plateau). Une Réserve Naturelle Régionale jouxte le territoire communal et protège, elle aussi, les milieux calcicoles de bordure du plateau. De même, les éléments de la trame verte et bleue courent parallèlement à l'axe de la vallée, de part et d'autre du village : au fond de celle-ci (trame bleue) et au niveau du rebord du plateau (trame verte).

2] Objectifs de modération de consommation des espaces

Conformément à la législation, la logique d'établissement et de dimensionnement des zones constructibles suit la démarche « Éviter, Réduire, Compenser » l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles et forestiers. Afin d'éviter l'urbanisation de terres agricoles, priorité a été donnée à la densification (potentialités de réalisation de logements dans d'anciens bâtiments par changements de destination et remplissage des « dents creuses²⁴ »). La réduction passe par un dimensionnement des extensions répondant strictement aux besoins n'ayant pas pu être satisfaits par la densification.

²⁴ Terrain desservi par les réseaux ET situé entre 2 constructions existantes.

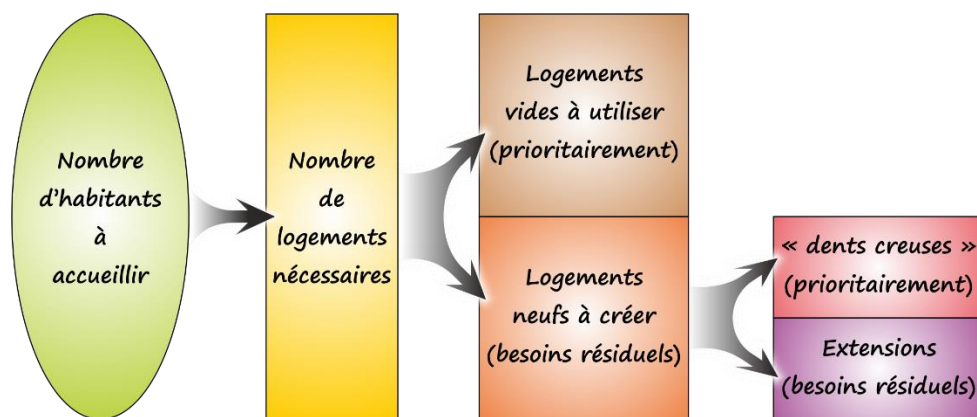


Figure 72 – Schéma du principe « Éviter, Réduire, Compenser » appliqué à la consommation foncière

La consommation foncière au cours des 10 dernières années ayant été de 1 ha, les extensions ne devront pas dépasser 0,5 ha.

4^{ème} Partie :
**Traduction et
justifications des
orientations du PADD**

1] Fondements du projet d'aménagement et de développement durables

La première motivation pour la commune pour la révision de son PLU est liée à la prise en compte des risques d'écoulements importants d'eau et de boue lors d'épisodes pluvieux intenses. Un événement survenu le 15 août 2017 a occasionné d'importants dégâts et vient matérialiser la réalité de ce risque. Un diagnostic de la Direction Départementale des Territoires confirme ce risque. Or la responsabilité de la commune peut être engagée vis à vis des victimes en cas d'insuffisance de mesures de prévision et de prévention prises par la commune. Aussi, en application de la démarche « Éviter, Réduire, Compenser », il a été décidé en premier ressort d'éviter l'exposition au risque des personnes et des biens et d'autre part de limiter les risques de survenue ou d'aggravation des risques existants.

La qualité des paysages participe à l'identité locale et à l'attractivité de la commune. C'est pourquoi la commune souhaite conserver les caractéristiques principales de l'occupation des sols et en particulier le caractère groupé du village.

Les enjeux écologiques se concentrent sur 2 axes parallèles à l'axe de la vallée de part et d'autre du village. Afin de conserver leur intérêt et, pour les rives du lac, leur potentiel d'éducation à l'environnement, le choix d'établir à travers le PLU une protection adaptée à leurs caractéristiques dans le PLU a été décidé.

Aucun nouvel aménagement d'envergure n'est prévu sur la commune ou à ses alentours. L'équipe communale a donc fait le choix de poursuivre, pour l'avenir, un rythme de croissance comparable à ce qui a été observé au cours des dernières années. La population à l'horizon 2030 serait donc de 134 habitants (+24 par rapport à la population 2018) pour 63 résidences principales (+13 par rapport à l'existant).

Le parc de loisir « Center Parcs » n'a pas de besoin d'extension nouvelle. Il constitue cependant un aménagement ayant des besoins spécifiques auxquels la commune souhaite répondre, dans le respect de la législation et notamment de la loi « Climat et Résilience ».

La commune étant riche de potentialités d'écotourisme et de tourisme de mémoire, le PADD acte la volonté communale d'en assurer les moyens de valorisation.

2] Traduction et justifications des orientations du PADD dans les documents graphiques

2.1. ORIENTATIONS CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RISQUES

Les choix en matière de zonage permettent de limiter l'exposition au risque des personnes et des biens ainsi que de limiter l'occurrence et l'intensité des phénomènes. Ils sont essentiellement liés à des écoulements importants d'eau et de boue.

La première mesure de reporter sur le plan de zonage les zones de risque connues.

Le classement en zone inconstructible « N » a été retenu pour les terrains situés dans l'enveloppe urbaine mais concernés par ces zones de risque (hormis voirie existantes). Un Emplacement Réservé permettant la réalisation d'aménagements hydrauliques en amont immédiat du village a été défini.

À titre de prévention les secteurs de risque connu ou de forte pente dans la zone agricole ont été classés dans un secteur spécifique At, inconstructible. De même, les secteurs boisés où la pente est supérieure à 12,5% (sauf secteurs minimes définis dans le cadre des mesures en faveur des intérêts écologiques de la zone Natura 2000) ont fait l'objet d'un classement au titre des Espaces Boisés Classés afin d'en garantir la pérennité.

2.2. ORIENTATIONS CONCERNANT LES PAYSAGES

Pour maintenir le caractère visuellement isolé du village, les extensions ont été limitées en surface et définies dans la continuité immédiate de l'enveloppe bâtie.

Tout autour du village, les terrains ont été classés en zone inconstructible, N ou secteur Ap selon l'usage du sol. La protection du caractère ouvert des paysages du versant a été protégé par un classement en secteur Ap. Il en va de même pour le plateau qui répond au caractère ouvert de celui du Chemin des Dames situé en vis-à-vis, de l'autre côté de l'Ailette.

C'est réciproquement, pour maintenir les vues sur le Chemin des Dames qu'a été défini un cône de vue basé sur la plateforme d'observation qui a été réalisée dans les Jardins Guillemette.

La continuité du linéaire boisé soulignant le rebord du plateau est assurée à la fois par un classement en zone N et par la définition d'Espaces Boisés Classés (des interruptions minimales ont été définies dans le cadre des mesures en faveur des intérêts écologiques de la zone Natura 2000).

2.3. ORIENTATIONS CONCERNANT LA PROTECTION DES ESPACES NATURELS, LA PRÉSERVATION DES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

Les parties boisées du territoire, les terrains concernés par un classement Natura 2000 ainsi que le Lac de l'Ailette ont été classés en zone N (« naturelle »).

Les rives du lac, potentiellement humides, ont été classées dans un secteur spécifique N-e. N'y sont autorisées que les travaux de génie écologique et les aménagements très limités destinés à l'éducation à l'environnement.

Les secteurs compris dans le parc de loisir et présentant encore un certain degré de naturalité ont fait l'objet d'un classement spécifique UL-n qui les protège.

2.4. ORIENTATIONS CONCERNANT LE DÉVELOPPEMENT DE L'HABITAT

Le PADD acte la poursuite de la croissance de population observée au cours des 10 dernières années. Celle-ci était de 24 nouveaux habitants ; l'accueil de 24 habitants de plus aboutirait à une population totale de 134 habitants.

Le nombre de résidences principales a augmenté de 13 logements. En projetant la même croissance, la commune doit disposer d'autant de nouvelles résidences principales aboutissant à un total de 63 logements occupés.

	<u>Besoins totaux :</u>	13 logements
<u>Satisfaits par :</u>		
• Logements vacants mobilisables		0 logement
• Mutation de bâtiments existants		2 logements
• Dents creuses mobilisables		4 logements
	<u>Besoins à satisfaire en extension :</u>	7 logements

Le zonage du PLU inclut donc, dans la zone U :

- ↳ Les Parties Actuellement Urbanisées de la commune ;
- ↳ Environ 0,5 ha d'extension (33 % de jardins, 67 % de terres à usage agricole).

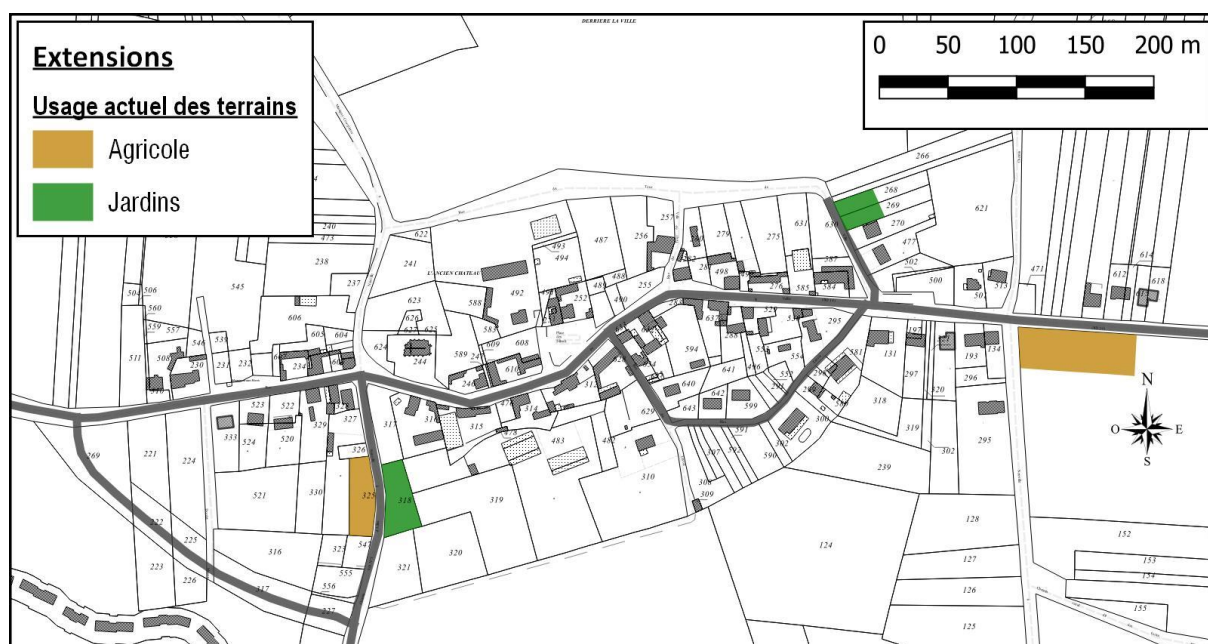


Figure 73 – Localisation des extensions de l'urbanisation

2.5. ORIENTATIONS CONCERNANT L'ÉNERGIE, LES COMMUNICATIONS, LES TRANSPORTS ET LES DÉPLACEMENTS

Toutes les extensions ont été déterminées en bordure de voie équipée. Aucune zone AU au sein de laquelle des voies nouvelles auraient été à créer n'a été définie.

Le tracé de la voie verte est reporté sur le plan de zonage. Les chemins inscrits au PDIPR, en revanche, n'ont pas été reportés une grande part des chemins empruntés n'existant plus.

2.6. ORIENTATIONS CONCERNANT LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES, COMMERCIALES ET AGRICOLES

Un zonage spécifique « U-L » a été défini pour tenir compte de l'activité du parc de loisirs « Center Parcs ». Afin d'y limiter l'artificialisation, seuls les secteurs qui le sont déjà peuvent accueillir des constructions et aménagements (secteurs UL-h et UL-e). La délimitation en a été choisie de façon à permettre un certain degré d'évolution et d'adaptation des pratiques de loisirs qui constituent le cœur même de cette activité.

L'activité agricole a été prise en compte par le classement en zone A de la quasi-totalité des parcelles ayant un tel usage. Il en va de même pour les deux exploitations agricoles situées dans le village afin de protéger leur fonction. En outre, des habitations sans lien avec l'exploitation agricole et situés en zone A (lieudit « Ferme Saint-Antoine ») ont fait l'objet d'un classement dans un secteur spécifique At permettant leur évolution sans nuire à l'activité agricole.

2.7. ORIENTATIONS CONCERNANT LES ÉQUIPEMENTS, LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE ET LES LOISIRS

L'emprise du parc de loisirs « Center Parcs » a été intégralement classée par un zonage spécifique « UL » qui en reprend les limites sans extension (Cf. ci-dessus).

Un secteur spécifique de la zone N, noté N-L, a été défini pour répondre aux besoins de 2 pôles de loisirs léger dans lequel des équipements très restreints permettent de tenir compte d'équipements liés aux loisirs. L'un correspond à une aire de stationnement de camping-cars pouvant servir de départ à des randonnées pédestres ou cyclistes (signalétique sur place). Le second est lié à l'aménagement récent d'un parc paysager, culturel et pédagogique dit « Les Jardins Guillemette » situés autour de l'église.

Les abords du lac font l'objet d'un zonage spécifique permettant l'éducation à l'environnement.

Le tracé de la voie verte a été reporté sur le plan de zonage.

3] Superficie des zones du PLU

3.1. SURFACE DES ZONES DU PRÉSENT PLU

<u>Type</u>	<u>Secteur</u>	<u>Surface des secteurs</u>	<u>Synthèse de surface des zones</u>
UA			7,85 ha
UL			30,24 ha
	<i>Secteur UL-h</i>	<i>9,05 ha</i>	
	<i>Secteur UL-e</i>	<i>8,13 ha</i>	
	<i>Secteur UL-n</i>	<i>13,06 ha</i>	
A			186,13 ha
	<i>Secteur At</i>	<i>0,30 ha</i>	
	<i>Secteur Ap</i>	<i>168,95 ha</i>	
	<i>Reste</i>	<i>16,88 ha</i>	
N			223,08 ha
	<i>Secteur N-e</i>	<i>43,11 ha</i>	
	<i>Secteur N-L</i>	<i>1,59 ha</i>	
	<i>Reste</i>	<i>178,38 ha</i>	

Figure 74 – Tableau de surface des zones

3.2. COMPARAISON AVEC LE PLU PRÉCÉDEMMENT APPLICABLE :

<u>Type</u>	<u>Surface dans l'ancien PLU</u>	<u>Surface dans le nouveau PLU</u>	<u>Différence²⁵</u>
UA	8,8 ha	7,9 ha	-0,9 ha
UL	–	30,2 ha	+30,2 ha
AUt	32,1 ha	–	-32,1 ha
1AU	3,9 ha	–	-3,9 ha
2AU	5,2 ha	–	-5,2 ha
A	193,5 ha	186,1 ha	-7,4 ha
N	201,5 ha	223,1 ha	+21,6 ha

Figure 75 – Comparaison des surfaces ancien/nouveau PLU

Les surfaces urbanisables ont été fortement réduites (-12 ha) pour tenir compte de l'évolution de la législation : le zonage des PLU ne peut plus être basé sur une offre d'opportunités mais sur un besoin défini pour atteindre les objectifs fixés. La loi « ZAN » impose également une diminution de l'urbanisation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

²⁵ Il est rappelé qu'aux termes d'une jurisprudence constante, nul ne peut se prévaloir d'un droit au maintien du classement antérieur des parcelles.

4] Traduction des orientations dans les OAP

Aucune zone 1AU n'a été définie

Seule une unité foncière est assez vaste pour qu'y imposer un nombre minimal de constructions supérieur à 1. Une OAP sectorielle a été ainsi définie à l'entrée Est du village ou un minimum de 3 logements a été imposé afin de respecter une densité minimale de 13 logements/ha.

La traduction des dispositions du PADD se décline en 4 éléments principaux que la cartographie des OAP patrimoniales fait ressortir.

Orientations du PADD	Éléments des OAP
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Maintien du caractère ouvert des versants
Paysage	<ul style="list-style-type: none">• Maintien du caractère ouvert des versants• Préservation de la continuité boisée du rebord du plateau• Maintien de la coupure urbaine autour du village
Milieux naturels	<ul style="list-style-type: none">• Préservation de la continuité boisée du rebord du plateau• Maintien de l'intérêt environnemental des rives du lac
Habitat	Néant
Énergie et communications numériques	Néant
Patrimoine naturel et culturel	<ul style="list-style-type: none">• Préservation de la continuité boisée du rebord du plateau• Maintien de l'intérêt environnemental des rives du lac

5] Traduction de ces orientations dans le document écrit (règlement du PLU) et motifs des limitations administratives à l'utilisation du sol

Dans l'ensemble des zones, les règles sont assouplies pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public : ceux-ci ne sont pas nombreux et leur nécessité justifie de ne pas se montrer trop sévère quant à leur édification.

5.1. DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE UA

<u>Type de règle</u>	<u>Objectif de la réglementation</u>
Affectation des sols et destination des constructions	
Occupations et utilisations du sol interdites Occupations et utilisations du sol admises sous condition	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter la vocation résidentielle de la zone - Se montrer souple dans l'accueil de construction tout en protégeant l'habitat de toutes nuisances - Protéger le paysage urbain
Caractéristiques des constructions	
Emprise, surfaces non imperméabilisées ; gestion des eaux	<ul style="list-style-type: none"> - Limiter les écoulements de surface - Faciliter la recharge des nappes souterraines - Économiser l'eau - Préserver la qualité biophysique des sols
Hauteur	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer harmonieusement les nouvelles constructions dans le bâti ancien
Implantation par rapport aux voies et emprises publiques	<ul style="list-style-type: none"> - Recul côté desserte : assurer une harmonie par rapport au bâti existant tout en facilitant un éventuel stationnement sur parcelle - Recul arrière : limiter la consommation foncière tout en préservant un mode de vie rural (jardins)
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives / les unes par rapport aux autres sur une même propriété	<ul style="list-style-type: none"> - Se montrer souple dans l'accueil de construction En cas de retrait la distance est fixée à 3 mètres pour préserver les possibilités d'accès à l'arrière et maintenir une ventilation suffisante pour assurer la salubrité
Caractéristiques architecturales	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer l'homogénéité du bâti - Préserver et mettre en valeur le paysage urbain
Performances environnementales ; Espaces libres et plantations	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le Développement Durable - Protéger la nature en ville, assurer le maintien d'une biodiversité liée à l'environnement urbain. - Éviter les atteintes à la biodiversité locale
Stationnement	
Nombre minimum d'emplacements	<ul style="list-style-type: none"> - Éviter une occupation anarchique des automobiles sur le domaine public.

<u>Type de règle</u>	<u>Objectif de la réglementation</u>
Équipement et réseaux	
Desserte par les voies publiques ou privées	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser un accès convenable à chaque parcelle constructible ; - Assurer la sécurité routière ; - Faciliter les opérations des services de secours et d'incendie.
Desserte par les réseaux	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la santé publique - Protéger l'environnement aquatique en évitant la pollution par les eaux usées
Communications électroniques	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le développement des communications numériques

5.2. DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE UL

<u>Type de règle</u>	<u>Objectif de la réglementation</u>
Affectation des sols et destination des constructions	
Occupations et utilisations du sol interdites Occupations et utilisations du sol admises sous condition	<p>Ensemble de la zone UL :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir la vocation touristique de la zone et répondre aux besoins de l'exploitant du parc de loisir. <p>Secteur UL-h :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Garantir des possibilités d'évolution au sein de la vocation de loisir <p>Secteur UL-e :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conserver la vocation « technique » de ce secteur (parkings et bâtiments techniques) <p>Secteur UL-n :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Limiter l'artificialisation - Protéger les éléments de « nature en ville », espaces de respiration et source de biodiversité - Assurer un confort d'usage pour les usagers des résidences du Parc
Caractéristiques des constructions	
Emprise, surfaces non imperméabilisées ; gestion des eaux	<ul style="list-style-type: none"> - Limiter les écoulements de surface - Préserver la qualité biophysique des eaux
Hauteur	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer harmonieusement les nouvelles constructions dans le contexte bâti existant
Implantation par rapport aux voies et emprises publiques	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer une homogénéité par rapport à l'existant
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives / les unes par rapport aux autres sur une même propriété	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer une homogénéité par rapport à l'existant

<u>Type de règle</u>	<u>Objectif de la réglementation</u>
Caractéristiques architecturales	- Assurer l'homogénéité du bâti avec l'existant - Maintenir une attractivité liée à la qualité du site
Performances environnementales ; Espaces libres et plantations	- Favoriser le Développement Durable - Favoriser la biodiversité liée à l'environnement urbain - Éviter les atteintes à la biodiversité locale
Stationnement	
Nombre minimum d'emplacements	- Assurer les besoins en stationnement liés à la fréquentation du site - Maintenir une attractivité liée à la qualité du site.
Équipement et réseaux	
Desserte par les voies publiques ou privées	- Assurer la sécurité routière ; - Faciliter les opérations des services de secours et d'incendie.
Desserte par les réseaux	- Assurer la santé publique - Protéger l'environnement aquatique en évitant la pollution par les eaux usées
Communications électroniques	- Favoriser le développement des communications numériques dans le respect de la qualité paysagère du site

5.3. DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE A

<u>Type de règle</u>	<u>Objectif de la réglementation</u>
Affectation des sols et destination des constructions	
Occupations et utilisations du sol interdites Occupations et utilisations du sol admises sous condition	<p>Secteur Ap :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir la qualité paysagère (paysages ouverts et coupure de l'urbanisation entre le village et la zone de loisirs) - Ne pas exposer de bâtiments (fussent-ils agricoles) aux risques d'écoulements torrentiels et de coulées de boue - Éviter l'imperméabilisation qui empêcherait les sols de jouer leur rôle de rétention et de tamponnement hydraulique <p>Secteur At :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tenir compte des besoins des habitations existantes et de leur usage sans toutefois développer un pôle d'urbanisation - Ne pas nuire au maintien ou développement de l'activité agricole <p>Reste de la zone :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Répondre aux besoins de l'activité agricole dans le respect des autres enjeux locaux - Protéger l'agriculture de l'urbanisation
Caractéristiques des constructions	
Emprise, surfaces non imperméabilisées ; gestion des eaux	<ul style="list-style-type: none"> - Limiter les écoulements de surface - Faciliter la recharge des nappes souterraines

Type de règle	Objectif de la réglementation
Hauteur	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer harmonieusement les nouvelles constructions dans le paysage - Répondre aux besoins de l'activité agricole - Secteur At : répondre aux besoins de habitations existantes sans permettre un développement de l'urbanisation en zone agricole
Implantation par rapport aux diverses limites	<ul style="list-style-type: none"> - Éviter l'empiètement des activités sur l'espace public - Limiter les risques de conflit de voisinage
Caractéristiques architecturales	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer l'intégration paysagère des bâtiments autorisés
Performances environnementales ; Espaces libres et plantations	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le Développement Durable - Assurer l'intégration paysagère des bâtiments autorisés - Éviter les atteintes à la biodiversité locale
Stationnement	
Nombre minimum d'emplacements	<ul style="list-style-type: none"> - Éviter une occupation anarchique des automobiles sur le domaine public - Assurer la sécurité routière
Équipement et réseaux	
Desserte par les voies publiques ou privées	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la sécurité routière ; - Faciliter les opérations des services de secours et d'incendie.
Desserte par les réseaux	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la santé publique - Protéger l'environnement aquatique en évitant la pollution par les eaux usées
Communications électroniques	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir la qualité paysagère

5.4. DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE N

Type de règle	Objectif de la réglementation
Affectation des sols et destination des constructions	
Occupations et utilisations du sol interdites Occupations et utilisations du sol admises sous condition	<p>Secteur N-e :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protéger la biodiversité et les milieux naturels des milieux sensibles (zone Natura 2000, Zones Humides) - Assurer un minimum de possibilités d'éducation à l'environnement dans le respect du point ci-dessus ; éviter la « mise sous cloche » des espaces naturels. <p>Secteur N-L :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Permettre de tenir compte d'équipements de tourisme léger existants <p>Reste de la zone :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la protection contre l'érosion sur les versants
Caractéristiques des constructions	
Emprise, surfaces non imperméabilisées ; gestion des eaux	<ul style="list-style-type: none"> - Limiter à un minimum la taille des édifices possibles - Faciliter la recharge des nappes souterraines - Préserver la qualité biophysique des sols

<u>Type de règle</u>	<u>Objectif de la réglementation</u>
Hauteur	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer harmonieusement les rares constructions autorisées dans le paysage - Être adaptée à une construction de type « observatoire de la faune » (N-e) ou à un édicule à vocation touristique (N-L)
Implantation par rapport aux diverses limites	<ul style="list-style-type: none"> - Éviter l'empiètement des activités sur l'espace public
Caractéristiques architecturales	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer l'intégration paysagère des bâtiments autorisés
Performances environnementales ; Espaces libres et plantations	<ul style="list-style-type: none"> - Limiter les besoins en travaux de voirie et réseaux divers - Éviter les atteintes à la biodiversité locale
Stationnement	
Nombre minimum d'emplacements	<ul style="list-style-type: none"> - Éviter une occupation anarchique des automobiles sur le domaine public - Assurer la sécurité routière
Équipement et réseaux	
Desserte par les voies publiques ou privées	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la sécurité routière
Desserte par les réseaux	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la santé publique
Communications électroniques	<ul style="list-style-type: none"> - La réglementation de ce point n'est pas nécessaire

5^{ème} Partie :
**Exposé des motifs
pour lesquels le projet
a été retenu &
Comparaison des scénarii**

1] Scénario 1 : conservation du zonage du PLU précédent

La commune de Neuville-sur-Ailette est actuellement régie par un PLU approuvé le 7 septembre 2004. En l'absence de la présente révision générale, c'est ce précédent PLU qui continuerait à s'appliquer, selon le zonage appliqué alors. Toutefois, les zones 2AU sont devenues caduques et ne sont plus constructibles.

Capacités

Dans ce scénario, les capacités d'accueil seraient de :

- 1,24 ha en zone UA
- 3,29 ha en zone 1AU

Sur la base d'une densité de construction de 13 logements/ha, ces capacités correspondraient à une possibilité d'accueil de 59 nouveaux logements (16 en zone UA et 43 en zone 1AU).

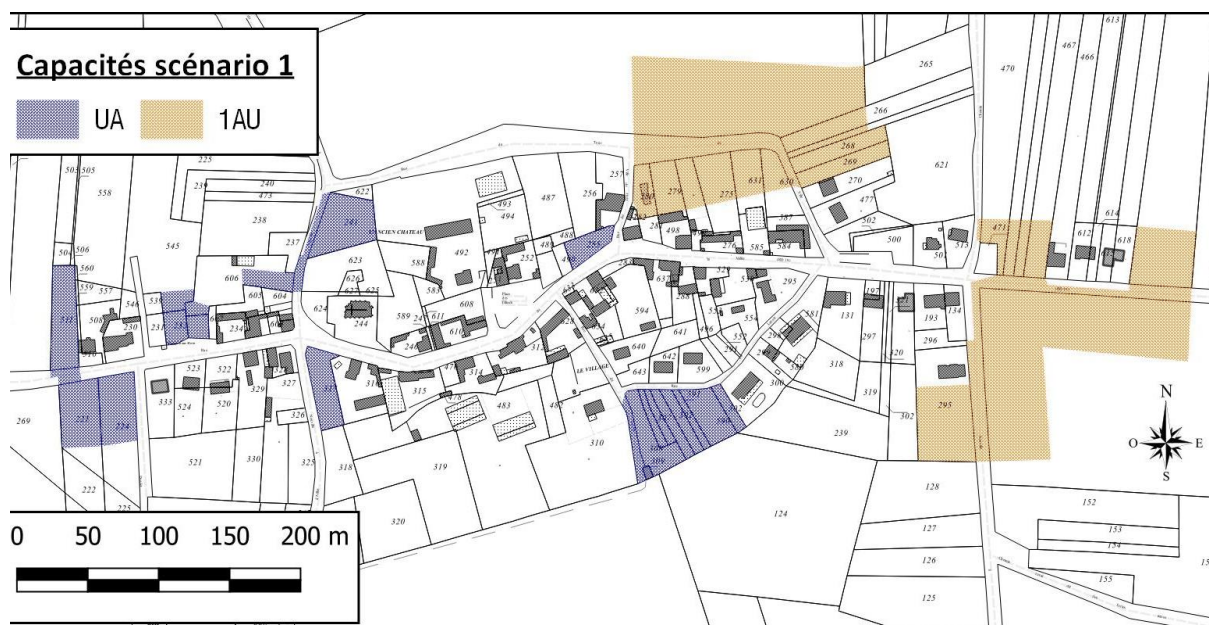


Figure 76 – Capacité d'accueil dans le scénario « au fil de l'eau »

Ces capacités seraient 4,5 fois supérieures aux besoins estimés (13 logements).

Exposition aux risques

De plus, dans ce scénario, Une surface importante resterait exposée au risque d'écoulement torrentiel et de coulées de boue. D'importantes surfaces au-dessus du village seraient susceptibles d'être imperméabilisées : par des logements en zone AU pour environ 1 ha et par des constructions agricoles dans la zone A (bien que ces dernières seraient probablement en nombre et en surface limitée au vu des faibles besoins).

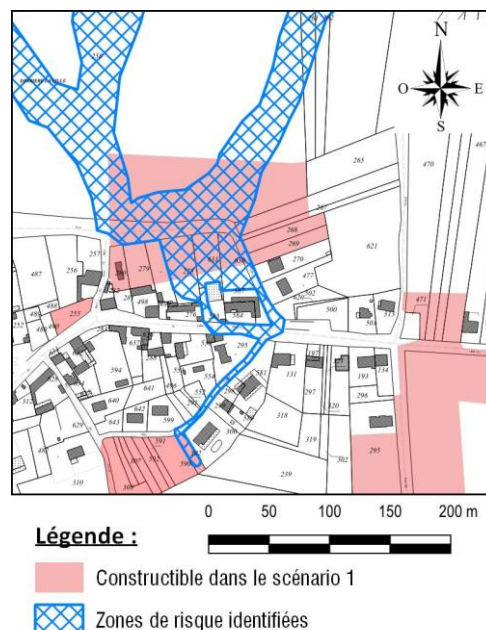


Figure 77 – Constructibilité et risques dans le scénario

2] Scénario 2

Capacités

Dans ce scénario, les capacités d'accueil seraient réduites afin de mieux être en adéquation avec les objectifs de développement de la population ; aucune zone 1AU ne serait définie. Le positionnement des extensions au droit de réseaux existants permettrait de limiter les coûts d'aménagement. Les capacités totales seraient de 1,04 ha.

Sur la base d'une densité de construction de 13 logements/ha, ces capacités correspondraient à une possibilité d'accueil de 14 nouveaux logements.

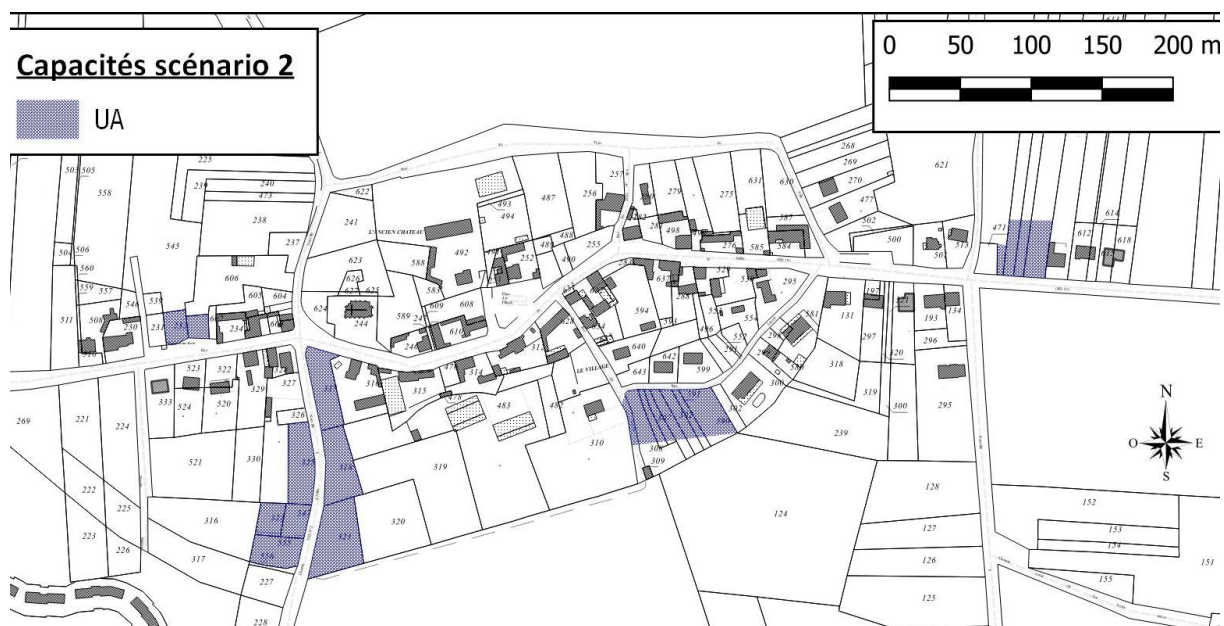


Figure 78 – Capacité d'accueil dans le scénario 2

Ces capacités seraient cohérentes avec les besoins estimés (13 logements).

Exposition aux risques

Dans ce scénario, les secteurs exposés aux risques d'écoulement torrentiel et de coulées de boue sont évités et classés en zone non constructible.

4] Scénario retenu

Capacités

Comme dans le scénario 2, les capacités d'accueil sont réduites de manière à être en adéquation avec les objectifs de développement de la population ; aucune zone 1AU n'est définie. Dans ce scénario, la définition d'une zone de jardins assure une limitation de la profondeur d'urbanisation et évite le second rideau.

Le positionnement des extensions est réparti entre le chemin d'Ailles à Neuville et la RD 19 à l'entrée Est du village. Les capacités totales sont de 1,0 ha.

Sur la base d'une densité de construction de 13 logements/ha, ces capacités correspondent à une possibilité d'accueil de 13 nouveaux logements.

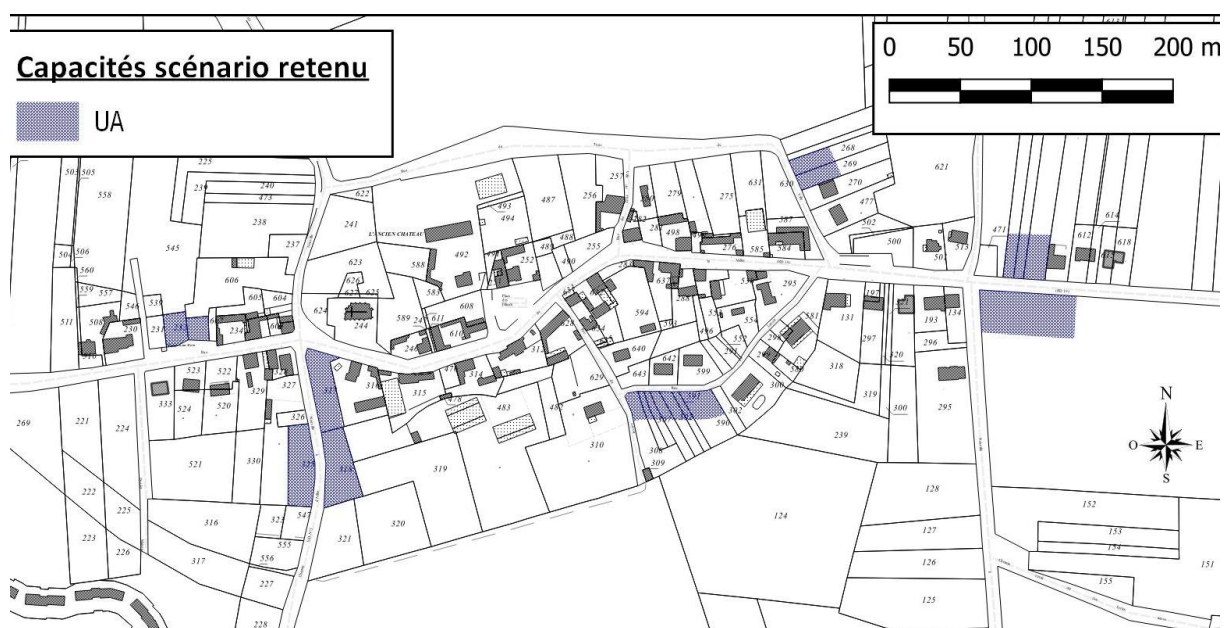


Figure 79 – Capacité d'accueil dans le scénario retenu

Ces capacités correspondent avec les besoins estimés (13 logements).

Exposition aux risques

Comme dans le scénario précédent, les secteurs exposés aux risques d'écoulement torrentiel et de coulées de boue sont évités et classés en zone non constructible.

5] Raisons du choix du projet

Le scénario 1 présente 2 inconvénients majeurs :

- ↳ Les surfaces urbanisables sont bien trop importantes et les capacités excèdent très largement les besoins exposés dans le PADD. Il est rappelé que ces dernières ont été basées sur un programme de poursuite des besoins actuels.
- ↳ De grandes surfaces sont exposés à d'importants risques de coulées de boue et d'écoulement torrentiel.

Le scénario 2 évite ces deux écueils. En revanche les extensions, toutes situées autour de la même voie, ont un caractère linéaire marqué vers le Sud.

Les surfaces urbanisables dans le cadre du scénario retenu est lui aussi cohérent avec les besoins exprimés. De même, les zones constructibles qu'il définit sont situées en dehors des secteurs connus pour leur exposition aux risques de coulées de boue et d'écoulement torrentiel. Toutefois, à la différence du scénario 2, les extensions sont mieux réparties autour de la zone bâtie. Cette disposition assure entre autres une meilleure interruption de l'urbanisation entre le village le site « Center Parcs ».

Axes du PADD	Scénario 1	Scénario 2	Scénario retenu
Protection contre les risques		✓	✓
Maintien du caractère groupé et isolé du village	✓		✓
Protection des milieux naturels	✓	✓	✓
Poursuite du rythme de croissance de la population et compatibilité avec la maîtrise de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers		✓	✓
Énergie et communications numériques	✓	✓	✓
Maintien, adaptation et développement de l'activité « Center Parcs »	✓	✓	✓
Valorisation de la pédagogie à l'environnement, protection des paysages et du patrimoine culturel			✓
Bilan prévisionnel de la consommation d'espace		✓	✓

6^{ème} Partie :
**Compatibilité et prise en
compte des autres plans
et programmes
opposables**

1] Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Sans objet (la commune n'est couverte par aucun SCoT).

2] Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (STRADDET)

Dispositions du SRADDET	Prise en compte par le PLU
Perméabilité écologique.	Maintien du caractère groupé du village (pas d'interruption des corridors écologiques) Interdiction dans le règlement du recours aux espèces envahissantes Protection des espaces de naturalité au sein du parc de loisir
Adaptation au changement climatique.	Obligation de l'infiltration à la parcelle Classement en zone inconstructible des secteurs ayant des potentialités de survenue de catastrophes naturelles Protection des zones humides du bord du lac
Division par 3 à l'horizon 2030 du rythme d'artificialisation des sols (extension de la tache urbaine) observé entre 2003 et 2012. Cet objectif est défini à l'échelle régionale et est à décliner à l'échelle de chaque territoire.	En l'absence de données concernant l'artificialisation des sols à l'échelle communale entre 2003 et 2012, il a été décidé de ne se référer qu'aux dispositions de la loi Climat et Résilience. Selon le « portail de l'artificialisation des sols », l'artificialisation sur la période 2009-2021 a été de 5,63 ha. La consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers du présent PLU est de 0,34 ha soit 0,6%. La commune de Neuville-sur-Ailette fait donc preuve dans son PLU d'une sobriété extrêmement vertueuse.
Prioriser le développement urbain (résidentiel, économique, commercial) à l'intérieur des espaces déjà artificialisés.	Les extensions n'ont été définies que dans la mesure de ce qui était nécessaire à l'atteinte des objectifs après déduction des possibilités de mutation de constructions existantes et des capacités des dents creuses.

Dispositions du SRADDET	Prise en compte par le PLU
Estimer les besoins de production neuve de logements à partir de l'estimation des besoins en stock non satisfaits et des besoins en flux.	Aucun logement vacant n'est mobilisable à Neuville-sur-Ailette. En effet, les logements recensés comme vacants par l'INSEE correspondent à une vacance de courte durée, dite frictionnelle (par opposition à la vacance de longue durée, dite structurelle, cible du plan national de lutte contre les logements vacants).
Privilégier des projets d'aménagement (renouvellement, extension) favorisant : <ul style="list-style-type: none"> • le développement d'espaces végétalisés et paysagers valorisant les espèces locales ; • la gestion des épisodes de forte chaleur. 	Il a été défini dans le PLU des « trames jardin » destinées à maintenir des espaces végétalisés au sein du village, lesquels constituent un élément de la lutte contre le phénomène « d'îlots de chaleurs urbains ». Deux Emplacement Réservés joueront également un rôle positif en ce domaine : l'Emplacement Réservé n°1 est destiné à pérenniser un espace vert déjà entretenu par la municipalité au cœur du village ; l'Emplacement Réservé n°2, s'il est avant tout destiné à éviter l'exposition aux risques les biens et les personnes, constituera également un espace végétalisé pérenne dans le tissu urbain. L'interdiction d'utilisation d'espèces exotiques envahissantes est rappelée dans le règlement des différentes zones.
Développer des mesures incitatives et des dispositions pour le déploiement d'installations, en particulier pour les itinéraires cyclables les plus structurants.	Le tracé de la Véloroute « Voie Verte de l'Ailette » est reporté sur le plan de zonage.

Dispositions du SRADDET	Prise en compte par le PLU
<p>Protéger des éléments du paysage au regard de leur contribution à la protection de la biodiversité.</p> <p>Assurer la non-dégradation de la biodiversité existante, précisent et affinent les réservoirs de biodiversité</p>	<p>Les éléments structurants de la trame verte et bleue communale (zone Natura 2000, abords du Lac de l'Ailette) font l'objet d'un classement spécifique de la zone N (inconstructible) dans lequel ne sont autorisés que les travaux nécessaires à la gestion écologique. Leur protection est également inscrite dans les OAP.</p> <p>Les Espaces Boisés Classés ont été délimités de manière à éviter les secteurs dans lesquels les potentialités écologiques concernent des milieux ouverts, indépendamment de leur niveau d'enfrichement/boisement actuel.</p> <p>Les corridors multitrames définis dans l'Atlas cartographique des continuités écologiques du SRADDET ont été affinés dans le cadre de la déclinaison locale de la trame verte et bleue.</p>

3] Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Dispositions du SDAGE	Prise en compte par le PLU
Conditionner toute ouverture à l'urbanisation d'un secteur nouveau à la réalisation d'une étude de densification	Une étude de densification a été menée dans le cadre de l'état initial de l'environnement. De plus, le seul secteur d'urbanisation nouvelle d'une taille significative (entrée Est du village au long de la RD 9) a fait l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation y imposant une densité minimale de 13 logements/ha.
Privilégier l'utilisation de terrains situés en zone urbanisée	<p>Priorité a été donnée à l'urbanisation des dents creuses mobilisables et seuls les besoins que celles-ci ne pouvaient pas satisfaire ont été utilisés pour définir les extensions.</p> <p>Aucune zone AU n'a été définie.</p>
Imposer pour ces secteurs une part minimale de surfaces non imperméabilisées	Des règles fixant des proportions minimales de surfaces non imperméabilisées ont été fixées pour toutes les zones (articles 3 du règlement).

Dispositions du SDAGE	Prise en compte par le PLU
Assurer une gestion intégrée des eaux pluviales	Le règlement impose partout une infiltration sur place des eaux issues des surfaces nouvellement imperméabilisées.
Végétaliser l'espace urbain	Une trame « jardin » a été définie, assurant le maintien d'espaces végétalisés au sein du village. Des Emplacement Réservé ont été délimités qui auront également un rôle positif en la matière.

Ces points viennent faire écho à de nombreuses différentes prescriptions déjà édictées dans le SRADDET.

4] Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

La commune n'est concernée par aucun Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

5] Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI)

Dispositions du PGRI	Prise en compte par le PLU
Réduire la vulnérabilité des territoires ;	Les secteurs vulnérables de la commune ont fait l'objet d'un classement en zone inconstructible (N ou Ap). Un Emplacement Réservé a été défini pour constituer un espace de tamponnement limitant la progression dans les zones bâties des écoulements torrentiels prenant naissance sur les terres agricoles au-dessus du village.
Agir sur l'aléa pour réduire le coût des dommages ;	
Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés ;	Ne relève pas du PLU
Mobiliser tous les acteurs pour consolider les gouvernances et la culture du risque.	

7^{ème} Partie :
**Incidences notables
probables de la mise en
œuvre du document sur
l'environnement**
-
**Mesures d'Évitement,
Réduction,
Compensation, définies
en conséquence**

1] Incidences socio-économique

1.1. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ACTIVITÉS CRÉÉES

Le parc de loisir « Center Parcs » est le principal acteur économique de la commune. Toutefois, la partie de celui-ci concernant le territoire de Neuville-sur-Ailette ne comprend que des zones de résidences touristiques et d'équipements. La plupart des activités de services est localisée sur le territoire de la commune voisine (Chamouille).

Par un règlement adapté, le PLU permet l'évolution de cette activité en lui conservant sa vocation de loisir tout en évitant un développement excessif de l'urbanisation.

1.2. IMPACTS SUR L'AGRICULTURE

L'Incidence sur l'agriculture d'un document d'urbanisme en l'occurrence le PLU doit être examiné en termes de consommation de l'espace agricole et de prise en compte des activités agricoles existantes.

1.2.1. Prise en compte des activités agricoles existantes.

Le classement des fermes du territoire communal, même celles situées dans le village, en zone A permet de les protéger de la concurrence foncière d'autres usages, participant ainsi à la pérennité de leur activité.

Le classement de vastes secteurs en zone agricole inconstructible (secteur At), pour des raisons paysagères, environnementales et de maîtrise des risques, constitue une contrainte pour les exploitants qui ne peuvent y implanter aucun bâtiment. Toutefois, les besoins des exploitants actuels peuvent être satisfaits autour des corps de ferme existants, sur le territoire communal ou sur les territoires voisins. Les terrains proches de la Ferme Saint-Antoine sont également constructibles à vocation agricole sur une importante surface.

Un secteur At a été délimité de manière à englober les bâtiments du lieu-dit « Ferme Saint-Antoine » qui n'ont pas de vocation agricole. Ce secteur permet la poursuite de l'activité de Chambres d'Hôtes dans des bâtiments voisins, distincts de l'exploitation. Cette délimitation a été stricte de manière que ne se développe pas à cet endroit une urbanisation préjudiciable à l'activité agricole.

1.2.2. Consommation d'Espaces Agricoles

a) Évitement

La quasi-totalité des terres agricoles du territoire a été classée en zone agricole, évitant ainsi le prélèvement de celles-ci à des fins d'urbanisation

b) Réduction

Les extensions de l'urbanisation autour du village ont été limitées en surface de manière à ne correspondre qu'à ce qui est strictement nécessaire pour atteindre les objectifs de population fixés dans le PADD. La ponction sur les terres agricoles communales n'est ainsi que de 0,35 ha soit 0,1 % de ces dernières.

2] Incidences sur le paysage

L'incidence d'un document d'urbanisme sur le paysage naturel et urbain d'un territoire doit être examinée en termes de consommation de l'espace, de prise en compte, des espaces naturels et d'intégration des constructions nouvelles dans le paysage naturel.

2.1. PAYSAGE NATUREL

a) Évitement

L'évitement de l'atteinte aux paysages naturels a été recherché par l'adoption d'un zonage cohérent avec l'occupation du sol actuelle. Ainsi, le maintien de caractère ouvert des terres agricoles a été recherché à travers la définition du secteur Ap (inconstructible) de la zone agricole.

De la même manière, les éléments de naturalité du territoire ont été protégés par un classement en zone N où les nouvelles constructions sont interdites, de même que dans le secteur UL-n du parc de loisirs « Center Parcs ».

b) Réduction

Les extensions de l'urbanisation autour du village ont été limitées en surface de manière à ne correspondre qu'à ce qui est strictement nécessaire pour atteindre les objectifs de population fixés dans le PADD.

Un cône de vue a été défini de manière à ce que l'urbanisation ne vienne pas perturber la vue sur le chemin des dames et le patrimoine culturel de la commune.

Seule une partie des secteurs boisés du territoire a été classée en EBC, ce qui « sanctuarise » les boisements ayant à la fois un rôle paysager et un rôle de protection des sols. Il a été considéré que les autres secteurs boisés sont suffisamment protégés par les dispositions du Code Forestier pour ne pas nécessiter de protection supplémentaire.

c) Compensation

Les mesures d'évitement et de réduction permettant de réduire les incidences sur les paysages à un niveau minime, aucune mesure de compensation particulière n'a été mise en place dans le cadre de ce PLU.

2.2. PAYSAGE URBAIN

a) Évitement et Réduction

La protection du paysage urbain a avant tout été recherchée à travers le règlement du PLU qui fixe des prescriptions sur les aspects des constructions.

De plus, en dehors des parties déjà bâties (église, ferme), les parties du village correspondant à l'ancien château ont été classées en secteur N-L pour permettre la valorisation de ce patrimoine sans l'altérer.

b) Compensation

Les mesures d'évitement et de réduction permettant de maintenir les incidences sur le paysage urbain à un niveau minime, aucune mesure de compensation particulière n'a été mise en place dans le cadre de ce PLU.

3] Incidences et mesures sur le milieu physique

3.1. RESSOURCES MINÉRALES

a) Évitement

Les carrières sont interdites sur la quasi-totalité du territoire pour des raisons paysagères.

b) Réduction

Dans les secteurs où elles sont autorisées, leurs impacts sont limités par :

- ↳ L'obligation inscrite dans le règlement de réaménager le site après exploitation de manière à permettre la reprise de l'activité agricole ;
- ↳ L'étude d'impact à laquelle est soumise toute carrière indépendamment de la législation de l'urbanisme (régime des ICPE).

3.2. EAUX SOUTERRAINES ET DE SURFACE - ASPECTS QUANTITATIFS

a) Évitement

Les modifications du régime d'écoulement des eaux est évité par le classement de 90 % du territoire en zone inconstructible et dans lesquelles aucune imperméabilisation des sols n'est permise. En particulier, l'imperméabilisation est évitée dans les parties du territoire connues pour des écoulements érosifs survenant lors d'épisodes pluvieux intenses (amont de la salle communale).

b) Réduction

Dans les secteurs urbanisables, les eaux doivent être infiltrées sur place, évitant ainsi d'augmenter les écoulements de surface et les redirigeant vers les nappes d'eaux souterraines qu'elles alimentent.

Dans le secteur UL-e (parking du parc de loisir), la surface imperméabilisée est déjà très importante. Le règlement (article UL4) impose la réalisation de dispositifs décanteurs/déshuileurs permettant de limiter le transfert des polluants vers le milieu naturel, de surface comme souterrain.

3.3. EAUX SOUTERRAINES ET DE SURFACE - ASPECTS QUALITATIFS

a) Évitement

Le règlement rappelle, dans les articles 15 du règlement (à l'exception de la zone N dans laquelle aucune installation susceptible de produire des eaux usées n'est autorisée) l'obligation de réaliser un branchement sur le réseau d'assainissement collectif ou un dispositif autonome quand le réseau n'est pas présent.

La station d'épuration à laquelle aboutit le réseau de collecte de la commune présente une capacité de traitement de 6 000 équivalent-habitants pour une charge entrante en 2020 de 2 136 équivalent-habitants. Elle est donc largement adaptée à l'augmentation de population de la commune. Les contrôles effectués depuis plusieurs années sur cette station indiquent un respect de la réglementation en vigueur sur la qualité des rejets dans le milieu naturel.

b) Réduction

Dans le secteur UL-e (parking du parc de loisir), la surface imperméabilisée est déjà très importante. Le règlement (article UL4) impose la réalisation de dispositifs décanteurs/déshuileurs permettant de limiter le transfert des polluants vers le milieu naturel, de surface comme souterrain.

3.4. ZONES À DOMINANTE HUMIDE (ASPECTS HYDRAULIQUES)

Évitement

L'ensemble des zones humides identifiées est classé en zone inconstructible, évitant ainsi leur altération. Les obligations fixées par les articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement (Rubrique 3.3.1.0 de la loi sur l'eau) sont rappelées dans le règlement des zones concernées.

3.5. CLIMAT GLOBAL

La construction de nouveaux bâtiments et l'implantation de nouveaux bâtiments d'activité permise par le présent PLU génèrent des gaz dits « à effet de serre » (GES) qui sont à l'origine des actuels changements climatiques mondiaux. À titre d'illustration, selon les auteurs, les émissions de GES liées à la construction de bâtiments sont estimées entre 120 et 230 kg équCO₂/m² de surface de plancher réalisés²⁶. Comparativement, le fonctionnement d'un

²⁶ Évidemment, des variations existent selon que le bâtiment concerné a vocation d'habitation ou d'activité par exemple, ou selon le choix de construction fait (ex : maison à ossature bois/maison en béton), et ces valeurs sont amenées à décroître étant donnée la volonté de moindre impact.

élevage moyen d'une cinquantaine de vaches laitières émet 340 t équCO₂/an, soit l'équivalent de 15-30 logements T4.

Selon cette estimation et en considérant une taille moyenne de 82,3 m² par résidence principale²⁷, la création visée par le présent PLU de 13 nouveaux logements induirait l'émission d'environ 128 à 139 tonnes équCO₂.

À cela s'ajoute la **perte de puits carbone induite par l'artificialisation des sols**. En effet, d'après le Commissariat Général au Développement Durable²⁸, « *les écosystèmes terrestres français constituent actuellement un puits net de carbone [estimé] en métropole à près de 20 % des émissions françaises de 2015* ». Si les forêts métropolitaines constituent le puits principal avec 87 millions de tonnes de CO₂éq séquestré par an, les prairies sont tout de même à l'origine de la séquestration de 3 millions de tonnes de CO₂éq dans le même temps. En revanche, les terres cultivées seraient émettrices d'un million de tonnes de CO₂éq par an.

En ne prenant en compte que l'urbanisation (totale, sans aucun espace vert) des extensions et considérant les valeurs établies par la littérature²⁹, l'artificialisation des sols induites par le présent PLU serait à l'origine d'une perte du puits carbone de l'ordre de 0,22 tonnes équCO₂/an.

Type	Surfaces consommées	Perte du puits carbone
Prairies	996 m ²	0,11 tCO ₂ éq/ha/an
Terres cultivées	2 540 m ²	-0,02 tCO ₂ éq/ha/an
Jardins	1 743 m ²	0,12 tCO ₂ éq/ha/an
	Total général :	0,22 tCO₂éq/ha/an

²⁷ Chiffre global constaté pour les résidences principales en France hors Mayotte (Source : Insee, RP 2016 exploitation principale). Il ne s'agit que d'une moyenne, prenant notamment en compte le cas des grandes métropoles, où nombre de résidences principales sont logiquement moins spacieuses que celles des territoires ruraux.

²⁸ Source : « *La séquestration de carbone par les écosystèmes en France* » (Commissariat Général au Développement Durable, EFESE ; La Documentation française (ed.), Collection Théma Analyse, e-publication ; mars 2019).

²⁹ À savoir 0,72 à 1,44 tCO₂éq/ha/an pour les **prairies** (source : « *Quelles évaluations économiques pour les services écosystémiques rendus par les prairies en France métropolitaine ?* » - Études et documents n°92, juillet 2013 ; Commissariat Général au Développement Durable), -0,06 tCO₂éq/ha/an pour les **terres cultivées** et 5,06 tCO₂éq/ha/an pour les **forêts** (source : voir note n°28 p245).

Concernant les capacités de stockage afférentes aux **jardins**, a été appliquée la valeur établie pour le gazon par l'étude PLANTE ET CITÉ de 2010 (« *Empreinte carbone de la gestion des gazons durant leurs phases d'entretien : premiers résultats et leviers d'action possibles* »), dans le cas de figure d'une fertilisation azotée nulle ou faible (inférieure à 30 kg de N/ha/an) et d'une tonte sans mulching : 0,716 tCO₂éq/ha/an.

3.6. CLIMAT LOCAL

Comparativement aux milieux naturels ou agricoles, les agglomérations humaines forment des **Îlots de Chaleur Urbains (ICU)**, à savoir des secteurs où la température est plus élevée. Cela s'explique par la nature émettrice de chaleur de ces agglomérations (isolation relative des bâtiments, moteurs thermiques...), mais également par l'imperméabilisation partielle du sol qui limite l'évapotranspiration et donc le rafraîchissement naturel de l'air, ainsi que par un *albedo*³⁰ inférieur.

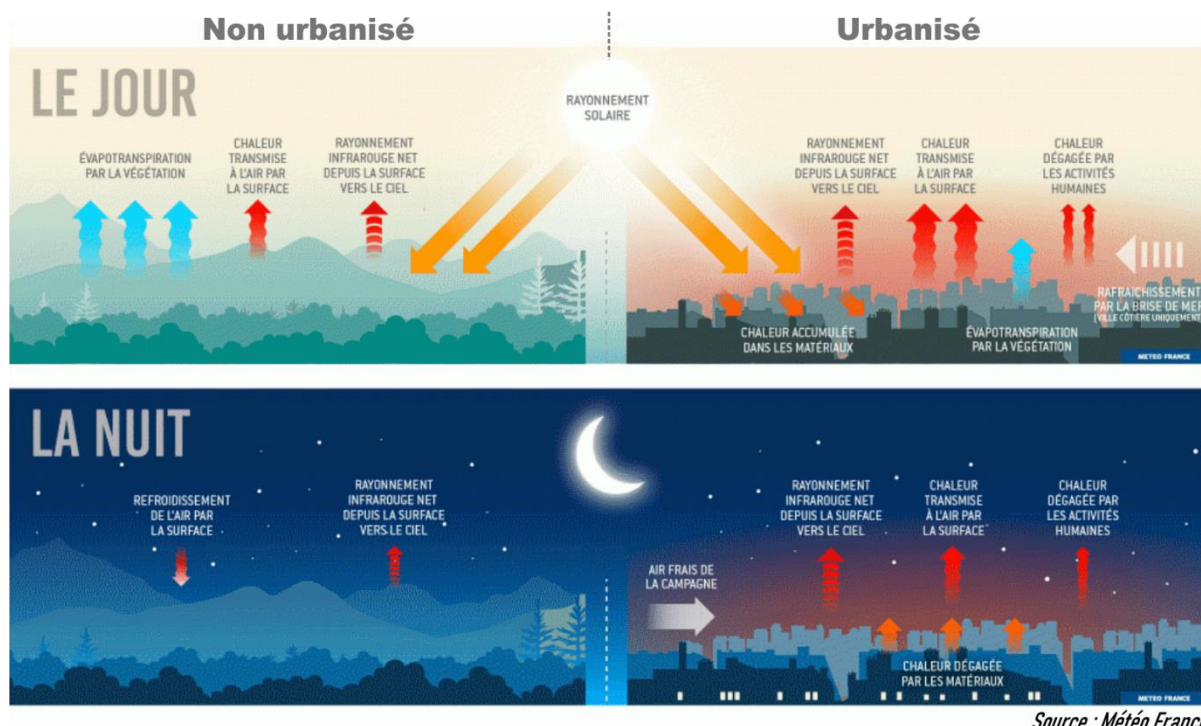


Figure 80 – Phénomène d'Îlots de Chaleur Urbains

Le village de Neuville-sur-Ailette et l'emprise du parc de loisirs « Center Parcs » constituent d'ores et déjà autant d'îlot de chaleur urbain.

a) Évitement

Le présent PLU ne prévoit qu'une extension très limitée de l'urbanisation, mais aussi la densification du tissu urbain. Modérée, cette densification de l'habitat ne devrait être à l'origine d'aucun effet notable sur la température locale, en particulier compte tenu de la faible taille du village et de l'importante présence d'éléments boisés et du lac de l'Ailette à proximité immédiate³¹.

³⁰ L'albedo fait état de la réflectivité d'une surface : il s'agit du rapport entre l'énergie lumineuse réfléchie et l'énergie lumineuse incidente : plus la valeur est faible plus l'énergie est absorbée.

³¹ Selon certaines études, les effets bénéfiques des espaces verts (et donc, a fortiori, des forêts et prairies) peuvent se faire sentir dans un rayon allant jusqu'à 2 km.

Par ailleurs, en veillant à la préservation des boisés alentours (classement en zone N), le PLU contribue également à limiter l'élévation locale des températures. En effet, le dégagement d'eau dans l'atmosphère induit par l'évapotranspiration des végétaux permet, par échange de chaleur entre l'eau et l'air, de rafraîchir l'air.

b) Réduction

Les principaux facteurs à l'origine des îlots de chaleur urbains, à savoir l'imperméabilisation des sols associée à leur assombrissement (surfaces goudronnées), seront réduits du fait de la faible surface des zones d'extension de l'urbanisation et du règlement :

- ↳ Maintien de 30 % de la surface de l'unité foncière ne seront pas urbanisés (UA3 et UL3) ;
- ↳ Valeur augmentée à 80 % dans les secteurs de « trame jardin » ;
- ↳ Garantie de maintien d'espaces verts à travers des Emplacement Réservés.

3.7. QUALITÉ DE L'AIR

a) Évitement

Aucune zone d'activité n'est établie par le PLU et la possibilité d'implantation d'ICPE est fortement encadrée.

La prise en compte des voies de circulation douce est un facteur favorable à la limitation de la circulation des véhicules à moteur thermique.

b) Réduction

La modestie de la croissance de la population communale permise réduira l'augmentation du trafic routier en provenance et à destination du village.

4] Incidences et mesures concernant la biodiversité et les continuités écologiques

4.1. INCIDENCE SUR LES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES

Le principe de « service écosystémique » est un concept anthropocentré consistant à considérer l'écosystème en fonction des profits, matériels ou immatériels, que l'Homme en tire.

Identification & Surface	Principaux services écosystémiques	Impact du PLU	Mesures
Jardins et vergers 1 750 m²	SERVICES D'APPROVISIONNEMENT <u>Support de cultures alimentaires</u> : Jardins et vergers contribuent directement à l'alimentation humaine. SERVICES DE RÉGULATION <u>Crues et prévention des inondations</u> : Ces terres non imperméabilisées participent à l'absorption, mais également, selon le stade d'avancement de la végétation, à la retenue des eaux de ruissellement pouvant s'écouler des côteaux.	<p>Disparition, à cette échelle et selon cette répartition tout du moins, de ces éléments.</p> <p>La disparition ou non des services écosystémiques afférent dépendra des pratiques des futurs habitants.</p>	<p>Limitation des surfaces imperméabilisées à travers les articles 3 des zones urbaines.</p> <p>Création d'une « trame jardin » maintenant en pleine terre une surface importants (80 % de l'unité foncière).</p>

4.2. INCIDENCE SUR LES ESPÈCES PROTÉGÉES OU PATRIMONIALES

a) Flore

Les milieux concernés par l'urbanisation, au niveau du village comme dans le parc de loisirs, ne constituent des milieux susceptibles d'accueillir l'une ou l'autre des espèces patrimoniales du territoire.

Les effets indirects de l'urbanisation sont en particulier limités par la limitation des surfaces imperméabilisées et l'obligation d'infiltrer sur place les eaux qui en sont issues : aucun écoulement nouveau vers les milieux situés en aval n'est permis par le PLU. De même, les eaux usées sont collectées et traitées de manière à ne pas polluer ces milieux.

Les habitats les plus sensibles (savarts et lisières au lieu-dit « Les Quoquereaux », zones humides et berges du Lac de l'Ailette...) ont fait l'objet d'un classement spécifique assurant à la fois leur protection et la possibilité d'une gestion des milieux naturels. Ainsi, aucun Espace Boisé Classés n'a été défini dans les secteurs de savarts afin de permettre les travaux de réouverture des milieux.

b) Faune

À l'exception du Chardonneret élégant, qui fréquente entre autres les milieux urbanisés en zone rurale, toutes les espèces animales patrimoniales sont inféodées aux milieux aquatiques et à ses berges. Ces milieux sont protégés par un classement spécifique adapté.

4.3. INCIDENCE SUR LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

Les possibilités d'urbanisation ont été définies en dehors des réservoirs de biodiversité et des trames naturelles qui les relient de manière à ne pas interrompre les continuités écologiques, que ce soit au sein du territoire communal ou entre celui-ci et les communes voisines.

4.3.1. Lac de l'Ailette et ses berges

La continuité des milieux de berges du plan d'eau de l'Ailette a été garantie par l'adoption d'un zonage spécifique. En revanche, du fait de son caractère urbanisé préexistant au niveau du parc de loisirs cette trame n'a pu être restaurée.

4.3.2. Boisements du coteau

Leur pérennité a été assurée à la fois par un classement en zone inconstructible et la définition d'Espaces Boisés Classés. Cette protection vient s'ajouter à celle déjà offerte par le Code Forestier et notamment son article L341-3 qui pose le principe de conditionnement de défrichement à une autorisation administrative pour laquelle une évaluation des effets sur l'environnement est spécifiquement demandée.

4.3.2. Lisières et pelouses calcicoles

La continuité écologique des lisières et pelouses naturelles du haut de versant est avant tout protégée par leur inconstructibilité (zone N côté forêt, Secteur Ap côté agricole). La lutte contre l'embroussaillage et l'extension de la forêt aux dépens de ces milieux ouverts est recherchée par l'absence de classement en EBC sur une profondeur de 10 m de part et d'autre de la lisière et dans les secteurs de Lande identifiés. Outre une inconstructibilité stricte, le règlement applicable dans ces parties du territoire permet la préservation de ces milieux à travers l'autorisation des éventuels travaux de gestion écologique.

4.4. INCIDENCE SUR LES ZONES À DOMINANTE HUMIDE (ASPECT ÉCOLOGIQUE)

Cf. Chapitre 3.4 ci-dessus.

4.5. INCIDENCE SUR LES ZNIEFF ET LES ENS

ZNIEFF de type 1 n° 220013420 : « Côte de l'Ailette de Neuville-sur-Ailette à Bouconville-Vauclair » / ENS GI 055

L'intérêt de cette ZNIEFF repose essentiellement sur les milieux ouverts thermophiles en voie de recolonisation. Afin de prévenir celle-ci, le classement en EBC a été utilisé avec parcimonie.

L'ensemble des parties de la commune concernées par cette ZNIEFF est classé dans un secteur de la zone N spécialement adapté aux enjeux relatifs aux milieux naturels (ou dans un secteur Ap inconstructible pour les terres ayant à ce jour un usage agricole).

À l'exception de la partie limitrophe du parc de loisirs « Center Parcs », déjà bâtie, aucune zone constructible n'est définie à moins de 100 m des limites de cette ZNIEFF.

ZNIEFF n°220005043 : « Plan d'eau et haute vallée de l'Ailette »

Une partie de cette ZNIEFF inclus déjà une zone bâtie (Parc de loisirs « Center Parcs »). Dans ce dernier, certains secteurs ayant un caractère « naturel » ont fait l'objet d'un classement très protecteur (inconstructible) UL-n. En dehors de celui-ci, les terrains concernés ont été classés en zone N , N-e ou Ap dans lesquels la constructibilité est extrêmement faible. Le secteur N-e, en particulier, ne peut accueillir que de modestes aménagements d'éducation à l'environnement, permettant par exemple de restaurer ou améliorer les observatoires ornithologiques ou les passerelles existantes. L'obligation de protection des zones humides qui font une partie de l'intérêt environnemental de cette zone est inscrite dans le règlement.

Les zones urbanisables les plus proches ont toutes été définies à plus de 100 m des limites de la ZNIEFF.

Autres ZNIEFF/ENS

Du fait de leur éloignement, les incidences sur ces espaces ne pourraient être qu'indirects.

Les dispositions du PLU ne comprennent pas de zone industrielle. Aussi les principaux effets ne pourraient venir que des zones bâties à vocation principale d'habitat (et d'hébergement dans le cas du parc de loisirs). L'augmentation de la population permise par le PLU et les nuisances qui peuvent en découler sont donc faibles. Dès lors, les vecteurs de perturbation vers ces ZNIEFF sont faibles et les impacts minimes.

4.6. INCIDENCES SUR LES RÉSERVES NATURELLES ET LES ARRÊTÉS DE PROTECTION DE BIOTOPE

Aucune Réserves Naturelles ou arrêté de Protection de Biotope ne concerne le territoire e la commune de Neuville-sur-Ailette. Toutefois, une Réserve Naturelle Régionale le jouxte sur le ban communal de Chermizy-Ailles.

Les milieux concernés par celle-ci sont homologues de ceux rencontrés dans les réservoirs de biodiversité de la trame verte et bleue de Neuville-sur-Ailette. L'absence d'effets négatifs est assuré par la préservation dans le PLU des continuités écologiques et plus particulièrement de la trame verte « Lisières et pelouses calcicoles » (voir ci-dessus).

5] Incidences sur les enjeux spécifiques Natura 2000

5.1. ZSC n°FR2200395 « COLLINES DU LAONNOIS ORIENTAL »

Les enjeux les plus importants concernent la ZSC n°FR2200395 « Collines du Laonnois oriental » dont 19,7 ha (1,4 %) sont situés sur le territoire de Neuville-sur-Ailette.

Habitats d'intérêt communautaire présents dans la partie de la zone Natura 2000 située sur le territoire de Neuville-sur-Ailette				
Type de milieu	Intitulé Natura 2000	Faisant partie d'un massif boisé de plus de 4 ha³²	Classement dans le zonage	Classement en EBC³³
Forestier	Hêtraie de l'Asperulo-fagetum	Oui	N-e	Oui
Pelouses et fourrés sur calcaires	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (<i>Festuco-Brometalia</i>) [* sites d'orchidées remarquables]	Oui (pour partie)	N-e	Non
Milieux humides à aquatiques	Pelouses maigres de fauche de basse altitude	Non	N-e	Non

Les milieux forestiers sont protégés par un classement dans un secteur de la zone N spécifiquement dédié à la protection des milieux naturels (secteur N-e). La protection offerte par le Code Forestier y est renforcée par un classement au titre des EBC.

Les milieux ouverts ou dont les potentialités écologiques leur sont favorables ont été exclus des EBC, même quand la fermeture du milieu a abouti à un état actuel boisé afin de permettre les travaux de génie écologique nécessaires pour retrouver l'optimum fixé par le DOCOB³⁴. Ces travaux sont explicitement autorisés dans le règlement du secteur N-e, lequel interdit par ailleurs les artificialisations autres que celles, minimales, liées à l'éducation à l'environnement.

La localisation de l'extension de l'urbanisation évite les habitats déterminants présents sur le territoire communal (Hêtraies, forêts de pentes...).

³² Les bois appartenant à massif boisé de plus de 4 ha ne peuvent faire l'objet de dispense d'autorisation administrative pour leur défrichement. Tout défrichement, dès le premier mètre carré, doit donc faire l'objet d'une autorisation pour laquelle l'administration peut demander une évaluation des enjeux environnementaux.

³³ Les demandes d'autorisation de défrichement ne peuvent en aucun cas être accordées dans les EBC.

³⁴ Document d'Objectifs :

Aucune des espèces concernées par la directive Habitat n'a été observée sur le site ni dans les grottes identifiées. Toutefois, plusieurs espèces de chiroptères sont susceptibles de se servir de ces dernières comme gîte. Elles peuvent alors fréquenter les terrains urbanisables comme terrain de chasse

5.1.1. *Rhinolophus ferrumequinum* – Grand rhinolophe

Il est possible que cette espèce fréquente les jardins et les prairies de part et d'autre du chemin d'ailles à Neuville où elle peut facilement trouver les espèces d'insectes qui lui servent de proies. Toutefois, le Grand Rhinolophe recherche d'avantage les milieux comprenant des prairies pâturées plus éloignées des sources de dérangement tels qu'on en trouve au Sud, à proximité du Lac de l'Ailette.

Outre la destruction physique de 0,2 ha d'habitat qui lui sont potentiellement favorables, l'extension de l'éclairage public lié à l'urbanisation lui est également néfaste. Toutefois, surface prélevée est faible au regard des surfaces dont dispose l'espèce alentours.

5.1.2. *Rhinolophus hipposideros* – Petit rhinolophe

Le territoire de Neuville-sur-Ailette est dans l'ensemble très favorable au Petit Rhinolophe. En effet, elle recherche des milieux mixtes à proximité de massifs boisés. Beaucoup moins sensible à l'éclairage public que le Grand Rhinolophe, il est possible qu'elle fréquente le secteur d'extension de l'urbanisation. Affectionnant les berges des plans d'eau, elle préfère sans doute toutefois les secteurs situés plus au Sud à proximité du Lac de l'Ailette.

Le principal impact du PLU est l'amputation 0,2 ha des habitats de la commune où elle est susceptible de venir chasser.

5.1.3. *Myotis bechsteinii* – murin de Bechtein

Cette chauve-souris est presque exclusivement forestière. Le territoire communal lui offre des milieux adaptés, mais à distance du village, à proximité duquel les milieux sont trop ouverts.

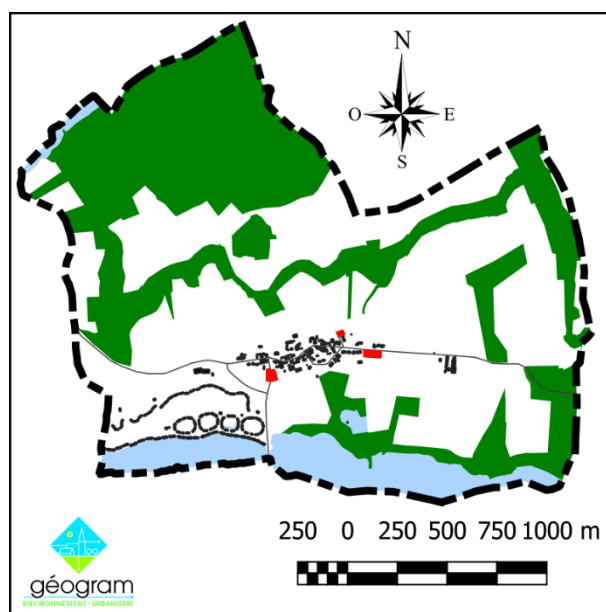


Figure 81 – Localisation des bois et des secteurs d'extension

■ Bois ■ Extensions

5.1.4. *Myotis emarginatus* – Murin à oreilles échancrées

Comme le Petit Rhinolophe, le Murin à oreilles échancrées ne dédaigne pas les parcs, jardins et autres milieux ouverts du moment qu'il trouve des bois, furent-ils de petite dimension, à proximité. En revanche, ses territoires de chasse sont beaucoup plus vastes (une quinzaine de kilomètres autour de leur gîte de repos).

Les 0,2 ha de milieux où il est susceptible de venir chasser ne constituent donc qu'une part très modeste de la superficie qu'il exploite.

5.1.5. *Myotis myotis* – Grand murin

Le grand Murin est une espèce presque exclusivement forestière (97 à 98% de leur temps de chasse selon les études). Les extensions ne concerneront ni les bois ni leurs abords et ceux-ci n'aura pas d'impact négatif sur cette espèce.

5.1.6. Toutes espèces de chiroptères

Bien qu'aucune prospection n'ait inventorié la présence ou l'absence de chauves-souris dans les cavités du rebord du plateau, celles-ci comme tout le versant ont été protégées de l'urbanisation par un classement en zone non constructible.

5.2. ZSC N°FR2200396 « TOURBIÈRE ET COTEAUX DE CESSIÈRES MONTBAVIN »

Les impacts du PLU sur ce site seront négligeables. En effet :

- ✚ Les milieux qui font l'intérêt de ce site n'ont pas d'équivalent sur le territoire de Neuville-sur-Ailette ;
- ✚ Ce site ne fait pas partie du même bassin versant que celui du territoire communal de Neuville-sur-Ailette. Les cours d'eau ne peuvent donc pas constituer de vecteur d'influence du PLU vers ce site ;
- ✚ Ce site se trouve au vent de Neuville-sur-Ailette. Les risques de transfert par voie aérienne de pollutions éventuellement émises (minimes, essentiellement par augmentation de la circulation ; Cf. chapitre relatif à l'impact sur la qualité de l'air) est donc très faible ;
- ✚ Aucune espèce de l'annexe 2 de la directive « Habitats » n'a d'aire d'évaluation spécifique supérieure à 10 km (13 km séparent ce site du territoire de Neuville-sur-Ailette).

6] Autres incidences

6.1. INCIDENCES SUR LE TRAFIC ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE

L'augmentation de population permise par le PLU tendra à engendrer une augmentation de la circulation routière et du nombre global d'usagers de la voirie (piétons, cyclistes, etc.). Il en résultera une augmentation potentielle des risques d'accidents de la circulation.

a) Évitement

Le caractère modeste des ambitions de croissance de la commune permet d'éviter une trop grande augmentation du trafic routier. La politique volontariste d'aménagement et de sécurisation des pistes cyclables est également un facteur d'évitement mais trouve ses limites dans des phénomènes sociologiques (distance jugée acceptable pour un déplacement en 2 roues, difficultés de mobilité augmentant avec l'âge, etc.) qui dépassent largement le cadre du PLU.

b) Réduction

Le PLU impose la réalisation de places de stationnement (2 places de stationnement par logement) permettant de limiter le stationnement sur chaussée. On notera toutefois que si le PLU peut imposer la réalisation de ces places, il ne peut en garantir l'utilisation effective.

L'obligation fixée par l'article U 14 d'assurer la desserte en un côté ou la gêne est minimale contribue également à la sécurité routière en réduisant les risques malgré une circulation (modestement) accrue.

6.2. INCIDENCES SUR LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

La réalisation de constructions nouvelles demande presque systématiquement des travaux de terrassement, lesquels sont susceptibles de mettre au jour des vestiges archéologiques.

Tous les abords du village sont en zone de niveau 2 sur la carte de sensibilité archéologique fournie par les services de l'État. Ce paramètre ne permettait donc pas d'effectuer un choix permettant plus qu'un autre un évitement des potentialités de rencontrer des vestiges.

Afin de réduire les risques d'atteinte, le règlement du PLU rappelle les obligations s'appliquant aux porteurs de projet en matière d'archéologie. Les affouillements qui, en bouleversant le sous-sol, sont susceptibles de concerner des vestiges archéologiques, sont limitées dans le règlement à ce qui est strictement nécessaire aux constructions autorisées. Les surfaces impactées sont ainsi réduites.

6.3. INCIDENCES SUR LA SANTÉ

N'agissant que sur le droit de l'urbanisme, le PLU n'aura aucune incidence directe sur la santé humaine. En revanche certaines dispositions peuvent avoir des effets indirects dans ce domaine :

- ✎ L'augmentation de population peut entraîner une augmentation des particules nocives émises par les différents moyens de chauffage et de transport. Cependant, du fait du nombre modeste de nouveaux habitants que permettra le PLU, cette hausse sera modérée (de l'ordre +24 habitants l'horizon 2031). De plus, la situation rurale de Neuville-sur-Ailette, avec une faible densité de 27 habitants/ km², facilite la dilution des polluants. En outre, on peut raisonnablement s'attendre à ce que les évolutions technologiques permettront de réduire les différentes émissions : celles-ci ont donc peu de chance de connaître une augmentation directement proportionnelle à l'augmentation de population.
- ✎ Le PLU ne prévoit aucune zone spécifique pour l'accueil d'activités. Celles autorisées au sein de la zone U, à vocation principales d'habitat, doivent être peu nuisantes et compatibles avec le voisinage des population (obligation fixée dans le règlement). Le présent PLU n'est donc pas de nature à exposer particulièrement les habitants de Neuville-sur-Ailette ou d'autres communes à des risques sanitaires.

6.4. INCIDENCES SUR LA PRODUCTION DE DÉCHETS

En l'absence de disposition permettant ou favorisant l'implantation d'activités susceptibles de produire des déchets autres que ménagers, l'augmentation de la production de déchet sera proportionnelle à l'augmentation de la population et donc très modeste, en particulier au regard du volume traité par le SIRTOM du Laonnois.

En tout état de cause, les nouveaux logements disposeront tous d'un accès au circuit de ramassage des ordures ménagères et aux différents points d'apport des autres déchets, ce qui limitera le risque d'apparition de dépôts sauvages.

6.5. INCIDENCES SUR L'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS

a) Évitement

Face à l'ampleur du risque d'inondation et de coulées de boue (premier axe du PADD), les zones d'extension de l'urbanisation ont été définies en dehors des secteurs identifiés. Cette mesure permet d'éviter d'exposer de nouveaux biens et personnes à ce risque.

Ces secteurs ont été reportés sur le plan de zonage et classés en zone inconstructible : N ou Ap.

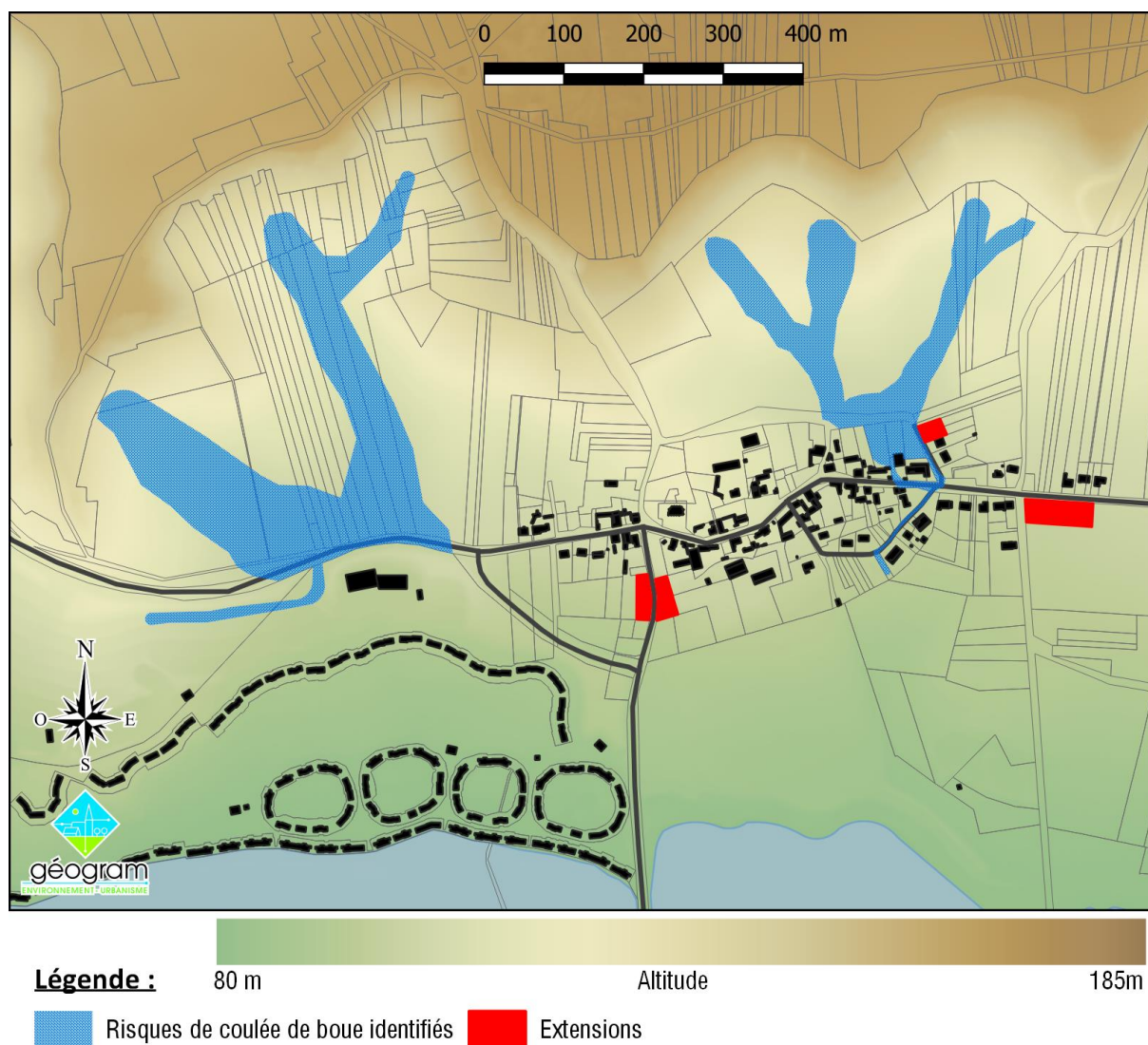


Figure 82 – Prise en compte des risques d'inondation et de coulées de boue

b) Réduction

Aucun aménagement ne pourrait totalement éviter la survenue de coulées de boue (sauf travaux d'ingénierie hydraulique à l'échelle de tout leur bassin versant) et ne conduiraient qu'à déplacer le problème). Pour limiter d'éventuels futurs dégâts, il a été défini un Emplacement Réservé derrière la salle communale permettant de créer une zone de tamponnement, stockant une partie des boues et des eaux dans leur trajet vers l'aval.

À défaut d'empêcher complètement les dégâts en aval en cas de survenue d'un épisode pluvieux particulièrement intense, le classement en zone inconstructible des terrains concernés évitera de nouvelles imperméabilisations qui ne feraient qu'accentuer le phénomène.

Les boisements de hauts de versant assurent déjà une certaine protection des sols à l'extrémité amont des coulées. Bien que n'ayant pas empêché les phénomènes de coulées de boue de survenir, ces bois ont contribué à en limiter l'importance et leur destruction constituerait un facteur d'aggravation. Leur classement au titre des Espaces Boisés Classés garantit leur pérennité et constitue un facteur de réduction.

7] Mesures ERC et préconisations

Par cette action, l'objectif de l'évaluation environnementale est de prévenir l'implantation de projet dans des secteurs où les enjeux environnementaux sont forts. Les mesures d'évitement et de réduction sont guidées par une recherche systématique de l'impact résiduel le plus faible possible, voire nul – ces mesures étant recherchées le plus en amont possible lors de la réalisation du PLU. En dépit de ces précautions, si des incidences notables persistent, des mesures de compensation sont alors prises.

7.1. MESURES D'ÉVITEMENT

L'évaluation environnementale en tant que procédure a permis d'intégrer les éléments environnementaux à la réflexion d'élaboration du présent PLU. Ainsi, la plupart des dommages potentiels à l'environnement, tout comme l'exposition aux risques de la population, ont été évités en amont.

Les principaux secteurs d'enjeux (Natura 2 000, proximité abords de la Réserve Naturelle, coteau dominant le village, abords du Lac de l'Ailette, zones humides...) et plus généralement les éléments principaux de la Trame Verte et Bleue et les ZNIEFF et présentant des enjeux hydrauliques supposés ou avérés) ont été exclus de tout projet d'urbanisation nouvelle.

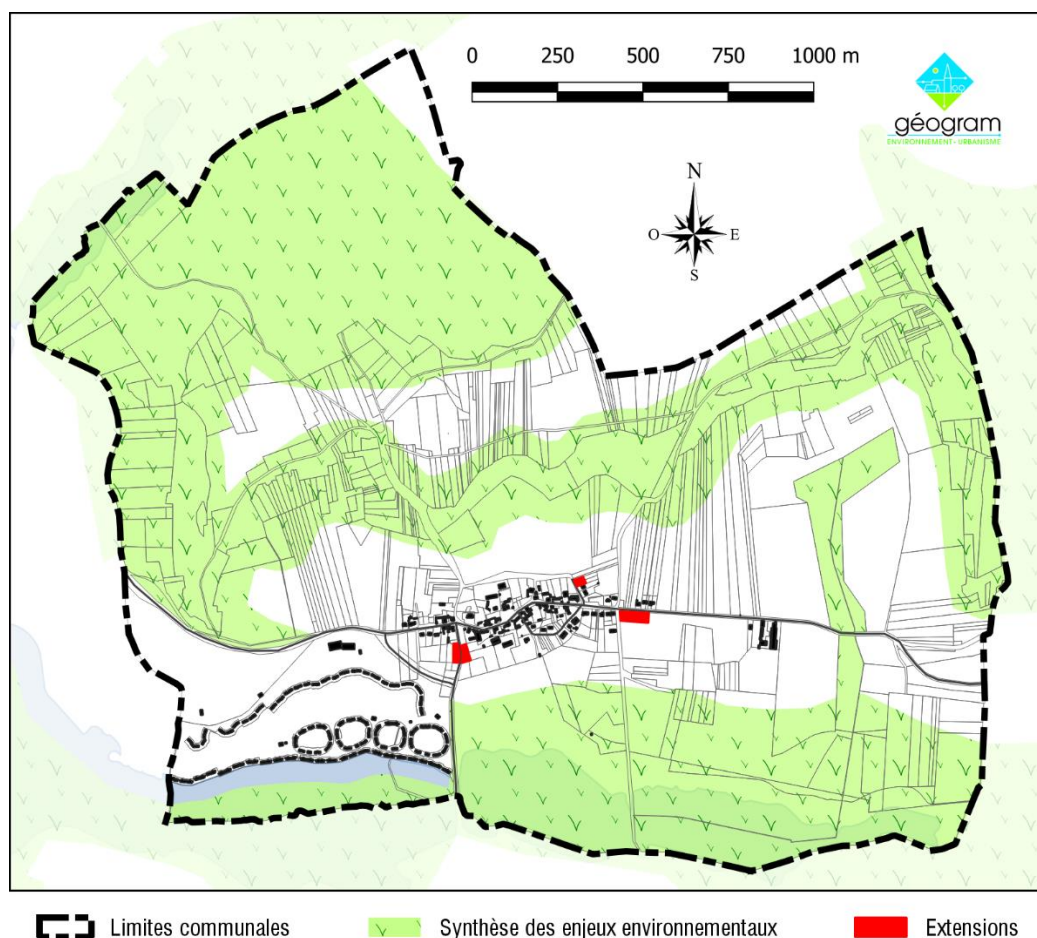


Figure 83 – Prise en compte des principaux enjeux environnementaux

- ↳ Du point de vue de l'habitat, plutôt que l'étalement, l'option retenue est la densification de l'existant, avec des extensions limitées qui ne réduisent pas la distance entre les zones bâties et les secteurs d'enjeu environnemental.
- ↳ L'absence d'extension du parc de loisirs, limitant l'emprise à ce qui y est déjà urbanisé.
- ↳ Hors terrains déjà urbanisés, l'intégralité de ces secteurs à enjeux figure, globalement, en zone N ou, plus ponctuellement, dans un secteur inconstructible de la zone A. Toute construction y est donc interdite. Les secteurs les plus sensibles font même l'objet d'un classement spécifique où toute artificialisation est interdite.
- ↳ Le classement des boisements au titre des Espaces Boisés Classés a tenu compte des deux impératifs antagonistes : la préservation contre l'érosion dans les secteurs de forte pente d'une part et la possibilité de maintenir des milieux ouverts dans les secteurs où ceux-ci ont une importance écologique marquée d'autre part.

Afin de maîtriser les risques de pollution, le raccordement au réseau de collecte des eaux usées aboutissant à une station d'épuration efficiente est obligatoire.

7.2. MESURES DE RÉDUCTION

L'objectif d'augmentation de population, traduit au PLU par la possibilité de développement du bâti, induit des effets inévitables : l'augmentation de la consommation en eau potable (et donc du prélèvement sur la nappe), l'imperméabilisation partielle des sols, et la hausse, au moins locale, des émissions gazeuses polluantes et/ou participant au dérèglement climatique mondial. À l'échelle de Neuville-sur-Ailette, ces incidences ne sauraient être considérées comme élevées. Pour autant, des mesures de réduction visent à la diminuer encore plus.

Elles sont en premier lieu développées aux articles 10 du règlement du PLU, dont les points sont applicables intégralement ou pour partie. Celui-ci vise un moindre impact des bâtiments sur l'environnement, que cela relève de la construction ou de l'énergie, tout en s'inscrivant en harmonie avec le paysage (articles 9). il s'agit de :

- ↳ Utiliser les matériaux renouvelables, recyclables ;
- ↳ Intégrer obligatoirement des dispositifs de récupération de l'eau de pluie ;
- ↳ Prévoir une isolation thermique qui limite les déperditions l'hiver et les apports de chaleur l'été pour réduire la consommation d'énergie ;
- ↳ Utiliser des énergies renouvelables, solaires (utilisation passive et active de l'énergie solaire) et des énergies recyclées ;
- ↳ Orienter les bâtiments pour favoriser la récupération des apports solaires et valoriser la lumière naturelle pour limiter les dépenses énergétiques.

Du point de vue de la biodiversité (et de l'infiltration des eaux de pluie), les articles 3 du règlement des zones U du PLU imposent de laisser une part variable de superficie en pleine terre. Cette part est particulièrement importante dans les secteurs couverts par une « trame jardin » (zone UA) ou à maintenir en état naturel (secteurs UL-n de la zone UL au sein du parc de loisir « Center Parcs »).

Concernant spécifiquement l'incidence sur les eaux souterraines, les articles 4 du règlement imposent, sauf impossibilité technique (bâtiments du parc de loisirs « Center Parcs » bordant le lac par exemple), que les eaux pluviales issues de toute nouvelle construction soient traitées à la parcelle.

L'ensemble de ces mesures sont de nature à limiter la consommation d'énergie, en particulier d'énergies fossiles ou non renouvelables, liées aux immeubles, réduire la pollution atmosphérique locale, atténuer le phénomène d'îlots de Chaleur Urbains (ICU), préserver la ressource en eau ainsi que les potentialités écologiques de la commune.

7.3. MESURES DE COMPENSATION

À proprement parler, le PLU n'est à l'origine d'aucune incidence résiduelle notable, aucune réelle mesure de compensation n'est à envisager.

7.4. PRÉCONISATIONS

Il est préconisé de procéder aux défrichements avant travaux et taille de haies et buissons en dehors de la période de nidification, afin de limiter en particulier les risques de destructions d'espèces protégées, en particulier d'oiseaux. Il est donc vivement recommandé de réaliser ces travaux entre août et février inclus.

De même, et bien que cette menace reste marginale, afin de réduire au maximum les risques d'incidence sur les populations de chauves-souris, il est préconisé de s'assurer du caractère inoccupé des arbres avant tout défrichage et cela quelle que soit la période de l'année. Pour les mêmes raisons, les travaux de réfection/isolation des toitures ou destruction de bâtiments anciens seront soumis aux mêmes précautions.

En complément de la conservation de terrains non imperméabilisés, les habitants de Neuville-sur-Ailette sont encouragés, à :

- ✎ en conserver une partie sous forme de « jardin sauvage », c'est-à-dire un secteur où le développement de la végétation a libre cours et qui pourra, de fait, offrir à la faune (insectes, reptiles, oiseaux, petits mammifères) abris et/ou nourriture. Il peut aussi bien s'agir d'une zone herbacée, où serait pratiquée une fauche tardive, que d'un secteur boisé, d'une zone humide, développée autour d'un plan d'eau ou non, que d'une sèche (rocaille, muret...).

- ↳ aménager un « hôtel à insectes » qui, le cas échéant, compléterait efficacement le secteur de « jardin sauvage ». Il s'agit d'un abri fait de matériaux hétéroclites (paille, tiges de bambou, rondins de bois percé ou non, fagots de tiges à moelle, pots de fleur, briques à trous...), où pourront se loger les insectes auxiliaires du jardin (pollinisation et lutte contre les parasites et en particulier les pucerons). Cette pratique contribue à une plus grande biodiversité, mais également à un moindre recours aux produits phytosanitaires et donc à une moindre pollution du sol et des eaux souterraines.
- ↳ recourir au compostage domestique, afin de valoriser au mieux les déchets produits, réduire le volume de déchets à enlever (et donc les émissions polluantes inhérentes : transport, incinération).

8] Manière dont a été menée l'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale a été menée parallèlement à l'élaboration du PLU.

M. SPANNEUT, chargé d'études en urbanisme et environnement au bureau d'étude GÉOGRAM a assuré la collecte et la synthèse de données bibliographiques, ainsi que des observations de terrain, permettant de déterminer et de hiérarchiser les enjeux environnementaux. Il a confronté et complété ces éléments auprès des élus de la commission de travail du PLU et des personnes publiques associées à l'élaboration du PLU en intégrant les éléments issus du diagnostic environnemental de façon à les traiter comme des atouts et non comme des contraintes.

Une réunion de bilan a permis de présenter aux personnes publiques associées la façon dont les différents enjeux environnementaux identifiés ont été intégrés à la réflexion, contribuant à dessiner le projet de PLU tel qu'il apparaît aujourd'hui. Les éléments recueillis ont permis de finaliser la restitution de l'évaluation environnementale que constitue ce document.

8^{ème} Partie :
Critères, indicateurs et
modalités de suivi
proposés pour
l'évaluation du PLU et
pour ses effets sur
l'environnement

À Neuville-sur-Ailette, il est proposé de recourir aux indicateurs présentés ci-après. Leur consultation sera la plus fréquente possible (idéalement annuelle). Toutefois, afin de ne pas occasionner de dépense supplémentaire à la commune, il s'agit, pour la plupart, d'indicateurs libres de droits, produits par des organismes tiers – seuls à pouvoir décider de la fréquence de ces publications.

1] Suivi socio-économique

Six ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, la commune ou l'organe responsable de la planification de l'urbanisme doit procéder à une analyse des résultats de l'application du plan.

L'analyse des résultats donne lieu à une délibération sur l'opportunité de réviser ce plan.

Indicateur	Valeur initiale	Source	Période
• Population,	115 habitants	INSEE	6 ans
• Taille moyenne des ménages...	2,2	INSEE	6 ans
<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de permis de construire déposés/accordés, nombre de logements correspondants... • Nombre de demande de déclaration d'ouverture/de fin de chantier déposées • Nombre de logements créés par mutation de bâtiment ayant actuellement une autre destination 	Sans objet	Commune	6 ans
• Taille moyenne des logements	4,8 pièces par maison 4,2 pièces par appartement	INSEE	6 ans
• Ratio de logements en propriété/locatifs/Logé gratuitement	65% / 31% / 4%	INSEE	6 ans
• Ratio de logements individuel/collectif	99% / 1%	INSEE	6 ans
• Taux de vacance	1,3 %	INSEE LOVAC	6 ans
• Acquisition/réalisation des emplacements réservés prévus.	2 E.R. prévus	Commune	6 ans

2] Suivi des effets sur le milieu physique et les risques

	Indicateur	Valeur initiale	Source	Période
Géologie	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de demandes d'exploitation de carrière déposées, autorisées et surfaces concernées. 	Sans objet	DREAL (service ICPE)	6 ans
Eau	<ul style="list-style-type: none"> Qualité de l'eau potable distribuée 	Conforme	Concessionnaire du réseau d'eau Agence Régionale de la Santé (ARS)	6 ans
	<ul style="list-style-type: none"> Part de la population raccordée à un système collectif 	100 %	Concessionnaire du réseau d'eau	6 ans
Air et Climat	<ul style="list-style-type: none"> Bilan des émissions annuelles de polluants atmosphériques³⁵ 		ATMO Hauts-de-France	6 ans
	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'installations de systèmes d'énergie renouvelable chez les particuliers 		Commune, ADEME	6 ans
Risques	<ul style="list-style-type: none"> Survenue d'inondation ou de coulée de boue sur la commune 	15/08/2017	Commune	6 ans
	<ul style="list-style-type: none"> Survenue d'inondation ou de coulée de boue ayant entraînée des dégâts 	15/08/2017	Commune	6 ans
	<ul style="list-style-type: none"> Reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle 	23/07/2021	Journal Officiel	6 ans
	<ul style="list-style-type: none"> Sinistres d'inondation ou de coulée de boue 	1 habitation Salle communale	Commune	6 ans
	<ul style="list-style-type: none"> Autres événements ayant entraîné la destruction d'un logement 	—	Commune	6 ans

³⁵ NOx, SO₂, COVNM, PM10, PM25, GES...

3] Suivi des effets sur la consommation d'espace et le paysage

L'analyse des résultats peut inclure le rapport relatif à l'artificialisation des sols trisannuel prévu par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Indicateur	Source	Période
<ul style="list-style-type: none"> Évolution de l'occupation des sols 	CORINE Land Cover Portail Internet de l'artificialisation des sols Futur OCS-GE ³⁶ (IGN,)	3 ans
<ul style="list-style-type: none"> Nombre de logements construits et surface consommée 	Commune	3 ans
<ul style="list-style-type: none"> Comparaison de Photographies aériennes ou de vues satellitaires 	IGN	3 ans
<ul style="list-style-type: none"> Évolution de la surface boisée 	IGN-IFN	3 ans
<ul style="list-style-type: none"> Évolution des surfaces agricoles 	Recensement agricole, Registre Parcellaire Graphique	3 ans

4] Suivi des effets sur les milieux naturels

Indicateur	État initial	Source	Périodicité
<ul style="list-style-type: none"> Nombre total d'espèces signalées 	Cf. chapitre 5.3 de la 2ème Partie du présent document	CBNBI ³⁷ , INPN ³⁸ , Réseaux naturalistes locaux (Clicnat)	6 ans
<ul style="list-style-type: none"> Nombre total d'espèces protégées et/ou patrimoniales. 	Cf. chapitre 5.3 de la 2ème Partie du présent document	CBNBI, INPN, Réseaux naturalistes locaux (Clicnat)	6 ans
<ul style="list-style-type: none"> Révision du DOCOB³⁹ Natura 2000 	Septembre 2009	Non concerné	6 ans

³⁶ Occupation du sol à grande échelle

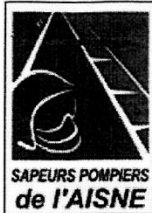
³⁷ Conservatoire botanique national de Bailleul

³⁸ Inventaire national du patrimoine naturel

³⁹ DOCUMENT d'OBJECTIFS

Annexes

Annexe 1 : Fiches d'intervention du SDIS suite aux événements du 15 août 2017



Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Aisne

Rapport d'intervention n° 39019

Centre d'Incendie et de Secours de **BEAURIEUX**

<u>Intervention</u>			
Date de l'appel :	15/08/2017 20:06		
Date de l'envoi :	15/08/2017 20:08	Durée intervention :	00 j 01 h 53 m
Date de fin :	15/08/2017 22:01		
Nature :	ASSECHEMENT DE LOCAUX SUITE A INONDATION		
Etablissement répertorié :		ERP :	<input type="checkbox"/>
Adresse	32 RUE DE LA VALLEE\ 02860 NEUVILLE-SUR-AILETTE D19 02550 NEUVILLE-SUR-AILETTE		
Sur les lieux :	<input type="checkbox"/> Police <input type="checkbox"/> Gendarmerie <input type="checkbox"/> Autorité(s) <input type="checkbox"/> Média(s)		

<u>Moyens Engagés</u>				
C.I.S. : BEAURIEUX				
	Date de départ du CIS	Date d'arrivée sur les lieux	Date retour caserne	Durée
VTU	15/08/2017 20:16	15/08/2017 20:43	15/08/2017 22:01	00 j 01 h 45 m

<u>Sinistrés</u>			
Nom	SALLE COMMUNALE	Prénom	
Adresse			
Dégâts	RAS.		

<u>Compte-rendu succinct</u>
Rapport du CIS BEAURIEUX rédigé le 15/08/2017
Rapport du CIS BEAURIEUX validé le 23/08/2017 14:43:53
Assèchement de locaux, raclettes et balais.



Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Aisne

Rapport d'intervention n° 39033

Centre d'Incendie et de Secours de **BEAURIEUX**

<u>Intervention</u>			
Date de l'appel :	15/08/2017 21:04		
Date de l'envoi :	15/08/2017 21:04	Durée intervention :	00 j 02 h 05 m
Date de fin :	15/08/2017 23:09		
Nature :	ASSECHEMENT DE LOCAUX SUITE A INONDATION		
Etablissement répertorié :		ERP :	<input type="checkbox"/>
Adresse	6 RUE DE LA VALLEE\ 02860 NEUVILLE-SUR-AILETTE SALL salle polyvalente rue du tour de ville 02550 NEUVILLE-SUR-AILETTE		
Sur les lieux :	<input type="checkbox"/> Police	<input type="checkbox"/> Gendarmerie	<input type="checkbox"/> Autorité(s) <input type="checkbox"/> Média(s)

<u>Moyens Engagés</u>				
C.I.S. : BEAURIEUX				
	Date de départ du CIS	Date d'arrivée sur les lieux	Date retour caserne	Durée
VL_5P	15/08/2017 21:04	15/08/2017 21:08	15/08/2017 23:09	00 j 02 h 05 m

<u>Sinistrés</u>	
Nom	Prénom
Adresse	mairie
Dégâts	environ 5 cm de boue sur 200metre carré

<u>Compte-rendu succinct</u>
Rapport du CIS BEAURIEUX rédigé le 15/08/2017
Rapport du CIS BEAURIEUX validé le 23/08/2017 14:43:32
nous avons procédé au retrait de la boue a l aide de raclette des benevoles et l employer de commune nous on aidé mairie de la commune sur place avons procede a une reconnaissance avec celui ci



Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Aisne

Rapport d'intervention n° 39042

Centre d'Incendie et de Secours de **BEAURIEUX**

<u>Intervention</u>			
Date de l'appel :	15/08/2017 21:49		
Date de l'envoi :	15/08/2017 21:44	Durée intervention :	00 j 02 h 09 m
Date de fin :	15/08/2017 23:53		
Nature :	ASSECHEMENT DE LOCAUX SUITE A INONDATION		
Etablissement répertorié :		ERP :	<input type="checkbox"/>
Adresse	SALLE POLYVALENTE 6 RUE VALLEE\ 02860NEUVILLE-SU		
	02550 NEUVILLE-SUR-AILETTE		
Sur les lieux :	<input type="checkbox"/> Police	<input type="checkbox"/> Gendarmerie	<input checked="" type="checkbox"/> Autorité(s) <input type="checkbox"/> Média(s)

<u>Moyens Engagés</u>				
C.I.S. : BEAURIEUX				
	Date de départ du CIS	Date d'arrivée sur les lieux	Date retour caserne	Durée
VTU	15/08/2017 22:02	15/08/2017 00:00	15/08/2017 23:53	00 j 01 h 51 m

<u>Sinistrés</u>			
Nom	LOGEMENT COMMUNAL	Prénom	
Adresse	02860 Neuville S/A		
Dégâts			

<u>Compte-rendu succinct</u>
Rapport du CIS BEAURIEUX rédigé le 15/08/2017
Rapport du CIS BEAURIEUX validé le 23/08/2017 14:43:21
Epuisement de la cave du logement communal, à l'intérieur meubles du résident.

Annexe 2 : coupures de presse relatives aux événements du 15 août 2017

JEUDI
17 AOÛT 2017

LAON ET SA RÉGION

11



Peggy Lefèvre et sa famille ont vu l'eau traverser leur maison.



INTEMPÉRIES

En une heure, la boue a envahi le village

Honnêtement, je ne sais pas par quel bout commencer. » Peggy Lefèvre balaye du regard sa cuisine-salle à manger maculé de boue. Mardi soir, alors que la famille terminait son dîner l'eau chargée de boue est entrée par la porte-fenêtre du jardin et a traversé la maison. « J'ai tout de suite ouvert la porte devant pour permettre à l'eau de s'évacuer. » Son mari Bertrand, les bras chargés des seaux et

balais qu'ils viennent d'aller acheter, tente de positiver. « L'eau est montée de 7 centimètres, elle n'a pas dépassé les plinthes en carrelage. » Les murs sont, a priori, saufs, ainsi que l'électroménager. Il ne reste à la famille qu'à s'armer de courage pour nettoyer la maison. Un peu plus loin, Claude Collange, le maire de Neuville-sur-Ailette regarde la salle communale avec dépit. La boue s'est infiltrée partout. « Elle

est louée pour un mariage, samedi, on fera tout notre possible pour la nettoyer avant. »

Le maire a déjà contacté la préfecture pour la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle de la commune. « La dernière fois qu'on a eu des dégâts pareils c'était il y a au moins trente-cinq ans. » Mardi soir, en moins d'une heure, l'orage a déversé des quantités impressionnantes de boue mêlée de paille dans les rues de la commune. « En un quart d'heure, il est tombé 60 mm d'eau, c'est vous dire ! » Mercredi matin, les habitants sont venus prêter main-forte à l'employé de la commune et aux élus pour nettoyer les rues de ce charmant village du Chemin des Dames peuplé d'une centaine d'âmes. ■ MARIE-PIERRE DUVAL

NEUVILLE-SUR-AILETTE En une heure, l'orage a changé la commune en champs de boue. Les dégâts ne sont que matériels.

En une heure, la rue s'est transformée en torrent de boue. Le maire, Claude Collange, est venu constater les dégâts à la salle des fêtes. Jean-Marie Champagne



Sur la route menant à l'entrée de service du Center Parc, la boue a envahi la chaussée.



Source : journal « L'Union » du 19 août 2017

Annexe 3 : Liste des espèces végétales référencées à Neuville-sur-Ailette (CBNBL)

Afin de définir le statut de préoccupation de conservation des espèces dans les Listes Rouges, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) a identifié 9 catégories, auxquelles s'ajoutent 2 autres au niveau régional (RE et NA), allant des espèces non-menacées (LC) aux espèces déjà éteintes au niveau mondial (EX).

Espèces éteintes	Espèces menacées de disparition
EX : Éteinte EW : Éteinte à l'état sauvage RE : Éteinte au niveau régional	CR : En danger critique d'extinction EN : En danger VU : Vulnérable
Autres catégories	
NT : Quasi menacée (espèce proche du seuil des espèces menacées ou qui pourrait être menacée si des mesures de conservation spécifiques n'étaient pas prises) LC : Préoccupation mineure (espèce pour laquelle le risque de disparition de France est faible)	DD : Données insuffisantes (espèce pour laquelle l'évaluation n'a pu être réalisée faute de données suffisantes) NA : Non applicable (espèce non soumise à évaluation car introduite dans la période récente ou présente en métropole de manière occasionnelle ou marginale) NE : Non évaluée (espèce non encore confrontée aux critères de la Liste rouge)

Ci-après sont reprises les cotations figurant dans « La Liste Rouge des espèces menacées en Hauts-de-France – Flore vasculaire et Bryophytes » de 2019. Elles sont complétées par les indices de rareté, spécifiques à la région Picardie, qui figurent dans l'« Inventaire de la flore vasculaire (Ptéridophytes et Spermatophytes) de la Picardie – Raretés, protections menaces et statuts » de 2012.

Selon le même principe, les indices de rareté inhérents au district phytogéographique (et non plus à la géographie administrative) sont présentés en colonne 3. Ils correspondent au district dit "Tertiaire Parisien" dans lequel se situe NEUVILLE-SUR-AILETTE, et proviennent de la « Nouvelle flore de la Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg, du Nord de la France et des régions voisines » (6^e édition, 2012), ouvrage des Éditions du Patrimoine du Jardin Botanique National de Belgique⁴⁰.

Sur cette base, les espèces patrimoniales sont définies comme étant celles bénéficiant d'une protection légale, déterminantes de ZNIEFF, de celles dont l'indice de menace est compris entre NT et CR*, et/ou de celles dont l'indice de rareté est R ou RR (Liste Rouge Picardie)⁴¹. Elles figurent **en gras** dans le tableau ci-après.

⁴⁰ P = planté / CC = Très commun / C = Commun / AC = Assez commun / PC = Peu Commun / AR = Assez rare / R = Rare / RR = Très rare

⁴¹ Définition extraite de « L'inventaire de la flore vasculaire (Ptéridophytes et Spermatophytes) de la Picardie – Rareté, protections, menaces et statuts », réalisé par le Conservatoire Botanique National de Bailleul (CBNBL).

PLU de la Commune de Neuville-sur-Ailette
Rapport de Présentation

Nom Scientifique	Nom Commun	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Picardie (cotation UICN)	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019
<i>Ammi majus</i> <	Grand Ammi	RR		NA	
<i>Asparagus officinalis</i>	Asperge	AR-RR		NA	
<i>Dipsacus fullonum</i>	Cardère sauvage	C-AC		LC	
<i>Epilobium tetragonum</i>	Epilobe à quatre angles	R		LC	
<i>Globularia bisnagarica</i>	Globulaire ponctuée	AR-R		NT	
<i>Himantoglossum hircinum</i>	Orchis bouc	R		LC	
<i>Humulus lupulus</i>	Houblon	AC		LC	
<i>Hypochaeris radicata</i>	Porcelle enracinée	C-AC		LC	
<i>Juniperus communis</i>	Genévrier commun	R		LC	
<i>Lemna minor</i>	Petite Lentille d'eau	C-AC		LC	
<i>Phacelia tanacetifolia</i>	Phacélie	P		NA	
<i>Acer campestre</i>	Erable champêtre	C		LC	
<i>Alisma plantago-aquatica</i>	Plantain-d'eau commun	AC-AR		LC	
<i>Allium vineale</i>	Ail des vignes	AC-AR		LC	
<i>Angelica sylvestris</i>	Angélique sauvage	C-AC		LC	
<i>Berula erecta</i>	Petite Berle	AC-AR		LC	
<i>Bupleurum falcatum</i>	Buplèvre en faux	AC		LC	
<i>Chaerophyllum temulum</i>	Cerfeuil penché	C-AC		LC	
<i>Daucus carota</i> (subsp. <i>carota</i>)	Carotte sauvage	C-AC		LC	
<i>Eryngium campestre</i>	Panicaut champêtre	C		LC	
<i>Heracleum sphondylium</i>	Berce commune	CC-C		LC	
<i>Pimpinella saxifraga</i>	Petit Boucage	AC-AR		LC	
<i>Seseli montanum</i>	Séséli des montagnes	AR		LC	
<i>Silaum silaus</i>	Silaüs des prés	AR		LC	
<i>Vinca minor</i>	Petite Pervenche	AC		LC	
<i>Arum maculatum</i>	Gouet tacheté	C-AC		LC	
<i>Hedera helix</i>	Lierre	C-AC		LC	
<i>Asplenium ruta-muraria</i>	Doradille rue-de-muraille	C-AC		LC	
<i>Asplenium trichomanes</i>	Fausse capillaire	AR		LC	
<i>Asplenium trichomanes</i> (subsp. <i>quadrivalens</i>)	Fausse capillaire	ss-espèce répandue		LC	
<i>Achillea millefolium</i>	Achillée millefeuille	C		LC	
<i>Artemisia campestris</i>	Armoise champêtre	R		NT	NT
<i>Artemisia vulgaris</i>	Armoise commune	C-AC		LC	
<i>Bellis perennis</i>	Pâquerette	C-AC		LC	
<i>Carlina vulgaris</i>	Carline vulgaire	AC		LC	
<i>Centaurea scabiosa</i>	Centauree scabieuse	C		LC	
<i>Cichorium intybus</i>	Chicorée sauvage	C			
<i>Cirsium arvense</i>	Cirse des champs	C-AC		LC	
<i>Cirsium eriophorum</i>	Cirse laineux	AC		LC	
<i>Cirsium oleraceum</i>	Cirse maraîcher	AC		LC	
<i>Cirsium palustre</i>	Cirse des marais	C-AC		LC	
<i>Cirsium vulgare</i>	Cirse commun	C-AC		LC	
<i>Crepis capillaris</i>	Crépis à tige capillaire	C-AC		LC	
<i>Crepis setosa</i>	Barkhausie hérissée	R		NA	
<i>Erigeron annuus</i>	Erigéron annuel	AC-AR		NA	
<i>Eupatorium cannabinum</i>	Eupatoire chanvrine	C-AC		LC	
<i>Hieracium laevigatum</i>	Épervière lisse	RR		NT	
<i>Inula salicina</i>	Inule à feuilles de saules	AR-R	article 1er	NT	
<i>Lactuca serriola</i>	Laitue scariole	C-AC		LC	
<i>Lapsana communis</i> (subsp. <i>communis</i>)	Lampsane commune	C-AC		LC	
<i>Leontodon hispidus</i> (subsp. <i>hispidus</i> var. <i>hispidus</i>)	Léontodon hispide	AC		LC	
<i>Matricaria discoidea</i>	Matricaire discoïde	C-AC		NA	
<i>Onopordum acanthium</i>	Onoporde acanthe	AR		LC	
<i>Picris hieracioides</i>	Picris fausse-épervière	C-AC		LC	
<i>Pulicaria dysenterica</i>	Pulicaire dysentérique	AC		LC	
<i>Senecio vulgaris</i>	Séneçon vulgaire	C		LC	

Nom Scientifique	Nom Commun	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Picardie (cotation UICN)	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019
<i>Solidago virgaurea</i>	Solidage verge d'or	AC-AR		LC	
<i>Sonchus arvensis</i>	Laiteron des champs	C-AC		LC	
<i>Sonchus asper</i>	Laiteron épineux	C		LC	
<i>Sonchus oleraceus</i>	Laiteron maraîcher	C		LC	
<i>Sonchus palustris</i>	Laiteron des marais	R		LC	
<i>Tanacetum vulgare</i>	Tanaisie vulgaire	C-AC		LC	
<i>Tragopogon pratensis</i> (subsp. <i>pratensis</i>)	Salsifis des prés	C-AC		LC	
<i>Tussilago farfara</i>	Tussilage	C-AC		LC	
<i>Alnus glutinosa</i>	Aulne glutineux	C-AC		LC	
<i>Betula pendula</i>	Bouleau verruqueux	CC-C		LC	
<i>Betula pubescens</i>	Bouleau pubescent	AC		LC	
<i>Carpinus betulus</i>	Charme	CC		LC	
<i>Corylus avellana</i>	Noisetier	C-AC		LC	
<i>Echium vulgare</i>	Vipérine	C-AC		LC	
<i>Lithospermum officinale</i>	Grémil officinal	R		LC	
<i>Myosotis arvensis</i>	Myosotis des champs	C-AC		LC	
<i>Myosotis ramosissima</i>	Myosotis hérissé	AC-AR		LC	
<i>Myosotis scorpioides</i>	Myosotis des marais	AC-R		LC	
<i>Symphytum officinale</i>	Consoude officinale	C		LC	
Alyssum alyssoides	Alysson calicinal	-		NT	NT
<i>Bunias orientalis</i>	Bunias d'Orient	AR		NA	
<i>Capsella bursa-pastoris</i>	Bourse-à-pasteur	CC-C		LC	
<i>Nasturtium officinale</i>	Cresson de fontaine	AC		LC	
<i>Raphanus raphanistrum</i>	Ravenelle	C-AR		LC	
<i>Sinapis arvensis</i>	Moutarde des champs	C		LC	
<i>Sisymbrium officinale</i>	Herbe-aux-chantres	CC-C		LC	
<i>Callitriche stagnalis</i>	Callitriche des eaux stagnantes	AC-AR		LC	
<i>Campanula rapunculus</i>	Campanule raiponce	AC		LC	
<i>Campanula rotundifolia</i>	Campanule à feuilles rondes	C-AC		LC	
<i>Campanula trachelium</i>	Campanule gantelée	AC-AR		LC	
<i>Lonicera periclymenum</i>	Chèvrefeuille des bois	C-AC		LC	
<i>Lonicera xylosteum</i>	Camérisier	AC		LC	
<i>Sambucus nigra</i>	Sureau noir	C		LC	
<i>Viburnum lantana</i>	Viorne mancienne	C		LC	
<i>Viburnum opulus</i>	Viorne obier	C-AC		LC	
<i>Cerastium fontanum</i> (subsp. <i>vulgare</i> var. <i>holosteoides</i>)	Céraiste commun	-			
<i>Cerastium glomeratum</i>	Céraiste aggloméré	C-AC		LC	
<i>Cerastium pumilum</i> (subsp. <i>glutinosum</i>)	Céraiste nain	RR			
<i>Cerastium semidecandrum</i>	Céraiste scarieux	AC		LC	
<i>Lychnis flos-cuculi</i>	Lychnis fleur-de-coucou	AC-AR		LC	
<i>Moehringia trinervia</i>	Méringie trinerviee	C-AC		LC	
<i>Myosoton aquaticum</i>	Stellaire aquatique	C-AC		LC	
<i>Petrorhagia prolifera</i>	Oeillet prolifère	AC-AR		NT	
<i>Sagina apetala</i> (subsp. <i>apetala</i>)	Sagine apétale	-		LC	
<i>Saponaria officinalis</i>	Saponaire officinale	C-AC		LC	
Silene conica	Silène conique	R		VU	
<i>Silene latifolia</i> (subsp. <i>alba</i>)	Compagnon blanc	AC-AR		LC	
Silene otites	Silène à oreillettes	R		VU	VU
<i>Silene vulgaris</i> (subsp. <i>vulgaris</i>)	Silène enflé	C-AC		LC	
<i>Stellaria media</i> (subsp. <i>media</i>)	Stellaire intermédiaire	CC		LC	
<i>Euonymus europaeus</i>	Fusain d'Europe	AC		LC	
Fumana procumbens	Fumana couché	R-RR	article 1er	EN	EN
<i>Helianthemum nummularium</i> (subsp. <i>nummularium</i>)	Hélianthème jaune	AC		LC	
<i>Convolvulus arvensis</i>	Liseron des champs	C		LC	

PLU de la Commune de Neuville-sur-Ailette
Rapport de Présentation

Nom Scientifique	Nom Commun	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Picardie (cotation UICN)	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019
<i>Cornus sanguinea</i>	Cornouiller sanguin	C-AC		LC	
<i>Sedum acre</i>	Orpin âcre	C-AR		LC	
<i>Carex acutiformis</i>	Laïche des marais	AC		LC	
<i>Carex caryophylla</i>	Laïche printanière	AC		LC	
<i>Carex digitata</i>	Laïche digitée	AC-AR		LC	
<i>Carex elata</i>	Laïche raide	AR		LC	
<i>Carex ericetorum</i>	Laïche des landes	R-RR		VU	VU
<i>Carex flacca</i>	Laïche glauque	C-AC		LC	
<i>Carex hirta</i>	Laïche hérissée	AC		LC	
<i>Carex humilis</i>	Laïche humble	R-RR		VU	NT
<i>Carex paniculata</i>	Laïche paniculée	AR		LC	
<i>Carex pendula</i>	Laïche pendante	AC-AR		LC	
<i>Carex pseudocyperus</i>	Laïche faux-souchet	AR		LC	
<i>Carex riparia</i>	Laïche des rives	AC-AR		LC	
<i>Carex sylvatica</i>	Laïche des bois	C-AC		LC	
<i>Scirpus sylvaticus</i>	Scirpe des bois	C-AC		LC	
<i>Scabiosa columbaria</i> (subsp. <i>columbaria</i>)	Scabieuse colombarie	AC		LC	
<i>Equisetum arvense</i>	Prêle des champs	C-AC		LC	
<i>Equisetum palustre</i>	Prêle des marais	AC-AR		LC	
<i>Equisetum telmateia</i>	Grande Prêle	AR		LC	
<i>Euphorbia cyparissias</i>	Euphorbe petit-cyprès	C		LC	
<i>Euphorbia exigua</i>	Euphorbe exiguë	C		LC	
<i>Euphorbia helioscopia</i>	Euphorbe réveille-matin	C		LC	
<i>Euphorbia seguieriana</i>	Euphorbe de Séguier	AC		NT	
<i>Mercurialis annua</i>	Mercuriale annuelle	CC		LC	
<i>Mercurialis perennis</i>	Mercuriale vivace	AC-AR		LC	
<i>Anthyllis vulneraria</i>	Vulnéraire	AR		LC	
<i>Cytisus scoparius</i>	Genêt à balais commun	C-AC		LC	
<i>Galega officinalis</i>	Sainfoin d'Espagne	R		NA	
<i>Genista tinctoria</i>	Genêt des teinturiers	AC		LC	
<i>Hippocrepis comosa</i>	Fer-à-cheval	AC		LC	
<i>Lathyrus pratensis</i>	Gesse des prés	C-AC		LC	
<i>Lathyrus tuberosus</i>	Gesse tubéreuse	AR-R		LC	
<i>Lotus corniculatus</i> (subsp. <i>corniculatus</i>)	Lotier corniculé	C		LC	
<i>Lotus pedunculatus</i>	Lotier des fanges	C-AC		LC	
<i>Medicago arabica</i>	Luzerne tachée	AR		LC	
<i>Medicago lupulina</i>	Luzerne lupuline	C		LC	
<i>Medicago minima</i>	Luzerne naine	R-RR		LC	
<i>Medicago sativa</i>	Luzerne commune	AC-AR		NA	
<i>Ononis natrix</i>	Bugrane gluante	RR		NT	
<i>Ononis spinosa</i>	Bugrane épineuse	R		EN	
<i>Robinia pseudoacacia</i>	Robinier faux-acacia	~P		NA	
<i>Trifolium arvense</i>	Pied-de-lièvre	AC		LC	
<i>Trifolium campestre</i>	Trèfle des champs	C-AC		LC	
<i>Trifolium pratense</i>	Trèfle des prés	C		LC	
<i>Vicia cracca</i>	Vesce à épis	C		LC	
<i>Vicia hirsuta</i>	Vesce hérissée	C-AC		LC	
<i>Vicia sepium</i>	Vesce des haies	C		LC	
<i>Fagus sylvatica</i>	Hêtre	CC		LC	
<i>Quercus robur</i>	Chêne pédonculé	CC-C		LC	
<i>Blackstonia perfoliata</i>	Chlore perfoliée	AR		LC	
<i>Erodium cicutarium</i> (subsp. <i>cuticularium</i>)	Bec-de-cigogne commun	AC-AR		LC	
<i>Geranium columbinum</i>	Géranium colombin	C		LC	
<i>Geranium dissectum</i>	Géranium découpé	AC-AR		LC	
<i>Geranium molle</i>	Géranium mollet	C		LC	
<i>Geranium pusillum</i>	Géranium fluet	AC		LC	

Nom Scientifique	Nom Commun	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Picardie (cotation UICN)	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019
<i>Geranium robertianum</i>	Géranium herbe-à-Robert	C-AC		LC	
<i>Myriophyllum spicatum</i>	Myriophylle en épi	AR-R		LC	
<i>Aesculus hippocastanum</i>	Marronnier commun	P		NA	
<i>Elodea nuttallii</i>	Élodée à feuilles étroites	R-RR		NA	
<i>Hypericum perforatum</i>	Millepertuis perforé	C		LC	
<i>Iris pseudacorus</i>	Iris jaune	AC-AR		LC	
<i>Juglans regia</i>	Noyer royal	P		NA	
<i>Juncus acutiflorus</i>	Jonc à tépales aiguës	AR		LC	
<i>Juncus articulatus</i>	Jonc à fruits luisants	C-AC		LC	
<i>Juncus bufonius</i>	Jonc des crapauds	C-AC		LC	
<i>Juncus effusus</i>	Jonc épars	C-AC		LC	
<i>Juncus inflexus</i>	Jonc glauque	AC		LC	
<i>Ajuga reptans</i>	Bugle rampante	C		LC	
<i>Galeopsis tetrahit</i>	Galéopsis tétrahit	C-AC		LC	
<i>Glechoma hederacea</i>	Lierre terrestre	C		LC	
<i>Lamium album</i>	Lamier blanc	CC-C		LC	
<i>Lamium galeobdolon</i> (subsp. <i>montanum</i>)	Lamier jaune	AC		LC	
<i>Lycopus europaeus</i>	Lycope	AC		LC	
<i>Origanum vulgare</i>	Origan commun	AC		LC	
<i>Prunella laciniata</i>	Brunelle découpée	AR		NT	
<i>Prunella vulgaris</i>	Brunelle commune	C-AC		LC	
<i>Salvia pratensis</i>	Sauge des prés	AC		LC	
<i>Stachys recta</i>	Epiaire dressée	AC		LC	
<i>Teucrium chamaedrys</i> (subsp. <i>germanicum</i>)	Germandrée petit chêne	AR		LC	
<i>Teucrium montanum</i>	Germandrée des montagnes	AC-AR	article 1er	LC	
<i>Linum catharticum</i>	Lin purgatif	AC-AR		LC	
<i>Linum tenuifolium</i>	Lin à feuilles ténues	AR		NT	NT
<i>Viscum album</i>	Gui	C-AC		LC	
<i>Lythrum salicaria</i>	Salicaire commune	C-AC		LC	
<i>Crataegus monogyna</i>	Aubépine à un style	C-AC		LC	
<i>Sorbus aria</i>	Alouchier	AR		NT	
<i>Malva moschata</i>	Mauve musquée	AR		LC	
<i>Malva neglecta</i>	Mauve à feuilles rondes	C-AC		LC	
<i>Malva sylvestris</i>	Mauve sauvage	C-AC		LC	
<i>Najas marina</i>	Grande Naïade	RR		LC	
<i>Fraxinus excelsior</i>	Frêne commun	C-AC		LC	
<i>Ligustrum vulgare</i>	Troène commun	AC		LC	
<i>Circaea lutetiana</i>	Circée de Paris	AR		LC	
<i>Epilobium hirsutum</i>	Epilobe hérissé	C-AC		LC	
<i>Epilobium parviflorum</i>	Epilobe à petites fleurs	C-AC		LC	
<i>Anacamptis pyramidalis</i>	Orchis pyramidal	AR-R		LC	
<i>Cephalanthera damasonium</i>	Céphalanthère à grandes fleurs	R		NT	
<i>Dactylorhiza fuchsii</i>	Orchis de Fuchs	AC		LC	
<i>Epipactis atrorubens</i>	Epipactis brun-rouge	AR		LC	
<i>Epipactis helleborine</i> (subsp. <i>helleborine</i>)	Epipactis à larges feuilles	AC-AR		LC	
<i>Limodorum abortivum</i>	Limodore	R	article 1er	VU	NT
<i>Neottia nidus-avis</i>	Néottie nid d'oiseau	AR		LC	
<i>Neottia ovata</i>	Listère ovale	AC-AR		LC	
<i>Ophrys apifera</i>	Ophrys abeille	R-RR		LC	
<i>Ophrys apifera</i> (var. <i>bicolor</i>)	Ophrys abeille	-			
<i>Ophrys insectifera</i>	Ophrys mouche	R		LC	
<i>Orchis militaris</i>	Orchis militaire	R		LC	
<i>Orchis purpurea</i>	Orchis pourpre	AR		LC	
<i>Orchis simia</i>	Orchis singe	RR		LC	VU
<i>Platanthera bifolia</i>	Platanthère à deux feuilles	AR		LC	

PLU de la Commune de Neuville-sur-Ailette
Rapport de Présentation

Nom Scientifique	Nom Commun	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Picardie (cotation UICN)	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019
<i>Platanthera chlorantha</i>	Platanthère des montagnes	AR		LC	
<i>Orobanche alba</i>	Orobanche du thym	RR		LC	
Orobanche amethystea	Orobanche violette	RR		VU	
<i>Orobanche minor</i>	Orobanche du trèfle	AR-RR		LC	
<i>Orobanche teucrii</i>	Orobanche de la germadrée	RR		LC	
<i>Oxalis corniculata</i>	Oxalis cornue	AC-R		NA	
<i>Chelidonium majus</i>	Chélidoine	C-AC		LC	
<i>Papaver rhoeas</i>	Grand Coquelicot	C-AC		LC	
<i>Pinus nigra</i> (subsp. <i>laricio</i>)	Pin de Corse	P		NA	
<i>Pinus sylvestris</i>	Pins sylvestres	P		NA	
<i>Antirrhinum majus</i>	Muflier à grandes fleurs	R		NA	
<i>Chaenorhinum minus</i>	Petite Linaire	AC-AR		LC	
<i>Cymbalaria muralis</i>	Cymbalaire	AC		NA	
Euphrasia stricta	Euphrase raide	AC-R		NT	
<i>Kickxia elatine</i>	Linaire élatine	AR		LC	
<i>Linaria vulgaris</i>	Linaire commune	C-AC		LC	
<i>Odontites vernus</i> (subsp. <i>serotinus</i>)	Odontite rouge	AC-R		LC	
<i>Plantago lanceolata</i>	Plantain lancéolé	CC		LC	
<i>Plantago major</i> (subsp. <i>intermedia</i>)	Plantain à larges feuilles	R-RR		DD	
<i>Plantago media</i>	Plantain moyen	RR		LC	
Rhinanthus angustifolius (subsp. <i>angustifolius</i>)	Rhinanthe à grandes fleurs	-		VU	
Rhinanthus minor	Rhinanthe à petites fleurs			NT	
<i>Scrophularia auriculata</i>	Scrophulaire aquatique	AC-AR		LC	
<i>Verbascum lychnitis</i>	Molène lychnite	AC		LC	
<i>Verbascum thapsus</i>	Bouillon blanc à petites fleurs	AC		LC	
<i>Veronica agrestis</i>	Véronique des campagnes	C-AC		LC	
<i>Veronica arvensis</i>	Véronique des champs	C-AC		LC	
<i>Veronica beccabunga</i>	Véronique des ruisseaux	C-AC		LC	
<i>Veronica chamaedrys</i>	Véronique petit chêne	C-AC		LC	
<i>Veronica persica</i>	Véronique de Perse	C-AC		NA	
Veronica praecox	Véronique précoce	R		VU	
<i>Veronica serpyllifolia</i>	Véronique à feuilles de serpolet	AC-AR		LC	
<i>Agrostis capillaris</i>	Agrostis capillaire	CC-C		LC	
<i>Agrostis stolonifera</i>	Agrostis stolonifère	CC-C		LC	
<i>Alopecurus geniculatus</i>	Vulpin genouillé	AR		LC	
<i>Alopecurus myosuroides</i>	Vulpin des champs	AC		LC	
<i>Anthoxanthum odoratum</i>	Flouve odorante	C-AC		LC	
<i>Apera spica-venti</i>	Jouet du vent	AR-R		LC	
<i>Arrhenatherum elatius</i> (subsp. <i>elatius</i>)	Fromental	CC		LC	
<i>Avena fatua</i>	Avoine folle	AC-R		LC	
<i>Brachypodium sylvaticum</i>	Brachypode des bois	AC		LC	
<i>Briza media</i>	Amourette commune	AC		LC	
<i>Bromus hordeaceus</i> (subsp. <i>hordeaceus</i>)	Brome mou	C-AC		LC	
<i>Calamagrostis epigejos</i>	Calamagrostis commune	AC-AR		LC	
<i>Catapodium rigidum</i>	Catapode rigide	R		LC	
<i>Cynosurus cristatus</i>	Crételle	C-AC		LC	
<i>Dactylis glomerata</i>	Dactyle commun	CC-C		LC	
<i>Festuca lemanii</i>	Fétuque de Léman	R-RR		LC	
<i>Glyceria fluitans</i>	Glycérie flottante	C-AC		LC	
<i>Holcus lanatus</i>	Houlque velue	CC-C		LC	
<i>Hordeum murinum</i>	Orge queue-de-rat	C		LC	
<i>Koeleria macrantha</i>	Koelérie grêle	R		LC	
<i>Koeleria pyramidata</i>	Koelérie pyramidale	AC-AR		LC	
<i>Lolium perenne</i>	lvraie vivace	CC		LC	
<i>Melica uniflora</i>	Mélique uniflore	AC		LC	
<i>Milium effusum</i>	Millet des bois	C-AC		LC	

Nom Scientifique	Nom Commun	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Picardie (cotation UICN)	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019
<i>Phalaris arundinacea</i>	Baldingère	C-AR		LC	
Phleum phleoides	Fléole de Boehmer	R-RR		NT	
<i>Phleum pratense</i>	Fléole des prés	CC-C		LC	
<i>Phragmites australis</i>	Roseau	AC		LC	
<i>Poa annua</i>	Pâturin annuel	CC		LC	
<i>Poa bulbosa</i>	Pâturin bulbeux	AR-R		LC	
<i>Poa nemoralis</i>	Pâturin des bois	C-AC		LC	
<i>Poa pratensis</i> (subsp. <i>angustifolia</i>)	Pâturin des prés	AC		LC	
<i>Poa pratensis</i> (subsp. <i>pratensis</i>)	Pâturin des prés	CC-C		LC	
<i>Poa trivialis</i>	Pâturin commun	C		LC	
<i>Trisetum flavescens</i>	Avoine doré	C		LC	
Polygala amarella	Polygala amer	AR		NT	NT
Polygala calcarea	Polygala du calcaire	AR		NT	
Polygala comosa	Polygala chevelu	R	article 1er	NT	NT
<i>Polygala vulgaris</i> (subsp. <i>collina</i>)	Polygala des dunes	R		DD	
<i>Polygala vulgaris</i> (subsp. <i>vulgaris</i>)	Polygala vulgaire	AC		LC	
<i>Fallopia convolvulus</i>	Wrillée liseron	C		LC	
<i>Persicaria maculosa</i>	Renouée persicaire	C		LC	
<i>Polygonum aviculare</i> (subsp. <i>aviculare</i>)	Renouée des oiseaux	C		LC	
<i>Polygonum aviculare</i> (subsp. <i>rurivagum</i>)	Renouée des oiseaux	C		NA	
<i>Rumex acetosa</i>	Oseille sauvage	C-AC		LC	
<i>Rumex conglomeratus</i>	Patience agglomérée	AC		LC	
<i>Rumex crispus</i>	Patience crépue	C		LC	
<i>Rumex obtusifolius</i> (subsp. <i>obtusifolius</i>)	Patience à feuilles obtuses	C-AC		LC	
<i>Potamogeton crispus</i>	Potamogeton crépu	AR		LC	
<i>Lysimachia nummularia</i>	Lysimaque nummulaire	C-AR		LC	
<i>Lysimachia vulgaris</i>	Lysimaque commune	AR		LC	
<i>Primula elatior</i>	Primevère élevée	AC		LC	
<i>Anemone nemorosa</i>	Anémone sylvie	C-AR		LC	
<i>Aquilegia vulgaris</i>	Ancolie vulgaire	AC-AR		LC	
<i>Caltha palustris</i>	Populage des marais	C-AC		LC	
<i>Clematis vitalba</i>	Clématite des haies	C-AC		LC	
<i>Ranunculus acris</i>	Renoncule âcre	C		LC	
<i>Ranunculus bulbosus</i>	Renoncule bulbeuse	C		LC	
Ranunculus penicillatus	Renoncule en pinceau	-		VU	
<i>Ranunculus sceleratus</i>	Renoncule scélérate	AR-R		LC	
<i>Reseda lutea</i>	Réséda jaune	AC		LC	
<i>Reseda luteola</i>	Gaude	C-AC		LC	
<i>Rhamnus cathartica</i>	Nerprun purgatif	AR		LC	
<i>Agrimonia eupatoria</i>	Aigremoine eupatoire	C-AC		LC	
<i>Aphanes arvensis</i>	Aphane des champs	AC		LC	
<i>Filipendula ulmaria</i>	Reine-des-prés	C		LC	
<i>Fragaria vesca</i>	Fraisier sauvage	C-AC		LC	
<i>Geum urbanum</i>	Benoîte commune	C		LC	
<i>Potentilla reptans</i>	Potentille rampante	C-AC		LC	
<i>Prunus avium</i>	Merisier	AC-AR		LC	
<i>Prunus padus</i>	Cerisier à grappes	AC-AR		LC	
<i>Prunus spinosa</i>	Prunellier	C-AC		LC	
<i>Rosa canina</i> (groupe)	Rosier des chiens	C-AC		LC	
<i>Rosa rubiginosa</i>	Rosier rouillé	AC		LC	
<i>Rubus idaeus</i>	Framboisier commun	AC		LC	
<i>Asperula cynanchica</i>	Herbe à l'esquinancie	AC-AR		LC	
<i>Cruciata laevipes</i>	Gailllet croisetie	C-AC		LC	
<i>Galium aparine</i>	Gailllet gratteron	CC-C		LC	
<i>Galium odoratum</i>	Aspérule odorante	AC-AR		LC	
<i>Galium pumilum</i>	Gailllet couché	R		LC	

PLU de la Commune de Neuville-sur-Ailette
Rapport de Présentation

Nom Scientifique	Nom Commun	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Picardie (cotation UICN)	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019
<i>Galium verum</i>	Gaillet jaune	C-AR		LC	
<i>Populus nigra</i> (var. <i>italica</i>)	Peuplier d'Italie	P		NA	
<i>Populus tremula</i>	Peuplier tremble	C-AC		LC	
<i>Salix alba</i>	Saule blanc	AC-AR		LC	
<i>Salix cinerea</i>	Saule cendré	AC-AR		LC	
<i>Salix viminalis</i>	Saule des vanniers	AC		LC	
<i>Thesium humifusum</i>	Thésion couché	AR-R		NT	
<i>Solanum dulcamara</i>	Morelle douce-amère	C-AC		LC	
<i>Solanum nigrum</i>	Morelle noire	C-AC		LC	
<i>Typha angustifolia</i>	Massette à feuilles étroites	AR-R		NT	
<i>Typha latifolia</i>	Massette à larges feuilles	AC-AR		LC	
<i>Tilia cordata</i>	Tilleul à petites feuilles	AC		LC	
<i>Ulmus minor</i>	Orme champêtre	AC-AR		LC	
<i>Urtica dioica</i>	Ortie	C		LC	
<i>Valerianella locusta</i>	Mâche	C-AC		LC	
<i>Valerianella locusta</i> (var. <i>oleracea</i>)	Mâche	~P		NA	
<i>Verbena officinalis</i>	Verveine sauvage	AC		LC	
<i>Viola arvensis</i>	Pensée des champs	C-AC		LC	
<i>Viola hirta</i>	Violette hérissée	AC		LC	
<i>Viola reichenbachiana</i>	Violette de Reichenbach	C-AC		LC	
<i>Veronica triphyllos</i>	Véronique trifoliée	R		VU	VU

Annexe 4 : Liste des espèces animales référencées à Neuville-sur-Ailette (INPN et Clicnat)

Afin de définir le statut de préoccupation de conservation des espèces dans les Listes Rouges, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) a identifié 9 catégories, auxquelles s'ajoutent 2 autres au niveau régional (RE et NA), allant des espèces non-menacées (LC) aux espèces déjà éteintes au niveau mondial (EX).

Espèces éteintes	Espèces menacées de disparition
EX : Éteinte	CR : En danger critique d'extinction
EW : Éteinte à l'état sauvage	EN : En danger
RE : Éteinte au niveau régional	VU : Vulnérable
Autres catégories	
NT : Quasi menacée (espèce proche du seuil des espèces menacées ou qui pourrait être menacée si des mesures de conservation spécifiques n'étaient pas prises)	DD : Données insuffisantes (espèce pour laquelle l'évaluation n'a pu être réalisée faute de données suffisantes)
LC : Préoccupation mineure (espèce pour laquelle le risque de disparition de France est faible)	NA : Non applicable (espèce non soumise à évaluation car introduite dans la période récente ou présente en métropole de manière occasionnelle ou marginale)
	NE : Non évaluée (espèce non encore confrontée aux critères de la Liste rouge)

Escargots et autres mollusques :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Liste rouge nationale	Liste rouge Picardie	Protection
<i>Arion distinctus</i>	Loche glandue	LC		
<i>Dreissena polymorpha</i>	Moule zébrée	NA		
<i>Oxychilus draparnaudi</i>	Grand luisant	LC		

Insectes et araignées :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Liste rouge nationale	Liste rouge Picardie	Protection
<i>Aeshna grandis</i>	Grande Aeshne	LC		RI11
<i>Aeshna mixta</i>	Aeshne mixte	LC		RI11
<i>Anax imperator</i>	Anax empereur	LC		RI11
<i>Anax parthenope</i>	Anax napolitain	LC		RI11
<i>Calopteryx virgo</i>	Caloptéryx vierge	LC		
<i>Celastrina argiolus</i>	Azuré des nerpruns	LC		
<i>Chalcolestes viridis</i>	Leste vert	LC		
<i>Coenonympha glycerion</i>	Fadet de la mélisse	LC		
<i>Cordulia aenea</i>	Cordulie bronzée	LC		
<i>Crocothemis erythraea</i>	Crocothémis écarlate	LC		
<i>Enallagma cyathigerum</i>	Agrion porte-coupe	LC		
<i>Erythromma najas</i>	Naïade aux yeux rouges	LC		
<i>Erythromma viridulum</i>	Naïade au corps vert	LC		
<i>Ischnura elegans</i>	Agrion élégant	LC		

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Liste rouge nationale	Liste rouge Picardie	Protection
<i>Lasiommata megera</i>	Mégère	LC		
<i>Libellula depressa</i>	Libellule déprimée	LC		
<i>Orthetrum cancellatum</i>	Orthétrum réticulé	LC		
<i>Orthetrum coerulescens</i>	Orthétrum bleuisant	LC		
<i>Pararge aegeria</i>	Tircis	LC		
<i>Platycnemis pennipes</i>	Agrion à larges pattes	LC		
<i>Polygonia c-album</i>	Robert-le-Diable	LC		
<i>Sympetrum sanguineum</i>	Sympétrum sanguin	LC		
<i>Sympetrum striolatum</i>	Sympétrum fascié	LC		
<i>Sympetrum vulgatum</i>	Sympétrum vulgaire	NT		

Amphibiens et Reptiles :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Liste Rouge nationale	Liste rouge régionale	Protection
<i>Anguis fragilis</i>	Orvet fragile	LC		article 3
<i>Bufo bufo</i>	Crapaud commun	LC		article 3
<i>Coronella austriaca</i>	Coronelle lisse	LC		article 2
<i>Lacerta agilis</i>	Lézard des souches	NT		article 2
<i>Lacerta agilis</i>	Lézard des souches de Garzon	NT		article 2
<i>Rana dalmatina</i>	Grenouille agile	LC		article 2
<i>Rana temporaria</i>	Grenouille rousse	LC		article 4
<i>Trachemys scripta</i>	Trachémyde écrite	NA		

Oiseaux nicheurs :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Liste Rouge nationale	Liste rouge régionale	Protection
<i>Actitis hypoleucos</i>	Chevalier guignette	NT		
<i>Aegithalos caudatus</i>	Mésange à longue queue	LC		
<i>Alcedo atthis</i>	Martin-pêcheur d'Europe	VU		
<i>Anas acuta</i>	Canard pilet	NA		
<i>Anas crecca</i>	Sarcelle d'hiver	VU		
<i>Anas platyrhynchos</i>	Canard colvert	LC		
<i>Anser anser</i>	Oie cendrée	VU		
<i>Ardea alba</i>	Grande Aigrette	NT		
<i>Ardea cinerea</i>	Héron cendré	LC		
<i>Aythya ferina</i>	Fuligule milouin	VU		
<i>Aythya fuligula</i>	Fuligule morillon	LC		
<i>Aythya nyroca</i>	Fuligule nyroca	NA		
<i>Branta canadensis</i>	Bernache du Canada	NA		
<i>Bucephala clangula</i>	Garrot à œil d'or	NA		
<i>Buteo buteo</i>	Buse variable	LC		
<i>Carduelis carduelis</i>	Chardonneret élégant	VU		
<i>Certhia brachydactyla</i>	Grimpereau des jardins	LC		

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Liste Rouge nationale	Liste rouge régionale	Protection
<i>Charadrius hiaticula</i>	Grand Gravelot	VU		
<i>Corvus corone</i>	Corneille noire	LC		
<i>Corvus frugilegus</i>	Corbeau freux	LC		
<i>Corvus monedula</i>	Choucas des tours	LC		
<i>Cygnus olor</i>	Cygne tuberculé	LC		
<i>Dryocopus martius</i>	Pic noir	LC		
<i>Egretta garzetta</i>	Aigrette garzette	LC		
<i>Emberiza cirlus</i>	Bruant zizi	LC		
<i>Erithacus rubecula</i>	Rougegorge familier	LC		
<i>Fringilla coelebs</i>	Pinson des arbres	LC		
<i>Fulica atra</i>	Foulque macroule	LC		
<i>Gallinago gallinago</i>	Bécassine des marais	CR		
<i>Gallinula chloropus</i>	Poule d'eau	LC		
<i>Hirundo rustica</i>	Hirondelle rustique	NT		
<i>Limosa limosa</i>	Barge à queue noire	VU		
<i>Limosa limosa</i>	Barge à queue noire	VU		
<i>Luscinia megarhynchos</i>	Rossignol philomèle	LC		
<i>Mareca penelope</i>	Canard siffleur	NA		
<i>Mergus merganser</i>	Harle bièvre	NT		
<i>Milvus migrans</i>	Milan noir	LC		
<i>Motacilla alba</i>	Bergeronnette grise	LC		
<i>Parus major</i>	Mésange charbonnière	LC		
<i>Passer domesticus</i>	Moineau domestique	LC		
<i>Phalacrocorax carbo</i>	Grand Cormoran	LC		
<i>Phoenicurus ochruros</i>	Rougequeue noir	LC		
<i>Phylloscopus collybita</i>	Pouillot véloce	LC		
<i>Podiceps cristatus</i>	Grèbe huppé	LC		
<i>Rallus aquaticus</i>	Râle d'eau	NT		
<i>Riparia riparia</i>	Hirondelle de rivage	LC		
<i>Sitta europaea</i>	Sittelle torchepot	LC		
<i>Spatula clypeata</i>	Canard souchet	LC		
<i>Sterna hirundo</i>	Sterne pierregarin	LC		
<i>Streptopelia turtur</i>	Tourterelle des bois	VU		
<i>Sylvia atricapilla</i>	Fauvette à tête noire	LC		
<i>Sylvia communis</i>	Fauvette grisette	LC		
<i>Tachybaptus ruficollis</i>	Grèbe castagneux	LC		
<i>Tringa totanus</i>	Chevalier gambette	LC		
<i>Troglodytes troglodytes</i>	Troglodyte mignon	LC		
<i>Turdus merula</i>	Merle noir	LC		
<i>Vanellus vanellus</i>	Vanneau huppé	NT		

Oiseaux non-nicheurs (de passage) :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Liste Rouge nationale	Liste rouge régionale	Protection
<i>Actitis hypoleucos</i>	Chevalier guignette	DD		

PLU de la Commune de Neuville-sur-Ailette
Rapport de Présentation

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Liste Rouge nationale	Liste rouge régionale	Protection
<i>Aegithalos caudatus</i>	Mésange à longue queue	NA		
<i>Anas acuta</i>	Canard pilet	NA		
<i>Anas crecca</i>	Sarcelle d'hiver	NA		
<i>Anas platyrhynchos</i>	Canard colvert	NA		
<i>Anser anser</i>	Oie cendrée	NA		
<i>Ardea cinerea</i>	Héron cendré	NA		
<i>Aythya ferina</i>	Fuligule milouin	NA		
<i>Aythya nyroca</i>	Fuligule nyroca	NA		
<i>Buteo buteo</i>	Buse variable	NA		
<i>Calidris alpina</i>	Bécasseau variable	NA		
<i>Calidris ferruginea</i>	Bécasseau cocorli	LC		
<i>Calidris temminckii</i>	Bécasseau de Temminck	NA		
<i>Carduelis carduelis</i>	Chardonneret élégant	NA		
<i>Charadrius hiaticula</i>	Grand Gravelot	NA		
<i>Emberiza cirlus</i>	Bruant zizi	NA		
<i>Erithacus rubecula</i>	Rougegorge familier	NA		
<i>Fringilla coelebs</i>	Pinson des arbres	NA		
<i>Fulica atra</i>	Foulque macroule	NA		
<i>Gallinago gallinago</i>	Bécassine des marais	NA		
<i>Gallinula chloropus</i>	Gallinule poule-d'eau, Poule d'eau	NA		
<i>Hirundo rustica</i>	Hirondelle rustique, Hirondelle de cheminée	DD		
<i>Limosa limosa</i>	Barge à queue noire	VU		
<i>Limosa limosa</i>	Barge à queue noire	VU		
<i>Luscinia megarhynchos</i>	Rossignol philomèle	NA		
<i>Milvus migrans</i>	Milan noir	NA		
<i>Parus major</i>	Mésange charbonnière	NA		
<i>Passer domesticus</i>	Moineau domestique	NA		
<i>Phalacrocorax carbo</i>	Grand Cormoran	NA		
<i>Phoenicurus ochruros</i>	Rougequeue noir	NA		
<i>Phylloscopus collybita</i>	Pouillot véloce	NA		
<i>Rallus aquaticus</i>	Râle d'eau	NA		
<i>Riparia riparia</i>	Hirondelle de rivage	DD		
<i>Sterna hirundo</i>	Sterne pierregarin	LC		
<i>Streptopelia turtur</i>	Tourterelle des bois	NA		
<i>Sylvia atricapilla</i>	Fauvette à tête noire	NA		
<i>Sylvia communis</i>	Fauvette grisette	DD		
<i>Tringa nebularia</i>	Chevalier aboyeur	LC		
<i>Tringa totanus</i>	Chevalier gambette	LC		
<i>Turdus merula</i>	Merle noir	NA		
<i>Vanellus vanellus</i>	Vanneau huppé	NA		
<i>Actitis hypoleucos</i>	Chevalier guignette	NA		
<i>Alcedo atthis</i>	Martin-pêcheur d'Europe	NA		
<i>Anas acuta</i>	Canard pilet	LC		
<i>Anas crecca</i>	Sarcelle d'hiver	LC		

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Liste Rouge nationale	Liste rouge régionale	Protection
<i>Anas platyrhynchos</i>	Canard colvert	LC		
<i>Anser albifrons</i>	Oie rieuse	NA		
<i>Anser anser</i>	Oie cendrée	LC		
<i>Ardea alba</i>	Grande Aigrette	LC		
<i>Ardea cinerea</i>	Héron cendré	NA		
<i>Aythya ferina</i>	Fuligule milouin	LC		
<i>Aythya fuligula</i>	Fuligule morillon	NT		
<i>Aythya nyroca</i>	Fuligule nyroca	NA		
<i>Branta canadensis</i>	Bernache du Canada	NA	NT	
<i>Bucephala clangula</i>	Garrot à oeil d'or	NA		
<i>Buteo buteo</i>	Buse variable	NA	LC	
<i>Calidris alpina</i>	Bécasseau variable	LC		
<i>Carduelis carduelis</i>	Chardonneret élégant	NA		
<i>Charadrius hiaticula</i>	Grand Gravelot	LC		
<i>Corvus corone</i>	Corneille noire	NA		
<i>Corvus frugilegus</i>	Corbeau freux	LC		
<i>Corvus monedula</i>	Choucas des tours	NA		
<i>Cygnus olor</i>	Cygne tuberculé	NA		
<i>Egretta garzetta</i>	Aigrette garzette	NA		
<i>Erithacus rubecula</i>	Rougegorge familier	NA		
<i>Fringilla coelebs</i>	Pinson des arbres	NA		
<i>Fulica atra</i>	Foulque macroule	NA		
<i>Gallinago gallinago</i>	Bécassine des marais	DD		
<i>Gallinula chloropus</i>	Gallinule poule-d'eau, Poule d'eau	NA		
<i>Limosa limosa</i>	Barge à queue noire	NT		
<i>Limosa limosa</i>		NT		
<i>Mergus merganser</i>	Harle bièvre	LC		
<i>Motacilla alba</i>	Bergeronnette grise	NA		
<i>Parus major</i>	Mésange charbonnière	NA		
<i>Phalacrocorax carbo</i>	Grand Cormoran	LC		
<i>Phoenicurus ochrurus</i>	Rougequeue noir	NA		
<i>Phylloscopus collybita</i>	Pouillot véloce	NA		
<i>Pluvialis apricaria</i>	Pluvier doré	LC		
<i>Podiceps cristatus</i>	Grèbe huppé	NA		
<i>Rallus aquaticus</i>	Râle d'eau	NA		
<i>Sterna hirundo</i>	Sterne pierregarin	NA		
<i>Sylvia atricapilla</i>	Fauvette à tête noire	NA		
<i>Tachybaptus ruficollis</i>	Grèbe castagneux	NA		
<i>Tringa nebularia</i>	Chevalier aboyeur	NA		
<i>Tringa totanus</i>	Chevalier gambette	NA		
<i>Troglodytes troglodytes</i>	Troglodyte mignon	NA		
<i>Turdus merula</i>	Merle noir	NA		
<i>Vanellus vanellus</i>	Vanneau huppé	LC		

Mammifères :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Liste Rouge nationale	Liste rouge régionale	Protection
<i>Capreolus capreolus</i>	Chevreuil européen	LC		
<i>Lepus europaeus</i>	Lièvre d'Europe	LC		
<i>Meles meles</i>	Blaireau européen	LC	LC	
<i>Myocastor coypus</i>	Ragondin	NA		
<i>Sus scrofa</i>	Sanglier	LC		

Les relevés fournis ne sont pas exhaustifs.